Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 40 del 17 febbraio 1996 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale (50%) - Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 17 febbraio 1996** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 32

LEGGE 31 gennaio 1996, n. **61.**

Ratifica ed esecuzione degli atti finali della Conferenza addizionale dei plenipotenziari relativa alla costituzione e convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (UIT), con protocollo facoltativo, risoluzioni e raccomandazioni, adottati a Ginevra il 22 dicembre 1992.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 31 gennaio 1996, n. **61.**

Ratifica ed esecuzione degli atti finali della Conferenza addizionale dei plenipotenziari relativa alla costituzione e convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (UIT), con protocollo facoltativo, risoluzioni e raccomandazioni, adottati a Ginevra il 22 dicembre 1992.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli atti finali della conferenza addizionale dei plenipotenziari relativa alla costituzione e convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (UIT), con protocollo facoltativo, risoluzioni e raccomandazioni, adottati a Ginevra il 22 dicembre 1992.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della loro entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 58 degli atti stessi.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1996

SCALFARO

DINI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

AGNELLI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DINI

ACTES FINALS

DE LA

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

ADDITIONNELLE

(Genève, 1992)

Constitution et Convention de
l'Union Internationale des Télécommunications

Protocole facultatif

Résolutions

Recommandation

Genève, 1993

CONSTITUTION DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Préambule

1 En reconnaissant pleinement à chaque Etat le droit souverain de réglementer ses télécommunications et compte tenu de l'importance croissante des télécommunications pour la sauvegarde de la paix et le développement économique et social de tous les Etats, les Etats parties à la présente Constitution, instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications, et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (ci-après désignée «la Convention») qui la complète, aux fins de faciliter les relations pacifiques et la coopération internationale entre les peuples ainsi que le développement économique et social par le bon fonctionnement des télécommunications, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I

Dispositions de base

ARTICLE 1

Objet de l'Union

2 1. L'Union a pour objet:

3 *a)* de maintenir et d'étendre la coopération internationale entre tous les Membres de l'Union pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

4 *b)* de promouvoir et d'offrir l'assistance technique aux pays en développement dans le domaine des télécommunications, et de promouvoir également la mobilisation des ressources matérielles et financières nécessaires à sa mise en œuvre;

5 *c)* de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication. d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

6 *d)* de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

7 *e)* de promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques;

8 *f)* d'harmoniser les efforts des Membres vers ces fins;

9 *g)* de promouvoir au niveau international. l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication. en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information. en

collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

10 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

11 *a)* effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence, et de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;

12 *b)* coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires pour les services de radiocommunication;

13 *c)* facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;

14 *d)* encourage la coopération internationale en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

15 *e)* coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

16 *f)* favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

17 *g)* provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

18 *h)* procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;

19 *i)* s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays.

ARTICLE 2

Composition de l'Union

20 L'Union internationale des télécommunications, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt d'une participation universelle à l'Union, se compose de:

21 *a)* tout Etat qui est Membre de l'Union en tant que partie à toute Convention internationale des télécommunications avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution et de la Convention;

22 *b)* tout autre Etat, Membre de l'Organisation des Nations Unies, qui adhère à la présente Constitution et à la Convention conformément aux dispositions de l'article 53 de la présente Constitution;

23 *c)* tout autre Etat, non Membre de l'Organisation des Nations Unies, qui demande à devenir Membre de l'Union et qui, après que sa demande a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union, adhère à la présente Constitution et à la Convention conformément aux dispositions de l'article 53 de la présente Constitution. Si une telle

demande d'admission en qualité de Membre est présentée pendant la période comprise entre deux Conférences de plénipotentiaires, le Secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans un délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 3

Droits et obligations des Membres

24 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévus dans la présente Constitution et dans la Convention.

25 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants:

26 *a)* tout Membre a le droit de participer aux conférences, est éligible au Conseil et a le droit de présenter des candidats à l'élection des fonctionnaires de l'Union ou des membres du Comité du Règlement des radiocommunications;

27 *b)* tout Membre a, sous réserve des dispositions des numéros 169 et 210 de la présente Constitution, également droit à une voix à toutes les Conférences de plénipotentiaires, à toutes les conférences mondiales, et à toutes les assemblées des radiocommunications ainsi qu'à toutes les réunions des commissions d'études et, s'il fait partie du Conseil, à toutes les sessions de ce Conseil. Aux conférences régionales, seuls les Membres de la région concernée ont le droit de vote;

28 *c)* tout Membre a, sous réserve des dispositions des numéros 169 et 210 de la présente Constitution, également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance. Dans le cas de consultations concernant des conférences régionales, seuls les Membres de la région concernée ont le droit de vote.

ARTICLE 4

Instruments de l'Union

29 1. Les instruments de l'Union sont:

- la présente Constitution de l'Union internationale des télécommunications,
- la Convention de l'Union internationale des télécommunications,

et

- les Règlements administratifs.

30 2. La présente Constitution, dont les dispositions sont complétées par celles de la Convention, est l'instrument fondamental de l'Union.

31 3. Les dispositions de la présente Constitution et de la Convention sont complétées de plus par celles des Règlements administratifs, énumérés ci-après, qui réglementent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres:

- le Règlement des télécommunications internationales,
- le Règlement des radiocommunications.

32 4. En cas de divergence entre une disposition de la présente Constitution et une disposition de la Convention ou des Règlements administratifs, la Constitution prévaut. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition des Règlements administratifs, la Convention prévaut.

ARTICLE 5

Définitions

33 A moins de contradiction avec le contexte:

34 *a)* les termes utilisés dans la présente Constitution et définis dans son annexe, qui fait partie intégrante de la présente Constitution, ont le sens qui leur est assigné dans cette annexe;

35 *b)* les termes – autres que ceux définis dans l'annexe à la présente Constitution – utilisés dans la Convention et définis dans l'annexe à cette Convention, qui fait partie intégrante de la Convention, ont le sens qui leur est assigné dans cette annexe;

36 *c)* les autres termes définis dans les Règlements administratifs ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

ARTICLE 6

Exécution des instruments de l'Union

37 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent causer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 48 de la présente Constitution.

38 2. Les Membres sont également tenus de prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication d'autres pays.

ARTICLE 7

Structure de l'Union

39 L'Union comprend:

40 *a)* la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

41 *b)* le Conseil, qui agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires;

42 *c)* les conférences mondiales des télécommunications internationales;

43 *d)* le Secteur des radiocommunications, y compris les conférences mondiales et régionales des radiocommunications, les assemblées des radiocommunications et le Comité du Règlement des radiocommunications;

44 *e)* le Secteur de la normalisation des télécommunications, y compris les conférences mondiales de normalisation des télécommunications;

45 *f)* le Secteur du développement des télécommunications, y compris les conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications;

46 *g)* le Secrétariat général.

ARTICLE 8

La Conférence de plénipotentiaires

47 1. La Conférence de plénipotentiaires est composée de délégations représentant les Membres. Elle est convoquée tous les quatre ans.

48 2. La Conférence de plénipotentiaires:

49 *a)* détermine les principes généraux permettant de satisfaire l'objet de l'Union énoncé à l'article 1 de la présente Constitution;

50 *b)* après examen des rapports établis par le Conseil sur l'activité de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires ainsi que sur la politique et la planification stratégiques recommandées pour l'Union, adopte toutes décisions qu'elle considère appropriées;

51 *c)* établit les bases du budget de l'Union et fixe, compte tenu des décisions prises sur la base des rapports mentionnés au numéro 50 ci-dessus, le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné tous les aspects pertinents de l'activité de l'Union durant cette période;

52 *d)* formule toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union et fixe, au besoin, les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union;

53 *e)* examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;

54 *f)* élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil;

55 *g)* élit le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les directeurs des Bureaux des Secteurs en leur qualité de fonctionnaires élus de l'Union;

56 *h)* élit les membres du Comité du Règlement des radiocommunications;

57 *i)* examine et adopte, s'il y a lieu, les propositions d'amendements à la présente Constitution et à la Convention conformément, respectivement, aux dispositions de l'article 55 de la présente Constitution et des dispositions pertinentes de la Convention;

58 *j)* conclut ou révise, le cas échéant, les accords entre l'Union et d'autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil au nom de l'Union avec de telles organisations et lui donne la suite qu'elle juge appropriée;

59 *k)* traite toutes les autres questions de télécommunication jugées nécessaires.

ARTICLE 9

Principes relatifs aux élections et questions connexes

60 1. Lors des élections visées aux numéros 54 à 56 de la présente Constitution, la Conférence de plénipotentiaires veille à ce que:

61 *a)* les Membres du Conseil soient élus compte dûment tenu de la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde;

62 *b)* le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général, les directeurs des Bureaux et les membres du Comité du Règlement des radiocommunications soient tous ressortissants de Membres différents et que lors de leur élection, il soit dûment tenu compte d'une répartition géographique équitable entre les régions du monde; en ce qui concerne les fonctionnaires élus, il faudrait en outre tenir dûment compte des principes énoncés au numéro 154 de la présente Constitution;

63 *c)* les membres du Comité du Règlement des radiocommunications soient élus, à titre individuel, parmi les candidats proposés par les Membres de l'Union; chaque Membre ne peut proposer qu'un seul candidat qui doit être l'un de ses ressortissants.

64 2. Les procédures à suivre pour ces élections sont établies par la Conférence de plénipotentiaires. Les dispositions relatives à l'entrée en fonctions, aux vacances d'emploi et à la rééligibilité figurent dans la Convention.

ARTICLE 10

Le Conseil

65 1. (1) Le Conseil est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires conformément aux dispositions du numéro 61 de la présente Constitution.

66 (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.

67 2. Le Conseil établit son propre règlement intérieur.

68 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

69 4. (1) Le Conseil est chargé de prendre toutes mesures propres à faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la présente Constitution, de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union, ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

70 (2) Il examine les grandes questions de politique des télécommunications conformément aux directives générales de la Conférence de plénipotentiaires afin que les orientations politiques et la stratégie de l'Union soient parfaitement adaptées à l'évolution constante de l'environnement des télécommunications.

71 (3) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur le Secrétariat général et les trois Secteurs.

72 (4) Il contribue, conformément à l'objet de l'Union, au développement des télécommunications dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies.

ARTICLE 11

Secrétariat général

73 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un Secrétaire général assisté d'un Vice-Secrétaire général.

74 (2) Le Secrétaire général, avec le concours du Comité de coordination, élabore les politiques et les plans stratégiques de l'Union et coordonne ses activités.

75 (3) Le Secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union.

76 (4) Le Secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

77 2. Le Vice-Secrétaire général est responsable devant le Secrétaire général; il assiste le Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le Secrétaire général. Il exerce les fonctions du Secrétaire général en l'absence de ce dernier.

CHAPITRE II

Secteur des radiocommunications

ARTICLE 12

Fonctions et structure

78 1. (1) Les fonctions du Secteur des radiocommunications consistent à répondre à l'objet de l'Union concernant les radiocommunications, tel qu'il est énoncé à l'article 1 de la présente Constitution,

- en assurant l'utilisation rationnelle, équitable, efficace et économique du spectre des fréquences radioélectriques par tous les services de radiocommunication, y compris ceux qui utilisent l'orbite des satellites géostationnaires, sous réserve des dispositions de l'article 44 de la présente Constitution, et

- en procédant à des études sans limitation quant à la gamme de fréquences, et en adoptant des recommandations relatives aux radiocommunications.

79 (2) Les attributions précises du Secteur des radiocommunications et du Secteur de la normalisation des télécommunications doivent être réexaminées en permanence, en étroite collaboration, en ce qui concerne les problèmes intéressant les deux Secteurs, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention. Une coordination étroite doit être assurée entre les Secteurs des radiocommunications, de la normalisation des télécommunications, et du développement des télécommunications.

80 2. Le fonctionnement du Secteur des radiocommunications est assuré par:

81 *a)* des conférences mondiales et régionales des radiocommunications;

82 *b)* le Comité du Règlement des radiocommunications;

83 *c)* les assemblées des radiocommunications, qui sont associées aux conférences mondiales des radiocommunications;

84 *d)* des commissions d'études;

85 *e)* le Bureau des radiocommunications dirigé par un directeur élu.

86 3. Le Secteur des radiocommunications a pour membres:

87 *a)* de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;

88 *b)* toute entité ou organisation agréée conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

ARTICLE 13

Conférences des radiocommunications et assemblées des radiocommunications

89 1. Une conférence mondiale des radiocommunications peut procéder à une révision partielle ou, exceptionnellement, totale du Règlement des radiocommunications et traiter de toute autre question de caractère mondial relevant de sa compétence et se rapportant à son ordre du jour. Les autres fonctions de cette conférence sont énoncées dans la Convention.

90 2. Les conférences mondiales des radiocommunications sont convoquées normalement tous les deux ans; cependant, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, une telle conférence peut ne pas être convoquée ou une conférence additionnelle peut être convoquée.

91 3. Les assemblées des radiocommunications sont de même normalement convoquées tous les deux ans et sont associées en lieu et dates aux conférences mondiales des radiocommunications de manière à améliorer l'efficacité et la productivité du Secteur des radiocommunications. Les

assemblées des radiocommunications établissent les bases techniques nécessaires aux travaux des Conférences mondiales des radiocommunications et donnent suite à toutes les demandes desdites conférences: leurs fonctions sont énoncées dans la Convention.

92 4. Les décisions des conférences mondiales des radiocommunications, des assemblées des radiocommunications et des conférences régionales des radiocommunications doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la présente Constitution et de la Convention. Les décisions des assemblées des radiocommunications ou des conférences régionales des radiocommunications doivent être aussi, dans tous les cas, conformes aux dispositions du Règlement des radiocommunications. Lorsqu'elles adoptent des résolutions et décisions, les conférences doivent tenir compte des répercussions financières prévisibles et devraient éviter d'adopter des résolutions et décisions susceptibles d'entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

ARTICLE 14

Comité du Règlement des radiocommunications

93 1. Le Comité du Règlement des radiocommunications est composé de membres élus parfaitement qualifiés dans le domaine des radiocommunications et possédant une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences. Chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du monde. Les membres exercent leurs fonctions au service de l'Union de manière indépendante et à temps partiel.

94 2. Les fonctions du Comité du Règlement des radiocommunications consistent:

95 *a)* à approuver des règles de procédure, qui comportent des critères techniques, conformes au Règlement des radiocommunications et aux décisions des conférences des radiocommunications compétentes. Ces règles de procédure sont utilisées par le directeur et le Bureau dans

l'application du Règlement des radiocommunications pour enregistrer les assignations de fréquences faites par les Membres. Ces règles peuvent faire l'objet de commentaires de la part des administrations et en cas de désaccord persistant, la question est soumise à une prochaine conférence mondiale des radiocommunications;

96 *b)* à examiner tout autre problème qui ne peut pas être résolu par l'application des règles de procédure susmentionnées;

97 *c)* à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences, comme indiqué dans le numéro 78 de la présente Constitution, conformément aux procédures prévues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence compétente ou par le Conseil avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions.

98 3. (1) Les membres du Comité du Règlement des radiocommunications, en s'acquittant de leurs fonctions au sein du Comité, ne représentent pas leur Etat Membre ni une région, mais sont investis d'une charge publique internationale. En particulier, chaque membre du Comité doit s'abstenir de participer à des décisions concernant directement son administration.

99 (2) Aucun membre du Comité ne doit, en ce qui concerne l'exercice de ses fonctions au service de l'Union, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. Les membres doivent s'abstenir de prendre toute mesure ou de s'associer à toute décision pouvant être incompatible avec leur statut tel qu'il est défini au numéro 98 ci-dessus.

100 (3) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des membres du Comité et s'abstenir de chercher à les influencer dans l'exercice de leurs fonctions au sein du Comité.

101 4. Les méthodes de travail du Comité du Règlement des radiocommunications sont définies dans la Convention.

ARTICLE 15

Commissions d'études des radiocommunications

102 Les fonctions des Commissions d'études des radiocommunications sont énoncées dans la Convention.

ARTICLE 16

Bureau des radiocommunications

103 Les fonctions du directeur du Bureau des radiocommunications sont énoncées dans la Convention.

CHAPITRE III

Secteur de la normalisation des télécommunications

ARTICLE 17

Fonctions et structure

104 1. (1) Les fonctions du Secteur de la normalisation des télécommunications consistent à répondre pleinement à l'objet de l'Union concernant la normalisation des télécommunications, tel qu'il est énoncé à l'article 1 de la présente Constitution, en effectuant des études sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification et en adoptant des recommandations à ce sujet en vue de la normalisation des télécommunications à l'échelle mondiale.

105 (2) Les attributions précises du Secteur de la normalisation des télécommunications et du Secteur des radiocommunications doivent être réexaminées en permanence, en étroite collaboration, en ce qui concerne les problèmes intéressant les deux Secteurs, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention. Une coordination étroite doit être assurée entre les Secteurs des radiocommunications, de la normalisation des télécommunications et du développement des télécommunications.

106 2. Le fonctionnement du Secteur de la normalisation des télécommunications est assuré par:

107 *a)* des conférences mondiales de normalisation des télécommunications;

108 *b)* des commissions d'études de la normalisation des télécommunications;

109 *c)* le Bureau de la normalisation des télécommunications, dirigé par un directeur élu.

110 3. Le Secteur de la normalisation des télécommunications a pour membres:

111 *a)* de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union:

112 *b)* toute entité ou organisation agréée conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

ARTICLE 18

Conférences mondiales de normalisation des télécommunications

113 1. **Le rôle des conférences mondiales de normalisation des télécommunications est défini dans la Convention.**

114 2. Les conférences mondiales de normalisation des télécommunications sont convoquées tous les quatre ans; toutefois, une conférence additionnelle peut être organisée conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

115 3. Les décisions des conférences mondiales de normalisation des télécommunications doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la présente Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs. Lorsqu'elles adoptent des résolutions et décisions, les conférences doivent tenir compte des repercussions financières prévisibles et devraient éviter d'adopter des résolutions et décisions susceptibles d'entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

ARTICLE 19

Commissions d'études de la normalisation des télécommunications

116 Les fonctions des commissions d'études de la normalisation des télécommunications sont énoncées dans la Convention.

ARTICLE 20

Bureau de la normalisation des télécommunications

117 Les fonctions du directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications sont énoncées dans la Convention.

CHAPITRE IV

Secteur du développement des télécommunications

ARTICLE 21

Fonctions et structure

118 1. (1) Les fonctions du Secteur du développement des télécommunications consistent à répondre à l'objet de l'Union, tel qu'il est énoncé à l'article 1 de la présente Constitution et à s'acquitter, dans les limites de sa sphère de compétence spécifique, de la double responsabilité de l'Union en tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies et agent d'exécution pour la mise en œuvre de projets dans le cadre du système de développement des Nations Unies ou d'autres arrangements de financement, afin de faciliter et d'améliorer le développement des télécommunications en offrant, organisant et coordonnant les activités de coopération et d'assistance techniques.

119 (2) Les activités des Secteurs des radiocommunications, de la normalisation des télécommunications et du développement des télécommunications font l'objet d'une coopération étroite en ce qui concerne les questions relatives au développement, conformément aux dispositions pertinentes de la présente Constitution.

120 2. Dans le cadre susmentionné, les fonctions spécifiques du Secteur du développement des télécommunications sont:

121 *a)* d'accroître la sensibilisation des décideurs au rôle important des télécommunications dans les programmes nationaux de développement économique et social et de fournir des renseignements et des conseils sur les options possibles en matière de politique générale et de structure;

122 *b)* d'encourager le développement, l'expansion et l'exploitation des réseaux et des services de télécommunication, notamment dans les pays en développement, compte tenu des activités des autres organes

concernés, en renforçant les moyens de développement des ressources humaines, de planification, de gestion, de mobilisation des ressources, et de recherche-développement;

123 *c)* de stimuler la croissance des télécommunications par la coopération avec les organisations régionales de télécommunication et avec les institutions mondiales et régionales de financement du développement, en suivant l'état d'avancement des projets retenus dans son programme de développement, afin de veiller à leur bonne mise en œuvre;

124 *d)* de favoriser la mobilisation de ressources pour apporter une assistance aux pays en développement dans le domaine des télécommunications, en encourageant l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables et en coopérant avec les organismes de financement et de développement internationaux et régionaux;

125 *e)* de promouvoir et de coordonner des programmes permettant d'accélérer le transfert de technologies appropriées en faveur des pays en développement compte tenu de l'évolution et des modifications qui se produisent dans les réseaux des pays développés;

126 *f)* d'encourager la participation de l'industrie au développement des télécommunications dans les pays en développement, et de donner des conseils sur le choix et le transfert des technologies appropriées;

127 *g)* de donner des conseils, d'effectuer ou de parrainer des études, le cas échéant, sur des questions de technique, d'économie, de finances, de gestion, de réglementation et de politique générale, y compris des études sur des projets spécifiques dans le domaine des télécommunications;

128 *h)* de collaborer avec les autres Secteurs, le Secrétariat général et les autres organes concernés pour élaborer un plan global pour les réseaux internationaux et régionaux de télécommunication, de manière à faciliter la coordination de leur développement en vue de la prestation de services de télécommunication;

129 *i)* de s'intéresser spécialement, dans l'exercice des fonctions précitées, aux besoins des pays les moins avancés.

130 3. Le fonctionnement du Secteur du développement des télécommunications est assuré par:

131 *a)* des conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications;

132 *b)* des commissions d'études du développement des télécommunications;

133 *c)* le Bureau de développement des télécommunications dirigé par un directeur élu.

134 4. Le Secteur du développement des télécommunications a pour membres:

135 *a)* de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;

136 *b)* toute entité ou organisation agréée conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

ARTICLE 22

Conférences de développement des télécommunications

137 1. Les conférences de développement des télécommunications constituent un cadre de discussion où sont examinés des questions, projets et programmes intéressant le développement des télécommunications et où sont données des orientations au Bureau de développement des télécommunications.

138 2. Les conférences de développement des télécommunications comprennent:

139 *a)* des conférences mondiales de développement des télécommunications;

140 *b)* des conférences régionales de développement des télécommunications.

141 3. Il se tient entre deux Conférences de plénipotentiaires une conférence mondiale de développement des télécommunications et, selon les ressources et les priorités, des conférences régionales de développement des télécommunications.

142 4. Les conférences de développement des télécommunications n'élaborent pas d'Actes finals. Leurs conclusions prennent la forme de résolutions, de décisions, de recommandations ou de rapports. Ces conclusions doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la présente Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs. Lorsqu'elles adoptent des résolutions et décisions, les conférences doivent tenir compte des répercussions financières prévisibles et devraient éviter d'adopter des résolutions et décisions susceptibles d'entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

143 5. Le rôle des conférences de développement des télécommunications est défini dans la Convention.

ARTICLE 23

Commissions d'études du développement des télécommunications

144 Les fonctions des commissions d'études du développement des télécommunications sont énoncées dans la Convention.

ARTICLE 24

Bureau de développement des télécommunications

145 Les fonctions du directeur du Bureau de développement des télécommunications sont énoncées dans la Convention.

CHAPITRE V

Autres dispositions relatives au fonctionnement de l'Union

ARTICLE 25

Conférences mondiales des télécommunications internationales

146 1. Une conférence mondiale des télécommunications internationales peut procéder à une révision partielle, ou exceptionnellement totale, du Règlement des télécommunications internationales et traiter de toute autre question de caractère mondial relevant de sa compétence ou se rapportant à son ordre du jour.

147 2. Les décisions des conférences mondiales des télécommunications internationales sont, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la présente Constitution et de la Convention. Lors de l'adoption des résolutions et décisions, les conférences doivent tenir compte des répercussions financières prévisibles et devraient éviter d'adopter telles résolutions et décisions qui peuvent entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

ARTICLE 26

Comité de coordination

148 1. Le Comité de coordination est composé du Secrétaire général, du Vice-Secrétaire général et des directeurs des trois Bureaux. Il est présidé par le Secrétaire général et, en son absence, par le Vice-Secrétaire général.

149 2. Le Comité de coordination assume les fonctions d'une équipe de gestion interne qui conseille le Secrétaire général et lui fournit une aide pratique pour toutes les questions concernant l'administration, les finances, les systèmes d'information et la coopération technique qui ne sont pas exclusivement de la compétence d'un Secteur donné ou du Secrétariat général ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique. Dans l'examen de ces questions, le Comité tient pleinement compte des dispositions de la présente Constitution, de la Convention, des décisions du Conseil et des intérêts de l'Union tout entière.

ARTICLE 27

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

150 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

151 (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions de ces fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et s'abstenir de chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

152 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

153 (4) Pour garantir un fonctionnement efficace de l'Union, tout Membre dont un ressortissant a été élu Secrétaire général, Vice-Secrétaire général, ou directeur d'un Bureau doit, dans la mesure du possible, s'abstenir de rappeler ce ressortissant entre deux Conférences de plénipotentiaires.

154 2. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 28

Finances de l'Union

155 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents:

156 *a)* au Conseil;

157 *b)* au Secrétariat général et aux Secteurs de l'Union;

158 *c)* aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences mondiales des télécommunications internationales.

159 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et des entités et organisations admises à participer aux activités de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Convention. Ces contributions sont déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre et par toute entité ou organisation agréée, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

160 3. (1) Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

161 (2) Ce choix est effectué dans les six mois qui suivent la fin d'une Conférence de plénipotentiaires conformément à l'échelle des classes de contribution indiquée dans la Convention.

162 (3) Si une Conférence de plénipotentiaires adopte un amendement à l'échelle des classes de contribution qui figure dans la Convention, le Secrétaire général informe chaque Membre de la date d'entrée en vigueur de l'amendement. Chaque Membre informe le Secrétaire général, dans les six mois qui suivent la date de cette communication, de la classe de contribution qu'il a choisie conformément à l'échelle modifiée en vigueur.

163 (4) La classe de contribution choisie par chaque Membre, conformément au numéro 161 ou au numéro 162 ci-dessus, est applicable seulement à partir du 1er janvier qui suit un délai d'un an à compter de l'expiration de la période de six mois visée au numéro 161 ou 162 ci-dessus.

164 4. Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié respectivement aux numéros 161 et 162 ci-dessus conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.

165 5. La classe de contribution choisie par un Membre ne peut être réduite que conformément aux numéros 161, 162 et 163 ci-dessus. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, telles que des catastrophes naturelles nécessitant le lancement de programmes d'aide internationale, le Conseil peut autoriser une réduction du nombre d'unités de contribution lorsqu'un Membre en fait la demande et fournit la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution dans la classe choisie à l'origine.

166 6. De même, les Membres peuvent, avec l'approbation du Conseil, choisir une classe de contribution inférieure à celle qu'ils ont choisie conformément au numéro 161 ci-dessus, si leur position relative de contribution, à partir de la date fixée au numéro 163 ci-dessus pour une nouvelle période de contribution est sensiblement moins bonne que leur dernière position antérieure.

167 7. Les dépenses des conférences régionales visées au numéro 43 de la présente Constitution sont à la charge de tous les Membres de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, de ceux des Membres d'autres régions qui, le cas échéant, ont participé à de telles conférences.

168 8. Les Membres et les entités et organisations visées au numéro 159 ci-dessus paient à l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget biennal arrêté par le Conseil et compte tenu des ajustements que celui-ci pourra adopter.

169 9. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 27 et 28 de la présente Constitution quand le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.

170 10. Les dispositions spécifiques qui régissent les contributions financières des entités et organisations visées au numéro 159 ci-dessus et d'autres organisations internationales figurent dans la Convention.

ARTICLE 29

Langues

171 1. (1) L'Union a pour langues officielles et de travail: l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

172 (2) Ces langues sont utilisées, conformément aux décisions pertinentes de la Conférence de plénipotentiaires, pour l'établissement et la publication de documents et de textes de l'Union, dans des versions équivalentes par leur forme et leur teneur, ainsi que pour l'interprétation réciproque pendant les conférences et réunions de l'Union.

173 (3) En cas de divergence ou de contestation, le texte français fait foi.

174 2. Lorsque tous les participants à une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur à celui mentionné ci-dessus.

ARTICLE 30

Siège de l'Union

175 L'Union a son siège à Genève.

ARTICLE 31

Capacité juridique de l'Union

176 L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

ARTICLE 32

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

177 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences et réunions de l'Union appliquent le règlement intérieur figurant dans la Convention.

178 2. Les conférences et le Conseil peuvent adopter les règles qu'ils jugent indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois, ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la présente Constitution et de la Convention; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des conférences, elles sont publiées comme documents de ces dernières.

CHAPITRE VI

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 33

Droit du public à utiliser le service international de télécommunication

179 Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 34

Arrêt des télécommunications

180 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

181 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

ARTICLE 35

Suspension du service

182 Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service international de télécommunication, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du Secrétaire général.

ARTICLE 36

Responsabilité

183 Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 37

Secret des télécommunications

184 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

185 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation nationale ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

ARTICLE 38

Etablissement, exploitation et sauvegarde des voies et des installations de télécommunication

186 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

187 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

188 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

189 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 39

Notification des contraventions

190 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 6 de la présente Constitution, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs.

ARTICLE 40

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine

191 Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 41

Priorité des télécommunications d'Etat

192 Sous réserve des dispositions des articles 40 et 46 de la présente Constitution, les télécommunications d'Etat (voir l'annexe à la présente Constitution, numéro 1014) jouissent d'un droit de priorité sur les autres télécommunications, dans la mesure du possible, lorsque la demande en est faite spécifiquement par l'intéressé.

ARTICLE 42

Arrangements particuliers

193 Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas l'ensemble des Membres. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la

présente Constitution, de la Convention ou des Règlements administratifs, en ce qui concerne les brouillages préjudiciables que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres Membres, et en général en ce qui concerne les préjudices techniques que cette mise à exécution pourrait causer à l'exploitation d'autres services de télécommunication des autres Membres.

ARTICLE 43

Conférences régionales, arrangements régionaux, organisations régionales

194 Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Constitution ou la Convention.

CHAPITRE VII

Dispositions spéciales relatives aux radiocommunications

ARTICLE 44

Utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires

195 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.

196 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière rationnelle, efficace et économique, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences aux différents pays, ou groupes de pays, compte tenu des besoins spéciaux des pays en developpement et de la situation géographique de certains pays.

ARTICLE 45

Brouillages préjudiciables

197 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages préjudiciables aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des exploita-

tions reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

198 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 197 ci-dessus.

199 3. De plus, les Membres reconnaissent la nécessité de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages préjudiciables aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 197 ci-dessus.

ARTICLE 46

Appels et messages de détresse

200 Les stations de radiocommunication sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils requièrent.

ARTICLE 47

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs

201 Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations sous leur juridiction qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 48

Installations des services de défense nationale

202 1. Les Membres conservent leur entière liberté en ce qui concerne les installations radioélectriques militaires.

203 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages préjudiciables, ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

204 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE VIII

Relations avec l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations internationales et les Etats non-Membres

ARTICLE 49

Relations avec l'Organisation des Nations Unies

205 Les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations.

ARTICLE 50

Relations avec les autres organisations internationales

206 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

ARTICLE 51

Relations avec des Etats non-Membres

207 Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas Membre de l'Union. Si une télécommunication originaire d'un tel Etat est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la présente Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

CHAPITRE IX

Dispositions finales

ARTICLE 52

Ratification, acceptation ou approbation

208 1. La présente Constitution et la Convention sont ratifiées, acceptées ou approuvées simultanément par tout Membre signataire, selon ses règles constitutionnelles, sous la forme d'un unique instrument. Cet instrument est déposé, dans le plus bref délai possible, auprès du Secrétaire général. Le Secrétaire général informe les Membres du dépôt de chaque instrument.

209 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution et de la Convention, tout Membre signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 25 à 28 de la présente Constitution, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation aux termes du numéro 208 ci-dessus.

210 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution et de la Convention, un Membre signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation aux termes du numéro 208 ci-dessus n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil, à aucune réunion des secteurs de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la présente Constitution et de la Convention, et cela tant que ledit instrument n'a pas été déposé. Les droits de ce Membre, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

211 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Constitution et de la Convention conformément à l'article 58 de la présente Constitution, un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prend effet à la date de dépôt auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 53

Adhésion

212 1. Un Membre qui n'a pas signé la présente Constitution et la Convention ou, sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente Constitution, tout autre Etat mentionné dans ledit article, peut adhérer en tout temps à la présente Constitution et à la Convention. Cette adhésion s'effectue simultanément sous la forme d'un instrument unique couvrant à la fois la Constitution et la Convention.

213 2. L'instrument d'adhésion est déposé auprès du Secrétaire général qui notifie aux Membres le dépôt de chaque instrument d'adhésion, dès qu'il le reçoit, et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de celui-ci.

214 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Constitution et de la Convention conformément à l'article 58 de la présente Constitution, un instrument d'adhésion prend effet à la date de dépôt auprès du Secrétaire général, à moins que ledit instrument n'en dispose autrement.

ARTICLE 54

Règlements administratifs

215 1. Les Règlements administratifs, tels que spécifiés à l'article 4 de la présente Constitution, sont des instruments internationaux contraignants et doivent être conformes aux dispositions de la présente Constitution et de la Convention.

216 2. La ratification, l'acceptation ou l'approbation de la présente Constitution et de la Convention ou l'adhésion à ces instruments, conformément aux articles 52 et 53 de la présente Constitution, implique également un consentement à être lié par les Règlements administratifs adoptés par les conférences mondiales compétentes avant la date de signature de la présente Constitution

et de la Convention. Ce consentement s'entend compte tenu de toute réserve faite au moment de la signature desdits Règlements ou de toute révision de ces derniers et dans la mesure où elle est maintenue au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

217 3. Les révisions des Règlements administratifs, partielles ou totales, adoptées après la date susmentionnée, s'appliquent provisoirement, à l'égard de tous les Membres ayant signé ces révisions, dans la mesure autorisée par leur droit national. Cette application provisoire prend effet à la date ou aux dates qui y sont mentionnées, compte tenu des réserves éventuelles qui ont été faites lors de la signature de ces révisions.

218 4. Cette application provisoire se poursuit:

219 *a)* jusqu'à ce que le Membre notifie au Secrétaire général son consentement à être lié par une telle révision et indique, si nécessaire, dans quelle mesure il maintient toute réserve faite à propos de cette révision lors de la signature de celle-ci; ou

220 *b)* pendant soixante jours après réception par le Secrétaire général de la notification du Membre l'informant qu'il ne consent pas à être lié par une telle révision.

221 5. Si le Secrétaire général n'a reçu, en vertu des numéros 219 ou 220 ci-dessus, aucune notification d'un Membre ayant signé une telle révision, avant l'expiration d'un délai de trente-six mois à compter de la date ou des dates qui y sont indiquées pour le commencement de l'application provisoire, ce Membre est considéré comme ayant consenti à être lié par la révision, compte tenu de toute réserve qu'il pourrait avoir faite à propos de cette révision, lors de la signature de celle-ci.

222 6. Tout Membre de l'Union qui n'a pas signé une telle révision des Règlements administratifs, partielle ou totale, adoptée après la date stipulée au numéro 216 ci-dessus, s'attache à notifier promptement au Secrétaire général son consentement à être lié par cette révision. Si aucune notification n'a été reçue par le Secrétaire général en provenance de ce Membre avant l'expiration du délai stipulé au numéro 221 ci-dessus, ce Membre est considéré comme ayant consenti à être lié par une telle révision.

223 7. Le Secrétaire général informe promptement les Membres de toute notification reçue en vertu du présent article.

ARTICLE 55

Dispositions pour amender la présente Constitution

224 1. Tout Membre de l'Union peut proposer tout amendement à la présente Constitution. Une telle proposition doit, pour pouvoir être transmise à tous les Membres de l'Union et être examinée par eux en temps utile, parvenir au Secrétaire général au plus tard huit mois avant la date d'ouverture fixée pour la Conférence de plénipotentiaires. Le Secrétaire général transmet, aussitôt que possible, et au plus tard six mois avant cette dernière date, une telle proposition à tous les Membres de l'Union.

225 2. Toute proposition de modification d'un amendement proposé conformément au numéro 224 ci-dessus peut, cependant, être soumise à tout moment par un Membre de l'Union ou par sa délégation à la Conférence de plénipotentiaires.

226 3. Le quorum requis à toute séance plénière de la Conférence de plénipotentiaires pour l'examen de toute proposition pour amender la présente Constitution ou de toute modification d'une telle proposition est constitué par plus de la moitié des délégations accréditées à la Conférence de plénipotentiaires.

227 4. Pour être adoptée, toute proposition de modification d'un amendement proposé, de même que la proposition d'amendement dans son intégralité, modifiée ou non, doit être approuvée, à une séance plénière, par au moins les deux tiers des délégations accréditées à la Conférence de plénipotentiaires et ayant le droit de vote.

228 5. Les dispositions générales concernant les conférences et le règlement intérieur des conférences et autres réunions figurant dans la Convention s'appliquent, à moins que les paragraphes précédents du présent article, qui prévalent, n'en disposent autrement.

229 6. Tous les amendements à la présente Constitution adoptés par une Conférence de plénipotentiaires entrent en vigueur, à une date fixée par la Conférence, dans leur totalité et sous la forme d'un instrument d'amendement unique, entre les Membres qui auront déposé avant cette date leur instrument

de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à la présente Constitution et à l'instrument d'amendement. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à une partie seulement de cet instrument d'amendement est exclue.

230 7. Le Secrétaire général notifie à tous les Membres le dépôt de chaque instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

231 8. Après l'entrée en vigueur de tout instrument d'amendement, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion conformément aux articles 52 et 53 de la présente Constitution s'applique à la Constitution amendée.

232 9. Après l'entrée en vigueur d'un tel instrument d'amendement, le Secrétaire général l'enregistre auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Le numéro 241 de la présente Constitution s'applique également à tout instrument d'amendement.

ARTICLE 56

Règlement des différends

233 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Constitution, de la Convention ou des Règlements administratifs, par la négociation, par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

234 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie dans la Convention.

235 3. Le Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends relatifs à la présente Constitution, à la Convention et aux Règlements administratifs est applicable entre les Membres parties à ce Protocole.

ARTICLE 57

Dénonciation de la présente Constitution et de la Convention

236 1. Tout Membre qui a ratifié, accepté ou approuvé, la présente Constitution et la Convention ou y a adhéré a le droit de les dénoncer. En pareil cas, la présente Constitution et la Convention sont dénoncées simultanément sous la forme d'un instrument unique, par une notification adressée au Secrétaire général. Dès réception de cette notification, le Secrétaire général en avise les autres Membres.

237 2. Une telle dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir de la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

ARTICLE 58

Entrée en vigueur et questions connexes

238 1. La présente Constitution et la Convention entreront en vigueur le 1er juillet 1994 entre les Membres qui auront déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

239 2. A la date d'entrée en vigueur spécifiée au numéro 238 ci-dessus, la présente Constitution et la Convention abrogeront et remplaceront, entre les parties, la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982).

240 3. Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Union enregistrera la présente Constitution et la Convention auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

241 4. L'original de la présente Constitution et de la Convention établi dans les langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe restera déposé dans les archives de l'Union. Le Secrétaire général enverra, dans les langues demandées, une copie certifiée conforme à chacun des Membres signataires.

242 5. En cas de divergence entre les textes de la présente Constitution et de la Convention dans les différentes langues, le texte français fait foi.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé l'original de la présente Constitution de l'Union internationale des télécommunications et l'original de la Convention de l'Union internationale des télécommunications.

Fait à Genève, le 22 décembre 1992

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

MOHAMMAD AKRAM
MIR AZMUDDIN
ABDUL BAQI AZIZI
KHOWAJA AQA SHARAR
MIR AZIZULLAH BURHANI
MAULAWI SHIREEN MOHAMMAD

Pour la République d'Albanie:

BEKTESHI HASAN
QESTERI EMIL

Pour la République algérienne démocratique et populaire:

OUHADJ MAHIDDINE
FARAOUN BOUALEM

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

ULRICH MOHR
EBERHARD GEORGE

Pour le Royaume d'Arabie saoudite:

SAMI S. AL-BASHEER

Pour la République argentine:

ALBERTO JESUS GABRIELLI
MAXIMILIANO MARTIN VON KESSELSTATT
ARMANDO FRANCISCO GARCIA
ANTONIO ERMETE CRISTIANI
MAURICIO CARLO BOSSA

Pour l'Australie:

R. N. SMITH
C. L. OLIVER

Pour l'Autriche:

JOSEF BAYER

GERD LETTNER

Pour le Commonwealth des Bahamas:

LEANDER A. BETHEL

Pour l'Etat de Bahreïn:

RASHEED J. ASHOOR

Pour les Barbades:

PHILIP M. GREAVES

EDWARD A. LAYNE

Pour la République du Bélarus:

IVAN M. GRITSUK

ANATOLY I. BOUDAI

Pour la Belgique:

ALEX REYN

MICHEL GONY

JEAN-PAUL LAMBOTTE

MARC VAN CRAEN

Pour la République du Bénin:

GOUNDE DESIRE ADADJA

HONORE VIGNON

NICOLAS URBAIN ZODEHOUGAN

Pour le Royaume du Bhoutan:

PALJOR J. DORJI

Pour la République du Botswana:
OLEBILE M. GABORONE

Pour la République fédérative du Brésil:
ALMIR FRANCO DE SA BARBUDA
ROBERTO BLOIS
SAVIO PINHEIRO

Pour Brunéi Darussalam:
SAIFULBAHRI BIN DATO PADUKA HAJI JAYA
DEREK TET LEONG WONG
HJ. ALI BIN ABD. HAMID

Pour la République de Bulgarie:
MIRSKI K.

Pour le Burkina Faso:
SANOU BRAHIMA
BONKOUNGOU ZOULI

Pour la République du Burundi:
NDAYIZEYE APOLLINAIRE

Pour la République du Cameroun:
DAKOLE DAISSALA
BISSECK HERVE GUILLAUME
MAGA RICHARD
TALLAH WILLIAM
NDE NINGO
KAMDEM-KAMGA EMMANUEL
DJOUAKA HENRI
WANMI FRANÇOIS

Pour le Canada:

R. W. JONES

Pour la République du Cap-Vert:

ANTONIO PEDRO DE SOUSA LOBO

Pour la République centrafricaine:

VINCENT SAKANGA

JEAN-MARIE SAKILA

EUGENE NZENGOU

Pour le Chili:

ROBERTO PLISCOFF VASQUEZ

Pour la République populaire de Chine:

ZHU GAOFENG

ZHAO XINTONG

Pour la République de Chypre:

KRITIOTIS ADAM

CHRISTODOULIDES KYRIAKOS Z.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

EUGENIO MATIS S.J.

Pour la République de Colombie:

EDUARDO MESTRE SARMIENTO

Pour la République fédérale islamique des Comores:

DAHALANI SAID ABASSE

CHAIBATI MATOIRI

Pour la République de Corée:

PARK YOUNG IHL
LEE KYO-YOUNG
LEE DONG-HYUNG
YOO HAE-SOO
LEE WON-JA

Pour la République de Côte d'Ivoire:

AKA BONNY LEON
TIEMELE KOUANDE CHARLES
KONAN KOUADIO ETIENNE
KOFFI KOUMAN ALEXIS
JEAN-BAPTISTE AHOU JOSEPH
YAO KOUAKOU JEAN-BAPTISTE
N'TAKPE N'CHO ATTE

Pour la République de Croatie:

DOMINIK FILIPOVIC

Pour Cuba:

CARLOS MARTINEZ ALBUERNE

Pour le Danemark:

ERIK MOLLMANN
JØRN JENSBY
METTE J. KONNER
HANS ERIKSEN
OLE TOFT

Pour la République de Djibouti:

FARAH MOUMIN YABET

Pour République arabe d'Egypte:

MOHAMED SELIM

Pour la République d'El Salvador:

BRADLEY P. HOLMES

Pour les Emirats arabes unis:

ABDULLA K. ALMEHREZI

MOHAMMED RAFI ALMULLA

Pour l'Espagne:

JUAN N. SANCHEZ VALLE

VICENTE RUBIO CARRETON

CARLOS L. CRESPO MARTINEZ

JOSE RAMON CAMBLOR-FERNANDEZ

Pour la République d'Estonie:

JURI JOEMA

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

BRADLEY P. HOLMES

Pour l'Ethiopie:

BEKELE YADETTA

MELAKU BELAY

GELANEH TAYE

Pour la République de Fiji:

KALIOPATE TAVOLA

Pour la Finlande:

REIJO SVENSSON

Pour la France:

MIYET BERNARD

MAIN DE BOISSIERE JEAN-BAPTISTE

Pour la République Gabonaise:

BANGUEBE JEAN-PIERRE

MBENG-EKOGHA FABIEN

LEGNONGO JULES

Pour la République de Gambie:

ELIMAN M. CHAM

MOMODOU M. CHAM

Pour le Ghana:

KOJO AMOO-GOTTFRIED

Pour la Grèce:

GEORGES ANTONIOU

ANASTASE NODAROS

Z. PROTOPSALTI

V. G. CASSAPOGLOU

Pour Grenade:

DEORAJ RAMNARINE

Pour la République de Guinée:

DIALLO ALPHA IBRAHIMA

SOW MAMADOU DIOULDE

CONDE LANCEY

DIALLO MAMADOU MALAL

Pour la République du Honduras:

MARIO ALBERTO FORTIN MIDENCE

Pour la République de Hongrie:

SANDOR GYURKOVICS

Pour la République de l'Inde:

H. P. WAGLE

A. M. JOSHI

R. N. AGARWAL

S. K. TRIPATHI

Pour la République d'Indonésie:

DJAKARIA PURAWIDJAJA

SOEMADI BROTODININGRAT

U.S.M. TAMPUBOLON

DEWIE PELITAWATI

P. SARTONO

INGRID R. PANDJAITAN

TYASNO NURHADI

N. HASSAN WIRAJUDA

FERRY ADAMHAR

Pour la République islamique d'Iran:

HOSSEIN MAHYAR

Pour l'Irlande:

M GRANT

T. A. DEMPSEY

N. O'DONNCHU

Pour l'Islande:

TH. JONSSON

Pour l'Etat d'Israël:

MOSS FAIRMONT

JONATHAN URI SHEINK

Pour l'Italie:

GIUSEPPE JACOANGELI

Pour la Jamaïque:

LEANDER A. BETHEL

Pour le Japon:

HIDETOSHI UKAWA

Pour le Royaume hachémite de Jordanie:

AHMAD S. NAWAWI

Pour la République du Kenya:

D. D. C. DON NANJIRA

SAMSON K. CHEMAI

NYAMODI OCHIENG-NYAMOGO

REUBEN M. J. SHINGIRAH

MURIUKI MUREITHI

DANIEL K. GITHUA

Pour l'Etat du Koweït:

ADEL AL-IBRAHIM

Pour le Royaume du Lesotho:

MPATLISENG RAMAEMA

TAELO KHABELE

MAMOSEBI PHOLO

Pour la République de Lettonie:

JERKENS ANSIS

Pour le Liban:

GHAZAL MAURICE-HABIB

Pour la République du Libéria:

ROOSEVELT GASOLIN JAYJAY

G. THOMAS M. DUDE

G. ALFRED TOW, Sr

HENRY D. WILLIAMSON

Pour la Principauté de Liechtenstein:

RIEHL FREDERIC

Pour la République de Lituanie:

ZINTELIS GINTAUTAS

Pour le Luxembourg:

PAUL SCHUH

Pour la République démocratique de Madagascar:

RAPIERA CLAUDE

Pour la Malaisie:

MOHAMED ALI YUSOFF

Pour le Malawi:

S. J. F. S. MIJIGA

M. M. MAKAWA

Pour la République du Mali:

MAMADOU BA

Pour la République de Malte:

BARTOLO JOSEPH F.

SPITERI GEORGE J.

Pour le Royaume du Maroc:

EL GHALI BENHIMA

Pour la République islamique de Mauritanie:

CHEIKHNA AHMED AIDARA

Pour le Mexique:

JOSE ANTONIO PADILLA LONGORIA

ROSA MARIA RAMIREZ DE ARELLANO HARO

LUIS MANUEL BROWN HERNANDEZ

Pour la République de Moldavie:

IONESCU CANTEMIR

Pour Monaco:

ETIENNE FRANZI

Pour la Mongolie:

SHIRCHINJAVYN YUMJAV

Pour l'Union de Myanmar:

U TIN KYAW HLAING

Pour le Népal:

B. K. GACHHEDAR

B. K. CHAUDHARY

V. B. BAJRACHARYA

B. P. LACOUL

Pour la République du Niger:

A. TINNI

Pour la République fédérale du Nigéria:

ABDULTALIB S. UMAR

SOLOMON DANASABE MATANKARI

TONYE OSAKWE

ANTHONY OLUMUYIWA ONABANJO

SEGUN SOLOMON

Pour la Norvège:

KJELL JOHNSEN

THORMOD BØE

ELISABETH CHRISTENSEN

EUGEN LANDEIDE

ANNE LISE LILLEBØ

EINAR UTVIK

Pour la Nouvelle-Zélande:

IAN R. HUTCHINGS

ROGER P. PERKINS

ALAN C. J. HAMILTON

Pour le Sultanat d'Oman:

ABDULLA BIN SAID BIN ABDULLA AL-BALUSHI

Pour la République islamique du Pakistan:

NAZIR AHMAD

Pour la République du Panama:

ALFREDO DE SOUZA FRANCESCHI

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée:

MARTIN P. THOMPSON

LINDSAY LAILAI

JOHN K. KAMBLIJAMBI

ANNESLEY DE SOYZA

Pour le Royaume des Pays-Bas:

IRENE ALBERS

Pour la République des Philippines:

JOSEFINA T. LICHAUCO

KATHLEEN G. HECETA

Pour la République de Pologne:

TOMASZ DEPCZYNSKI

Pour le Portugal:

ANTONIO MANUEL ROBALO DE ALMEIDA

LUIS M. P. GARCIA PEREIRA

FERNANDO J. P. GALHARDO

LUIS BARROS

Pour l'Etat du Qatar:

HASHEM A. AL-HASHEMI

ABDULWAHED FAKHROO

Pour la République populaire démocratique de Corée:

KIM RYE HYON

Pour la Roumanie:

IONESCU CANTEMIR

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

NEIL MCMILLAN

MICHAEL GODDARD

DAVID ANTHONY HENDON

Pour la Fédération de Russie:

VLADIMIR BOULGAK

Pour la République de Saint-Marin:

IVO GRANDONI

MICHELE GIRI

Pour la République du Sénégal:

CHEIKH TIDIANE MBAYE

CHEIKH TIDIANE NDIONGUE

ALIOUNE SENE

SOULEYMANE MBAYE

Pour la République de Singapour:

LIM CHOON SAI

VALERIE D'COSTA

Pour la République de Slovénie:

JOZE VUGRINEC

Pour la République du Soudan:

MUSTAFA IBRAHIM MOHAMED
ABDELWAHAB GAMAL
ABDALLA MOHAMED ELAWAD

Pour la République socialiste démocratique du Sri Lanka:

ARUNACHALAM MANICCAVASAGAR

Pour la Suède:

KRISTER BJORNSJO
JOHAN MARTIN-LOF

Pour la Confédération Suisse:

RIEHL FREDERIC
OBERSON RAPHAEL
DUPUIS GILBERT

Pour la République du Suriname:

ROY G. ADAMA
IRIS MARIE STRUIKEN-WYDENBOSCH

Pour la Royaume du Swaziland:

ALBERT HESHANE NHLANHLA SHABANGU
RICHARD MGIJIMANE SHABALALA
IEBOGO FRUHWIRTH
BASILIO FANUKWENTE MANANA

Pour la République-Unie de Tanzanie:

ALPHONCE S. NDAKIDEMI
ADOLAR B. MAPUNDA

Pour la République du Tchad:

MYARO BERAMGOTO

Pour la République fédérale tchèque et slovaque:

ATTILA MATAS

Pour la Thaïlande:

YUPHO KITTI

Pour la Tunisie:

CHKIR RAOUF

MILI MOHAMED

BELHASSEN FAOUZI

Pour la Turquie:

BETTEMIR VELI

GULER HUSEYIN

Pour l'Ukraine:

O. PROGIVALSKII

Pour la République orientale de l'Uruguay:

JUAN DE LA CRUZ SILVEIRA ZAVALA

LUIS M. PELUFFO CANEPA

NELSON CHABEN

Pour la République du Venezuela:

ADELA VIVAS ARIZALETA

Pour la République socialiste du Viet Nam:

MAI LIEM TRUC

Pour la République du Yémen:

ABDULMALAK SAAD YESER AHMED

Pour la République de Zambie:

ANGEL ALFRED MWENDA
CHARLES SAKAVUMBI NDANDULA
ROBERT CHILANDO CHISHIMBA
JULIUS MTOMBO KATAPA

Pour la République du Zimbabwe:

MAZWI FANI DANDATO
DZIMBANHETE FREDSON MATAVIRE
FRANK KANEUNYENYE

ANNEXE

Définition de certains termes employés dans la présente Constitution, dans la Convention et dans les Règlements administratifs de l'Union internationale des télécommunications

1001 Aux fins des instruments de l'Union susmentionnés, les termes suivants ont le sens donné par les définitions qui les accompagnent.

1002 *Administration:* Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et des Règlements administratifs.

1003 *Brouillage préjudiciable:* Brouillage qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui dégrade sérieusement, interrompt de façon répétée ou empêche le fonctionnement d'un service de radiocommunication utilisé conformément au Règlement des radiocommunications.

1004 *Correspondance publique:* Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

1005 *Délégation:* Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même Membre.

Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure, entre autres, en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à toute entité ou organisation agréée conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

1006 *Délégué:* Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre de l'Union à une conférence ou à une reunion de l'Union.

1007 *Exploitation:* Tout particulier, société, entreprise ou toute institution gouvernementale qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages préjudiciables à un tel service.

1008 *Exploitation reconnue:* Toute exploitation répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 6 de la présente Constitution sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

1009 *Radiocommunication:* Télécommunication par ondes radioélectriques.

1010 *Service de radiodiffusion:* Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.

1011 *Service international de télécommunication:* Prestation de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

1012 *Télécommunication:* Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

1013 *Télégramme:* Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

1014 *Télécommunications d'Etat:* Télécommunications émanant de

- chef d'Etat;
- chef de gouvernement ou membres d'un gouvernement;
- commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;

- agents diplomatiques ou consulaires;
- Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; chefs des organes principaux des Nations Unies;
- Cour internationale de Justice,

ou réponses aux télécommunications d'Etat mentionnées ci-dessus.

1015 *Télégrammes privés:* Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.

1016 *Télégraphie:* Forme de télécommunication dans laquelle les informations transmises sont destinées à être enregistrées à l'arrivée sous forme d'un document graphique; ces informations peuvent dans certains cas être présentées sous une autre forme ou enregistrées pour un usage ultérieur.

Note: Un document graphique est un support d'information sur lequel est enregistré de façon permanente un texte écrit ou imprimé ou une image fixe, et qui est susceptible d'être classé et consulté.

1017 *Téléphonie:* Forme de télécommunication essentiellement destinée à l'échange d'informations sous la forme de parole.

CONVENTION
DE
L'UNION INTERNATIONALE
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONVENTION DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CHAPITRE I

Fonctionnement de l'Union

SECTION 1

ARTICLE 1

La Conférence de plénipotentiaires

1 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit conformément aux dispositions pertinentes de l'article 8 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (ci-après désignée «la Constitution»).

2 (2) Si cela est pratiquement possible, le lieu précis et les dates exactes d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, ce lieu et ces dates sont déterminés par le Conseil avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

3 2. (1) Le lieu précis et les dates exactes de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés:

4 *a)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au Secrétaire général;

5 *b)* sur proposition du Conseil.

6 (2) Ces changements exigent l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 2

Elections et questions connexes

Le Conseil

7 1. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées aux numéros 10 à 12 ci-dessous, les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle un nouveau Conseil est élu. Ils sont rééligibles.

8 2. (1) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

9 (2) Quand, pour une raison quelconque, un siège vacant ne peut être comblé en respectant la procédure indiquée au numéro 8 ci-dessus, le président du Conseil invite les autres membres de la région à poser leur candidature dans le délai d'un mois à compter de la date d'appel à candidature. A la fin de cette période, le président du Conseil invite les Membres de l'Union à élire le nouveau Membre. L'élection a lieu à bulletin secret par correspondance. La même majorité que celle indiquée ci-dessus est requise. Le nouveau Membre conserve son poste jusqu'à l'élection du nouveau Conseil par la Conférence de plénipotentiaires compétente suivante.

10 3. Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

11 *a)* lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions ordinaires consécutives du Conseil;

12 *b)* lorsqu'un Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

Fonctionnaires élùs

13 1. Le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les directeurs des Bureaux prennent leurs fonctions à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonction jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires suivante et ne sont rééligibles qu'une fois.

14 2. Si l'emploi de Secrétaire général devient vacant, le Vice-Secrétaire général succède au Secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante. Lorsque, dans ces conditions, le Vice-Secrétaire général succède au Secrétaire général dans son emploi, le poste de Vice-Secrétaire général est considéré comme étant devenu vacant à la même date et les dispositions du numéro 15 ci-dessous s'appliquent.

15 3. Si l'emploi de Vice-Secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour le commencement de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.

16 4. Si les emplois de Secrétaire général et de Vice-Secrétaire général deviennent vacants simultanément, le directeur qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de Secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil nomme un Secrétaire général et, si les emplois sont devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour le commencement de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un Vice-Secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé par le Conseil reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

17 5. Si le poste d'un directeur se trouve inopinément vacant, le Secrétaire général prend les mesures nécessaires pour que les fonctions du directeur soient assurées en attendant que le Conseil désigne un nouveau directeur à sa prochaine session ordinaire tenue après la date à laquelle la vacance s'est produite. Un directeur ainsi nommé reste en fonction jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires suivante.

18 6. Le Conseil procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de Secrétaire général ou de Vice-Secrétaire général, sous réserve des dispositions pertinentes énoncées à l'article 27 de la Constitution, dans la situation visée aux dispositions pertinentes du présent article et cela au cours d'une de ses sessions ordinaires si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session, ou bien au cours d'une session convoquée par son président dans les périodes prévues dans ces dispositions.

19 7. La période de service d'un fonctionnaire qui a été nommé à un poste de fonctionnaire élu conformément aux conditions prescrites aux numéros 14 à 18 ci-dessus n'empêche pas ledit fonctionnaire de faire acte de candidature à l'élection ou à la réélection à ce poste.

Membres du Comité du Règlement des radiocommunications

20 1. Les membres du Comité du Règlement des radiocommunications prennent leurs fonctions aux dates fixées par la Conférence de plénipotentiaires au moment de leur élection. Ils restent en fonction jusqu'aux dates fixées par la Conférence de plénipotentiaires suivante, et ne sont rééligibles qu'une fois.

21 2. Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires, un membre du Comité démissionne ou vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le Secrétaire général, après consultation du directeur du Bureau des radiocommunications, invite les Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil lors de sa session suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de 90 jours avant une session du Conseil ou après la session du Conseil qui précède la Conférence de plénipotentiaires suivante, le Membre de l'Union concerné désigne, aussitôt que possible et dans les 90 jours, un autre ressortissant comme remplaçant, qui restera en fonction, selon le cas, jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau membre élu par le Conseil ou jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux membres du Comité élus par la Conférence de plénipotentiaires suivante. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil ou par la Conférence de plénipotentiaires, selon le cas.

22 3. Un membre du Comité du Règlement des radiocommunications est réputé ne plus être en mesure d'exercer ses fonctions lorsqu'il a été absent plusieurs fois consécutives des réunions du Comité. Le Secrétaire général, après consultation du président du Comité, du membre du Comité et du Membre de l'Union concernés, déclare qu'un emploi se trouve vacant au Comité et prend les dispositions prévues au numéro 21 ci-dessus.

ARTICLE 3

Autres conférences

23 1. Conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, les conférences mondiales de l'Union ci-après sont normalement convoquées dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires:

24 *a)* deux conférences mondiales des radiocommunications;

25 *b)* une conférence mondiale de normalisation des télécommunications;

26 *c)* une conférence mondiale de développement des télécommunications;

27 *d)* deux assemblées des radiocommunications associées en lieu et dates aux conférences mondiales des radiocommunications.

28 2. A titre exceptionnel dans la période comprise entre deux Conférences de plénipotentiaires:

29 – la deuxième conférence mondiale des radiocommunications et l'assemblée des radiocommunications qui lui est associée peuvent être annulées, ou bien l'une des deux peut être annulée même si l'autre est convoquée;

30 – une conférence de normalisation des télécommunications additionnelle peut être convoquée.

31 3. Ces mesures sont prises:

32 *a)* sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

33 *b)* sur recommandation de la conférence mondiale précédente du Secteur concerné, sous réserve d'approbation par le Conseil;

34 *c)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au Secrétaire général;

35 *d)* ou sur proposition du Conseil.

36 4. Une conférence régionale des radiocommunications est convoquée:

37 *a)* sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

38 *b)* sur recommandation d'une conférence mondiale ou régionale des radiocommunications précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil;

39 *c)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au Secrétaire général;

40 *d)* ou sur proposition du Conseil.

41 5. (1) Le lieu précis et les dates exactes d'une conférence mondiale ou régionale ou d'une assemblée des radiocommunications peuvent être fixés par une Conférence de plénipotentiaires.

42 (2) En l'absence de décision sur ce sujet, le lieu précis et les dates exactes sont déterminés par le Conseil avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence mondiale ou d'une assemblée des radiocommunications, et de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence régionale; dans les deux cas, les dispositions du numéro 47 ci-dessous s'appliquent.

43 6. (1) Le lieu précis et les dates exactes d'une conférence ou d'une assemblée peuvent être changés:

44 *a)* à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence mondiale ou d'une assemblée, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence régionale. Les demandes sont adressées individuellement au Secrétaire général qui en saisit le Conseil aux fins d'approbation;

45 *b)* ou sur proposition du Conseil.

46 (2) Dans les cas visés aux numéros 44 et 45 ci-dessus, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence mondiale ou d'une assemblée, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence régionale, sous réserve des dispositions du numéro 47 ci-dessous.

47 7. Dans les consultations visées aux numéros 42, 46, 118, 123, 138, 302, 304, 305, 307 et 312 de la présente Convention, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

48 8. (1) Les conférences mondiales des télécommunications internationales sont convoquées sur décision de la Conférence de plénipotentiaires.

49 (2) Les dispositions concernant la convocation d'une conférence mondiale des radiocommunications, l'adoption de son ordre du jour et les conditions de participation s'appliquent également, selon qu'il convient, aux conférences mondiales des télécommunications internationales.

SECTION 2

ARTICLE 4

Le Conseil

50 1. Le Conseil est composé de quarante-trois Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.

51 2. (1) Le Conseil se réunit une fois par an en session ordinaire au siège de l'Union.

52 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session additionnelle.

53 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 18 de la présente Convention.

54 3. Le Conseil ne prend de décision que lorsqu'il est en session. A titre exceptionnel, le Conseil réuni en session peut décider qu'une question particulière sera réglée par correspondance.

55 4. Au début de chaque session ordinaire, le Conseil élit, parmi les représentants de ses Membres et en tenant compte du principe du roulement entre les régions, ses propres président et vice-président. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session ordinaire suivante et ne sont pas rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

56 5. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

57 6. Seuls les frais de voyage, de subsistance et d'assurances engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

58 7. Le représentant de chacun des Membres du Conseil a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des Secteurs de l'Union.

59 8. Le Secrétaire général assume les fonctions de Secrétaire du Conseil.

60 9. Le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les directeurs des Bureaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées aux seuls représentants de ses Membres.

61 10. Le Conseil examine chaque année le rapport établi par le Secrétaire général sur la politique et la planification stratégiques recommandées pour l'Union conformément aux directives générales de la Conférence de plénipotentiaires et lui donne la suite qu'il juge appropriée.

62 11. Le Conseil supervise, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, la gestion et l'administration globales de l'Union. Le Conseil, en particulier:

63 (1) approuve et révise le Statut du personnel et le Règlement financier de l'Union et les autres règlements qu'il juge nécessaires en tenant compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

64 (2) ajuste, s'il est nécessaire:

65 *a)* les échelles de base des traitements du personnel des catégories professionnelle et supérieure, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

66 *b)* les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;

67 *c)* les indemnités de poste des catégories professionnelle et supérieure, ainsi que celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

68 *d)* les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

69 (3) prend les décisions nécessaires pour assurer la répartition géographique équitable du personnel de l'Union et contrôle l'exécution de ces décisions;

70 (4) décide de l'adoption des propositions de réformes majeures relatives à l'organisation du Secrétariat général et des Bureaux des Secteurs de l'Union conformes à la Constitution et la présente Convention, qui lui sont soumises par le Secrétaire général après avoir été examinées par le Comité de coordination;

71 (5) examine et arrête les plans pluriannuels relatifs aux postes de travail et au personnel ainsi qu'aux programmes de développement des ressources humaines de l'Union et fournit des orientations en ce qui concerne les effectifs de l'Union, qu'il s'agisse du niveau ou de la structure de ces effectifs, en tenant compte des directives générales de la Conférence de plénipotentiaires et des dispositions pertinentes de l'article 27 de la Constitution;

72 (6) ajuste, s'il est nécessaire, les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies conformément aux Statut et Règlement de cette Caisse ainsi que les indemnités de cherté de vie à accorder aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union, selon la pratique de celle-ci;

73 (7) examine et arrête le budget biennal de l'Union et examine le budget prévisionnel pour le cycle de deux ans suivant le budget considéré, compte tenu des décisions de la Conférence de plénipotentiaires concernant le numéro 50 de la Constitution et des limites fixées pour les dépenses par ladite Conférence conformément aux dispositions du numéro 51 de la Constitution; il réalise toutes les économies possibles, mais garde à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible. Ce faisant, le Conseil tient compte des vues du Comité de coordination exposées dans le rapport du Secrétaire général dont il est question au numéro 86 de la présente Convention, et du rapport de gestion financière mentionné au numéro 101 de la présente Convention;

74 (8) prend tous les arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le Secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

75 (9) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des conférences de l'Union et fournit au Secrétariat général et aux Secteurs de l'Union, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à

la région intéressée s'il s'agit d'une conférence régionale, des directives appropriées en ce qui concerne leur assistance technique et autre à la préparation et à l'organisation des conférences;

76 (10) prend les décisions nécessaires en ce qui concerne le numéro 28 de la présente Convention;

77 (11) statue sur la mise en œuvre des décisions qui sont prises par les conférences et qui ont des répercussions financières;

78 (12) dans les limites prescrites par la Constitution, la présente Convention et les Règlements administratifs, prend toutes les autres mesures jugées nécessaires au bon fonctionnement de l'Union;

79 (13) prend toutes les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Constitution, la présente Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

80 (14) est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 49 et 50 de la Constitution. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 50 de la Constitution et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément à la disposition pertinente de l'article 8 de la Constitution;

81 (15) envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles;

82 (16) soumet à la Conférence de plénipotentiaires un rapport sur les activités de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires ainsi que les recommandations qu'il juge appropriées.

SECTION 3

ARTICLE 5

Secrétariat général

83 1. Le Secrétaire général:

84 *a)* est responsable de la gestion globale des ressources de l'Union; il peut déléguer la gestion d'une partie de ces ressources au Vice-Secrétaire général ainsi qu'aux directeurs des Bureaux, après consultation, au besoin, du Comité de coordination;

85 *b)* coordonne les activités du Secrétariat général et des Secteurs de l'Union en tenant compte des vues du Comité de coordination, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et économique que possible des ressources de l'Union;

86 *c)* après consultation du Comité de coordination et compte tenu des vues de celui-ci, prépare et soumet au Conseil un rapport annuel faisant état de l'évolution de l'environnement des télécommunications et contenant des recommandations relatives à la politique et à la stratégie futures de l'Union, comme le stipule le numéro 61 de la présente Convention, ainsi qu'une évaluation de leurs répercussions financières;

87 *d)* organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce Secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil;

88 *e)* prend les mesures administratives relatives aux Bureaux des Secteurs de l'Union et nomme le personnel de ces Bureaux sur la base du choix et des propositions du directeur du Bureau concerné, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant cependant au Secrétaire général;

89 *f)* porte à la connaissance du Conseil toute décision prise par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

90 *g)* veille à l'application de tout règlement adopté par le Conseil;

91 *h)* fournit des avis juridiques à l'Union;

92 *i)* supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun. Le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Bureaux est placé sous l'autorité administrative du Secrétaire général et travaille sous les ordres directs des directeurs intéressés, mais conformément aux directives administratives générales du Conseil;

93 *j)* dans l'intérêt général de l'Union et en consultation avec les directeurs des Bureaux concernés, affecte temporairement des fonctionnaires à d'autres emplois que ceux auxquels ils ont été nommés en fonction des fluctuations du travail au siège de l'Union;

94 *k)* prend, en accord avec le directeur du Bureau concerné, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des conférences et réunions de chaque Secteur;

95 *l)* assure le travail de secrétariat approprié qui précède et qui suit les conférences de l'Union, en tenant compte des responsabilités de chaque Secteur;

96 *m)* prépare des recommandations pour la première réunion des chefs de délégation mentionnée au numéro 342 de la présente Convention, en tenant compte des résultats des consultations régionales éventuelles;

97 *n)* assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, le cas échéant, en collaboration avec le directeur concerné, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 93 ci-dessus. Le Secrétaire général peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;

98 *o)* prend les dispositions nécessaires pour assurer la publication et la distribution en temps opportun des documents de service, des bulletins d'information ainsi que des autres documents et dossiers qui ont été établis par le Secrétariat général et les Secteurs ou qui ont été communiqués à l'Union, ou dont la publication est demandée par les conférences ou le Conseil. Le Conseil tient à jour la liste des documents à publier, après avoir consulté la conférence concernée au sujet des documents de service et des autres documents dont la publication est demandée par les conférences;

99 *p)* publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

100 *q)* après consultation du Comité de coordination et après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil un projet de budget biennal couvrant les dépenses de l'Union dans les limites fixées par la Conférence de plénipotentiaires. Ce projet de budget se compose d'un budget global regroupant les budgets fondés sur les coûts de chacun des trois Secteurs, établis conformément aux directives budgétaires émanant du Secrétaire général et comprenant deux versions. Une version correspond à une croissance zéro pour l'unité contributive, l'autre à une croissance inférieure ou égale à toute limite fixée par la Conférence de plénipotentiaires après prélèvement éventuel sur le compte de provision. La résolution relative au budget, apres approbation par le Conseil, est transmise à titre d'information à tous les Membres de l'Union;

101 *r)* avec l'aide du Comité de coordination, établit un rapport annuel de gestion financière conformément aux dispositions du Règlement financier et le présente au Conseil. Un rapport de gestion financière et un compte récapitulatif sont établis et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

102 *s)* avec l'aide du Comité de coordination, établit un rapport annuel sur l'activité de l'Union transmis, après approbation du Conseil, à tous les Membres;

103 *t)* accomplit toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union;

104 *u)* accomplit toute autre fonction que lui confie le Conseil.

105 2. Le Secrétaire général ou le Vice-Secrétaire général peut assister, à titre consultatif, aux conférences de l'Union; le Secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

SECTION 4

ARTICLE 6

Comité de coordination

106 1. (1) Le Comité de coordination assiste et conseille le Secrétaire général sur toutes les questions mentionnées aux dispositions pertinentes de l'article 26 de la Constitution ainsi qu'aux articles pertinents de la présente Convention.

107 (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 49 et 50 de la Constitution, en ce qui concerne la représentation de l'Union aux conférences de ces organisations.

108 (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union et assiste le Secrétaire général dans la préparation du rapport, visé au numéro 86 de la présente Convention, qui est soumis au Conseil.

109 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. S'il n'est pas appuyé par la majorité du Comité, le président peut, dans des circonstances exceptionnelles, prendre des décisions sous sa propre responsabilité, s'il estime que le règlement des questions en cause est urgent et ne peut attendre la prochaine session du Conseil. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux Membres du Conseil sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené à prendre ces décisions, et

en leur communiquant les vues, exposées par écrit, des autres membres du Comité. Si les questions étudiées dans de telles circonstances ne sont pas urgentes mais néanmoins importantes, elles doivent être soumises à l'examen du Conseil à sa prochaine session.

110 3. Le président convoque le Comité au moins une fois par mois; le Comité peut également se réunir en cas de besoin, à la demande de deux de ses membres.

111 4. Un rapport sur les travaux du Comité de coordination est établi et communiqué sur demande aux Membres du Conseil.

SECTION 5

Secteur des radiocommunications

ARTICLE 7

Conférences mondiales des radiocommunications

112 1. Conformément au numéro 90 de la Constitution, une conférence mondiale des radiocommunications est convoquée pour examiner des questions de radiocommunication particulières. Une conférence mondiale des radiocommunications traite des points inscrits à l'ordre du jour adopté conformément aux dispositions pertinentes du présent article.

113 2. (1) L'ordre du jour d'une conférence mondiale des radiocommunications peut comporter:

114 *a)* la révision partielle ou, exceptionnellement, totale du Règlement des radiocommunications mentionné à l'article 4 de la Constitution;

115 *b)* toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence;

116 *c)* un point concernant des instructions à donner au Comité du Règlement des radiocommunications et au Bureau des radiocommunications touchant à leurs activités et l'examen de celles-ci;

117 *d)* l'adoption des questions que l'assemblée des radiocommunications doit étudier, ainsi que celles que cette assemblée devra examiner concernant les futures conférences des radiocommunications.

118 (2) Le cadre général de cet ordre du jour devrait être fixé quatre ans à l'avance, et l'ordre du jour définitif est fixé par le Conseil de préférence deux ans avant la conférence, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 47 de la présente Convention.

119 (3) Cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

120 3. (1) Cet ordre du jour peut être changé:

121 *a)* a la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, ces demandes étant adressées individuellement au Secrétaire général qui en saisit le Conseil aux fins d'approbation;

122 *b)* ou sur proposition du Conseil.

123 (2) Les projets de modification de l'ordre du jour d'une conférence mondiale des radiocommunications ne sont définitivement adoptés qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 47 de la présente Convention.

124 4. En outre, la conférence:

125 (1) examine et approuve le rapport du directeur du Bureau sur les activités du Secteur depuis la dernière conférence;

126 (2) adresse des recommandations au Conseil en ce qui concerne les points à inscrire à l'ordre du jour d'une future conférence, expose ses vues sur l'ordre du jour des conférences pour un cycle d'au moins quatre ans et évalue leurs répercussions financières;

127 (3) inclut dans ses décisions des instructions ou des demandes, selon le cas, au Secrétaire général et aux Secteurs de l'Union.

128 5. Le président et les vice-présidents de l'assemblée des radiocommunications, de la ou des commission(s) d'études pertinente(s) peuvent participer à la conférence mondiale des radiocommunications associée.

ARTICLE 8

Assemblée des radiocommunications

129 1. Une assemblée des radiocommunications examine les recommandations relatives aux questions qu'elle a adoptées conformément à ses propres procédures ou qui lui sont soumises par la Conférence de plénipotentiaires, par une autre conférence, par le Conseil ou par le Comité du Règlement des radiocommunications et, suivant le cas, formule des recommandations à ce sujet.

130 2. En ce qui concerne le numéro 129 ci-dessus, l'assemblée des radiocommunications:

131 (1) examine les rapports des commissions d'études établis conformément aux dispositions du numéro 157 ci-dessous et approuve, modifie ou rejette les projets de recommandations que contiennent ces rapports;

132 (2) en tenant compte de la nécessité de limiter à un minimum les charges pesant sur l'Union, approuve le programme de travail découlant de l'examen des questions existantes et des nouvelles questions, évalue le degré de priorité et d'urgence de ces questions ainsi que l'incidence financière de leur mise à l'étude et fixe le délai pour les mener à bien;

133 (3) décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 132 ci-dessus, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études ou d'en créer de nouvelles, et attribue à chacune les questions à étudier;

134 (4) regroupe, autant que possible, les questions qui intéressent les pays en développement, afin de faciliter la participation de ces derniers à leur étude;

135 (5) donne des avis sur les questions relevant de sa compétence, en réponse aux demandes formulées par une conférence mondiale des radiocommunications;

136 (6) fait rapport à la conférence mondiale des radiocommunications à laquelle elle est associée sur l'avancement des travaux concernant des points pouvant être inclus dans l'ordre du jour de futures conférences des radiocommunications.

137 3. L'assemblée des radiocommunications est présidée par une personne désignée par le gouvernement du pays où la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée.

ARTICLE 9

Conférences régionales des radiocommunications

138 L'ordre du jour d'une conférence régionale des radiocommunications ne peut porter que sur des questions de radiocommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité du Règlement des radiocommunications et au Bureau des radiocommunications en ce qui concerne leurs activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. Seules les questions inscrites à son ordre du jour peuvent y être débattues. Les dispositions des numéros 118 à 123 de la présente Convention s'appliquent aux conférences régionales des radiocommunications, mais uniquement en ce qui concerne les Membres de la région concernée.

ARTICLE 10

Comité du Règlement des radiocommunications

139 1. Le Comité est composé de neuf membres élus par la Conférence de plénipotentiaires.

140 2. Outre les fonctions énoncées à l'article 14 de la Constitution, le Comité examine les rapports du directeur du Bureau des radiocommunications concernant l'étude, à la demande d'une ou de plusieurs des administrations intéressées, des cas de brouillages préjudiciables et élabore les recommandations nécessaires.

141 3. Les membres du Comité ont pour obligation de participer, à titre consultatif, aux conférences des radiocommunications et aux assemblées des radiocommunications. Le président et le vice-président, ou leurs représentants désignés, ont pour obligation de participer, à titre consultatif, aux Conférences de plénipotentiaires. Dans tous ces cas, les membres astreints à ces obligations ne sont pas autorisés à participer à ces conférences en tant que membres de leur délégation nationale.

142 4. Seuls les frais de voyage, de subsistance et d'assurances engagés par les membres du Comité dans l'exercice de leurs fonctions au service de l'Union sont à la charge de l'Union.

143 5. Les méthodes de travail du Comité sont les suivantes:

144 (1) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu. Dans le cas d'une absence du président et du vice-président, les membres du Comité élisent, pour la circonstance, un président temporaire choisi parmi eux.

145 (2) Le Comité tient normalement quatre réunions par an au plus, généralement au siège de l'Union, au cours desquelles au moins les deux tiers de ses membres doivent être présents. Il peut s'acquitter de ses tâches à l'aide de moyens modernes de communication.

146 (3) Le Comité doit s'efforcer de prendre ses décisions à l'unanimité. S'il n'y parvient pas, une décision n'est considérée comme valable que si au moins deux tiers des membres du Comité se prononcent par vote en sa faveur. Chaque membre du Comité dispose d'une voix; le vote par procuration est interdit.

147 (4) Le Comité peut adopter les dispositions internes qu'il juge nécessaires, conformes aux dispositions de la Constitution, de la présente Convention et du Règlement des radiocommunications. Ces dispositions sont publiées en tant que partie des Règles de procédure.

ARTICLE 11

Commissions d'études des radiocommunications

148 1. Les commissions d'études des radiocommunications sont établies par une assemblée des radiocommunications.

149 2. (1) Les commissions d'études des radiocommunications étudient les questions qui leur sont soumises conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente Convention et rédigent des projets de recommandations. Ces projets de recommandations sont soumis pour approbation soit à l'assemblée des radiocommunications soit, entre deux assemblées, par correspondance aux administrations, conformément aux procédures adoptées par l'assemblée. Les recommandations approuvées selon l'une ou l'autre de ces modalités ont le même statut.

150 (2) Sous réserve des dispositions du numéro 158 ci-dessous, l'étude des questions susmentionnées porte essentiellement sur:

151 *a)* l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques dans les radiocommunications de Terre et les radiocommunications spatiales (et celle de l'orbite des satellites géostationnaires);

152 *b)* les caractéristiques et la qualité de fonctionnement des systèmes radioélectriques;

153 *c)* le fonctionnement des stations de radiocommunication;

154 *d)* les aspects «radiocommunication» des questions relatives à la détresse et a la sécurité.

155 (3) En règle génerale, ces études ne prennent pas en compte les questions d'ordre économique, mais dans les cas où elles supposent des comparaisons entre plusieurs solutions techniques, les facteurs économiques peuvent être pris en considération.

156 3. Les commissions d'études des radiocommunications effectuent aussi les travaux préparatoires relatifs aux questions techniques, d'exploitation et de procédure qui seront soumises à l'examen des conférences mondiales et régionales des radiocommunications et élaborent des rapports sur ce sujet conformément au programme de travail adopté à cet égard par une assemblée des radiocommunications ou suivant les directives formulées par le Conseil.

157 4. Chaque commission d'études élabore, à l'intention de l'assemblée des radiocommunications, un rapport indiquant l'état d'avancement des travaux, les recommandations adoptées conformément à la procédure de consultation prévue au numéro 149 ci-dessus et les projets de recommandations nouvelles ou révisées que doit examiner l'assemblée.

158 5. Compte tenu des dispositions du numéro 79 de la Constitution, le Secteur des radiocommunications et le Secteur de la normalisation des télécommunications revoient en permanence les tâches énoncées aux numéros 151 à 154 ci-dessus et au numéro 193 de la présente Convention en ce qui concerne le Secteur de la normalisation des télécommunications, en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter à la répartition des questions étudiées par les deux Secteurs. Ces Secteurs travaillent en étroite collaboration et adoptent des procédures qui permettent d'effectuer cette révision et de conclure ces accords en temps voulu et de manière efficace. Si un accord n'a pu être obtenu, la question peut être soumise pour décision à la Conférence de plénipotentiaires, par l'intermédiaire du Conseil.

159 6. Dans l'accomplissement de leurs tâches, les commissions d'études des radiocommunications doivent porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des recommandations directement liées à la création, au développement et à l'amélioration des télécommunications dans les pays en développement, aux niveaux régional et international. Elles mènent leurs

travaux en tenant dûment compte du travail des organisations nationales et régionales et des autres organisations internationales s'occupant de radiocommunications et coopèrent avec elles, eu égard à la nécessité pour l'Union de garder sa position prééminente en matière de télécommunications.

160 7. Afin de faciliter l'examen des activités du Secteur des radiocommunications, il convient de prendre des mesures propres à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organisations s'occupant de radiocommunications, avec le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secteur du développement des télécommunications. Une assemblée des radiocommunications arrête les obligations spécifiques, les conditions de participation et les règles d'application de ces mesures.

ARTICLE 12

Bureau des radiocommunications

161 1. Le directeur du Bureau des radiocommunications organise et coordonne les travaux du Secteur des radiocommunications. Les fonctions du Bureau sont complétées par les fonctions spécifiées dans des dispositions du Règlement des radiocommunications.

162 2. En particulier, le directeur,

163 (1) s'agissant des conférences des radiocommunications:

164 *a)* coordonne les travaux préparatoires des commissions d'études et du Bureau, communique aux Membres les résultats de ces travaux, recueille leurs commentaires et soumet un rapport de synthèse à la conférence, qui peut inclure des propositions d'ordre réglementaire;

165 *b)* participe de droit mais, à titre consultatif, aux délibérations de l'assemblée des radiocommunications et des commissions d'études des radiocommunications. Le directeur prend toutes les mesures qui s'imposent pour la préparation des conférences des radiocommunications et des réunions du Secteur des radiocommunications en consultant le Secrétariat général conformément aux dispositions du

numero 94 de la presente Convention et, si nécessaire, les autres Secteurs de l'Union, et en tenant dûment compte des directives du Conseil relatives à l'exécution de cette préparation;

166 *c)* apporte son assistance aux pays en développement dans les travaux préparatoires des conférences des radiocommunications;

167 (2) s'agissant du Comité du Règlement des radiocommunications:

168 *a)* établit des projets de règles de procédure et les soumet pour approbation au Comité du Règlement des radiocommunications; ces projets de règles de procédure comportent, entre autres, les méthodes de calcul et les données nécessaires à l'application des dispositions du Règlement des radiocommunications:

169 *b)* communique à tous les Membres de l'Union les règles de procédure du Comité et recueille les observations présentées par les administrations à ce sujet;

170 *c)* traite les renseignements communiqués par les administrations en application des dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications et des accords régionaux et les prépare, le cas échéant, aux fins de publication sous une forme appropriée;

171 *d)* applique les règles de procédure approuvées par le Comité, prépare et publie des conclusions sur la base de ces règles, et soumet au Comité tout réexamen d'une conclusion qui est demandé par une administration et qui ne peut être mené à bien en vertu de ces règles de procédure:

172 *e)* effectue, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications, l'inscription et l'enregistrement méthodiques des assignations de fréquence et, le cas échéant, des caractéristiques orbitales associées et tient à jour le Fichier de référence international des fréquences; revise les inscriptions contenues dans ce Fichier, en vue de modifier ou d'éliminer, selon le cas, les inscriptions qui ne reflètent pas l'utilisation réelle du spectre des fréquences, en accord avec l'administration concernée;

173 *f)* aide la ou les administrations intéressées qui en font la demande à résoudre les cas de brouillages préjudiciables et, au besoin, procède à des études et établit un rapport, pour examen par le Comité, dans lequel il formule des projets de recommandations à l'intention des administrations concernées;

174 *g)* assure les fonctions de secrétaire exécutif du Comité;

175 (3) coordonne les travaux des commissions d'études des radiocommunications et est responsable de l'organisation de ces travaux;

176 (4) en outre, le directeur:

177 *a)* entreprend des études afin de fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages préjudiciables peuvent se produire, ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires, compte tenu des besoins des Membres qui requièrent une assistance, des besoins particuliers des pays en développement, ainsi que de la situation géographique particulière de certains pays;

178 *b)* échange avec les membres des données sous une forme accessible en lecture automatique et sous d'autres formes, établit et tient à jour les documents et les bases de données du Secteur des radiocommunications et prend toutes mesures utiles avec le Secrétaire général, selon qu'il est nécessaire, pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union conformément au numéro 172 de la Constitution;

179 *c)* tient à jour les dossiers nécessaires;

180 *d)* rend compte, dans un rapport présenté à la conférence mondiale des radiocommunications, de l'activité du Secteur des radiocommunications depuis la dernière conférence; si aucune conférence mondiale des radiocommunications n'est prevue, un rapport sur l'activité du Secteur pendant la période de deux ans suivant la dernière conférence est soumis au Conseil et aux Membres de l'Union;

181 *e)* établit un budget estimatif fondé sur les coûts correspondant aux besoins du Secteur des radiocommunications et le transmet au Secrétaire général afin qu'il soit examiné par le Comité de coordination et incorporé dans le budget de l'Union.

182 3. Le directeur choisit le personnel technique et administratif du Bureau dans le cadre du budget approuvé par le Conseil. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le Secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au Secrétaire général.

183 4. Le directeur fournit l'appui technique nécessaire au Secteur du développement des télécommunications dans le cadre des dispositions de la Constitution et de la présente Convention.

SECTION 6

Secteur de la normalisation des télécommunications

ARTICLE 13

Conférence mondiale de normalisation des télécommunications

184 1. Conformément au numéro 104 de la Constitution, une conférence mondiale de normalisation est convoquée pour examiner des questions spécifiques relatives à la normalisation des télécommunications.

185 2. Les questions que doit étudier une conférence mondiale de normalisation des télécommunications, sur lesquelles des recommandations sont formulées, sont celles qu'elle a adoptées conformément à ses propres procédures ou celles qui lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une autre conférence ou par le Conseil.

186 3. Conformément aux dispositions du numéro 104 de la Constitution. la conférence:

187 *a)* examine les rapports établis par les commissions d'études conformément aux dispositions du numéro 194 de la présente Convention et approuve, modifie ou rejette les projets de recommandations que contiennent ces rapports;

188 *b)* en tenant compte de la nécessité de maintenir au minimum les exigences quant aux ressources de l'Union, approuve le programme de travail découlant de l'examen des questions existantes et des nouvelles questions, détermine leur degré de priorité et d'urgence et évalue l'incidence financière et le calendrier nécessaire pour les mener à bien;

189 *c)* décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 188 ci-dessus, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes ou d'en créer de nouvelles, et attribue à chacune d'elles les questions à étudier;

190 *d)* regroupe, autant que possible, les questions qui intéressent les pays en développement, afin de faciliter la participation de ces derniers à l'étude desdites questions;

191 *e)* examine et approuve le rapport du directeur sur les activités du Secteur depuis la dernière conférence.

ARTICLE 14

Commissions d'études de la normalisation des télécommunications

192 1. (1) Les commissions d'études de la normalisation des télécommunications étudient des questions et rédigent des projets de recommandations sur les sujets qui leur sont soumis conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente Convention. Ces projets sont soumis pour approbation soit à une conférence mondiale de normalisation des télécommunications, soit, entre deux conférences de ce genre, aux administrations par correspondance, selon la procédure adoptée par la conférence. Les recommandations approuvées selon l'une ou l'autre de ces modalités ont le même statut.

193 (2) Sous réserve des dispositions du numéro 195 ci-dessous, les commissions d'études étudient les questions techniques, d'exploitation et de tarification et rédigent des recommandations à ce sujet en vue de la normalisation universelle des télécommunications, notamment des recommandations sur l'interconnexion des systèmes radioélectriques dans les réseaux de télécommunication publics et sur la qualité requise de ces interconnexions. Les questions techniques ou d'exploitation qui se rapportent spécifiquement aux radiocommunications et qui sont énoncées aux numéros 151 à 154 de la présente Convention relèvent du Secteur des radiocommunications.

194 (3) Chaque commission d'études élabore, à l'intention de la conférence de normalisation des télécommunications, un rapport indiquant l'état d'avancement de ses travaux, les recommandations adoptées conformément à la procédure de consultation prévue au numéro 192 ci-dessus et les projets de recommandations nouvelles ou révisées que doit examiner la conférence.

195 2. Compte tenu des dispositions du numéro 105 de la Constitution, le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secteur des radiocommunications revoient en permanence les tâches énoncées au numéro 193 et aux numéros 151 à 154 de la présente Convention en ce qui concerne le Secteur des radiocommunications, en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter à la répartition des questions étudiées par les deux Secteurs. Ces Secteurs travaillent en étroite collaboration et adoptent des procédures qui permettent d'effectuer cette révision et de conclure ces accords en temps voulu et de manière efficace. Si un accord n'a pu être obtenu, cette question peut être soumise pour décision à la Conférence de plénipotentiaires par l'intermédiaire du Conseil.

196 3 Dans l'accomplissement de leurs tâches, les commissions d'études de la normalisation des télécommunications doivent porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des recommandations directement liées à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en développement, aux niveaux régional et international. Elles mènent leurs travaux en tenant dûment compte du travail des organisations nationales et regionales et des autres organisations internationales de normalisation et coopèrent avec elles, eu égard à la nécessité pour l'Union de garder sa position prééminente en matière de normalisation mondiale des télécommunications.

197 4. Afin de faciliter l'examen des activités du Secteur de la normalisation des télécommunications, il convient de prendre des mesures propres à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organisations s'occupant de normalisation, avec le Secteur des radiocommunications et avec le Secteur du développement des télécommunications. Une conférence mondiale de normalisation des télécommunications arrête les obligations spécifiques, les conditions de participation et les règles d'application de ces mesures.

ARTICLE 15

Bureau de la normalisation des télécommunications

198 1. Le directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications organise et coordonne les travaux du Secteur de la normalisation des télécommunications.

199 2. En particulier, le directeur:

200 *a)* met à jour chaque année, en concertation avec les présidents des commissions d'études de la normalisation des télécommunications, le programme de travail approuvé par la conférence mondiale de normalisation des télécommunications;

201 *b)* participe de droit mais à titre consultatif aux délibérations des conférences mondiales de normalisation des télécommunications et des commissions d'études de la normalisation des télécommunications. Le directeur prend toutes les mesures qui s'imposent pour la préparation des conférences et des réunions du Secteur de la normalisation des télécommunications en consultant le Secrétariat général conformément aux dispositions du numéro 94 de la présente Convention et, si nécessaire, les autres Secteurs de l'Union, et en tenant dûment compte des directives du Conseil relatives à l'exécution de cette préparation;

202 *c)* traite les informations communiquées par les administrations en application des dispositions pertinentes du Règlement des télécommunications internationales ou des décisions de la conférence mondiale de normalisation des télécommunications et les prépare, le cas échéant, aux fins de publication sous une forme appropriée;

203 *d)* échange avec les membres des données sous une forme accessible en lecture automatique et sous d'autres formes, établit et, au besoin, tient à jour les documents et les bases de données du Secteur de la normalisation des télécommunications et prend les mesures voulues avec le Secrétaire général, selon qu'il est nécessaire, pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union conformément au numéro 172 de la Constitution;

204 *e)* rend compte, dans un rapport présenté à la conférence mondiale de normalisation des télécommunications, de l'activité du Secteur depuis la dernière conférence et soumet au Conseil ainsi qu'aux Membres de l'Union un rapport sur l'activité de ce Secteur pendant la période de deux ans suivant la dernière conférence, sauf si une deuxième conférence est convoquée;

205 *f)* etablit un budget estimatif fondé sur les coûts correspondant aux besoins du Secteur de la normalisation des télécommunications et le transmet au Secrétaire général, afin qu'il soit examiné par le Comité de coordination et incorporé dans le budget de l'Union.

206 3. Le directeur choisit le personnel technique et administratif du Bureau de la normalisation des télécommunications dans le cadre du budget approuvé par le Conseil. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le Secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au Secrétaire général.

207 4. Le directeur fournit l'appui technique nécessaire au Secteur du développement des télécommunications dans le cadre des dispositions de la Constitution et de la présente Convention.

SECTION 7

Secteur du développement des télécommunications

ARTICLE 16

Conférences de développement des télécommunications

208 1. Conformément aux dispositions du numéro 118 de la Constitution, le rôle des conférences de développement des télécommunications est le suivant:

209 *a)* les conférences mondiales de développement des télécommunications établissent des programmes de travail et des directives afin de définir les questions et priorités relatives au développement des télécommunications et donnent des orientations au Secteur du développement des télécommunications pour son programme de travail. Selon les besoins, elles peuvent constituer des commissions d'études;

210 *b)* les conférences régionales de développement des télécommunications peuvent fournir des avis au Bureau de développement des télécommunications sur les besoins et les caractéristiques spécifiques en matière de télécommunications de la région concernée; elles peuvent aussi soumettre des recommandations aux conférences mondiales de développement des télécommunications;

211 *c)* les conférences de développement des télécommunications devraient fixer des objectifs et des stratégies pour le développement équilibré des télécommunications mondiales et régionales, en accordant une attention particulière à l'expansion et à la modernisation des réseaux et des services des pays en développement ainsi qu'à la mobilisation des ressources nécessaires à cet effet. Elles constituent un cadre pour l'examen des questions de politique générale, d'organisation, d'exploitation, réglementaires, techniques, financières et des aspects connexes, y compris la recherche de nouvelles sources de financement et leur mise en œuvre;

212 *d)* les conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications. dans leur domaine de competence respectif, examinent les rapports qui leur sont soumis et évaluent les activités du Secteur: elles peuvent aussi examiner les questions de développement des télécommunications relatives aux activités des autres Secteurs de l'Union.

213 2. Le projet d'ordre du jour des conférences de développement des télécommunications est établi par le directeur du Bureau de développement des télécommunications; il est soumis par le Secrétaire général à l'approbation du Conseil avec l'assentiment d'une majorité des Membres de l'Union dans le cas d'une conférence mondiale ou d'une majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée dans le cas d'une conférence régionale. sous réserve des dispositions du numéro 47 de la présente Convention.

ARTICLE 17

Commissions d'études du développement des télécommunications

214 1. Les commissions d'études du développement des télécommunications étudient des questions de télécommunication spécifiques, y compris les questions mentionnées au numero 211 de la présente Convention, qui intéressent les pays en développement. Ces commissions d'études sont en nombre restreint et sont créées pour une période limitée compte tenu des ressources disponibles. Elles ont des mandats spécifiques. traitent de questions et de problèmes présentant un intérêt prioritaire pour les pays en développement et elles sont axées sur les tâches.

215 2. Compte tenu des dispositions du numéro 119 de la Constitution. le Secteur des radiocommunications. le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secteur du développement des télécommunications revoient en permanence les questions étudiées en vue de se mettre d'accord sur la repartition du travail. d'harmoniser les efforts et d'améliorer la coordination. Ces Secteurs adoptent des procedures qui permettent de proceder à cette revision et de conclure ces accords en temps voulu et de manière efficace.

ARTICLE 18

Bureau de développement des télécommunications et Comité consultatif pour le développement des télécommunications

216 1. Le directeur du Bureau de développement des télécommunications organise et coordonne les travaux du Secteur du développement des télécommunications.

217 2. En particulier, le directeur:

218 *a)* participe de droit, mais à titre consultatif, aux délibérations des conférences de développement des télécommunications et des commissions d'études du développement des télécommunications. Le directeur prend toutes mesures concernant la préparation des conférences et des réunions du Secteur du développement des télécommunications en consultant le Secrétariat général conformément aux dispositions du numéro 94 de la présente Convention et, si nécessaire, les autres Secteurs de l'Union, et en tenant dûment compte des directives du Conseil relatives à l'exécution de cette préparation;

219 *b)* traite les informations communiquées par les administrations en application des résolutions et des décisions pertinentes de la Conférence de plénipotentiaires et des conférences de développement des télécommunications et les prépare, le cas échéant, aux fins de publication sous une forme appropriée;

220 *c)* échange avec les membres des données sous une forme accessible en lecture automatique et sous d'autres formes, établit et, au besoin, tient à jour les documents et les bases de données du Secteur du développement des télécommunications et prend les mesures voulues avec le Secrétaire général, le cas échéant, pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union, conformément au numéro 172 de la Constitution;

221 *d)* recueille et prépare aux fins de publication, en collaboration avec le Secrétariat général et les autres secteurs de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en développement afin de les aider à

améliorer leurs réseaux de télécommunication. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies:

222 *e)* rend compte, dans un rapport présenté à la conférence mondiale de développement des télécommunications, de l'activité du Secteur depuis la dernière conférence et soumet au Conseil ainsi qu'aux Membres de l'Union un rapport sur l'activité de ce Secteur pendant la période de deux ans suivant la dernière conférence;

223 *f)* établit un budget estimatif fondé sur les coûts correspondant aux besoins du Secteur du développement des télécommunications et le transmet au Secrétaire général, afin qu'il soit examiné par le Comité de coordination et incorporé dans le budget de l'Union.

224 3. Le directeur travaille en collaboration avec les autres fonctionnaires élus et s'emploie à renforcer le rôle de catalyseur de l'Union en vue de stimuler le développement des télécommunications; il prend les dispositions nécessaires, en collaboration avec le directeur du Bureau concerné, pour convoquer des réunions d'information relatives aux activités du Secteur correspondant.

225 4. Sur demande des Membres intéressés, le directeur, avec le concours des directeurs des autres Bureaux et, le cas échéant, du Secrétaire général, fait des études et donne des conseils sur des questions relatives à leurs télécommunications nationales. Dans les cas où cette étude implique la comparaison de plusieurs solutions techniques possibles, des facteurs économiques peuvent être pris en considération.

226 5. Le directeur choisit le personnel technique et administratif du Bureau de développement des télécommunications dans le cadre du budget approuvé par le Conseil. La nomination de ce personnel est arrêtée par le Secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination et de licenciement appartient au Secrétaire général.

227 6. Un Comité consultatif pour le développement des télécommunications est établi et ses membres sont nommés par le directeur après consultation du Secrétaire général. Le Comité est composé de personnalités correspondant à une répartition large et équitable d'intérêts et de compétences en matière de

développement des télécommunications; il élit son président parmi ses membres. Le Comité conseille le directeur, qui participe à ses réunions, sur les priorités et les stratégies à mettre en œuvre dans le cadre des activités de développement des télécommunications de l'Union. Il recommande notamment des mesures visant à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organisations qui s'occupent du développement des télécommunications.

SECTION 8

Dispositions communes aux trois Secteurs

ARTICLE 19

Participation d'entités et organisations autres que les administrations aux activités de l'Union

228 1. Le Secrétaire général et les directeurs des Bureaux encouragent les entités et organisations ci-après à participer plus largement aux activités de l'Union:

229 *a)* exploitations reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organismes de financement ou de développement approuvés par le Membre intéressé;

230 *b)* autres entités s'occupant de questions de télécommunication approuvées par le Membre intéressé;

231 *c)* organisations régionales et autres organisations internationales de télécommunication, de normalisation, de financement ou de développement.

232 2. Les directeurs des Bureaux travaillent en étroite collaboration avec les entités et les organisations qui sont admises à participer aux travaux de l'un ou de plusieurs des Secteurs de l'Union.

233 3. Toute demande de participation aux travaux d'un Secteur formulée par une entité mentionnée au numéro 229 ci-dessus conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution et de la présente Convention et approuvée par le Membre intéressé est adressée par ce Membre au Secrétaire général.

234 4. Toute demande d'une entité mentionnée au numéro 230 ci-dessus présentée par le Membre intéressé est traitée suivant une procédure établie par le Conseil. La conformité d'une demande de ce type avec cette procédure fait l'objet d'un examen de la part du Conseil.

235 5. Toute demande de participation aux travaux d'un Secteur formulée par une entité ou organisation mentionnée au numéro 231 ci-dessus (à l'exception des organisations visées aux numéros 260 et 261 de la présente Convention) est transmise au Secrétaire général et traitée conformément aux procédures établies par le Conseil.

236 6. Toute demande de participation aux travaux d'un Secteur formulée par une organisation mentionnée aux numéros 260 à 262 de la présente Convention est transmise au Secrétaire général, et l'organisation intéressée est inscrite sur les listes mentionnées au numéro 237 ci-dessous.

237 7. Le Secrétaire général établit et tient à jour, pour chaque Secteur, des listes de toutes les entités et organisations visées aux numéros 229 à 231 ainsi qu'aux numéros 260 à 262 de la présente Convention qui sont admises à participer aux travaux des Secteurs. Il publie chacune de ces listes à des intervalles appropriés, et les porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur du Bureau intéressé. Ce directeur fait connaître aux entités et organisations concernées la suite qui a été donnée à leur demande.

238 8. Les entités et organisations figurant sur les listes visées au numéro 237 ci-dessus sont également dénommées «membres» des Secteurs de l'Union; les conditions de leur participation aux travaux des Secteurs sont énoncées dans le présent article, dans l'article 33 et dans d'autres dispositions pertinentes de la présente Convention. Les dispositions de l'article 3 de la Constitution ne leur sont pas applicables.

239 9. Une exploitation reconnue peut agir au nom du Membre qui l'a reconnue si celui-ci fait savoir au directeur du Bureau intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

240 10. Toute entité ou organisation admise à participer aux travaux d'un Secteur a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au Secrétaire général. Cette participation peut également être dénoncée, le cas échéant, par le Membre intéressé. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le Secrétaire général.

241 11. Le Secrétaire général supprime de la liste des entités et organisations le nom de celles qui ne sont plus autorisées à participer aux travaux d'un Secteur, en se conformant aux critères et aux procédures définis par le Conseil.

ARTICLE 20

Conduite des travaux des commissions d'études

242 1. L'assemblée des radiocommunications, la conférence mondiale de normalisation des télécommunications et la conférence mondiale de développement des télécommunications nomment un président pour chaque commission d'études et, en principe, un seul vice-président. Lors de la nomination des présidents et des vice-présidents, on tiendra compte tout particulièrement des critères de compétence et de l'exigence d'une répartition géographique équitable, ainsi que de la nécessité de favoriser la participation plus efficace des pays en développement.

243 2. Si le volume de travail des commissions d'études l'exige, l'assemblée ou la conférence nomme autant de vice-présidents qu'elle l'estime nécessaire, en principe pas plus de deux en tout.

244 3. Si, dans l'intervalle entre deux assemblées ou conférences du Secteur concerné, le président d'une commission d'études n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions et s'il n'a été nommé qu'un seul vice-président, celui-ci prend la place du président. Dans le cas d'une commission d'études où plusieurs vice-présidents ont été nommés, la commission d'études, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau président et, si nécessaire, un nouveau vice-président parmi ses membres. Elle élit de même un nouveau vice-président au cas où l'un de ses vice-présidents serait empêché d'exercer ses fonctions au cours de la période concernée.

245 4. Les travaux confiés aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traités par correspondance, à l'aide de moyens de communication modernes.

246 5. Après avoir consulté le Secrétaire général et après coordination comme prescrit dans la Constitution et la Convention, le directeur du Bureau de chaque Secteur, compte tenu des décisions de la conférence ou de l'assemblée compétente, établit le plan général des réunions des commissions d'études.

247 6. Les commissions d'études peuvent prendre des mesures en vue d'obtenir de la part des Membres l'approbation des recommandations mises au point entre deux assemblées ou conférences. Les procédures à appliquer pour obtenir cette approbation seront celles approuvées par l'assemblée ou la conférence compétente. Les recommandations ainsi approuvées auront le même statut que celles approuvées par la conférence proprement dite.

248 7. Si nécessaire, des groupes de travail mixtes peuvent être constitués pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.

249 8. Le directeur du Bureau concerné envoie les rapports finals des commissions d'études, y compris une liste des recommandations approuvées conformément au numéro 247 ci-dessus, aux administrations, organisations et entités participant aux travaux du Secteur. Ces rapports sont envoyés dans les meilleurs délais et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la conférence compétente suivante.

ARTICLE 21

Recommandations adressées par une conférence à une autre conférence

250 1. Toute conférence peut soumettre à une autre conférence de l'Union des recommandations relevant de son domaine de compétence.

251 2. Ces recommandations sont adressées en temps utile au Secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 320 de la présente Convention.

ARTICLE 22

Relations des Secteurs entre eux et avec des organisations internationales

252 1. Les directeurs des Bureaux peuvent décider, après avoir effectué les consultations appropriées et après coordination comme prescrit dans la Constitution, la Convention et dans les décisions des conférences ou assemblées compétentes, d'organiser des réunions mixtes de commissions d'études de deux ou trois Secteurs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets de recommandations sur des questions d'intérêt commun. Ces projets de recommandations sont soumis aux conférences ou assemblées compétentes des Secteurs concernés.

253 2. Aux conférences ou réunions d'un Secteur peuvent assister, à titre consultatif, le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général, les directeurs des Bureaux des autres Secteurs, ou leurs représentants, ainsi que les membres du Comité du Règlement des radiocommunications. En cas de besoin, ces conférences ou réunions peuvent inviter, à titre consultatif, des représentants du Secrétariat général ou de tout autre Secteur qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

254 3. Lorsqu'un Secteur est invité à participer à une réunion d'une organisation internationale, son directeur est autorisé, en tenant compte des dispositions du numéro 107 de la présente Convention, à prendre des dispositions pour assurer sa représentation à titre consultatif.

CHAPITRE II

Dispositions générales concernant les conférences

ARTICLE 23

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

255 1. Le lieu précis et les dates exactes de la Conférence sont fixés conformément aux dispositions de l'article 1 de la présente Convention, après consultation du gouvernement invitant.

256 2. (1) Un an avant la date d'ouverture de la Conférence, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque Membre de l'Union.

257 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du Secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

258 3. Le Secrétaire général invite les organisations suivantes à envoyer des observateurs:

259 *a)* l'Organisation des Nations Unies;

260 *b)* les organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 43 de la Constitution;

261 *c)* les organisations intergouvernementales exploitant des systèmes à satellites;

262 *d)* les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.

263 4. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au moins un mois avant l'ouverture de la Conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

264 (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du Secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

265 (3) Les réponses des organisations et des institutions visées aux numéros 259 à 262 ci-dessus doivent parvenir au Secrétaire général un mois avant la date d'ouverture de la Conférence.

266 5. Le Secrétariat général et les trois Bureaux de l'Union sont représentés à la Conférence à titre consultatif.

267 6. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires:

268 *a)* les délégations;

269 *b)* les observateurs des organisations et institutions invitées conformément aux numéros 259 à 262 ci-dessus.

ARTICLE 24

Invitation et admission aux conférences des radiocommunications lorsqu'il y a un gouvernement invitant

270 1. Le lieu précis et les dates exactes de la conférence sont fixés conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente Convention, après consultation du gouvernement invitant.

271 2. (1) Les dispositions des numéros 256 à 265 de la présente Convention sont applicables aux conférences des radiocommunications.

272 (2) Les Membres de l'Union devraient faire part aux exploitations reconnues de l'invitation à participer à une conférence des radiocommunications qui leur a été adressée.

273 3. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales autres que celles visées aux numéros 259 à 262 de la présente Convention qui pourraient souhaiter envoyer des observateurs pour participer à la conférence à titre consultatif.

274 (2) Les organisations internationales intéressées dont il est question au numéro 273 ci-dessus adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

275 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes, et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

276 4. Sont admis aux conférences des radiocommunications:

277 *a)* les délégations;

278 *b)* les observateurs des organisations et des institutions visées aux numéros 259 à 262 de la présente Convention;

279 *c)* les observateurs des organisations internationales admises conformément aux dispositions des numéros 273 à 275 ci-dessus;

280 *d)* les observateurs représentant les exploitations reconnues admises à participer aux commissions d'études des radiocommunications conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente Convention et dûment autorisées par le Membre concerné;

281 *e)* à titre consultatif, les fonctionnaires élus, lorsque la conférence traite des affaires qui relèvent de leur compétence, et les membres du Comité du Règlement des radiocommunications;

282 *f)* les observateurs des Membres de l'Union qui participent, sans droit de vote, à la conférence régionale des radiocommunications d'une région autre que celle à laquelle appartiennent lesdits Membres.

ARTICLE 25

Invitation et admission aux assemblées des radiocommunications, aux conférences de normalisation des télécommunications et aux conférences de développement des télécommunications lorsqu'il y a un gouvernement invitant

283 1. Le lieu précis et les dates exactes de chaque assemblée ou conférence sont fixés conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente Convention, après consultation du gouvernement invitant.

284 2. Un an avant la date d'ouverture de l'assemblée ou de la conférence, le Secrétaire général, après consultation du directeur du Bureau concerné, envoie une invitation:

285 *a)* à l'administration de chaque Membre de l'Union;

286 *b)* aux entités et organisations admises à participer aux travaux du Secteur concerné conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente Convention;

287 *c)* aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 43 de la Constitution;

288 *d)* aux organisations intergouvernementales exploitant des systèmes à satellites;

289 *e)* à toute autre organisation régionale, ou autre organisation internationale, s'occupant de questions qui intéressent l'assemblée ou la conférence.

290 3. En outre, le Secrétaire général invite les organisations ou institutions ci-après à envoyer des observateurs:

291 *a)* l'Organisation des Nations Unies;

292 *b)* les institutions spécialisées des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

293 4. Les réponses doivent parvenir au Secrétaire général au moins un mois avant l'ouverture de l'assemblée ou de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation ou de la représentation.

294 5. Le Secrétariat général et les fonctionnaires élus de l'Union sont représentés à l'assemblée ou à la conférence à titre consultatif.

295 6. Sont admis à l'assemblée ou à la conférence:

296 *a)* les délégations;

297 *b)* les observateurs des organisations et des institutions invitées conformément aux dispositions des numéros 287 à 289, 291 et 292 ci-dessus;

298 *c)* les représentants des entités et organisations visées au numéro 286 ci-dessus.

ARTICLE 26

Procédure pour la convocation ou l'annulation de conférences mondiales ou d'assemblées des radiocommunications à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil

299 1. Les procédures énoncées dans les dispositions ci-dessous s'appliquent à la convocation d'une deuxième conférence mondiale de normalisation des télécommunications dans l'intervalle compris entre deux Conférences de plénipotentiaires successives et à la détermination du lieu précis et des dates exactes de cette conférence, ou à l'annulation d'une deuxième conférence mondiale des radiocommunications ou d'une deuxième assemblée des radiocommunications.

300 2. (1) Les Membres de l'Union qui désirent qu'une deuxième conférence mondiale de normalisation des télécommunications soit convoquée en informent le Secrétaire général en indiquant le lieu et les dates de la conférence.

301 (2) Le Secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres, en informe immédiatement tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

302 (3) Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 47 de la présente Convention, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois le lieu et les dates proposés, le Secrétaire général en informe immédiatement tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés.

303 (4) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le Secrétaire général, en accord avec le gouvernement invitant, prend les dispositions nécessaires pour la convocation de la conférence.

304 (5) Si l'ensemble de la proposition (lieu et dates) n'est pas accepté par la majorité des Membres déterminée selon les dispositions du numéro 47 de la présente Convention, le Secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines à compter de la date de réception, sur le ou les points controversés.

305 (6) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 47 de la présente Convention.

306 3. (1) Tout Membre de l'Union qui souhaite qu'une deuxième conférence mondiale des radiocommunications ou qu'une deuxième assemblée des radiocommunications soit annulée en informe le Secrétaire général. Le Secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres, en informe immédiatement tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

307 (2) Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 47 de la présente Convention, se prononce en faveur de la proposition, le Secrétaire général en informe immédiatement tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés et la conférence ou l'assemblée est annulée.

308 4. Les procédures indiquées aux numéros 301 à 307 ci-dessus, à l'exception du numéro 306, sont également applicables lorsque la proposition visant à convoquer une deuxième conférence mondiale de normalisation des télécommunications ou à annuler une deuxième conférence mondiale des radiocommunications ou une deuxième assemblée des radiocommunications est présentée par le Conseil.

309 5. Tout Membre de l'Union qui souhaite qu'une conférence mondiale des télécommunications internationales soit convoquée soumet une proposition à cet effet à la Conférence de plénipotentiaires; l'ordre du jour, le lieu précis et les dates exactes de cette conférence sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente Convention.

ARTICLE 27

Procédure pour la convocation de conférences régionales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil

310 Dans le cas des conférences régionales, la procédure décrite aux numéros 300 à 305 de la présente Convention s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire à l'initiative des Membres de la région, il suffit que le Secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région. La procédure décrite aux numéros 301 à 305 de la présente Convention est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence régionale est présentée par le Conseil.

ARTICLE 28

Dispositions relatives aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

311 Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 23, 24 et 25 de la présente Convention sont applicables. Le Secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

ARTICLE 29

Changement du lieu ou des dates d'une conférence

312 1. Les dispositions des articles 26 et 27 de la présente Convention relatives à la convocation d'une conférence s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil, de changer le lieu précis ou les dates exactes d'une conférence. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 47 de la présente Convention, s'est prononcée en leur faveur.

313 2. Tout Membre qui propose de changer le lieu précis ou les dates exactes d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.

314 3. Le cas échéant, le Secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 301 de la présente Convention les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de dates, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

ARTICLE 30

Délais et modalités de présentation des propositions et des rapports aux conférences

315 1. Les dispositions du présent article s'appliquent aux Conférences de plénipotentiaires, aux conférences mondiales et régionales des radiocommunications et aux conférences mondiales des télécommunications internationales.

316 2. Immédiatement après l'envoi des invitations, le Secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir au moins quatre mois avant la date d'ouverture de la conférence leurs propositions pour les travaux de la conférence.

317 3. Toute proposition dont l'adoption entraîne l'amendement du texte de la Constitution ou de la présente Convention, ou la révision des Règlements administratifs, doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent un tel amendement ou une telle révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

318 4. Toute proposition reçue d'un Membre de l'Union est annotée par le Secrétaire général pour indiquer son origine à l'aide du symbole établi par l'Union pour ce Membre. Lorsqu'une proposition est présentée par plusieurs Membres, la proposition, dans la mesure du possible, est annotée à l'aide du symbole de chaque Membre.

319 5. Le Secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.

320 6. Le Secrétaire général réunit et coordonne les propositions des Membres et les fait parvenir aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit et en tout cas deux mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Les fonctionnaires élus et les fonctionnaires de l'Union, de même que les observateurs et représentants qui peuvent assister à des conférences, conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention, ne sont pas habilités à présenter des propositions.

321 7. Le Secrétaire général réunit également les rapports reçus des Membres, du Conseil et des Secteurs de l'Union ainsi que les recommandations formulées par les conférences et les transmet aux Membres, avec tout rapport du Secrétaire général, quatre mois au moins avant l'ouverture de la conférence.

322 8. Les propositions reçues après la date limite spécifiée au numéro 316 ci-dessus sont communiquées à tous les Membres par le Secrétaire général dès que cela est réalisable.

323 9. Les dispositions du présent article sont applicables sans préjudice des dispositions relatives à la procédure d'amendement contenues dans l'article 55 de la Constitution et l'article 42 de la présente Convention.

ARTICLE 31

Pouvoirs aux conférences

324 1. La délégation envoyée à une Conférence de plénipotentiaires, à une conférence des radiocommunications ou à une conférence mondiale des télécommunications internationales par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 325 à 331 ci-dessous.

325 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

326 (2) Les délégations aux autres conférences visées au numéro 324 ci-dessus sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

327 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées aux numéros 325 ou 326 ci-dessus, et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le Chef de la mission diplomatique du Membre concerné auprès du gouvernement hôte ou,

si la conférence a lieu dans la Confédération suisse, par le chef de la délégation permanente du Membre concerné auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

328 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités compétentes énumérées aux numéros 325 à 327 ci-dessus et s'ils répondent à l'un des critères suivants:

329 – conférer les pleins pouvoirs à la délégation;

330 – autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans restrictions;

331 – donner à la délégation ou à certains de ses membres le droit de signer les Actes finals.

332 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé, sous réserve des dispositions des numéros 169 et 210 de la Constitution, et à signer les Actes finals.

333 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.

334 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. La commission prévue au numéro 361 de la présente Convention est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, toute délégation est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote du Membre concerné.

335 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées aux numéros 325 ou 326 ci-dessus.

336 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

337 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

338 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les réponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

339 10. Un Membre ou une entité ou organisation agréée qui se propose d'envoyer une délégation ou des représentants à une conférence de normalisation des télécommunications, à une conférence de développement des télécommunications ou à une assemblée des radiocommunications en informe le directeur du Bureau du Secteur concerné, en indiquant le nom et la fonction des membres de la délégation ou des représentants.

CHAPITRE III

Règlement intérieur

ARTICLE 32

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

340 Le règlement intérieur est applicable sans préjudice des dispositions relatives à la procédure d'amendement contenues dans l'article 55 de la Constitution et l'article 42 de la présente Convention.

1. Ordre des places

341 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

2. Inauguration de la conférence

342 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière et sont présentées des propositions concernant l'organisation et la désignation des présidents et vice-présidents de la conférence et de ses commissions, compte tenu du principe du roulement, de la répartition géographique, de la compétence nécessaire et des dispositions du numéro 346 ci-dessous.

343 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 344 et 345 ci-dessous.

344 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

345 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

346 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

347 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 342 ci-dessus.

348 4. La première séance plénière procède également:

349 *a)* à l'élection des vice-présidents de la conférence;

350 *b)* à la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

351 *c)* à la désignation du secrétariat de la conférence, en vertu du numéro 97 de la présente Convention: le secrétariat peut être renforcé, le cas échéant, par du personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. Prérogatives du président de la conférence

352 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

353 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

354 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

355 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

4. Constitution des commissions

356 1. La séance plénière peut constituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent constituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

357 2. Des sous-commissions et des groupes de travail sont constitués si nécessaire.

358 3. Sous réserve des dispositions prévues aux numéros 356 et 357 ci-dessus, les commissions suivantes seront constituées:

4.1 Commission de direction

359 *a)* Cette commission est normalement constituée par le président de la conférence ou de la réunion, qui la préside, par les vice-présidents de la conférence et par les présidents et vice-présidents des commissions.

360 *b)* La commission de direction coordonne toutes les activités afférentes au bon déroulement des travaux et elle établit l'ordre et le nombre des séances, en évitant, si possible, toute simultanéité étant donné la composition restreinte de certaines délégations.

4.2 Commission des pouvoirs

361 Une Conférence de plénipotentiaires, une conférence des radiocommunications ou une conférence mondiale des télécommunications internationales nomme une commission des pouvoirs qui est chargée de vérifier les pouvoirs des délégations à ces conférences. Cette commission présente ses conclusions à la séance plénière dans les délais fixés par celle-ci.

4.3 Commission de rédaction

362 *a)* Les textes établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis

à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.

363 *b)* Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

4.4 Commission de contrôle budgétaire

364 *a)* A l'ouverture de chaque conférence, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués; d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du Secrétaire général et du directeur du Bureau concerné et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

365 *b)* Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil pour la conférence, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation de la conférence au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

366 *c)* A la fin de chaque conférence, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence, ainsi que de celles que risque d'entraîner l'exécution des décisions prises par cette conférence.

367 *d)* Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au Secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil lors de sa prochaine session ordinaire.

5. Composition des commissions

5.1 Conférences de plénipotentiaires

368 Les commissions sont composées des délégués des Membres et des observateurs prévus au numéro 269 de la présente Convention, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

5.2 Conférences des radiocommunications et conférences mondiales des télécommunications internationales

369 Les commissions sont composées des délégués des Membres, des observateurs et des représentants visés aux numéros 278, 279 et 280 de la présente Convention, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

5.3 Assemblées des radiocommunications, conférences de normalisation des télécommunications et conférences de développement des télécommunications

370 Outre les délégués des Membres et les observateurs visés aux numéros 259 à 262 de la présente Convention, les représentants de toute entité ou organisation figurant dans la liste appropriée mentionnée au numéro 237 de la présente Convention peuvent participer aux assemblées des radiocommunications et aux commissions des conférences de normalisation des télécommunications et des conférences de développement des télécommunications.

6. Présidents et vice-présidents des sous-commissions

371 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle constitue.

7. Convocation aux séances

372 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu de réunion de la conférence.

8. Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

373 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes constituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

9. Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

374 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis au président de la conférence, au président de la commission compétente ou au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

375 2. Aucune proposition ou aucun amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

376 3. Le président de la conférence, d'une commission, d'une sous-commission ou d'un groupe de travail peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

377 4. Toute proposition ou tout amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

378 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission, de la sous-commission ou du groupe de travail compétent décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 374 ci-dessus.

379 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

380 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 374 ci-dessus, les transmet, selon le cas, aux commissions compétentes ou à la séance plénière.

381 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soit lu en séance plénière toute proposition ou tout amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

10. Conditions requises pour tout examen, décision ou vote concernant une proposition ou un amendement

382 1. Aucune proposition ou aucun amendement ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

383 2. Toute proposition ou tout amendement dûment appuyé doit être présenté pour examen et ensuite pour décision, le cas échéant à la suite d'un vote.

11. Propositions ou amendements omis ou différés

384 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle cette proposition ou cet amendement a été présenté de veiller à ce qu'il soit procédé à son examen par la suite.

12. Conduite des débats en séance plénière

12.1 Quorum

385 Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

12.2 Ordre de discussion

386 (1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

387 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

12.3 Motions d'ordre et points d'ordre

388 (1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

389 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

12.4 Ordre de priorité des motions et points d'ordre

390 L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question au numéro 388 ci-dessus est le suivant:

391 *a)* tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement intérieur, y compris les procédures de vote;

392 *b)* suspension de la séance;

393 *c)* levée de la séance;

394 *d)* ajournement du débat sur la question en discussion;

395 *e)* clôture du débat sur la question en discussion;

396 *f)* toutes autres motions ou tous autres points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

12.5 Motion de suspension ou de levée de la séance

397 Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

12.6 Motion d'ajournement du débat

398 Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.

12.7 Motion de clôture du débat

399 A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi cette motion est mise aux voix. Si la motion est adoptée, le président demande immédiatement qu'il soit voté sur la question en discussion.

12.8 Limitation des interventions

400 (1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

401 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

402 (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

12.9 Clôture de la liste des orateurs

403 (1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

404 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat sur la question en discussion.

12.10 Questions de compétence

405 Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

12.11 Retrait et nouvelle présentation d'une motion

406 L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

13. Droit de vote

407 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 3 de la Constitution.

408 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 31 de la présente Convention.

409 3. Lorsqu'un Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration à une assemblée des radiocommunications, à une conférence mondiale de normalisation des télécommunications ou à une conférence de

développement des télécommunications, les représentants des exploitations reconnues du Membre concerné ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 239 de la présente Convention. Les dispositions des numéros 335 à 338 de la présente Convention relatives aux procurations s'appliquent aux conférences précitées.

14. Vote

14.1 Définition de la majorité

410 (1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

411 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

412 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

413 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

14.2 Non-participation au vote

414 Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 385 de la présente Convention, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 416 ci-dessous.

14.3 Majorité spéciale

415 En ce qui concerne l'admission de nouveaux Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 2 de la Constitution.

14.4 Plus de cinquante pour cent d'abstentions

416 Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

14.5 Procédures de vote

417 (1) Les procédures de vote sont les suivantes:

418 *a)* à main levée, en règle générale, à moins qu'un vote par appel nominal selon la procédure b) ou un vote au scrutin secret selon la procédure c) n'ait été demandé;

419 *b)* par appel nominal dans l'ordre alphabétique français des noms des Membres présents et habilités à voter:

420 1. si au moins deux délégations, présentes et habilitées à voter, le demandent avant le début du vote à moins qu'un vote au scrutin secret selon la procédure c) n'ait été demandé, ou

421 2. si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure a);

422 *c)* au scrutin secret si cinq au moins des délégations présentes et habilitées à voter le demandent avant le début du vote.

423 (2) Avant de faire procéder au vote, le président examine toute demande concernant la façon dont celui-ci s'effectuera, puis il annonce officiellement la procédure de vote qui va être appliquée et la question mise aux voix. Il déclare ensuite que le vote a commencé et, lorsque celui-ci est achevé, il en proclame les résultats.

424 (3) En cas de vote au scrutin secret, le secrétariat prend immédiatement les dispositions propres à assurer le secret du scrutin.

425 (4) Si un système électronique adéquat est disponible et si la conférence en décide ainsi, le vote peut être effectué au moyen d'un système électronique.

14.6 Interdiction d'interrompre un vote quand il est commencé

426 Quand le vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative au déroulement du vote. Cette motion d'ordre ne peut comprendre de proposition entraînant une modification du vote en cours ou une modification du fond de la question mise aux voix. Le vote commence par la déclaration du président indiquant que le vote a commencé et il se termine par la déclaration du président proclamant les résultats.

14.7 Explication de vote

427 Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

14.8 Vote d'une proposition par parties

428 (1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

429 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

14.9 Ordre de vote des propositions relatives à une même question

430 (1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

431 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

14.10 Amendements

432 (1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

433 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

434 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.

14.11 Vote sur les amendements

435 (1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.

436 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, celui qui s'écarte le plus du texte original est mis aux voix en premier lieu. Si cet amendement ne recueille pas la majorité des suffrages, celui des amendements parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, est ensuite mis aux voix et ainsi de suite jusqu'à ce que l'un des amendements ait recueilli la majorité des suffrages; si tous les amendements proposés ont été examinés sans qu'aucun d'eux n'ait recueilli une majorité, la proposition originale non amendée est mise aux voix.

437 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

14.12 Répétition d'un vote

438 (1) S'agissant des commissions, sous-commissions et groupes de travail d'une conférence ou d'une réunion, une proposition, une partie d'une proposition ou un amendement ayant déjà fait l'objet d'une décision à la suite d'un vote dans une des commissions, ou sous-commissions ou dans un des groupes de travail, ne peut pas être mis aux voix à nouveau dans la même commission ou sous-commission ou dans le même groupe de travail. Cette disposition s'applique quelle que soit la procédure de vote choisie.

439 (2) S'agissant des séances plénières, une proposition, une partie d'une proposition ou un amendement ne doit pas être remis aux voix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies:

440 *a)* la majorité des Membres habilités à voter en fait la demande.

441 *b)* la demande de répétition du vote est faite au moins un jour franc après le vote.

15. Conduite des débats et procédure de vote en commissions et sous-commissions

442 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.

443 2. Les dispositions fixées à la section 12 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

444 3. Les dispositions fixées à la section 14 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

16. Réserves

445 1. En règle générale. les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible. de se rallier à l'opinion de la majorité.

446 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de consentir à être lié par des amendements à la Constitution ou à la présente Convention. ou par la révision des Règlements administratifs. cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision: de telles réserves peuvent être formulées par une délégation au nom d'un Membre qui ne participe pas à la conférence et qui aura remis une procuration à cette délégation pour signer les Actes finals conformément aux dispositions de l'article 31 de la présente Convention.

17. - Procès-verbaux des séances plénières

447 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui en assure la distribution aux délégations le plus tôt possible et en tout cas au plus tard 5 jours ouvrables après chaque séance.

448 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

449 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

450 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

451 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 450 ci-dessus en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

18. Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

452 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence et distribués aux délégations 5 jours ouvrables au plus tard après chaque séance. Les comptes rendus mettent en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

453 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 450 ci-dessus.

454 (3) Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 453 ci-dessus.

455 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, si les circonstances le justifient, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

19. Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

456 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou, lorsqu'il s'agit d'une commission ou d'une sous-commission, au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

457 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

458 2. (1) Les procès-verbaux des dernières séances plénières sont examinés et approuvés par le président.

459 (2) Les comptes rendus des dernières séances d'une commission ou d'une sous-commission sont examinés et approuvés par le président de cette commission ou sous-commission.

20. Numérotage

460 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute «A», «B», etc.

461 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est normalement confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture, mais peut être confié au Secrétaire général sur décision prise en séance plénière.

21. Approbation définitive

462 Les textes des Actes finals d'une Conférence de plénipotentiaires, d'une conférence des radiocommunications ou d'une conférence mondiale des télécommunications internationales sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

22. Signature

463 Les textes des Actes finals approuvés par les conférences visées au numéro 462 ci-dessus sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 31 de la présente Convention, en suivant l'ordre alphabétique des noms des Membres en français.

23. Relations avec la presse et le public

464 1. Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président de la conférence.

465 2. Dans la mesure où cela est possible en pratique, la presse et le public peuvent assister aux conférences conformément aux directives approuvées à la réunion des chefs de délégation visée au numéro 342 ci-dessus et aux dispositions pratiques prises par le Secrétaire général. La présence de la presse et du public ne doit en aucun cas perturber le bon déroulement des travaux d'une seance.

466 3. Les autres réunions de l'Union ne sont pas ouvertes à la presse et au public, sauf si les participants à la réunion en question en décident autrement.

24. Franchise

467 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les représentants des Membres du Conseil. les membres du Comité du Règlement des radiocommunications, les hauts fonctionnaires du Secrétariat général et des Secteurs de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence ont droit à la franchise postale, à la franchise des télégrammes ainsi qu'à la franchise téléphonique et télex dans la mesure où le gouvernement hôte a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations reconnues concernés.

CHAPITRE IV

Autres dispositions

ARTICLE 33

Finances

468 1. (1) L'échelle dans laquelle chaque Membre choisit sa classe de contribution, conformément aux dispositions pertinentes de l'article 28 de la Constitution, est la suivante:

classe de 40 unités
classe de 35 unités
classe de 30 unités
classe de 28 unités
classe de 25 unités
classe de 23 unités
classe de 20 unités
classe de 18 unités
classe de 15 unités
classe de 13 unités
classe de 10 unités
classe de 8 unités
classe de 5 unités

classe de 4 unités
classe de 3 unités
classe de 2 unités
classe de 1 1/2 unité
classe de 1 unité
classe de 1/2 unité
classe de 1/4 unité
classe de 1/8 unité*
classe de 1/16 unité*
(* Pour les pays les moins avancés tels qu'ils sont recensés par l'Organisation des Nations Unies et pour d'autres Membres déterminés par le Conseil.)

469 (2) En plus des classes de contribution mentionnées au numéro 468 ci-dessus, tout Membre peut choisir un nombre d'unités contributives supérieur à 40.

470 (3) Le Secrétaire général notifie à tous les Membres de l'Union la décision de chaque Membre quant à la classe de contribution choisie.

471 (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

472 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.

473 (2) En cas de dénonciation de la Constitution et de la présente Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.

474 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du début du septième mois.

475 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des organisations visées aux numéros 259 à 262 et des entités admises à participer aux activités de l'Union conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente Convention.

476 5. Les organisations visées aux numéros 259 à 262 de la présente Convention et d'autres organisations internationales qui participent à une Conférence de plénipotentiaires, à un Secteur de l'Union ou à une conférence mondiale des télécommunications internationales contribuent aux dépenses de cette conférence ou de ce Secteur conformément aux numéros 479 à 481 ci-dessous, selon le cas, sauf quand elles ont été exonérées par le Conseil, sous réserve de réciprocité.

477 6. Toute entité ou organisation figurant dans les listes mentionnées au numéro 237 de la présente Convention contribue aux dépenses du Secteur conformément aux numéros 479 et 480 ci-dessous.

478 7. Toute entité ou organisation figurant dans les listes mentionnées au numéro 237 de la présente Convention qui participe à une conférence des radiocommunications, à une conférence mondiale des télécommunications internationales ou à une conférence ou une assemblée d'un Secteur dont elle n'est pas membre contribue aux dépenses de cette conférence ou de cette assemblée conformément aux numéros 479 et 481 ci-dessous.

479 8. Les contributions mentionnées aux numéros 476, 477 et 478 sont basées sur le libre choix d'une classe de contribution de l'échelle qui figure au numéro 468 ci-dessus, à l'exclusion des classes de 1/4, de 1/8 et de 1/16 d'unité réservées aux Membres de l'Union (cette exclusion ne s'applique pas au Secteur du développement des télécommunications); la classe choisie est communiquée au Secrétaire général; l'entité ou l'organisation concernée peut à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'elle avait adoptée auparavant.

480 9. Le montant de la contribution par unité aux dépenses de chaque Secteur concerné est fixé à 1/5 de l'unité contributive des Membres de l'Union. Ces contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 474 ci-dessus.

481 10. Le montant de la contribution par unité aux dépenses d'une conférence ou d'une assemblée est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence ou de l'assemblée en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 474 ci-dessus.

482 11. La réduction du nombre d'unités de contribution n'est possible que conformément aux principes énoncés dans les dispositions pertinentes de l'article 28 de la Constitution.

483 12. En cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Secteur ou s'il est mis fin à cette participation (voir le numéro 240 de la présente Convention), la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet ou du mois où il est mis fin à la participation.

484 13. Le prix de vente des publications est déterminé par le Secrétaire général, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses de reproduction et de distribution.

485 14. L'Union entretient un fonds de réserve constituant un capital de roulement permettant de faire front aux dépenses essentielles et de maintenir des réserves en espèces suffisantes pour éviter, dans la mesure du possible,

d'avoir recours à des prêts. Le Conseil fixe annuellement le montant du fonds de réserve en fonction des besoins prévus. A la fin de chaque exercice budgétaire biennal, tous les crédits budgétaires qui n'ont pas été dépensés ou engagés sont placés dans le fonds de réserve. Les autres détails relatifs à ce fonds de réserve sont décrits dans le Règlement financier.

486 15. (1) En accord avec le Comité de coordination, le Secrétaire général peut accepter les contributions volontaires en espèces ou en nature, sous réserve que les conditions applicables à ces contributions soient conformes, le cas échéant, à l'objet et aux programmes de l'Union ainsi qu'au Règlement financier, lequel devra contenir des dispositions spéciales relatives à l'acceptation et à l'emploi de ces contributions volontaires.

487 (2) Le Secrétaire général rend compte de ces contributions volontaires au Conseil dans le rapport de gestion financière et dans un document indiquant brièvement l'origine et l'utilisation proposée de chacune de ces contributions et la suite qui leur a été donnée.

ARTICLE 34

Responsabilités financières des conférences

488 1. Avant d'adopter des propositions ou avant de prendre des décisions ayant des incidences financières, les conférences de l'Union tiennent compte de toutes les prévisions budgétaires de l'Union en vue d'assurer qu'elles n'entraînent pas de dépenses supérieures aux crédits que le Conseil est habilité à autoriser.

489 2. Il n'est donné suite à aucune décision d'une conférence ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits que le Conseil est habilité à autoriser.

ARTICLE 35

Langues

490 1. (1) Lors des conférences et réunions de l'Union, des langues autres que celles indiquées dans les dispositions pertinentes de l'article 29 de la Constitution peuvent être employées:

491 *a)* s'il est demandé au Secrétaire général ou au directeur du Bureau intéressé d'assurer l'utilisation orale ou écrite d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, sous réserve que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;

492 *b)* si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées dans la disposition pertinente de l'article 29 de la Constitution.

493 (2) Dans le cas prévu au numéro 491 ci-dessus, le Secrétaire général ou le directeur du Bureau concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

494 (3) Dans le cas prévu au numéro 492 ci-dessus, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées dans la disposition pertinente de l'article 29 de la Constitution.

495 2. Tous les documents dont il est question dans les dispositions pertinentes de l'article 29 de la Constitution peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

CHAPITRE V

Dispositions diverses relatives à l'exploitation des services de télécommunication

ARTICLE 36

Taxes et franchise

496 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs.

ARTICLE 37

Etablissement et règlement des comptes

497 1. Les règlements des comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des Membres intéressés, lorsque leurs gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers, conclus dans les conditions prévues à l'article 42 de la Constitution, ces règlements des comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

498 2. Les administrations des Membres et les exploitations reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs débits et crédits.

499 3. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 498 ci-dessus sont établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs, à moins que des arrangements particuliers aient été conclus entre les parties intéressées.

ARTICLE 38

Unité monétaire

500 En l'absence d'arrangements particuliers conclus entre Membres, l'unité monétaire employée à la composition des taxes de répartition pour les services internationaux de télécommunication et à l'établissement des comptes internationaux est:

- soit l'unité monétaire du Fonds monétaire international,
- soit le franc-or,

comme définis dans les Règlements administratifs. Les modalités d'application sont fixées dans l'appendice 1 au Règlement des télécommunications internationales.

ARTICLE 39

Intercommunication

501 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

502 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 501 ci-dessus n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

503 3. Nonobstant les dispositions du numéro 501 ci-dessus, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 40

Langage secret

504 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

505 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les Membres à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du Secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.

506 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 35 de la Constitution.

CHAPITRE VI

Arbitrage et amendement

ARTICLE 41

Arbitrage: procédure

(voir l'article 56 de la Constitution)

507 1. La partie qui souhaite un arbitrage entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

508 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

509 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un Etat partie au différend, ni avoir leur domicile dans un de ces Etats, ni être à leur service.

510 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

511 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

512 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procedure prevue aux numéros 510 et 511 ci-dessus.

513 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 509 ci-dessus, et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le Secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

514 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au Secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

515 9. Le ou les arbitres décident librement du lieu de l'arbitrage et des règles de procédure à appliquer pour cet arbitrage.

516 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

517 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

518 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin. Si les parties au différend en décident ainsi, la décision du ou des arbitres est communiquée au Secrétaire général aux fins de référence future.

ARTICLE 42

Dispositions pour amender la présente Convention

519 1. Tout Membre de l'Union peut proposer tout amendement à la présente Convention. Une telle proposition doit, pour pouvoir être transmise à tous les Membres de l'Union et être examinée par eux en temps utile, parvenir au Secrétaire général au plus tard huit mois avant la date d'ouverture fixée pour la Conférence de plénipotentiaires. Le Secrétaire général transmet, aussitôt que possible, et au plus tard six mois avant cette dernière date, une telle proposition à tous les Membres de l'Union.

520 2. Toute proposition de modification d'un amendement proposé conformément au numéro 519 ci-dessus peut, cependant, être soumise à tout moment par un Membre de l'Union ou par sa délégation à la Conférence de plénipotentiaires.

521 3. Le quorum requis à toute séance plénière de la Conférence de plénipotentiaires pour l'examen de toute proposition pour amender la présente Convention ou de toute modification d'une telle proposition est constitué par plus de la moitié des délégations accréditées à la Conférence de plénipotentiaires.

522 4. Pour être adoptée, toute proposition de modification d'un amendement proposé, de même que la proposition d'amendement dans son intégralité, modifiée ou non, doit être approuvée, à une séance plénière, par plus de la moitié des délégations accréditées à la Conférence de plénipotentiaires et ayant le droit de vote.

523 5. Les dispositions générales concernant les conférences et le règlement intérieur des conférences et autres réunions figurant dans la présente Convention s'appliquent, à moins que les paragraphes précédents du présent article, qui prévalent, n'en disposent autrement.

524 6. Tous les amendements à la presente Convention adoptés par une Conférence de plénipotentiaires entrent en vigueur, à une date fixée par la Conférence, dans leur totalité et sous la forme d'un instrument d'amendement

unique, entre les Membres qui ont déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention et à l'instrument d'amendement. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à une partie seulement de cet instrument d'amendement est exclue.

525 7. Nonobstant le numéro 524 ci-dessus, la Conférence de plénipotentiaires peut décider qu'un amendement à la présente Convention est nécessaire pour la bonne application d'un amendement à la Constitution. Dans ce cas, l'amendement à la présente Convention n'entre pas en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'amendement à la Constitution.

526 8. Le Secrétaire général notifie à tous les Membres le dépôt de chaque instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

527 9. Après l'entrée en vigueur de tout instrument d'amendement, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion conformément aux articles 52 et 53 de la Constitution s'applique à la Convention amendée.

528 10. Après l'entrée en vigueur d'un tel instrument d'amendement, le Secrétaire général l'enregistre auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Le numéro 241 de la Constitution s'applique également à tout instrument d'amendement.

ANNEXE

Définition de certains termes employés dans la présente Convention et dans les Règlements administratifs de l'Union internationale des télécommunications

Aux fins des instruments de l'Union susmentionnés, les termes suivants ont le sens donné par les définitions qui les accompagnent.

1001 *Expert:* Personne envoyée par:

a) le Gouvernement ou l'administration de son pays, ou

b) une entité ou une organisation agréée conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente Convention, ou

c) une organisation internationale,

pour participer aux tâches de l'Union relevant de son domaine de compétence professionnelle.

1002 *Observateur:* Personne envoyée par:

- l'Organisation des Nations Unies, une institution spécialisée des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique, une organisation régionale de télécommunication ou une organisation intergouvernementale exploitant des systèmes à satellites, pour participer à titre consultatif à la Conférence de plénipotentiaires, à une conférence ou à une réunion d'un Secteur,
- une organisation internationale, pour participer à titre consultatif à une conférence ou à une réunion d'un Secteur,
- le gouvernement d'un Membre de l'Union, pour participer sans droit de vote à une conférence régionale,

conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention.

1003 *Service mobile:* Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

1004 *Organisme scientifique ou industriel:* Tout organisme, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui s'occupe de l'étude de problèmes de télécommunication et de la conception ou de la fabrication d'équipements destinés à des services de télécommunications.

1005 *Radiocommunication:* Télécommunication par ondes radioélectriques.

Note 1: Les ondes radioélectriques sont des ondes électromagnétiques dont la fréquence est par convention inférieure à 3000 GHz, se propageant dans l'espace sans guide artificiel.

Note 2: Pour les besoins des numéros 149 à 154 de la présente Convention, le terme «radiocommunication» comprend également les télécommunications par ondes électromagnétiques dont la fréquence est supérieure à 3000 GHz, se propageant dans l'espace sans guide artificiel.

1006 *Télécommunication de service:* Télécommunication relative aux télécommunications publiques internationales et échangée parmi:

- les administrations,
- les exploitations reconnues,
- le président du Conseil, le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général, les directeurs des Bureaux, les membres du Comité du Règlement des radiocommunications ou d'autres représentants ou fonctionnaires autorisés de l'Union, y compris ceux chargés de fonctions officielles hors du siège de l'Union.

DÉCLARATIONS ET RÉSERVES

DÉCLARATIONS ET RÉSERVES

faites à la fin de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications

(Genève, 1992)*

En signant le présent document, qui fait partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), les plénipotentiaires soussignés confirment qu'ils ont pris acte des déclarations et réserves suivantes faites à la fin de la Conférence:

1

Original: anglais

Pour la République de Slovénie:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), sous réserve de leur ratification officielle, la Délégation de la République de Slovénie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toute mesure qu'il pourra juger nécessaire pour protéger ses intérêts au cas où tout autre Membre ne réglerait pas sa part contributive aux dépenses de l'Union ou manquerait de toute autre manière que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de leurs annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le fonctionnement de ses services de télécommunication.

---

* *Note du Secrétariat général:* Les textes des déclarations et réserves sont rangés dans l'ordre chronologique de leur dépôt.

Dans la Table des matières, ces textes sont classés dans l'ordre alphabétique des noms des Membres dont ils émanent.

2

Original: français

Pour la République gabonaise:

La Délégation de la République gabonaise réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou si des réserves faites par d'autres Membres étaient de nature à compromettre le fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

3

Original: anglais

Pour la République populaire démocratique de Corée:

La Délégation de la République populaire démocratique de Corée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre de l'Union n'observe pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

4

Original: anglais

Pour la République de Corée:

La Délégation de la République de Corée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union ou ne respectaient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), des annexes, des protocoles ou des Règlements qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

5

Original: anglais

Pour la République de Zambie:

La Délégation de la République de Zambie à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) réserve le droit à son Gouvernement de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres de l'Union ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Constitution ou de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou si des réserves faites par ces Membres affectaient directement ou indirectement le fonctionnement de ses services de télécommunication ou sa souveraineté.

La Délégation de la République de Zambie réserve en outre à son Gouvernement le droit de faire d'autres réserves, selon que de besoin, jusques et y compris la date de la ratification par la République de Zambie de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

6

Original: anglais

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan:

La Délégation de l'Etat islamique d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observe pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou des annexes et protocoles qui y sont joints, ou encore si les conséquences de toute réserve formulée par un autre pays lèsent ses intérêts, et plus particulièrement compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

3. de faire toute réserve ou déclaration avant qu'il ratifie la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992);

4. de ne pas reconnaître les prétentions qui visent à étendre la souveraineté d'Etat sur les parties de l'orbite des satellites géostationnaires, car elles sont contraires au statut de l'espace extra-atmosphérique selon le droit international universellement reconnu.

7

Original: anglais

Pour le Malawi:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), la Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne payaient pas leur part contributive aux dépenses de l'Union ou n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Constitution et de la Convention, ou si les réserves d'autres Membres de l'Union pouvaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

8

Original: français

Pour la République de Sénégal:

En signant les Actes finals de la présente Conférence de plénipotentiaires additionnelle tenue à Genève en décembre 1992, la Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements ayant pour conséquence l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention, de leurs annexes ou du Protocole facultatif concernant le Règlement obligatoire des différends qui ont été adoptés par la Conférence ou au cas où les réserves émises par d'autres pays tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

9

Original: anglais

Pour le Royaume du Swaziland:

La Délégation du Royaume du Swaziland reserve le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou les annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

10

Original: français

Pour le Burkina Faso:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), la Délégation du Burkina Faso réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger les intérêts du Burkina Faso:

1. si un Membre n'observait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et leurs annexes respectives;

2. si certains Membres ne prenaient pas leurs parts aux dépenses de l'Union;

3. si les réserves formulées par d'autres Membres étaient susceptibles de compromettre le bon fonctionnement et la bonne exploitation technique et/ou commerciale des services de télécommunication au Burkina Faso.

La Délégation du Burkina Faso réserve par ailleurs à son Gouvernement le droit de faire toute déclaration ou réserve au moment de la ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

11

Original: anglais

Pour la République de Fidji:

La Délégation de la République de Fidji réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre manquerait en quoi que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduisaient à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

12

Original: français

Pour la République de Guinée:

La Délégation de la République de Guinée à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il

pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou si des réserves faites par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

13

Original: anglais

Pour le Royaume du Lesotho:

La Délégation du Royaume du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;

2. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observaient pas les dispositions de la Constitution, de la Convention et des Règlements administratifs de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

14

Original: anglais

Pour la République du Suriname:

La Délégation de la République du Suriname réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il considérera nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où d'autres Membres n'observeraient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

15

Original: anglais

Pour la République islamique d'Iran:

Au nom de Dieu, le très clément, le très compatissant,

en signant la présente Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), la Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il pourrait estimer nécessaires ou toutes mesures requises pour protéger ses droits et ses intérêts si d'autres Membres de l'Union n'observaient pas de quelque autre manière que ce soit les dispositions de la présente Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), des annexes, des protocoles ou des Règlements qui y sont joints;

2. de protéger ses intérêts si certains Membres de l'Union ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union ou si les réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République islamique d'Iran;

3. de ne pas être lié par les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et en particulier par les dispositions des numéros 222 et 229 de la Constitution et du numéro 524 de la Convention, qui peuvent directement ou indirectement porter atteinte à sa souveraineté et contrevenir à la Constitution, aux lois et aux règlements de la République islamique d'Iran;

4. de faire d'autres réserves ou déclarations jusqu'à la ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

16

Original: français

Pour l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent formellement en ce qui concerne l'article 4 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), qu'ils maintiennent les réserves faites au nom de leurs Administrations respectives, lors de la signature des Règlements cités dans l'article 4.

17

Original: français

Pour l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent pour leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourraient juger nécessaires pour protéger leurs intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union ou n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves d'autres pays entraînaient une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou, enfin, si des réserves d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

18

Original: français

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire réserve à son Gouvernement le droit:

a) de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observaient pas de quelque manière que ce soit les dispositions des présentes Constitution et Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992);

b) de refuser les conséquences des réserves formulées dans les présentes Constitution et Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) par d'autres Gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication;

c) de refuser toutes dispositions desdites Constitution et Convention, ou de formuler des réserves qu'il estimera nécessaires à l'égard des textes contenus dans la Constitution et la Convention (Genève, 1992) qui pourraient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou affecter directement ou indirectement sa souveraineté.

19

Original: français

Pour la République du Burundi:

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas de quelque façon que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes et protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. d'accepter ou non toute mesure susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive.

20

Original: espagnol

Pour la République orientale de l'Uruguay:

La Délégation de la République orientale de l'Uruguay déclare, au nom de son Gouvernement, que celui-ci se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres n'observeraient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou du Protocole facultatif, ou si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

21

Original: français

Pour la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein:

1. Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquence de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou de conduire à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

2. En ce qui concerne les articles 4 et 54 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans lesdits articles.

22

Original: espagnol

Pour le Chili:

La Délégation du Chili à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), au moment de procéder à la signature de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit souverain de formuler les réserves qu'il jugera nécessaires ou utiles pour protéger et sauvegarder ses intérêts nationaux au cas où des Etats Membres de l'Union ne se conformeraient pas, de quelque manière que ce soit, aux dispositions des présentes Constitution et Convention, des annexes, protocoles et règlements y afférents, ce manquement affectant directement ou indirectement le fonctionnement de ses services de télécommunication ou portant atteinte à sa souveraineté.

Elle réserve à son Gouvernement aussi le droit de protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres parties contractantes entraîneraient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

23

Original: anglais

Pour le Brunéi Darussalam:

La Délégation du Brunéi Darussalam réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays manquait, de quelque manière que ce soit, aux obligations qui découlent de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou si les réserves faites par d'autres pays étaient préjudiciables aux intérêts du Brunéi Darussalam ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

La Délégation du Brunéi Darussalam réserve également à son Gouvernement le droit de formuler les réserves supplémentaires qu'il pourra estimer nécessaires jusqu'au jour, inclusivement, de la ratification par le Brunéi Darussalam de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

24

Original: anglais

Pour la Thaïlande:

La Délégation de la Thaïlande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où

un pays Membre quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de leurs annexes et des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par un pays Membre quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

25

Original: anglais

Pour la République fédérale du Nigéria:

La Délégation de la République fédérale du Nigéria à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992) déclare que son Gouvernement se réserve le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou des annexes ou protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient de quelque manière que ce soit le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République fédérale du Nigéria;

2. de faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment de la ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

26

Original: anglais

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou les annexes jointes à ces instruments, ou bien au cas où des réserves formulées par d'autres pays iraient à l'encontre de ses intérêts.

27

Original: anglais

Pour la République socialiste du Viet Nam:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), la Délégation de la République socialiste du Viet Nam déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle maintient les réserves formulées à la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) et à la Conférence de plénipotentiaires de Nice (1989) de l'Union internationale des télécommunications.

28

Original: anglais

Pour la République de Singapour:

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres de l'Union ne respectaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou les annexes ou les protocoles desdits instruments, ou si des réserves d'un Membre de l'Union compromettaient ses services de télécommunication, portaient atteinte à sa souveraineté ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

La Délégation de la République de Singapour réserve en outre à son Gouvernement le droit de formuler toutes les réserves supplémentaires qu'il jugera nécessaires jusques et y compris le moment où la Constitution et la Convention de l'UIT (Genève, 1992) auront été ratifiées par la République de Singapour.

29

Original: anglais

Pour la Nouvelle-Zélande:

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou n'observeraient pas, de toute autre façon, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou les annexes ou protocoles à ladite Convention, ou dans le cas où d'autres Membres n'observeraient pas d'une quelconque autre manière les dispositions des instruments de l'Union contenues dans la Constitution (Genève, 1992), ou encore dans le cas où les réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de Nouvelle-Zélande.

En outre, la Nouvelle-Zélande se réserve le droit de formuler des réserves et des déclarations précises pertinentes avant la ratification de la Constitution et de la Convention (Genève, 1992).

30

Original: anglais

Pour la Malaisie:

En signant la présente Constitution et la présente Convention, la Délégation de la Malaisie:

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union ou manqueraient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Malaisie;

2. déclare que la signature de la Constitution et de la Convention susmentionnées et la ratification éventuelle de celles-ci par le Gouvernement de la Malaisie n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre figurant sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

31

Original: anglais

Pour la République de Chypre:

La Délégation de Chypre réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication, ou si d'autres mesures que prendrait ou envisagerait de prendre une personne physique ou morale portaient directement ou indirectement atteinte à sa souveraineté.

La Délégation de Chypre réserve en outre à son Gouvernement le droit de faire tout autre déclaration ou réserve jusqu'au moment où la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), seront ratifiées par la République de Chypre.

32

Original: espagnol

Pour l'Espagne:

La délégation de l'Espagne déclare, au nom de son Gouvernement, que toute référence au mot «pays» dans la Constitution et dans la Convention (Genève, 1992) en tant que titulaire de droits et d'obligations n'est entendue, selon elle, que si ledit pays constitue un Etat souverain.

33

Original: espagnol

Pour l'Espagne:

La Délégation de l'Espagne déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune des réserves formulées par d'autres gouvernements qui pourraient entraîner une augmentation de ses obligations financières vis-à-vis de l'Union.

34

Original: anglais

Pour la République de Hongrie:

La Délégation de la République de Hongrie réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner des augmentations non justifiées de sa contribution aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses intérêts au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Constitution, de la Convention et des Règlements, ou compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication, et le droit de formuler des réserves et des déclarations spécifiques avant la ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

35

Original: anglais

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka:

La Délégation de la République socialiste démocratique de Sri Lanka réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre quelconque n'observait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

36

Original: anglais

Pour la République du Yémen:

La Délégation de la République du Yémen réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre n'observerait pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou si les réserves formulées par ce Membre devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

37

Original: russe

Pour la République du Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de faire toute déclaration ou réserve au moment de la ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour protéger leurs intérêts si un Membre quelconque de l'Union n'observait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, ou si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou entraînaient une augmentation de leur contribution annuelle aux dépenses de l'Union.

38

Original: espagnol

Pour la République du Venezuela:

La Délégation de la République du Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres, actuels ou futurs, manqueraient de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

Elle formule en outre des réserves au sujet des articles de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) relatifs à l'arbitrage comme moyen de règlement des différends, conformément à la politique internationale du Gouvernement du Venezuela en la matière.

39

Original: anglais

Pour Papouasie-Nouvelle-Guinée:

La Délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou s'ils manquent, de quelque autre manière que ce soit, aux obligations qui découlent de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement des services de télécommunication de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

40

Original: français

Pour la République du Niger:

La Délégation du Niger à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, décembre 1992) réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires au cas où certains Membres manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux

instruments de l'Union internationale des télécommunications tels qu'adoptés à Genève (décembre 1992) ou si des réserves formulées par les Membres venaient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de n'accepter aucune conséquence résultant des réserves susceptibles d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

41

Original: français

Pour la République du Cameroun:

La Délégation camerounaise à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications, (Genève, 1992) signe les Actes finals de la présente conférence tout en réservant à son Gouvernement le droit:

- de prendre toutes les mesures appropriées pour sauvegarder ses intérêts légitimes au cas où ceux-ci seraient lésés du fait de la non-observance, par un Membre quelconque, de certaines dispositions de la Constitution/Convention ou des annexes et protocoles qui y sont joints;
- de formuler des réserves sur les dispositions de la Constitution ou de la Convention contraires à sa loi fondamentale.

42

Original: anglais

Pour la République fédérale d'Allemagne:

1. La Délégation de la République fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union ou, de quelque autre manière que ce soit, ne respectaient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à accroître sa contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2. La Délégation de la République fédérale d'Allemagne déclare, à propos de l'article 4 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), qu'elle maintient les réserves formulées au nom de la République fédérale d'Allemagne lors de la signature des Règlements visés à l'article 4.

3. La République fédérale d'Allemagne déclare qu'elle n'appliquera que les amendements adoptés conformément à l'article 55 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et à l'article 42 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) lorsque les exigences de la Constitution de la République fédérale d'Allemagne nécessaires à leur application seront remplies.

.43

Original: anglais

Pour la République de Bulgarie:

La Délégation de la République de Bulgarie à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre de l'Union manquait de quelque manière que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou si les conséquences de toute réserve formulée par un autre pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Bulgarie;

2. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation injustifiée de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

3. de formuler toute déclaration ou réserve au moment de la ratification de la Constitution et de la Convention de l'UIT (Genève, 1992).

44

Original: anglais

Pour la République des Philippines:

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires et suffisantes, conformément à sa législation nationale, pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par des représentants d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou portaient atteinte à ses droits en tant que pays souverain.

La Délégation philippine réserve en outre à son Gouvernement le droit de formuler toutes déclarations ou réserves avant le dépôt de l'instrument de ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

45

Original: anglais

Pour la République du Soudan:

La Délégation de la République du Soudan réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou encore si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République du Soudan ou aboutir à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

46

Original: anglais

Pour le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège et la Suède:

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de Genève:

1. en ce qui concerne l'article 54 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 54;

2. les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur part contributive aux dépenses de l'Union;

3. les Délégations des pays susmentionnés réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), des annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

47

Original: anglais

Pour la République d'Indonésie:

Au nom de la République d'Indonésie, la Délégation de la République d'Indonésie à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992):

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes dispositions et mesures de protection qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts nationaux si des dispositions quelconques de la Constitution, de la Convention et des Résolutions ainsi que toute décision de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'UIT (Genève, 1992) affectaient directement ou indirectement sa souveraineté ou étaient contraires à la Constitution, à la législation et à la réglementation de la République d'Indonésie ainsi qu'aux droits dont jouit la République d'Indonésie en tant que partie à d'autres traités et conventions et qui découlent pour elle de tout principe du droit international;

2. réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes dispositions et mesures de protection qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts nationaux si un Membre quelconque n'observait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'UIT (Genève, 1992) ou si les conséquences des réserves formulées par un Membre quelconque compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduisaient à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

48

Original: espagnol

Pour la République de Colombie:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), la Délégation de la République de Colombie:

1. déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit:

a) d'adopter toute mesure qu'il jugera nécessaire, conformément à sa législation nationale et au droit international, pour sauvegarder ses intérêts nationaux au cas ou d'autres Membres manqueraient de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), des protocoles et des annexes qui y sont joints, d'autres documents des

Actes finals de ladite Union et des Règlements et au cas où les réserves formulées par les représentants d'autres Etats compromettraient les services de télécommunication de la République de Colombie ou le plein exercice de ses droits souverains;

b) d'accepter ou de rejeter, en totalité ou en partie, les amendements apportés à la Constitution et à la Convention (Genève, 1992) ou aux autres instruments internationaux de l'Union internationale des télécommunications;

c) de formuler des réserves, conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, au sujet des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), à tout moment qu'elle jugera opportun entre la date de signature et la date de ratification éventuelle des intruments internationaux qui constituent lesdits Actes finals. En conséquence, elle ne s'estime pas liée par les règles qui limitent le droit souverain de faire des réserves au moment de la signature des Actes finals des conférences et autres réunions de l'Union;

2. ratifie, quant au fond, les réserves N[os] 40 et 79 formulées à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979), en ce qui concerne en particulier les nouvelles dispositions qui figurent dans la Constitution et la Convention (Genève, 1992) et les autres documents des Actes finals;

3. déclare que la République de Colombie ne considérera comme contraignants les instruments de l'Union internationale des télécommunications, c'est-à-dire la Constitution, la Convention, les protocoles, les Règlements administratifs et les amendements ou modifications y afférents, que dans la mesure où elle aura dûment et expressément manifesté son consentement à être liée par chacun de ces instruments internationaux et sous réserve du respect des procédures constitutionnelles correspondantes. En conséquence, elle n'accepte pas de manifester son consentement supposé ou tacite à être liée;

4. déclare que, conformément au droit constitutionnel, son Gouvernement ne peut appliquer provisoirement les instruments internationaux qui constituent les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992) et les autres instruments de l'Union, en raison de leur contenu et de leur nature.

49

Original: espagnol

Pour la République argentine:

En signant les présentes Constitution et Convention, la Délégation de la République argentine déclare au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle réaffirme ses droits souverains sur les îles Malouines, les îles de la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, qui font partie intégrante du territoire national;

2. qu'elle se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'elle considérerait nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres n'observeraient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et de ses annexes, et au cas où les réserves formulées par d'autres Membres compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

50

Original: français

Pour la Grèce:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), la Délégation de la Grèce déclare:

1. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit:

a) de prendre toutes mesures conformes à son droit interne et au droit international qu'il pourra juger ou estimer nécessaires ou utiles pour protéger et sauvegarder ses droits souverains et inaliénables et ses intérêts légitimes aux cas où soit des Etats Membres de l'UIT manqueraient de quelque manière que ce soit de respecter ou d'appliquer les dispositions des présents Actes finals et ses annexes, ainsi que les Règlements administratifs les complétant, soit des actes d'autres entités ou parties tierces pourraient affecter ou porter atteinte à sa souveraineté nationale;

b) de formuler, en vertu de la Convention de Vienne sur le Droit des traités de 1969, des réserves auxdits Actes finals à tout moment qu'il jugera opportun entre la date de leur signature et la date de leur ratification, ainsi qu'à tout autre instrument émanant d'autres conférences pertinentes de l'UIT pas encore ratifié, ainsi que de n'être pas lié par toute disposition desdits instruments limitant son droit souverain de formuler des réserves;

c) de n'accepter aucune conséquence de toutes réserves formulées par d'autres parties contractantes qui, entre autres choses, pourraient entraîner une augmentation de sa propre quote-part contributive aux dépenses de l'Union ou autres incidences financières ou, encore, si lesdites reserves devaient compromettre le bon et efficace fonctionnement des services de télécommunication de la République de Grèce;

2. qu'il est parfaitement établi que le terme «pays» utilisé dans les dispositions des présents Actes finals, ainsi que de tout autre instrument ou acte de l'Union internationale des télécommunications au sujet de ses Membres et de leurs droits et obligations, est considéré à tous égards comme synonyme du terme «Etat souverain» constitué légalement et reconnu internationalement.

51

Original: anglais

Pour la Mongolie:

La Délégation de la Mongolie réserve à son Gouvernement le droit de formuler toutes déclarations ou réserves au moment de la ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

52

Original: anglais

Pour l'Union de Myanmar:

La Délégation de l'Union de Myanmar réserve à son Gouvernement le droit:

1. de protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres formuleraient des reserves susceptibles d'entraîner l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

2. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour proteger ses services de telécommunication au cas ou d'autres Membres manqueraient de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes qui y sont rattachées;

3. de formuler toute réserve qu'il jugera appropriée à propos de tout texte de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des telécommunications (Genève, 1992) ou des annexes qui y sont rattachées, pouvant affecter directement ou indirectement sa souveraineté ou ses intérêts.

53

Original: anglais

Pour la République du Kenya:

I

La Délégation de la République du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toute mesure qu'il pourrait juger nécessaire et/ou appropriée pour sauvegarder et protéger ses intérêts au cas où un Membre manquerait en quoi que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et/ou de tout autre instrument connexe. En outre, la Délégation affirme que le Gouvernement de la République du Kenya n'accepte aucune responsabilité pour les conséquences découlant de toute réserve faite par d'autres Membres de l'Union.

II

La Délégation de la République du Kenya, rappelant la réserve numéro 90 à la Convention de Nairobi (1982), réaffirme, au nom de son Gouvernement, la lettre et l'esprit de ladite réserve.

54

Original: anglais

Pour la Turquie:

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), la Délégation de la République de Turquie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre manquerait, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de leurs annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou si des reserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînaient une augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

55

Original: espagnol

Pour le Mexique:

Le Gouvernement du Mexique, preoccupe par certains résultats de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), se réserve le droit:

- de prendre toutes mesures qu'il jugera pertinentes au cas ou l'application des dispositions de la Constitution et de la Convention

aurait un effet défavorable sur les moyens nécessaires à l'utilisation des ressources de l'orbite des satellites géostationnaires et du spectre des fréquences radioélectriques qu'il affecte ou sera amené à affecter à ses services de télécommunication ou si les procédures de notification, de coordination ou d'enregistrement étaient compromises ou retardées;

- de n'accepter aucune conséquence financière découlant des modifications de fonctionnement et de structure adoptées par la présente Conférence;
- d'appliquer les mesures qu'il jugera nécessaires au cas où d'autres Membres manqueraient de se conformer, de quelque manière que ce soit, aux dispositions de la Constitution, de la Convention, des Règlements administratifs et des protocoles ou annexes qui y sont joints dès leur entrée en vigueur.

56

Original: français

Pour la France:

La Délégation française déclare formellement, en ce qui concerne l'article 4 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), qu'elle maintient les réserves faites au nom de son Administration lors de la signature des Règlements cités dans l'article 4.

57

Original: français

Pour la France:

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ainsi que des Règlements administratifs qui les complètent, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

58

Original: anglais

Pour l'Ethiopie:

En signant la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), la Délégation du Gouvernement provisoire de l'Ethiopie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres Membres manquaient de se conformer aux dispositions de ces instruments ou si leurs réserves compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

59

Original: français

Pour la République du Bénin:

La Délégation de la République du Bénin à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient par les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

60

Original: espagnol

Pour Cuba:

En signant les Actes finals de la présente Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), la Délégation de la République de Cuba:

- Se déclare préoccupée par le travail du Comité du Règlement des radiocommunications pendant la période de transition d'ici à la conférence de Kyoto de 1994, au cours de laquelle notre Administration abordera cette question, compte tenu de la hâte dont la Conférence a fait preuve pour adopter des décisions importantes sur le caractere non permanent du Comité.

- Réserve à son Gouvernement le droit de formuler toute déclaration ou réserve qui pourrait se revéler nécessaire jusqu'au moment où il procedera à la ratification des instruments fondamentaux de l'UIT.

- Déclare ne pas accepter le Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends se rapportant aux présentes Constitution et Convention et aux Règlements administratifs.

- Réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger sa souveraineté, ses droits et ses intérêts nationaux au cas où des Etats Membres de l'Union ne respecteraient pas, de quelque manière que ce soit, ou n'observeraient pas les dispositions des présentes Constitution et Convention et de leurs Règlements administratifs, ou si les réserves formulées par d'autres Membres ou administrations compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de Cuba, aux plans technique, opérationnel ou économique.

61

Original: espagnol

Pour la République du Panama:

La Délégation de la République du Panama à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) déclare qu'elle réserve à son Gouvernement de droit de formuler les réserves qu'elle jugera nécessaires pour protéger et sauvegarder ses droits et intérêts nationaux au cas où des Etats Membres de l'Union manqueraient, de quelque manière que ce soit, de respecter les dispositions de la présente Constitution et de la Convention, des annexes, protocoles et règlements y afférents, et qui affectent directement ou indirectement le fonctionnement de ses services de télécommunication ou qui portent atteinte à sa souveraineté.

Elle se réserve aussi le droit de protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres parties contractantes compromettraient le bon fonctionnement de ses réunions de télécommunication.

62

Original: anglais

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), la Délégation de la République de l'Inde n'accepte pour son Gouvernement aucune conséquence financière résultant de réserves qui pourraient être formulées par un Membre au sujet des finances de l'Union.

2. Par ailleurs, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera necessaires pour

sauvegarder et protéger ses intérêts au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque façon que ce soit, une ou plusieurs des dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des Règlements administratifs.

63

Original: anglais

Pour l'Etat islamique d'Afghanistan, la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, l'Etat de Bahreïn, les Emirats arabes unis, la République islamique d'Iran, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, le Liban, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, la République islamique du Pakistan, l'Etat du Qatar, la République du Soudan, la Tunisie, la République du Yémen:

Les Délégations des pays susmentionnés à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992) déclarent que leur signature et la ratification éventuelle, par leurs Gouvernements respectifs, de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), ne sont pas valables vis-à-vis de l'entité sioniste figurant dans la présente Convention sous la prétendue appellation d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

64

Original: anglais

Pour le Royaume d'Arabie saoudite, l'Etat de Barheïn, les Emirats arabes unis, l'Etat du Koweït, le Sultanat d'Oman et l'Etat du Qatar:

Les Délégations des pays ci-dessus mentionnés à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992) déclarent que leurs Gouvernements se reservent le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires pour sauvegarder leurs intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou s'ils manquaient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes, protocoles ou résolutions qui y sont joints ou encore si les réserves faites par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

65

Original: anglais

Pour le Ghana:

La Délégation du Ghana à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si le non-respect des dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, ou des annexes ou protocole qui y sont joints, ou les réserves formulées par d'autres Membres de l'Union compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

66

Original: anglais

Pour l'Australie:

La Délégation de l'Australie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre manquerait de quelque manière que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou des annexes qui y sont jointes ou si les réserves faites par d'autres pays compromettaient leurs intérêts.

67

Original: anglais

Pour le Royaume des Pays-Bas:

I

La Délégation des Pays-Bas réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si certains Membres ne participaient pas aux dépenses de l'Union ou n'observaient pas de toute autre manière les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou de leurs annexes, ou des protocoles facultatifs qui y sont joints, ou bien si des réserves formulées par d'autres pays risquaient d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou, enfin, si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

II

La Délégation des Pays-Bas déclare formellement en ce qui concerne l'article 54 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) qu'elle maintient les réserves faites au nom de son Gouvernement lors de la signature des Règlements administratifs mentionnés dans l'article 4.

68

Original: anglais

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique réitèrent et reprennent implicitement toutes les réserves et déclarations formulées lors des conférences administratives mondiales.

Les Etats-Unis d'Amérique ne sauraient consentir, par la signature ou par toute ratification ultérieure de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), à être liés par les Règlements administratifs adoptés avant la date de signature des présents Actes finals. Les Etats-Unis d'Amérique ne seront pas considérés comme ayant consenti à être liés par les révisions des Règlements administratifs, partielles ou totales, adoptées après la date de signature des présents Actes finals sans avoir expressément informé l'Union internationale des télécommunications de leur consentement.

Enfin, les Etats-Unis d'Amérique se réfèrent à la Section 16 de l'article 32 de la Convention et relèvent que, lors de l'examen de la Constitution et de la Convention, ils seront peut-être amenés à formuler des réserves additionnelles. En conséquence, les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit de faire des réserves spécifiques additionnelles au moment du dépôt de leur instrument de ratification de la Constitution et de la Convention.

69

Original: anglais

Pour Malte:

En signant le présent document, la Délégation de Malte réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union ou, de quelque autre manière que ce soit, ne respectaient pas les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), des annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

70

Original: français

Pour le Portugal:

La Délégation portugaise déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle déclare aussi réserver à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), de leurs annexes ou protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

71

Original: anglais

Pour l'Irlande:

Ayant pris note des réserves formulées par certains Membres dans le Document 195 de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), la Délégation de l'Irlande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union ou n'observaient pas de quelque autre manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et des Règlements administratifs qui y sont joints, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

En outre, la Délégation de l'Irlande réserve à son Gouvernement le droit de faire des reserves et des déclarations appropriees avant la ratification de la Constitution et de la Convention (Genève, 1992).

72

Original: français

Pour la République islamique de Mauritanie:

En prenant acte du Document 195 relatif aux déclarations et réserves, et en signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle

(Genève, 1992), la Délégation de la République islamique de Mauritanie déclare que son Gouvernement se réserve le droit:

1. de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou si des réserves d'autres Membres étaient de nature à compromettre le fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter des Actes finals ou des réserves faites par des Membres de l'Union.

La Délégation déclare également que la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) sont sujettes à ratification par les institutions nationales compétentes.

73

Original: anglais

Pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la République de Bulgarie, le Canada, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, Monaco, le Royaume des Pays-Bas, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique:

Les Délégations des pays ci-dessus, se référant aux déclarations faites par la Colombie (N° 48) et par la République du Kenya (N° 53) estiment, pour autant que ces déclarations se réfèrent à la Déclaration de Bogota signée le 3 décembre 1976 par les pays équatoriaux et à la revendication de ces pays d'exercer des droits souverains sur des parties de l'orbite des satellites géostationnaires, ainsi qu'à toute déclaration similaire, que cette revendication ne peut être admise par la présente Conférence. En outre, les Délégations des pays ci-dessus souhaitent confirmer ou renouveler les déclarations faites à ce sujet au nom de certaines des Administrations ci-dessus, lors de la signature des Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) et de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite (première et seconde sessions, Genève, 1985 et 1988), de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nice, 1989) et du protocole final de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), comme si ces déclarations étaient reproduites ici in extenso.

Les Délégations mentionnées ci-dessus souhaitent également affirmer que la référence à la «situation géographique de certains pays» dans l'article 44 de la Constitution ne signifie pas que l'on admette la revendication de droits préférentiels quelconques sur l'orbite des satellites géostationnaires.

74

Original: espagnol

Pour le Mexique:

Le Gouvernement du Mexique, tenant compte de certaines réserves présentées par d'autres pays, ratifie les réserves formulées dans les Actes finals des conférences administratives mondiales des radiocommunications et de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique.

75

Original: anglais

Pour l'Etat d'Israël:

1. Les déclarations formulées par certaines Délégations dans le N° 63 des déclarations et réserves étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette purement et simplement ces déclarations et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

En outre, étant donné qu'Israël et les Etats arabes ont entrepris des négociations visant à parvenir à une solution pacifique du conflit israëlo-arabe, la Délégation de l'Etat d'Israël considère que ces déclarations sont néfastes et dommageables pour la cause de la paix au Moyen-Orient.

Le Gouvernement de l'Etat d'Israël adoptera, en ce qui concerne le fond de la question, une attitude de totale réciprocité vis-à-vis des Membres dont les Délégations ont fait la déclaration susmentionnée.

La Délégation d'Israël note, en outre, que la déclaration N° 63 ne se réfère pas au nom entier et correct de l'Etat d'Israël. Cela est totalement inadmissible et doit être rejeté comme violation des règles reconnues des pratiques internationales.

2. Par ailleurs, après avoir pris note de diverses autres déclarations déjà déposées, la Délégation de l'Etat d'Israël réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et sauvegarder le fonctionnement de ses services de télécommunication s'ils étaient affectés par les décisions de la présente Conférence ou par les réserves faites par d'autres Délégations.

76

Original: anglais

Pour Malte:

La Délégation de Malte, ayant pris note des déclarations formulées par certaines Délégations, réserve à son Gouvernement le droit de formuler des réserves entre la date de signature et la date de ratification des Actes finals (Genève, 1992), ainsi que de tout autre instrument des autres conférences compétentes de l'Union qui n'a pas encore été ratifié, et réserve également à son Gouvernement le droit de formuler des réserves additionnelles jusqu'à la date de ratification par le Gouvernement de Malte de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

77

Original: anglais

Pour la République populaire de Chine:

Après avoir examiné les Déclarations contenues dans le Document 195, la Délégation de la République populaire de Chine:

1. en signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992) déclare au nom de son Gouvernement qu'elle renouvelle les Déclarations formulées à la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) et à la Conférence de plénipotentiaires de Nice (1989) de l'Union internationale des télécommunications.

2. réserve à son Gouvernement le droit de formuler toute déclaration ou réserve avant le dépôt de l'instrument de ratification de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992).

78

Original: anglais

Pour la Roumanie:

Après avoir examiné les déclarations et les réserves contenues dans le Document 195 de la Conférence, la Délégation de la Roumanie, en signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si les réserves formulées par un autre pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

79

Original: anglais

Pour le Japon:

Après avoir examiné les Déclarations contenues dans le Document 195, la Délégation du Japon réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si un Membre venait à ne pas se conformer aux dispositions de la Constitution ou de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou de ses Annexes, ou bien si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre ses intérêts.

80

Original: anglais

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

En ce qui concerne la déclaration N° 49 de la Délégation de la République argentine relative aux îles Falkland, aux îles de la Géorgie du Sud et aux îles Sandwich du Sud, la Délégation du Royaume-Uni tient à preciser que le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne doute nullement du droit de souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, les îles de la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud.

81

Original: français

Pour l'Italie:

Ayant pris connaissance des déclarations contenues dans le Document 195, la Délégation de l'Italie réserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si certains Membres ne participaient pas aux dépenses de l'Union ou n'observaient pas de toute autre manière les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) ou de leurs annexes, ou des protocoles facultatifs qui y sont joints, ou bien si des réserves formulées par d'autres pays risquaient d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou, enfin, si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

La Délégation de l'Italie déclare formellement en ce qui concerne l'article 54 de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) qu'elle maintient les réserves faites au nom de son Gouvernement lors de la signature des Règlements administratifs mentionnés dans l'article 4.

82

Original: anglais

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique se réfèrent aux Déclarations faites par différents Membres qui se réservent le droit de prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour sauvegarder leurs intérêts en réponse aux réserves qui sont formulées par d'autres pays et qui compromettent leurs intérêts, à l'application de dispositions de la Constitution et de la Convention (Genève, 1992) qui portent atteinte à leurs intérêts, et à d'autres Membres qui ne participent pas à la couverture des dépenses de l'Union. Les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit de prendre toutes dispositions qu'ils jugeront nécessaires pour sauvegarder les intérêts des Etats-Unis d'Amérique en reponse à ces actions.

Suivent les mêmes signatures que pour la Constitution et la Convention.

PROTOCOLE FACULTATIF

PROTOCOLE FACULTATIF

concernant le règlement obligatoire des différends relatifs à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et aux Règlements administratifs

Au moment de procéder à la signature de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends.

Les Membres de l'Union, parties au présent Protocole facultatif,

exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour le règlement de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Constitution, de la Convention ou des Règlements administratifs prévus à l'article 4 de la Constitution,

sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1

A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 56 de la Constitution n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Constitution, de la Convention ou des Règlements administratifs prévus à l'article 4 de la Constitution sont, à la

demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'article 41 de la Convention, dont le paragraphe 5 (numéro 511) est complété comme suit:

«5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le Secrétaire général, qui procède conformément aux dispositions des numéros 509 et 510 de la Convention.»

ARTICLE 2

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres au moment où ils signeront la Constitution et la Convention. Il sera ratifié, accepté ou approuvé par tout Membre signataire selon ses règles constitutionnelles. Il sera ouvert à l'adhésion de tous les Membres parties à la Constitution et la Convention et de tous les Etats qui deviendront Membres de l'Union. L'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sera déposé auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 3

Le présent Protocole entrera en vigueur, pour les parties qui l'auront ratifié, accepté, approuvé, ou qui y auront adhéré, à la même date que la Constitution et la Convention, à condition qu'au moins deux instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion le concernant aient été déposés à cette date. Sinon, il entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Le présent Protocole peut être amendé par les parties à celui-ci pendant une Conférence de plénipotentiaires de l'Union.

ARTICLE 5

Tout Membre partie au présent Protocole peut le dénoncer par une notification adressée au Secrétaire général, une telle dénonciation produisant son effet à l'expiration d'une période d'un an à partir de la date de réception, par le Secrétaire général, de ladite notification.

ARTICLE 6

Le Secrétaire général notifie à tous les Membres:

a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt de chaque instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) la date à laquelle le présent Protocole sera entré en vigueur;

c) la date d'entrée en vigueur de tout amendement;

d) la date effective de toute dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de divergence; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 22 décembre 1992

Note du Secrétariat général:

Ce Protocole facultatif a été signé par les délégations suivantes:

Etat islamique d'Afghanistan, République d'Albanie, Royaume d'Arabie saoudite, Australie, Autriche, Commonwealth des Bahamas, Etat de Bahreïn, Barbade, République du Bélarus, Belgique, République du Bénin, Royaume du Bhoutan, République du Botswana, République fédérative du Brésil, Brunéi Darussalam, République de Bulgarie, Burkina Faso, République du Burundi, République du Cameroun, Canada, République du Cap-Vert, République Centrafricaine, Chili, République de Chypre, République de Colombie, République fédérale islamique des Comores, République de Corée, République de Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, République de Djibouti, République arabe d'Egypte, Emirats arabes unis, République d'Estonie, Ethiopie, République de Fidji, Finlande, République Gabonaise, République de Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, République de Guinée, République du Honduras, République de Hongrie, République de l'Inde, République d'Indonésie, République islamique d'Iran, Irlande, Islande, Etat d'Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Royaume hachémite de Jordanie, République du Kenya, Etat du Koweït, Royaume du Lesotho, République de Lettonie, Liban, République du Libéria, Principauté de Liechtenstein, République de Lituanie, Luxembourg, République démocratique de Madagascar, Malawi, République du Mali, Malte, République islamique de Mauritanie, Mexique, Monaco, Népal, République du Niger, République fédérale du Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Sultanat d'Oman, République islamique du Pakistan, République du Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Royaume des Pays-Bas, République des Philippines, République de Pologne, Portugal, Etat du Qatar, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République de Saint-Marin, République du Sénégal, République de Singapour, République de Slovénie, République du Soudan, République socialiste démocratique de Sri Lanka, Suède, Confédération Suisse, République du Suriname, Royaume du Swaziland, République-Unie de Tanzanie, République du Tchad, République fédérale tchèque et slovaque, Thaïlande, Tunisie, Turquie, République orientale de l'Uruguay, République socialiste du Viet Nam, République du Yémen, République de Zambie, République du Zimbabwe.

RÉSOLUTIONS

RESOLUTION 1

Application provisoire de certaines parties de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992)

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

ayant examiné

a) le Rapport «L'UIT de demain: les défis du changement» établi par la Commission de Haut Niveau (CHN) chargée d'examiner la structure et le fonctionnement de l'Union, y compris de formuler des propositions visant à améliorer l'efficacité et la souplesse de toutes les activités de l'Union;

b) les textes de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) qu'elle a adoptés après examen dudit Rapport,

soulignant

qu'il est nécessaire de maintenir la prédominance de l'Union internationale des télécommunications dans le monde des télécommunications en adaptant dans les meilleurs délais possibles sa structure organisationnelle aux défis résultant de l'évolution constante de l'environnement mondial des télécommunications,

notant

a) que la Constitution et la Convention (Genève, 1992) entreront en vigueur le 1er juillet 1994 entre les Parties auxdits instruments;

b) que la présente Conférence a prévu pour l'Union la mise en place d'une nouvelle structure et des méthodes de travail plus efficaces et qu'il est indispensable et conforme aux modifications adoptées de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais possibles,

reconnaissant

que les compétences techniques et les services des Directeurs du CCIR et du CCITT et des membres de l'IFRB demeurent précieux pour l'Union,

décide

1. que les dispositions de la Constitution et de la Convention (Genève, 1992) relatives à la nouvelle structure et aux nouvelles méthodes de travail de l'Union s'appliqueront à titre provisoire à compter du 1er mars 1993;

2. que le Directeur du BDT élu par la présente Conférence prendra ses fonctions au plus tard le 1er février 1993;

3. que, jusqu'à la date que précisera la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) pour l'entrée en fonction du Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications, le Directeur du CCITT s'acquittera des fonctions de Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications;

4. que, jusqu'à la date que précisera la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) pour l'entrée en fonction du Directeur du Bureau des radiocommunications, le Directeur du CCIR s'acquittera des fonctions de Directeur du Bureau des radiocommunications;

5. que le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications et le Directeur du Bureau des radiocommunications coopéreront pour assurer un passage harmonieux à la nouvelle structure;

6. que, jusqu'à la date que précisera la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) pour l'entrée en fonction des neuf membres élus par ladite Conférence, les membres du Comité international

d'enregistrement des fréquences s'acquitteront des fonctions du Comité du Règlement des radiocommunications. Au cas où un poste deviendrait vacant dans l'actuel Comité, il ne sera pas pourvu avant que la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) n'ait procédé à des élections;

7. que toutes les autres conditions d'emploi des fonctionnaires élus visés aux paragraphes 3, 4 et 6 ci-dessus resteront inchangées;

8. que le personnel actuel des Secrétariats spécialisés du CCITT, du CCIR et de l'IFRB sera affecté aux nouveaux Bureaux dans les plus brefs délais possibles par le Secrétaire général en consultation avec les Directeurs desdits Bureaux;

9. que, s'agissant de l'application du numéro 13 de la Convention:

a) pour ce qui est du Directeur du BDT, l'élection par la présente Conférence ne sera pas considérée comme une première élection à ce poste;

b) pour ce qui est des Directeurs du CCITT et du CCIR, leur élection par la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989) sera considérée comme leur première élection aux postes de Directeurs du Bureau de la normalisation des télécommunications et du Bureau des radiocommunications respectivement,

charge les membres de l'actuel Comité international d'enregistrement des fréquences

a) d'apporter leur assistance aux travaux en cours sur la simplification du Règlement des radiocommunications et d'effectuer toute tâche spéciale que pourrait leur confier le Secrétaire général;

b) de rendre compte à la prochaine Conférence mondiale des radiocommunications de toute difficulté que pourra susciter l'application des Actes finals des conférences administratives mondiales et régionales.

charge le Secrétaire général

1. de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en place la nouvelle structure et les nouvelles méthodes de travail, conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution et de la Convention révisées adoptées par la présente Conférence et aux clauses et conditions de la présente Résolution;

2. de présenter un rapport d'activité au Conseil à ses deux prochaines sessions ordinaires (1993 et 1994);

3. de communiquer ces rapports, ainsi que les observations et les conclusions du Conseil, à tous les Membres de l'Union,

charge le Conseil

d'examiner les rapports d'activité du Secrétaire général et de prendre toutes décisions nécessaires pour donner plein effet à la présente Résolution.

RÉSOLUTION 2

Répartition des tâches entre le Secteur des radiocommunications et le Secteur de la normalisation des télécommunications

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

a) la nécessité pour la présente Conférence de plénipotentiaires additionnelle de donner des directives et des orientations générales appropriées aux Secteurs;

b) les objectifs généraux fixés pour les travaux des Secteurs dont il est question dans les articles 12 et 17 de la Constitution qui spécifient les fonctions du Secteur des radiocommunications et du Secteur de la normalisation des télécommunications, ainsi que dans les articles 11 et 14 de la Convention, qui décrivent plus en détail la base de la répartition des tâches et de la coordination future entre les Secteurs;

c) la répartition initiale des tâches entre les Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications telle qu'elle a été préconisée par la Commission de Haut Niveau sur la structure et le fonctionnement de l'Union dans sa recommandation 37 et la recommandation 38 qui propose le réexamen régulier de la répartition des tâches entre les deux Secteurs;

d) les recommandations 49 et 51 de la Commission de Haut Niveau visant à aider les pays en développement à participer aux travaux des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications en identifiant et en regroupant pour ce faire les questions faisant l'objet d'études approfondies qui pourraient particulièrement intéresser ces pays, et en favorisant leur participation;

e) la nécessité d'accroître l'efficacité et la sensibilité des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, tout en maintenant une certaine souplesse dans la répartition des tâches, moyennant l'examen continu de la répartition des activités entre les commissions d'études de ces deux Secteurs pour tenir compte de l'évolution des circonstances; et

f) que des groupes consultatifs vont être constitués dans les Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications en vue d'étudier les priorités, les stratégies et l'avancement des travaux de chaque Secteur et de favoriser la coopération et la coordination entre ces Secteurs et les organismes régionaux de normalisation.

prenant note

a) des travaux effectués par les Directeurs du CCIR et du CCITT qui ont mis au point une liste indicative initiale de Questions sur la base de la recommandation 37 de la Commission de Haut Niveau, et du rapport des Directeurs à la Conférence de plénipotentiaires additionnelle;

b) des travaux effectués par les groupes ad hoc constitués en vertu de la Résolution 106 du CCIR et de la Résolution 18 du CCITT, et en particulier des principes approuvés à la réunion du groupe ad hoc du CCIR en juin 1992 concernant la répartition détaillée des tâches et la gestion permanente des relations entre les deux Secteurs de l'Union;

c) des propositions formulées par les Directeurs du CCIR et du CCITT en vue de tenir en janvier 1993 une réunion commune des groupes créés en vertu de la Résolution 106 du CCIR et de la Résolution 18 du CCITT,

décide

de faire siennes les recommandations 37, 38, 49 et 51 de la Commission de Haut Niveau en ce qui concerne le mandat général des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, ainsi que la promotion de la participation des pays en développement aux travaux des Secteurs,

charge

les Directeurs du Bureau des radiocommunications et du Bureau de la normalisation des télécommunications de travailler ensemble à l'élaboration de propositions concernant la répartition initiale des tâches entre les Secteurs de façon à assurer:

- qu'il y ait un minimum de perturbations dans les travaux permanents des Secteurs;
- que le regroupement des travaux offre aux experts de tous les pays les meilleures possibilités d'une participation efficace;

- qu'il y ait le moins de chevauchement possible entre les commissions d'études respectives des Secteurs,

et de rendre compte de la répartition initiale proposée à la première Assemblée mondiale des radiocommunications ainsi qu'à la première Conférence mondiale de normalisation des télécommunications,

décide en outre

1. que l'Assemblée des radiocommunications et la Conférence mondiale de normalisation des télécommunications confirmeront la répartition détaillée des tâches;

2. que des réunions communes des groupes consultatifs des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications auront lieu pour poursuivre l'examen des tâches nouvelles ou existantes et leur répartition entre ces Secteurs, sous réserve de confirmation par les Membres;

3. que, avec l'aide des Directeurs et des groupes consultatifs compétents, l'Assemblée des radiocommunications et la Conférence mondiale de normalisation des télécommunications établiront des procédures pour l'examen continu et la réattribution des tâches, selon qu'il conviendra, afin d'aboutir à l'efficacité recherchée par l'Union, en tenant compte du fait qu'il s'agit en l'occurrence, conformément à l'esprit du rapport de la Commission de Haut Niveau, de:

- réduire au minimum le chevauchement des activités des Secteurs;
- regrouper les activités de normalisation de façon à encourager la coopération et la coordination des travaux du Secteur de la normalisation des télécommunications avec les organismes régionaux de normalisation;

4. que les Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications rendront compte des principaux résultats de ce processus d'examen et de répartition des tâches à la Conférence de plénipotentiaires de Kyoto (1994).

invite les Membres de l'Union

a) à faire en sorte que cet examen soit objectif et qu'il tienne pleinement compte de l'évolution rapide des besoins de la communauté internationale, en veillant à la participation aux groupes consultatifs de représentants compétents, de haut niveau et venant d'horizons divers;

b) à étudier les procédures d'examen continu et de réattribution des tâches et à fournir des contributions dans ce sens pour la réunion commune que tiendront en janvier 1993 les groupes ad hoc constitués en vertu de la Résolution 106 du CCIR et de la Résolution 18 du CCITT;

c) à tenir compte, dans la préparation de l'Assemblée des radiocommunications et de la Conférence mondiale de normalisation des télécommunications, du rapport des Directeurs sur la répartition des tâches entre les deux Secteurs, en vue de formuler une recommandation commune pour une mise en œuvre initiale par ces Conférences,

charge le Secrétaire général

d'attirer l'attention du Conseil sur le rapport des directeurs relatif à l'application de la présente résolution.

RÉSOLUTION 3

Création de groupes consultatifs pour le Secteur des radiocommunications et le Secteur de la normalisation des télécommunications

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

a) qu'il est nécessaire de prendre des mesures afin d'examiner les priorités et les stratégies à mettre en œuvre dans le cadre des activités de l'Union concernant les radiocommunications et la normalisation des télécommunications et de donner des avis aux Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications;

b) qu'il est souhaitable que ces mesures soient mises en œuvre dès que possible;

c) les dispositions pertinentes de la Convention qui entrera en vigueur le 1er juillet 1994,

reconnaissant

a) que le domaine des télécommunications est en constante évolution;

b) que les activités des Secteurs devraient être réexaminées en permanence;

c) l'importance des travaux déjà entrepris, en vue d'améliorer les méthodes de travail du CCIR et du CCITT, par les groupes ad hoc créés aux termes de la Résolution 106 du CCIR et de la Résolution 18 du CCITT, et l'intérêt de poursuivre ces travaux,

décide

qu'il convient de créer, dans le Secteur des radiocommunications et dans le Secteur de la normalisation des télécommunications, des groupes consultatifs chargés:

- d'étudier les priorités et les stratégies des activités de ces Secteurs respectifs;
- d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution des programmes de travail respectifs des Secteurs;

- de fournir des directives relatives aux travaux des commissions d'études;
- de recommander des mesures visant notamment à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organes de normalisation, avec le Secteur du développement des télécommunications, dans les deux Secteurs et entre ces Secteurs, ainsi qu'avec l'Unité de planification stratégique du Secrétariat général,

charge

1. les Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications d'organiser les groupes consultatifs correspondants qui comprendront des représentants des administrations, des entités et organisations agréées conformément aux dispositions de l'article 19 de la Convention et des représentants des commissions d'études;

2. la Conférence mondiale de normalisation des télécommunications (Helsinki, 1993) et l'Assemblée des radiocommunications (Genève, 1993):

2.1 d'examiner les priorités, les stratégies et l'avancement des travaux, d'arrêter pour chaque groupe un mandat et des procédures de travail appropriés et de donner des directives sur les travaux de chaque Secteur et sur la coopération avec d'autres entités;

2.2 de s'assurer que les groupes consultatifs poursuivent les travaux déjà entrepris par les groupes ad hoc créés par le CCIR et le CCITT aux termes de la Résolution 106 du CCIR et de la Résolution 18 du CCITT,

charge en outre

les Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications de faire rapport chaque année aux membres de leur Secteur et au Conseil sur les résultats des travaux menés par ces groupes consultatifs.

RÉSOLUTION 4

Participation d'entités et d'organisations autres que les administrations aux activités de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

les recommandations 2, 3, 5, 6, 15, 23, 48, 54, 58, 68 et 69 de la Commission de Haut Niveau visant à élargir la participation aux activités de l'Union et les liens entre l'Union et les autres organisations,

reconnaissant

a) que seuls les Membres représentent leurs droits souverains au sein de l'Union de la manière qu'ils jugent utile et qu'ils exercent ces droits par l'intermédiaire d'une administration qu'ils désignent;

b) qu'il est important d'encourager un plus grand nombre de participants, en leur donnant des droits et des obligations appropriés, à contribuer à la réussite de l'Union,

notant

a) qu'il existe déjà des critères et des procédures applicables à la participation aux activités de l'Union des exploitations reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et d'autres organisations visées dans la Convention;

b) qu'il est en particulier nécessaire d'établir des critères et des procédures pour donner suite aux demandes émanant des entités visées aux numéros 230 et 231 de la Convention qui désirent participer aux activités de l'Union;

c) que plusieurs catégories de participants peuvent être envisagées dans la gamme des possibilités de participation identifiées à l'article 19 de la Convention;

d) que les procédures et les conditions relatives à la participation ainsi que les droits et obligations des participants peuvent différer d'une catégorie à l'autre,

décide

que les dispositions de l'article 19 de la Convention doivent être mises en œuvre à titre provisoire aussi rapidement que possible par le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux,

charge le Conseil

1. d'étudier, d'élaborer et de recommander dans les plus brefs délais les critères et les procédures applicables à la participation aux activités de l'Union par des entités et des organisations visées aux numéros 230 et 231 de la Convention;

2. de soumettre ses recommandations aux Membres pour observations;

3. de présenter ses recommandations finales à la Conférence de plénipotentiaires de Kyoto (1994).

charge le Secrétaire général

d'aider le Conseil pour cette étude en preparant un rapport sur les sujets pertinents, accompagné de recommandations et de toute autre information que le Conseil pourra demander.

RÉSOLUTION 5

Gestion de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

a) les recommandations 8, 16, 17 et 18 de la Commission de Haut Niveau relatives à la planification stratégique et au fonctionnement du Conseil; et

b) la nécessité, pour le Conseil, de concentrer davantage son attention sur les grandes questions politiques, de les aborder d'un point de vue stratégique, et de rendre compte aux Membres des résultats escomptés des travaux de l'Union,

notant

les responsabilités confiées à la Conférence de plénipotentiaires, au Conseil, au Secrétaire général et au Comité de coordination pour la planification et la gestion stratégiques des activités de l'Union dans les articles 8, 10 et 11 de la Constitution et dans les articles 4, 5 et 6 de la Convention,

charge le Secrétaire général

a) d'élaborer et de proposer au Conseil des politiques et des plans stratégiques pour l'Union;

b) d'élaborer un budget biennal en vue de son examen par le Conseil, conformément aux plans quadriennaux de l'Union établis à la Conférence de plénipotentiaires.

charge le Secrétaire général et le Conseil

d'appliquer les modalités de gestion améliorée recommandées par la Commission de Haut Niveau, notamment celles qui concernent la transparence de la répartition des coûts et les contrôles budgétaires,

charge le Conseil

1. d'instituer un budget biennal dans le cadre d'une planification stratégique globale, en vue:

   i) d'identifier et d'étayer les objectifs fixés et les résultats des activités de l'Union, et

   ii) de déterminer les ressources nécessaires pour mener à bien ces activités;

2. de présenter à la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) un projet de plan stratégique comportant les objectifs et les programmes de travail élaborés par les Secteurs; et

3. d'envisager la création de commissions dont il aurait besoin pour l'aider à remplir ses fonctions de contrôle et examiner d'autres aspects de la gestion de l'Union,

décide

que le Conseil doit examiner les projets de budget présentés par le Secrétaire général en y apportant les éventuelles modifications appropriées pour affecter les ressources conformément aux plans stratégiques et aux objectifs de l'Union ainsi qu'aux activités et aux programmes de travail spécifiques des trois Secteurs.

RÉSOLUTION 6

Tâches prioritaires du Bureau de développement des télécommunications (BDT)

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

consciente

que les télécommunications constituent un outil fondamental pour le développement économique et social des pays,

considérant

a) qu'elle a adopté une nouvelle structure de l'Union comportant un Secteur du développement des télécommunications, de manière à atténuer, entre autres, le déséquilibre existant entre le Nord et le Sud dans le domaine des télécommunications;

b) qu'elle a redéfini les fonctions des conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications dans les dispositions pertinentes de la Constitution et de la Convention;

c) que ces décisions traduisent la volonté de la communauté internationale de doter l'Union d'un instrument indispensable au renforcement de la coopération et du partenariat en faveur des pays en développement;

d) que l'adoption de l'ordre du jour d'une conférence de développement devrait faire l'objet d'une large consultation des Membres de l'Union,

charge le Conseil

1. de convoquer la première Conférence mondiale de développement des télécommunications dès que possible avant la Conférence de plénipotentiaires prévue à Kyoto en 1994;

2. d'adopter à sa session de 1993 l'ordre du jour de cette Conférence sur la base d'un rapport du Directeur du Bureau de développement des télécommunications et des commentaires des Membres de l'Union, conformément au numéro 213 de la Convention.

charge le Secrétaire général

de procéder à une large consultation des Membres sur les points devant être traités par la Conférence mondiale de développement des télécommunications en leur indiquant, entre autres, les aspects suivants:

- le soutien aux pays en développement pour accroître leur participation efficace aux activités des différents Secteurs de l'Union;

- la formation des ressources humaines dans le domaine de la planification, de la gestion des réseaux, de la gestion financière et de la commercialisation des produits et des services;

- les moyens permettant de promouvoir une politique d'industrialisation dans le domaine des télécommunications pour les pays en développement en relation avec les organismes bilatéraux et multilatéraux concernés;

- la promotion de la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions susmentionnées, notamment le financement des projets contenus dans les plans de développement;

- le renforcement de la présence régionale de l'Union par une délégation de moyens en adéquation avec les programmes régionaux, et par l'harmonisation des activités du siège avec celles des structures décentralisées au niveau des régions et des zones;

- l'appui aux pays les moins avancés de manière à favoriser le développement de leurs réseaux de télécommunication.

RÉSOLUTION 7

Dispositions immédiates que doit prendre le Bureau de développement des télécommunications (BDT)

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

ayant adopté

une nouvelle structure pour l'Union fondée sur le rapport de la Commission de Haut Niveau et composée du Secteur des radiocommunications, du Secteur de la normalisation des télécommunications et du Secteur du développement des télécommunications,

considérant

a) que l'avenir de l'Union dépendra de l'efficacité avec laquelle ces trois Secteurs rempliront les tâches qui leur sont confiées et que la participation active du plus grand nombre possible de Membres aux activités de ces Secteurs en conditionne la réussite;

b) que la participation active des pays en développement aux travaux des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications exige des ressources humaines et financières hors de proportion avec les possibilités de ces pays;

c) que l'on a cherché à maintes reprises, avec un succès limité, à accroître la participation des pays en développement aux activités du CCIR et du CCITT;

d) que le numéro 224 de la Convention qui a été adopté charge le Directeur du BDT d'organiser, avec l'assistance des deux autres Secteurs, des réunions d'information destinées à tenir les pays en développement au courant des activités de ces Secteurs;

e) que les activités des GAS doivent être transférées du CCIR et du CCITT au BDT conformément à la recommandation 50 de la Commission de Haut Niveau;

f) que les pays en développement peuvent prendre part aux activités des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, et en tirer profit, pour autant que les Bureaux des trois Secteurs collaborent étroitement à l'organisation de réunions d'information périodiques et à la poursuite des activités des GAS,

considérant en outre

que le programme de travail du BDT doit être adopté par la prochaine Conférence mondiale de développement des télécommunications et que cette Conférence ne sera probablement pas convoquée avant 1994,

décide de charger

1. le Directeur du BDT:

1.1 de mettre en place le plus tôt possible, dans le cadre de son Bureau, une entité chargée d'entreprendre, moyennant une consultation des deux autres Bureaux, l'étude des modalités détaillées de la planification et de l'organisation des réunions d'information spécifiées au numéro 224 de la Convention;

1.2 de rechercher, avec l'assistance des Directeurs des Bureaux des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, des mécanismes appropriés permettant de faciliter la participation des pays en développement aux activités de ces Secteurs;

1.3 d'élaborer, en vue de son examen par la prochaine Conférence mondiale du développement, un programme global des activités au titre des points 1.1 et 1.2 ci-dessus;

1.4 d'entreprendre l'étude, avec les Directeurs des deux autres Bureaux et avec le premier Président chargé de coordonner les activités des GAS (tel qu'il a été nommé par la IX^{e} Assemblée plénière du CCITT, Melbourne, 1988), des modalités selon lesquelles les activités des GAS seront poursuivies au sein du BDT et d'établir un rapport sur ce sujet qui sera soumis à la prochaine Conférence mondiale de développement;

2. les Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, conformément aux numéros 183 et 207 de la Convention, de collaborer avec le Directeur du Bureau du BDT afin de fournir l'appui nécessaire à la mise en œuvre du point 1 de la présente résolution.

RÉSOLUTION 8

Groupe volontaire d'experts chargé d'étudier l'attribution et l'utilisation améliorée du spectre des fréquences radioélectriques et la simplification du Règlement des radiocommunications

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

rappelant

a) que, dans sa Résolution 8, la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989) a décidé de créer un Groupe volontaire d'experts (GVE) notamment pour simplifier le Règlement des radiocommunications;

b) que, dans cette même Résolution, il a été décidé de demander au GVE de soumettre ses rapports et recommandations au Conseil à la session de 1993;

c) que le Conseil a été invité à examiner les rapports et les recommandations du GVE et à les faire parvenir, accompagnés de ses propres conclusions, aux administrations avant le 1er janvier 1994,

ayant décidé

a) de regrouper les activités de l'Union relatives aux radiocommunications en un seul Secteur;

b) de remplacer le Comité international d'enregistrement des fréquences composé de membres permanents par un Comité du Règlement des radiocommunications siégeant à temps partiel;

c) d'opter pour un cycle de conférences mondiales des radiocommunications biennales,

reconnaissant

a) que les contributions soumises à la présente Conférence ont souligné l'importance de simplifier, dès que possible, l'actuel Règlement des radiocommunications;

b) que le GVE poursuit ses travaux de manière satisfaisante, mais qu'en raison de la complexité de la tâche, il aura besoin d'un délai supplémentaire pour élaborer son rapport final et ses recommandations;

c) que le rapport final et les recommandations du GVE ne seront donc pas disponibles avant le début de 1994;

d) que les administrations auront besoin de suffisamment de temps pour étudier ce rapport et se préparer à une conférence mondiale des radiocommunications, seule habilitée à examiner ce rapport et à se prononcer sur la suite à lui donner;

e) que l'examen du rapport et des recommandations du GVE et l'adoption consécutive du Règlement des radiocommunications révisé seraient une tâche considérable pour une conférence compétente,

soulignant

l'urgence et l'importance de simplifier l'actuel Règlement des radiocommunications pour la gestion future, sur le plan international, des ressources naturelles limitées que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et l'orbite des satellites géostationnaires (OSG),

décide de charger le Conseil

1. de fournir au GVE le soutien nécessaire pour lui permettre d'achever ses travaux au plus tard au premier trimestre de 1994;

2. d'organiser en 1994 des réunions d'information dans diverses régions du monde pour mieux faire connaître les recommandations du GVE;

3. de prévoir une conférence mondiale des radiocommunications au cours du second semestre de 1995 et d'inscrire à l'ordre du jour de cette conférence l'examen du rapport final et des recommandations du GVE,

demande

à la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) de prendre les dispositions nécessaires pour la convocation d'une conférence mondiale des radiocommunications au cours du second semestre de 1995.

RÉSOLUTION 9

Conférence mondiale des radiocommunications de 1993

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

notant

a) qu'il est prévu de tenir une conférence mondiale de normalisation des télécommunications à Helsinki en 1993;

b) que toutes les activités du Secteur des radiocommunications doivent être dirigées par la Conférence mondiale des radiocommunications et l'Assemblée des radiocommunications;

c) que le Conseil d'administration a prévu, dans le budget de l'Union et dans le calendrier des réunions, la tenue en 1993 de la première Conférence mondiale des radiocommunications;

d) que l'article 13 de la Constitution et les articles 7 et 11 de la Convention (Genève, 1992) contiennent les dispositions pertinentes applicables à la convocation des conférences mondiales des radiocommunications,

considérant

a) les recommandations 57, 58 et 59 de la Commission de Haut Niveau relatives aux conférences mondiales des radiocommunications;

b) que la Constitution et la Convention (Genève, 1992) entreront en vigueur le 1er juillet 1994;

c) qu'il est souhaitable d'assurer une transition harmonieuse et de commencer sans tarder les travaux dans le Secteur des radiocommunications;

d) que l'on dispose de peu de temps pour préparer une conférence mondiale des radiocommunications en 1993;

e) la Résolution 523 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1992 (CAMR-92),

décide

qu'une conférence mondiale des radiocommunications sera convoquée à Genève en 1993 afin:

a) de présenter des recommandations au Conseil sur l'ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications de 1995, y compris la révision du Règlement des radiocommunications fondée sur le rapport du Groupe volontaire d'experts, ainsi que des directives sur les mesures propres à

faciliter l'utilisation des bandes de fréquences attribuées au service mobile par satellite, en recommandant d'inscrire ces questions à l'ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications de 1995;

b) de présenter des recommandations sur l'ordre du jour préliminaire de la Conférence mondiale des radiocommunications de 1997,

demande à l'Assemblée des radiocommunications associée à la Conférence mondiale des radiocommunications de 1993

a) d'examiner les recommandations des groupes consultatifs établis aux termes des Résolutions 106 et 107 du CCIR sur l'examen stratégique et la restructuration des commissions d'études;

b) d'établir le programme de travail et les commissions d'études du nouveau Secteur des radiocommunications, y compris le programme des travaux futurs relatifs à la radiodiffusion à ondes décamétriques en tenant compte de tout rapport par l'IFRB sur l'application de la Résolution 523 de la CAMR-92;

c) d'examiner les rapports et tous projets de recommandations résultant des travaux des commissions d'études du CCIR qui n'auraient pu être adoptés par correspondance;

d) d'envisager la révision de la Résolution 97 du CCIR conformément à la Résolution 12 de la présente Conférence,

charge le Conseil

de prendre des dispositions pour la convocation de cette conférence mondiale des radiocommunications et d'inscrire à son ordre du jour les points mentionnés au «décide» de la présente résolution,

charge le Secrétaire général et le Directeur du Bureau des radiocommunications

de fournir l'appui nécessaire aux travaux de la conférence et aux travaux qui seront ultérieurement entrepris par les commissions d'études du Secteur des radiocommunications.

RÉSOLUTION 10

Approbation des recommandations

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

tenant compte

a) du fait qu'il est prévu de tenir une Conférence mondiale de normalisation des télécommunications à Helsinki en 1993;

b) du fait que le Conseil d'administration a prévu dans le budget et dans le calendrier des réunions de l'Union la tenue en 1993 d'une première Conférence mondiale des radiocommunications et d'une Assemblée des radiocommunications associée,

notant

a) que l'Union prendra des mesures au niveau international pour donner une place plus importante aux télécommunications dans l'économie et la société mondiales;

b) qu'il conviendrait que les pays Membres participent davantage à la fonction de normalisation afin que l'adoption des recommandations sur les radiocommunications et la normalisation soit un processus dûment légitimé par une majorité qualifiée,

considérant

a) l'analyse de la Commission de Haut Niveau sélon laquelle «il est de toute première importance que la fonction de normalisation soit mieux adaptée aux intérêts des pays en développement», «la coordination multilatérale de l'utilisation des radiocommunications doit être transparente et permettre l'accès juste et équitable aux ressources de l'orbite et du spectre» et «les pays en développement doivent jouer un rôle plus significatif. sinon l'écart technologique risque de se creuser»;

b) que le processus d'élaboration et d'adoption des normes étant essentiel pour le développement des télécommunications, il convient d'y associer plus étroitement les pays en développement;

c) qu'il est indispensable de résoudre les problèmes pratiques pour associer plus étroitement les pays en développement au processus d'élaboration et d'approbation des recommandations sur la normalisation et les radiocommunications, sous réserve d'évaluer les résultats des recommandations 49, 50, 51, 52 et 53 de la Commission de Haut Niveau,

décide

1. que la première Conférence mondiale de normalisation des télécommunications (Helsinki, 1993) et la première Assemblée des radiocommunications (Genève, 1993) réviseront respectivement, la Résolution 2 du CCITT et la Résolution 97 du CCIR en vue de modifier les règlements intérieurs à l'effet:

1.1 d'approuver par une majorité déterminée de réponses favorables les recommandations soumises à l'adoption par correspondance;

1.2 de définir un moyen par lequel un Membre, pour lequel l'application d'une recommandation peut être préjudiciable, puisse faire part de ses problèmes au Directeur du Bureau compétent, en vue d'une solution rapide;

2. que chaque Directeur rendra compte à la prochaine conférence compétente de tous les problèmes portés à sa connaissance,

charge le Directeur du BDT

d'examiner toutes les possibilités qu'offrent les recommandations 50, 51, 52 et 53 de la Commission de Haut Niveau pour encourager et renforcer la participation des pays en développement à l'élaboration et à l'approbation des recommandations sur la normalisation et les radiocommunications.

RÉSOLUTION 11

Durée des Conférences de plénipotentiaires de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

notant

a) que la recommandation 14 de la Commission de Haut Niveau préconise que les Conférences de plénipotentiaires de l'Union se tiennent à intervalles fixes de quatre ans, et que ceci permettrait de réduire leur durée et de se concentrer sur des questions de politique générale à plus long terme;

b) que des exigences croissantes pèsent sur les ressources de l'Union ainsi que sur les administrations et les délégués participant aux conférences internationales traitant des télécommunications,

décide

1. que les Conférences de plénipotentiaires qui suivront la Conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Kyoto en 1994, seront, sauf nécessité urgente, limitées à une durée maximale de quatre semaines;

2. que le Secrétaire général prendra les mesures appropriées pour que, pendant ces Conférences, le temps soit utilisé de la manière la plus efficace;

3. que les Conférences de plénipotentiaires devraient se concentrer sur des questions de politique générale à plus long terme et, à ce titre, examiner et prendre des décisions au sujet du projet de Plan stratégique soumis par le Conseil, lequel précise les objectifs, les programmes de travail et les résultats escomptés du Secrétariat général et des trois Secteurs de l'Union jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

RÉSOLUTION 12

Règlement intérieur des conférences et réunions de l'Union internationale des télécommunications

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

rappelant

la Résolution 41 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) et la Résolution 62 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982),

considérant

que l'objectif poursuivi, depuis la Conférence de plénipotentiaires de Nice (1989), en ce qui concerne la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), à savoir, regrouper les dispositions de caractère fondamental dans une Constitution et les autres dispositions dans une Convention, a déjà été atteint,

notant

que, dans la Convention, il existe des dispositions de caractère pratique relatives aux conférences et réunions, qui sont susceptibles d'être révisées plus fréquemment que les autres dispositions de ladite Convention,

reconnaissant

qu'il est nécessaire d'éviter de modifier fréquemment la Convention, en transférant éventuellement, pour ce faire, certaines normes dans un autre recueil à l'usage interne des conférences et réunions de l'Union, lequel se prêterait plus facilement à une révision,

consciente

qu'il serait difficile à la présente Conférence de se prononcer, étant entendu qu'il faudrait procéder à des études pour connaître les pratiques en vigueur dans les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres organisations intergouvernementales,

charge le Conseil

1. d'examiner cette question et de créer, si nécessaire, à sa 48e session, en tenant dûment compte du principe d'une répartition géographique équitable, un groupe d'experts que désigneront, sur une base volontaire, les Membres de l'Union pour l'aider à mettre en œuvre la présente Résolution, avec le mandat suivant:

1.1 élaborer les projets de Règlement intérieur pour les conférences et réunions de l'UIT, en prenant pour base, les règles qui existent en la matière dans la Convention, sans exclure la possibilité d'ajouter les dispositions considérées comme nécessaires ou utiles;

1.2 élaborer des projets de modifications qui devront éventuellement être apportées en conséquence à la Convention et, si nécessaire, à la Constitution;

1.3 soumettre à la 49e session du Conseil un rapport provisoire ainsi que tout document ayant été élaboré;

2. de soumettre sur cette question un rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) en vue de son examen et pour obtenir toute instruction ou directive concernant la poursuite des travaux;

3. de s'assurer que les seules dépenses que devra supporter l'Union seront celles occasionnées par l'élaboration, la traduction, la publication et la diffusion des documents ainsi que par l'interprétation durant les réunions que tiendra éventuellement le groupe mentionné au paragraphe 1 ci-dessus. Il est entendu que pour réduire au minimum toutes les dépenses, le groupe devrait travailler autant que possible par correspondance.

charge le Secrétaire général

d'aider le Conseil et le groupe d'experts à appliquer la présente résolution.

RÉSOLUTION 13

Amélioration de l'utilisation des moyens techniques et des moyens de stockage et de diffusion des données du Bureau des radiocommunications

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992),

considérant

a) la grande diversité des activités du Bureau des radiocommunications liées à l'examen technique et au traitement des fiches de notification des assignations de fréquence ainsi qu'au stockage et à la diffusion de ces données;

b) le fait que le Fichier de référence international des fréquences contient plus de cinq millions d'entrées, ce qui représente plus d'un million d'assignations de fréquence;

c) que le Bureau traite plus de 70 000 inscriptions chaque année dont certaines nécessitent un examen technique et un traitement approfondis;

d) que l'Union, avec le concours de ses divers services, est tenue de traiter, d'étayer, de stocker et de diffuser les inscriptions et les résultats des travaux du Bureau,

tenant compte

a) des efforts soutenus qui ont été déployés ces dernières années pour améliorer la gestion des fonctions correspondant aux activités du Bureau;

b) de la lourde charge de travail à laquelle le Bureau doit faire face en permanence;

c) des efforts divers qui sont exigés du Bureau pour traiter les nombreuses inscriptions et des ressources nécessaires pour s'acquitter des diverses tâches liées à l'examen technique de ces inscriptions,

décide

qu'une étude soit engagée sur les dépenses afférentes à l'examen technique des notifications d'assignations de fréquence, pour les diverses classes de stations de radiocommunication, les réseaux à satellite et autres, y compris les dépenses afférentes au stockage électronique de données,

charge le Secrétaire général

d'entreprendre et de présenter un rapport sur les résultats de celle-ci y compris des possibilités de réduction de ces dépenses,

invite la Conférence de plénipotentiaires de Kyoto, 1994

à examiner la question en tenant compte du rapport susmentionné du Secrétaire général.

RÉSOLUTION 14

Accès électronique aux documents et publications de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

a) la recommandation 46 de la Commission de Haut Niveau («L'UIT de demain: les défis du changement. Genève, avril 1991»);

b) la nécessité de faciliter l'échange et la diffusion de la documentation et des publications de l'Union;

c) l'évolution du traitement électronique de l'information;

d) l'opportunité de coopérer avec les organismes qui travaillent à la mise au point de normes pertinentes;

e) les dispositions relatives aux droits d'auteur dont jouit l'Union en ce qui concerne ses publications;

f) la nécessité de maintenir les recettes provenant de la vente des publications;

g) la nécessité de mettre en œuvre un processus rapide et efficace de normalisation à l'échelle mondiale,

décide

1. que tous les documents de l'Union disponibles sous forme électronique destinés à faciliter la mise au point rapide de recommandations de l'Union soient rendus accessibles à tout Membre ou membre d'un Secteur par des moyens électroniques;

2. que toutes les publications officielles enregistrées dans les bases de données de l'Union pour diffusion électronique, y compris les recommandations de l'Union présentées sous forme de publications par le Secteur des radiocommunications ou le Secteur de la normalisation des télécommunications, soient rendues accessibles par des moyens électroniques contre paiement approprié à l'Union pour toute publication demandée. En demandant une telle publication, l'acheteur s'engage à ne pas la reproduire en vue de la diffuser ou de la vendre à l'extérieur de son organisation. Ces publications peuvent être utilisées dans l'organisation qui les reçoit, en cas de besoin, pour compléter les travaux de l'Union ou de tout organisme de normalisation élaborant des

normes connexes, pour fournir des directives destinées à la mise au point et à la mise en œuvre d'équipements ou de services, ou pour compléter la documentation relative à un équipement ou un service;

3. que rien de ce qui précède ne saurait entamer les droits d'auteur détenus par l'Union, de sorte que toute entité qui souhaite reproduire des publications de l'Union en vue de les revendre devra obtenir un accord à cette fin,

charge le Secrétaire général

1. de prendre les mesures nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des dispositions prévues aux termes de la présente résolution;

2. de veiller à ce que les publications sur papier soient mises à disposition aussi rapidement que possible de façon à ne pas priver les Membres ne disposant pas de moyens électroniques de l'accès aux publications de l'Union.

RÉSOLUTION 15

Examen de la nécessité de créer un forum pour la discussion des stratégies et des orientations politiques dans l'environnement en mutation des télécommunications

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

que, comme le stipulent la Constitution et la Convention (Genève, 1992), l'Union a pour objet de promouvoir une approche plus générale, au niveau international, des questions de télécommunication que soulève la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales, régionales et internationales,

reconnaissant

a) que le Secrétaire général doit élaborer avec le concours du Comité de coordination, la politique et les plans stratégiques de l'Union et coordonne ses activités, c'est-à-dire qu'il doit préparer et soumettre au Conseil un rapport annuel faisant état de l'évolution de l'environnement des télécommunications et contenant des recommandations relatives à la politique et à la stratégie futures de l'Union;

b) que le Conseil doit examiner les grandes questions de politique des télécommunications et veiller à ce que les orientations politiques et la stratégie de l'Union soient parfaitement adaptées à l'évolution constante de l'environnement des télécommunications, c'est-à-dire qu'il doit examiner chaque année le rapport préparé par le Secrétaire général sur les politiques et la planification stratégiques recommandées pour l'Union et prendre les mesures appropriées;

c) que les administrations, conscientes de la nécessité de réexaminer en permanence leurs politiques et leur législation en matière de télécommunication et de les coordonner au niveau international avec celles des autres Membres dans un environnement des télécommunications qui évolue rapidement, devraient pouvoir débattre en permanence et de manière approfondie de leurs stratégies et de leurs politiques ainsi que de celles de l'Union;

d) qu'il est nécessaire que l'Union, organisation internationale de tout premier plan dans le domaine des télécommunications, établisse un forum au sein duquel sera assurée la coordination des politiques des Membres et sera élaborée la stratégie de l'Union.

décide

1. que, sur la base d'un rapport du Secrétaire général, le Conseil examinera, à sa session ordinaire de 1994, la nécessité de créer un forum dans lequel les administrations pourront discuter leurs stratégies et leurs politiques en matière de télécommunication. Le Conseil soumettra à la prochaine Conférence de plénipotentiaires les recommandations appropriées sur la base de cet examen;

2. que la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) prendra les dispositions nécessaires à cet égard.

RÉSOLUTION 16

Renforcement des relations avec les organisations régionales de télécommunication

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

considérant

a) qu'il est nécessaire, étant donné l'importance qu'ont prise récemment les organisations régionales s'occupant de questions essentielles en matière de télécommunication, que l'Union coopère étroitement avec ces organisations;

b) que les activités régionales de l'Union et de ces organisations régionales visent certains objectifs communs et que, partant, la mise en œuvre conjointe de projets régionaux favorisera le développement des télécommunications régionales,

charge le Secrétaire général

1. de consulter les organisations régionales de télécommunication sur les possibilités de coopération;

2. de soumettre à l'examen du Conseil un rapport sur les résultats de cette consultation,

charge le Conseil

1. d'examiner le rapport soumis par le Secrétaire général et de prendre les mesures appropriées;

2. de communiquer à la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) les résultats obtenus.

RECOMMANDATION

RECOMMANDATION 1

Dépôt des instruments et entrée en vigueur de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992)

La Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

tenant compte

du désir exprimé dans le Rapport de la Commission de Haut Niveau de donner à l'Union les moyens de s'adapter rapidement à l'évolution de l'environnement des télécommunications,

considérant

la disposition de l'article 58 de la Constitution qui prévoit que les instruments de l'Union susmentionnés entreront en vigueur le 1er juillet 1994 entre les Membres qui auront déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion,

considérant en outre

qu'il est de l'intérêt de l'Union que la Constitution et la Convention entrent en vigueur le 1er juillet 1994 entre le plus grand nombre possible de Membres,

notant

qu'il n'est plus nécessaire pour les Membres de l'Union d'entreprendre leur procédure nationale de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion concernant la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Nice, 1989), qui ne sont pas actuellement entrées en vigueur,

invite

tous les Membres de l'Union à accélérer leur procédure nationale de ratification, d'acceptation ou d'approbation (voir l'article 52 de la Constitution), ou d'adhésion (voir l'article 53 de la Constitution) à la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et à déposer leur instrument unique auprès du Secrétaire général le plus vite possible, de préférence avant le 1er juillet 1994,

charge le Secrétaire général

de porter immédiatement la présente recommandation à la connaissance de tous les Membres de l'Union par lettre circulaire et d'en rappeler périodiquement, quand il le jugera opportun, le contenu aux Membres de l'Union qui, à l'époque, n'auraient pas encore déposé leur instrument.

TABLE ANALYTIQUE

des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle (Genève, 1992)

Constitution
de l'Union internationale des télécommunications

Convention
de l'Union internationale des télécommunications

Protocole facultatif
concernant le règlement obligatoire des différends relatifs à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et aux Règlements administratifs

Résolutions
Recommandation

Termes utilisés*)	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
A			
Abrogation et remplacement de la Convention antérieure	239		
Abstentions (voir Vote)			
Acceptation (voir Ratification, acceptation, approbation)			
Accords, arrangements			
de financement	118		
entre l'Union et les Nations Unies	205		
entre l'Union et d'autres organisations internationales	58		
particuliers relatifs aux télécommunications	193		
provisoires avec d'autres organisations internationales	58		
régionaux	194		
Accréditations (voir Pouvoirs)			
Actes finals			
approbation définitive		462	
numérotage		460	
signature		463	
Adhésion			
Constitution, Convention, instrument unique	22, 212		
instrument d'amendement	229	524	
Protocole facultatif			PF
Règlements administratifs	216		
Administration	A1002		
Admission (voir Membres)			
Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) (voir aussi Observateur)*		262, 292, A1002	

*) Si un terme utilisé fait l'objet de plusieurs numéros consécutifs, en principe seul le premier numero est indiqué. Les numéros sont ceux qui figurent à la marge des textes, et non ceux des articles ou paragraphes.

◆ ◇ ◆ ◇ ◆ ◇ ◆ ◇ ◆ ◇

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Amendement	224	519	
adoption. majorité requise	227	522	
condition pour examen. décision ou vote		382	
définition		432	
délai et modalités de présentation des propositions	224	519	
examen et adoption	57		
instrument d'amendement unique	229	524	
– entrée en vigueur	229	524	
– enregistrement	232	528	
– ratification, acceptacion. approbation ou adhésion	229	524	
omis ou différés		384	
présentés au cours de la conférence		374	
quorum	226	521	
vote		435	
Annexes	34, Annexe	Annexe	
Appels et messages de détresse	200		
Application provisoire de certaines parties de la Constitution et de la Convention			Rés 1
Approbation (voir Ratification, acceptation, approbation; voir aussi Recommandations et Règlements administratifs)			
Arbitrage (voir aussi Règlement des différends)	234	507	
Arrangements (voir Accords, arrangements)			
Arrêt des télécommunications	180		
Arriérés	169		
Assemblée des radiocommunications	83	129	
annulation de la deuxième assemblée des radiocommunications		29, 299	
convocation	91	27	
fonctions		129	
invitation et admission		284, 295	
présidence		137	
Assistance technique (voir Coopération et assistance technique)			
Avis juridiques		91	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
B			
Brouillages préjudiciables	197, A1003		
élimination	12		
examen du Comité		140	
exécution et observation des dispositions des instruments	37		
prévention	11, 193, 197	177	
rapport du directeur du Bureau des radiocommunications		173	
Budget (voir aussi Finances de l'Union)	51		
Bureau de développement des télécommunications	133, 145	216	
Comité consultatif		227	
directeur (voir aussi Directeurs)	55, 133, 145		
dispositions immédiates que doit prendre le Bureau			Rés 7
fonctions du directeur	145	216	
personnel technique et administratif		226	
tâches prioritaires			Rés 6
Bureau de la normalisation des télécommunications	109, 117	198	
directeur (voir aussi Directeurs)	55, 109		
fonctions du directeur	117	198	
personnel technique et administratif		206	
Bureau des radiocommunications	85	161	
directeur (voir aussi Directeurs)	55, 85		
données			Rés 13
fonctions du directeur	103	161	
– Comité du Règlement des radiocommunications		167	
– conférences des radiocommunications		163	
personnel technique et administratif		182	
C			
Capacité juridique de l'Union	176		
Classe de contributions (voir Contributions)			
Comité consultatif pour le développement des télécommunications		227	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Comptes internationaux, établissement et règlement des		497	
Conférences			
Actes finals (voir Actes finals)			
Chefs de délégations, réunions des		96, 342	
commissions (voir aussi Commissions)		350, 356	
compétence, question de		405	
conduite des débats en séance plénière		385	
Conférence de plénipotentiaires (voir Conférence de plénipotentiaires)			
Conférences des radiocommunications (voir Conférences des radiocommunications)			
convocation		75	
convocation aux séances		372	
date et lieu, changement		299, 312	
dispositions administratives et financières		94	
droit des Membres de participer aux	26		
droit de vote (voir aussi Vote)	27	407	
franchise		467	
inauguration		342	
langues (voir aussi Langues)	172	490	
limitation des interventions		400	
liste des orateurs, clôture de la		403	
motions d'ordre (voir aussi Motions et points d'ordre)		388	
ordre			
– de discussion		386	
– des places		341	
organisation des travaux	177		
points d'ordre (voir aussi Motions et points d'ordre)		388	
pouvoirs (voir aussi Pouvoirs)		324	
président et vice-présidents			
– élection		346	
– prérogatives		352	
procès-verbaux, comptes rendus et rapports		447, 452	
– approbation		456	
procuration (voir Vote)			
propositions (voir Propositions)			
quorum		385	
Règlement intérieur, règles de procédure (voir aussi Règlement)		340 à 467	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Conférences *(suite)*			
répercussions financières	92, 115, 142, 147		
réserves (voir Réserves)			
responsabilité financière		488	
réunion sans gouvernement invitant		311	
secrétariat			
– des conférences		95, 97	
– de toute réunion relative aux télécommunications		97	
signature des textes définitifs (voir aussi Actes finals)		463	
vote (voir Vote)			
Conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications	45, 131, 137		
conclusions	142		
convocation		26, 75	
ordre du jour		213	
rôle	137	208	
Conférence de plénipotentiaires	40, 47	1	
admission		267	
commissions (voir Commissions)			
convocation	47	75	
dates et lieu		2	
durée			Rés 11
financement	158		
invitation		256	
Conférences des radiocommunications	43, 81, 89		
annulation de la deuxième conférence		29, 299	
Conférence mondiale de 1993			Rés 9
convocation	90	24	
décisions	92		
fonctions	89	112, 138	
invitation et admission		271, 276	
ordre du jour		113	
régionales	43	138	
Conférences mondiales de normalisation des télécommunications	107, 113		
additionnelle	114	30, 299	
convocation	114	25, 75	
décisions	115		
rôle	113	184	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Conférences mondiales des télécommunications internationales	42. 146		
convocation		48	
décisions	147		
ordre du jour. participation		49	
rôle	146		
Conférences régionales	194		
Conseil	41		
accords provisoires		80	
attributions	69	61	
cas non prévus par la Constitution, la Convention et les Règlements administratifs		79	
composition, Membres	65	50	
– assesseurs	66		
– élection	54. 61	7	
– éligibilité, rééligibilité		7	
– frais de voyage, de subsistance et d'assurances		57	
– qualifications		56	
– répartition équitable des sièges	61		
– vacance		8	
comptes rendus de travaux		81	
contrôle financier du Secrétariat général et des Secteurs	71		
convocation des conférences		75	
coordination avec les organisations internationales		80	
correspondance, règlement d'une question par		54	
examen des décisions prises par le Secrétaire général sans l'appui du Comité de coordination		109	
financement	156		
président et vice-président		55	
règlement intérieur	67		
secrétaire		59	
session			
– additionnelle		52	
– ordinaire		51	
Constitution. Convention			
abrogation de la Convention antérieure	238		
adhésion (voir aussi Adhésion)	22		

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Constitution, Convention *(suite)*			
amendements (voir aussi Amendements)	224	519	
annexes	34, Annexe	Annexe	
application provisoire de certaines parties			Rés 1
cas non prévus par		79	
contraventions	190		
copies certifiées conformes, originaux	241		
définitions	33		
dénonciation (voir aussi Dénonciation)	236		
dispositions finales	208		
divergence entre des textes des instruments	32, 242		
divergences linguistiques	173, 242		
enregistrement	240		
entrée en vigueur	238		Rec 1
exécution des instruments	37, 69		
ratification, acceptation, approbation (voir Ratification, acceptation, approbation)			
règlements administratifs (voir Règlements administratifs)			
Consultations	28		
admission de nouveaux Membres	23		
cas non prévus par la Constitution et la Convention		79	
conférences, lieu et date, ordre du jour	28	42, 46, 118, 123, 138, 302, 304, 305, 307, 312	
Contraventions, notification	190		
Contributions	159		
applicabilité	163		
– nouveaux Membres de l'Union		472	
arriérés	169		
augmentation, choix d'une classe supérieure		471	
choix de la classe	160		
dépenses des conférences		476, 478, 481	
échelle des classes		468	
– amendement	162		
entités et organisations	159, 168, 170	475	
pays les moins avancés		468	
réduction du niveau de contribution	165		
– entités et organisations		482	
– Membres	165		

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Contributions *(suite)*			
unité contributive		468	
volontaires		486	
Convention (voir Constitution, Convention)			
Coopération et assistance technique (voir aussi Pays en développement)			
objet de l'Union	3, 4, 14, 19		
Secteur du développement des télécommunications	118	208	
Coopération internationale dans le domaine des télécommunications	3		
Correspondance publique	A1004		
Crédits, lignes de crédit préférentielles	19		
D			
Date d'entrée en vigueur des instruments de l'Union (voir Entrée en vigueur)			
Défense nationale, installation des services de	202		
Définitions	33, Annexe	Annexe	
Délégation	47, A1005	268, 277, 296, 324	
ordre des places		341	
pouvoirs (voir aussi Pouvoirs)		324	
Délégué	A1006		
Dénonciation			
conséquences financières		473, 483	
de la Constitution et de la Convention par les Membres	236		
de la participation aux travaux des Secteurs par les «membres» des Secteurs		240	
Dépenses (voir Finances de l'Union)			
Détresse			
appels et messages	200		
signaux faux et trompeurs	201		
Différends (voir Règlement des différends)			

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Directeurs			
Bureau de développment des télécommunications	133		
– fonctions	145	216	
Bureau de la normalisation des télécommunications	109		
– fonctions	117	198	
Bureau des radiocommunications	85		
– fonctions	103	161	
élection	55, 62	13	
participation			
– assemblées des radiocommunications		294	
– conférences de développement		294	
– conférences de normalisation		294	
– Conférences de plénipotentiaires		266	
– conférences des radiocommunications		281	
– délibérations du Conseil		60	
– travaux des autres Secteurs		253	
prise de fonctions et durée		13	
rééligibilité		13	
répartition géographique équitable	62		
vacance	64	17	
Dispositions de base	2		
Documents et publications			
accès électronique			Rés 14
langues	172	495	
prix de vente		484	
publications du Secrétariat général		98	
Droit du public à utiliser le service international des télécommunications	179		
Droits et obligations des Membres (voir aussi Membres)	24		
Droit de vote (voir Vote)			
E			
Elections			
principes et questions connexes	60	7	
Enregistrement de la Constitution et de la Convention	240		

Note – Protocole facultatif (PF): Résolution (Rés): Recommandation (Rec).

Termes utilisés	**Constitution + son Annexe (A)**	**Convention + son Annexe (A)**	**Voir Note**
Entités et organisations			
contributions financières	159. 168. 170	475	
liste des «membres»		237	
participation aux travaux des Secteurs		228	
Entrée en vigueur (voir aussi Application provisoire de certaines parties de la Constitution et de la Convention)			
Constitution, Convention	238		
instruments d'amendement (voir Amendement)			
Protocole facultatif			PF
Etablissement, exploitation et sauvegarde des voies et installations de télécommunication	186		
Etat	1, 21		
composition de l'Union	20		
relations avec les Etats non Membres	207		
télécommunications	192, A1014		
Expert		A1001	
Exploitation	A1007	229	
reconnue	A1008		
F			
Finances de l'Union	155	468	
arriérés	169		
budget	51		
– base, plafond des dépenses	51		
– biennal	168	73. 100	
– estimatif des Secteurs		181. 205. 223	
– préparation par le Secrétaire général		100	
– prévisionnel		73	
comptes			
– approbation par la Conférence de plénipotentiaires	53	74	
– vérification annuelle et approbation par le Conseil		74	
contributions (voir aussi Contributions)	159		
dénonciation (voir Dénonciation)			
dépenses	155		
– conférences	158	476	
– régionales	167		

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	**Constitution + son Annexe (A)**	**Convention + son Annexe (A)**	**Voir Note**
Finances de l'Union *(suite)*			
– Conseil	156		
– plafond	51		
– répercussions financières des décisions prises par les conférences	92, 115, 142, 147		
– Secrétariat général et Secteurs	157		
fonds de réserve		485	
intérêts des sommes dues		474	
responsabilité financière des conférences		488	
vérification des comptes		74	
Fonctionnaires élus	55, 150		
directeur (voir Directeurs)			
droit des Membres de présenter des candidats	26		
élection	55	13	
interdiction de présenter des propositions		320	
répartition géographique équitable	62, 154		
Secrétaire général, Vice-Secrétaire général (voir Secrétaire général, Vice-Secrétaire général)			
statut, conduite	150		
Fonds monétaire international		500	
Franchise		467	
Fréquences du spectre radioélectrique	11, 195	177	
attribution, allotissement, enregistrement des assignations et inscription	11, 95	172	
Fichier de référence international des fréquences		172	
Groupe volontaire d'experts chargé d'étudier l'attribution et l'utilisation améliorée du spectre des fréquences radioélectriques et la simplification du Règlement des radiocommunications			Rés 8
G			
Gestion de l'Union		84	Rés 5
Groupes consultatifs pour le Secteur des radiocommunications et le Secteur de la normalisation des télécommunications			Rés 3
Groupe volontaire d'experts (voir Fréquences du spectre radioélectrique)			

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
I			
Instrument fondamental de l'Union	1, 30		
Instruments de l'Union	29		
exécution	37, 69		
Intercommunication		501	
Interprétation réciproque (voir Langues)			
J			
Journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications		99	
L			
Langage secret		504	
Langues	171		
autres que les langues officielles et de travail		490	
documents et textes de l'Union	172		
français faisant foi	173		
interprétation réciproque	172		
limites à l'utilisation des langues	174		
officielles et de travail	171		
original des instruments	241		
M			
Majorité			
admission de nouveaux Membres, majorité spéciale	23	415	
vote aux conférences, définition		410	
Membres			
Membres de l'Union	20		
– admission des nouveaux Membres	23	415	
– majorité spéciale		415	
– composition de l'Union	20		
– droits et obligations	24, 209		
– responsabilité à l'égard des usagers	183		
«membres» des Secteurs (voir aussi Secteurs)	86, 110, 134	238	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Organisations internationales *(suite)*			
participation aux Secteurs		228	
relations avec l'Union	206		
Organisations régionales	194		
Organisations régionales de télécommunications	123		
renforcement des relations avec l'Union			Rés 16
Organismes de financement et de développement internationaux	19, 123	229	
Organisme scientifique ou industriel		229, A1004	
P			
Participation			
aux conférences		267, 276, 295	Rés 4
aux finances (voir Contributions)			
d'entités et d'organisations aux activités de l'Union		228	Rés 4
Pays en développement (voir aussi Coopération et assistance technique)			
assistance technique	4		
Bureau de développement des télécommunications (voir Secteur de développement des télécommunications)			
développement des installations et réseaux de télécommunications	14		
Pays les moins avancés (voir Contributions)			
Pensions	52	72, 89	
Caisse commune des pensions		72	
Personnel de l'Union	150		
affectation temporaire		93	
Caisse d'assurance du personnel de l'UIT		72	
caractère international des fonctions	151		
conditions de service		89	
effectifs	52		
fonctionnaires élus (voir Fonctionnaires élus)			
indemnités	52	67, 72, 89	
intérêts financiers	152		
pensions (voir aussi Pensions)	52		
personnel technique et administratif des Bureaux		182, 206, 226	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Personnel de l'Union *(suite)*			
plans pluriannuels		71	
qualifications	154		
régime commun		63, 89, 92	
répartition géographique équitable	154	69	
Statut du personnel		63	
supervision administrative du personnel		92	
traitements, échelles de base	52	65	
Planification stratégique, politique et	50	61, 86, 108	Rés 15
Points d'ordre (voir Motions et points d'ordre)			
Pouvoirs		324	
commission de vérification des		334, 361	
procuration		335	
représentants des entités et organisations		339	
transfert de		335	
Presse, public		464	
Priorité des télécommunications			
appels et messages de détresse	200		
épidémiologiques de l'OMS	191		
d'Etat	192		
relatives à la sécurité de la vie humaine	191		
Procuration (voir Pouvoirs et Vote)			
Projets sociaux	19		
Propositions			
conditions pour examen, décision ou vote		382	
d'amendement (voir Amendement)			
délais et modalités de présentation		315	
omises ou différées		384	
ordre de vote d'une proposition relative à une même question		430	
présentées au cours de la conférence		374	
présentées avant l'ouverture de la conférence		373	
vote par parties		428	
Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends relatifs à la Constitution, la Convention et aux Règlements administratifs	235		PF

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	**Constitution + son Annexe (A)**	**Convention + son Annexe (A)**	**Voir Note**
Règlement des différends *(suite)*			
obligatoire	235		
Protocole facultatif	235		PF
Règlement des radiocommunications (voir aussi Règlements administratifs)	31		
Règlement des télécommunications internationales (voir aussi Règlements administratifs)	31		
Relations extérieures	149		
Répartition géographique équitable	62, 154	69	
Réserves			
actes finals		445	
Règlements administratifs	216		
Responsabilité des Membres à l'égard des usagers	183		
Responsabilité financière (voir Conférences)			
Réunions (voir Commisions d'études, Conférences, Secteurs, Secteur du développement des télécommunications, Secteur de la normalisation des télécommunications, Secteur de radiocommunications)			
S			
Satellites (voir Orbite des satellites géostationnaires)			
Secret des télécommunications	184		
Secrétaire général, Vice-Secrétaire général			
(voir aussi Fonctionnaires élus)	73	83	
dépositaire	208, 211, 213, 216, 229		
élection	55, 62	13	
entrée en fonctions		13	
fonctions			
– du Secrétaire général	74	59, 83	
– du Vice-Secrétaire général	77		
participation			
– assemblées des radiocommunications		294	
– conférences de développement		294	
– conférences de normalisation		294	
– Conférences de plénipotentiaires		266	

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Ratification, acceptation, approbation *(suite)*			
instrument d'amendement	229		
Protocole facultatif			PF
Règlements administratifs	216		
Recommandations			
d'une conférence à une autre conférence		250	
relatives à la normalisation des télécommunications	104		
– approbation		192, 247, 249	Rés 10
relatives aux radiocommunications	78		
– approbation		149, 247, 249	Rés 10
Régime commun des Nations Unies		63, 89, 92	
Règlement(s)			
administratifs (voir Règlements administratifs)			
adoptés par le Conseil		90	
financier		63, 101, 485	
intérieur, règles de procédure			
– Comité du Règlement des radiocommunications		147	
– conférences et autres réunions	177	340 à 467	Rés 12
– Conseil	67		
– règles complémentaires	178		
Règlements administratifs	29, 215		
cas non prévus par		79	
consentement à être lié	216		
contraventions	190		
définitions des termes des	36		
exécution	37. 69		
révisions			
– application provisoire	217		
– délais et modalités de présentation des propositions aux conférences		317	
– partielles ou totales	89. 146	114	
Règlement de comptes internationaux		497	
Règlement des différends	233		
arbitrage	234	507	
négociation. voie diplomatique	233		
notification des contraventions	190		

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Secrétaire général, Vice-Secrétaire général *(suite)*			
– conférences des radiocommunications		281	
– conférences et réunions d'un Secteur		105, 253	
– délibérations du Conseil		60	
rééligibilité	64	13	
répartition géographique équitable	62		
représentant légal de l'Union	76		
responsabilité	75		
vacance	64	14	
Secrétariat			
autre réunion relative aux télécommunications		97	
conférences et réunions de l'Union		95, 97	
Secrétariat général (voir aussi Secrétaire général, Vice-Secrétaire général)	46, 73	83	
Secteurs			
coopération, coordination entre les	79, 105, 119	158, 160, 195, 197, 215	
dépenses	157	477, 480	
dispositions communes aux trois Secteurs		228	
«membres»	86, 110, 134	238	
– dénonciation		240, 483	
– entités s'occupant de questions de télécommunications		230	Rés 4
– admission		234	Rés 4
– ER, OSI, organismes de financement ou de développement		229	Rés 4
– admission		233	Rés 4
– institutions spécialisées des Nations Unies et Agence internationale de l'énergie atomique		236, 262	
– listes des «membres»		237	
– organisations régionales et autres organisations internationales de télécommunications, de normalisation, de financement ou de développement		231	Rés 4
– admission		235	Rés 4
– organisations régionales de télécommunications		236, 260	Rés 4
– organisations intergouvernementales exploitant des systèmes à satellites		236, 261	Rés 4

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
Secteurs *(suite)*			
participation du représentant d'un Membre du Conseil aux réunions des Secteurs		58	
relations des Secteurs entre eux et avec des organisations internationales		252, 254	
répartition des tâches entre les Secteurs, révision	75, 105, 119	158, 195, 215	Rés 2
Secteur du développement des télécommunications	45. 118	208	
appui technique des directeurs des autres Bureaux		183, 207	
budget estimatif		223	
Bureau de développement (voir aussi Bureau de développement des télécommunications)	133	216	
commissions d'études (voir aussi Commissions d'études)	132. 144	214	
conférences mondiales et régionales de développement (voir aussi Conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications)	131	208	
directeur du Bureau (voir aussi Directeurs)	133		
fonctions et structure	118		
fonctionnement	130		
«membres»	134		
Secteur de la normalisation des télécommunications	44. 104	184	
budget estimatif		205	
Bureau de la normalisation (voir aussi Bureau de la normalisation des télécommunications)	109	198	
commissions d'études de la normalisation (voir aussi Commissions d'études)	108. 116	192	
conférences mondiales de normalisation (voir aussi Conférences mondiales de normalisation)	107. 113	184	
directeur du Bureau (voir aussi Directeurs)	109		
fonctions et structure	104		
fonctionnement	106		
groupes consultatifs			Rés 3
«membres»	110		

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	**Constitution + son Annexe (A)**	**Convention + son Annexe (A)**	**Voir Note**
Secteur des radiocommunications	43, 78	112	
assemblée des radiocommunications (voir aussi Assemblée des radiocommunications)	83		
budget estimatif		181	
Bureau (voir aussi Bureau des radiocommunications)	85, 103	161	
Comité du Règlement des radiocommunications (voir aussi Comité du Règlement des radiocommunications)	82		
commissions d'études (voir aussi Commissions d'études)	84, 102	148	
Conférences mondiales et régionales (voir aussi Conférences des radiocommunications)	81	112, 138	
directeur du Bureau (voir aussi Directeurs)	85		
fonctions et structure	78		
fonctionnement	80		
groupes consultatifs			Rés 3
«membres»	86		
Service international de télécommunication	A1011		
droit du public à utiliser	179		
suspension	182		
Service mobile		A1003	
Service de radiodiffusion	A1010		
Siège de l'Union	175		
Signature des textes définitifs des conférences (voir Actes finals)			
Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité, ou d'identification faux ou trompeurs	201		
Sommes dues, intérêts		474	
Souveraineté	1		
Spectre des fréquences radioélectriques (voir Fréquences du spectre radioélectrique)			
Statut du personnel		63	
Structure de l'Union	39		
Suspension du service des télécommunications	182		

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	Constitution + son Annexe (A)	Convention + son Annexe (A)	Voir Note
T			
Tâches prioritaires du Bureau de développement des télécommunications			Rés 6
Taxes, tarifs	16, 104	193, 496	
Télécommunications	A1012		
arrêt, suspension	180, 182		
comptes internationaux		497	
d'Etat, priorité	192, A1014		
de service		A1006	
dispositions générales relatives aux	179		
information	18		
intercommunication		501	
normalisation mondiale	13, 104		
Règlement des télécommunications internationales (voir Règlement des télécommunications internationales)			
réglementation	18		
résolutions, décisions, recommandations, vœux	18, 142	185, 192	
responsabilité des Membres	183		
secret	184		
sécurité de la vie humaine	191		
stations de	37		
tarification	16, 104	193, 496	
voies et installations, établissement, exploitation et sauvegarde des	186		
Traitements et indemnités (voir Personnel)			
Télégrammes	A1013		
privés	A1015		
Télégraphie	A1016		
Téléphonie	A1017		
Termes, définitions	34, Annexe	Annexe	
U			
Unité contributive (voir Contributions)			
Unité monétaire		500	
Universalité	20		

Note -- Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

Termes utilisés	**Constitution + son Annexe (A)**	**Convention + son Annexe (A)**	**Voir Note**
V			
Vacances (voir Elections)			
Vérification des comptes (voir Finances de l'Union)			
Vice-Secrétaire général (voir aussi Secrétaire général, Vice-Secrétaire général)	73, 77		
Voies de télécommunications, établissement, explotaition et sauvegarde	186		
Vote			
abstentions		411, 416	
amendements, vote sur les		435	
commissions et sous-commissions		444	
conditions requises pour le vote		382	
droit de vote	27	407	
– exploitation reconnue		409	
– perte	169, 210		
d'une proposition par parties		428	
explications de vote		427	
interruption		426	
majorité		410	
non-participation		414	
par procuration		335	
procédures		417	
propositions relatives à une même question, ordre des		430	
quorum, en séance plénière		385	
répétition		438	

Note – Protocole facultatif (PF); Résolution (Rés); Recommandation (Rec).

TRADUZIONE NON UFFICIALE

COSTITUZIONE DELL'UNIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI

Preambolo

1. Nel riconoscere pienamente a ciascun Stato il diritto sovrano di regolamentare le sue telecomunicazioni e tenuto conto dell'importanza crescente delle telecomunicazioni per la salvaguardia della pace e lo sviluppo economico e sociale di tutti gli Stati, gli Stati Parti alla presente Costituzione, strumento fondamentale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, ed alla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (qui di seguito denominata "La Convenzione") che la completa, ai fini di agevolare le relazioni pacifiche e la cooperazione internazionale tra i popoli nonché lo sviluppo economico e sociale mediante il buon funzionamento delle telecomunicazioni, hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I
Disposizioni di base
Articolo 1
Oggetto dell'Unione

2. 1 L'Unione si prefigge:

3 a) di mantenere e di estendere la cooperazione internazionale tra tutti i Membri dell'Unione ai fini del miglioramento e del razionale utilizzo delle telecomunicazioni di ogni sorta;

4 b) di promuovere e di offrire assistenza tecnica ai paesi in via di sviluppo nel settore delle telecomunicazioni e di promuovere inoltre la mobilitazione delle risorse materiali e finanziarie necessarie per la sua attuazione;

5 c) di favorire lo sviluppo di mezzi tecnici e la loro utilizzazione più efficace in vista di accrescere il rendimento dei servizi di telecomunicazione, di accrescere la loro utilità e di generalizzare il piu possibile la loro utilizzazione da parte del pubblico;

6 d) di fare ogni sforzo per estendere i vantaggi delle nuove tecnologie di telecomunicazione a tutti gli abitanti del pianeta;

7 e) di promuovere l'utilizzazione dei servizi di telecomunicazione in vista di agevolare le relazioni pacifiche;

8 f) di armonizzare gli sforzi dei Membri a tal fine;

9 g) di promuovere a livello internazionale l'adozione di un approccio più generale riguardo ai problemi di telecomunicazione, in considerazione della diffusione a livello mondiale dell'economia e della società dell'informazione, collaborando con altre organizzazioni intergovernative regionali ed internazionali nonché con le organizzazioni non governative che si occupano di telecomunicazioni.

10 2. A tal fine ed in particolare, l'Unione:

11 a) provvede ad assegnare le bande di frequenze dello spettro radioelettrico, ad effettuare la ripartizione delle frequenze radioelettriche e la registrazione delle assegnazioni di frequenze e di ogni posizione orbitale associata sull'orbita dei satelliti geostazionari al fine di evitare interferenze pregiudizievoli tra le stazioni di radiocomunicazione dei vari paesi;

12 b) coordina gli sforzi in vista di eliminare le interferenze pregiudizievoli tra le stazioni di radiocomunicazione dei vari paesi e di migliorare l'utilizzazione dello spettro delle frequenze radioelettriche nonchè dell'orbita dei satelliti geostazionari per i servizi di radiocomunicazione;

13 c) agevola la normalizzazione mondiale delle telecomunicazioni grazie ad una soddisfacente qualità del servizio;

14 d) incoraggia la cooperazione internazionale mirante ad assicurare assistenza tecnica ai paesi in via di sviluppo, nonché la creazione, lo sviluppo ed il perfezionamento degli impianti e dei circuiti di telecomunicazione nei paesi in via di sviluppo con tutti i mezzi a sua disposizione, compresa la sua partecipazione ai programmi appropriati delle Nazioni Unite e l'utilizzazione delle sue risorse a seconda delle esigenze;

15 e) coordina gli sforzi in vista di armonizzare lo sviluppo dei mezzi di telecomunicazione, in particolare quelli che fanno appello alle tecniche spaziali in maniera da utilizzare in maniera ottimale le possibilità che essi offrono;

16 f) favorisce la collaborazione tra i suoi Membri in vista di stabilire tariffe ai livelli più bassi possibili, compatibili con un servizio di buona qualità ed una gestione finanziaria sana ed indipendente delle telecomunicazioni;

17 g) induce l'adozione di misure atte a garantire la sicurezza della vita umana mediante la cooperazione dei servizi di telecomunicazione;

18 h) effettua studi, stabilisce regolamentazioni, adotta risoluzioni, formula raccomandazioni ed auspici, raccoglie e pubblica informazioni concernenti le telecomunicazioni;

19 i) si adopera, con gli organismi di finanziamento e di sviluppo internazionali, per promuovere la creazione di linee de credito preferenziali e favorevoli destinate allo sviluppo di progetti sociali volti, tra l'altro, ad estendere i servizi di telecomunicazioni alle zone più isolate nei paesi.

Articolo 2
Formazione

20 L'Unione internazionale delle telecomunicazioni, tenuto conto del principio di universalità e dell'interesse di una partecipazione universale all'Unione, e composta da:

21 a) ogni Stato che sia Membro dell'Unione in quanto parte ad una Convenzione internazionale delle telecomunicazioni prima dell'entrata in vigore della presente Costituzione e della Convenzione;

22 b) ogni altro Stato, Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che aderisca alla presente Costituzione ed alla Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 53 della presente Costituzione;

23 c) ogni altro Stato, non Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che chieda di divenire Membro dell'Unione e che, dopo che la sua domanda é stata approvata da due terzi dei membri dell'Unione, aderisca alla presente Costituzione ed alla Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 53 della presente Costituzione. Se questa domanda di ammissione in qualità di Membro e presentata durante il periodo intercorrente tra due Conferenze di plenipotenziari, il Segretario generale consulta i Membri dell'Unione; un Membro sara considerato come astenuto se non ha risposto entro un termine di quattro mesi a decorrere dal giorno in cui e stato consultato.

Articolo 3
Diritti ed obblighi dei Membri

24 1 I Membri dell'Unione hanno i diritti e sono soggetti agli obblighi previsti nella presente Costituzione e nella Convenzione.

25 2. I diritti dei Membri per quanto concerne la loro partecipazione alle Conferenze, riunioni e consultazioni dell'Unione, sono i seguenti:

26 a) ogni Membro ha diritto di partecipare alle Conferenze , é eleggibile in Consiglio ed ha diritto di presentare candidati all'elezione di funzionari dell'Unione o di membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni;

27 b) ogni Membro ha inoltre, sotto riserva delle disposizioni dei numeri 169 e 210 della presente Costituzione, diritto ad un voto in tutte le Conferenze di plenipotenziari, in tutte le conferenze mondiali, ed in tutte le assemblee di radiocomunicazioni nonché in tutte le riunioni di commissioni di studio, e, se fa parte del Consiglio, in tutte le sessioni di questo Consiglio. Nelle Conferenze regionali, solo i Membri della regione interessata hanno diritto di voto;

28 c) ogni Membro ha inoltre, sotto riserva delle disposizioni dei numeri 169 e 210 della presente Costituzione, diritto ad un voto in ogni consultazione effettuata per corrispondenza. Nel caso di consultazioni concernenti conferenze regionali, solo i Membri della regione interessata hanno diritto di voto.

Articolo 4
Strumenti dell'Unione

29 1. Gli strumenti dell'Unione sono:

- la presente Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni;

- la Convenzione dell' Unione internazionale delle telecomunicazioni;

e

- i Regolamenti amministrativi.

30 2. La presente Costituzione le cui disposizioni sono completate da quelle della Convenzione, e lo strumento fondamentale dell'Unione.

31 3. Le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione sono inoltre completate da quelle dei Regolamenti amministrativi enumerati qui di seguito , che regolamentano l'utilizzazione delle telecomonicazioni e vincolano tutti i Membri:

- il Regolamento delle telecomunicazioni internazionali,

- il Regolamento delle radiocomunicazioni.

32 4. In caso di divergenza tra una disposizione della presente Costituzione ed una disposizione della Convenzione o dei Regolamenti amministrativi prevale la Costituzione. In caso di divergenza tra una disposizione della Convenzione ed una disposizione dei Regolamenti amministrativi, prevale la Convenzione.

Articolo 5
Definizioni

33. Salvo che ciò non sia in contraddizione con il contesto:

34 a) i termini utilizzati nella presente Costituzione e definiti nel suo annesso che e parte integrante della presente Costituzione, hanno il significato loro attribuito in tale annesso;

35 b) i termini - diversi da quelli definiti nell'annesso alla presente Costituzione - utilizzati nella Convenzione e definiti nell'annesso a questa Convenzione, che fa parte integrante della Convenzione, hanno il significato loro attribuito in tale annesso;

36 c) gli altri termini definiti nei Regolamenti amministrativi hanno il significato loro attribuito in questi Regolamenti.

Articolo 6
Attuazione degli strumenti dell'Unione

37 1. I Membri sono tenuti a conformarsi alle disposizioni della presente Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi in tutti gli Uffici ed in tutte le stazioni di telecomunicazione da essi stabiliti o utilizzati e che assicurano servizi internazionali o che possono causare interferenze pregiudizievoli ai servizi di radiocomunicazione di altri paesi, salvo per quanto concerne i servizi che sfuggono a tali obblighi in virtù delle disposizioni dell'articolo 48 della presente Costituzione.

38 2. I Membri sono inoltre tenuti ad adottare i provvedimenti necessari per imporre il rispetto delle disposizioni della presente Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi alle imprese da essi autorizzate a installare o ad utilizzare stazioni suscettibili di causare interferenze pregiudizievoli ai servizi di radiocomunicazioni di altri paesi.

Articolo 7
Struttura dell'Unione

39 L'Unione comprende:

40 a) la Conferenza di plenipotenziari, organo supremo dell'Unione;

41 b) il Consiglio, che agisce in quanto mandatario della Conferenza di plenipotenziari;

42 c) le conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali;

43 d) il Settore delle radiocomunicazioni, comprese le conferenze mondiali e regionali delle radiocomunicazioni, le assemblee delle radiocomunicazioni ed il Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni;

44 e) il settore della normalizzazione delle telecomunicazioni, comprese le conferenze mondali di normalizzazione delle telecomunicazioni;

45 f) il settore dello sviluppo delle telecomunicazioni, comprese le conferenze mondiali e regionali di sviluppo delle telecomunicazioni;

46 g) il Segretariato generale.

Articolo 8
Conferenza di plenipotenziari

47 1. La Conferenza di plenipotenziari e composta da delegazioni che rappresentano i Membri. Essa é convocata ogni quattro anni.

48 2. La Conferenza di plenipotenziari:

49 a) determina i principi generali atti a realizzare lo scopo dell'Unione enunciato all'articolo 1 della presente Costituzione;

50 b) dopo aver esaminato i rapporti preparati dal Consiglio sull'attività dell'Unione dopo l'ultima Conferenza di plenipotenziari, nonché sulla politica e la pianificazione strategica raccomandate per l'Unione, adotta ogni decisione che ritiene appropriata;

51 c) stabilisce le basi del bilancio preventivo dell'Unione e stabilisce, in considerazione delle decisioni adottate sulla base dei rapporti menzionati al numero 50 di cui sopra, il tetto delle sue spese per il periodo intercorrente fino alla successiva Conferenza di plenipotenziari, dopo aver esaminato tutti gli aspetti pertinenti dell'attività dell'Unione durante detto periodo;

52 d) formula tutte le direttive generali concernenti il personale dell'Unione e stabilisce, se del caso, i trattamenti di base , le scale salariali ed il regime di indennità e pensioni per tutti i funzionari dell'Unione;

53 e) esamina i conti dell'Unione e se del caso li approva definitivamente;

54 f) elegge i Membri dell'Unione chiamati a formare il Consiglio;

55 g) elegge il Segretario generale, il Vice-segretario generale ed i direttori degli Uffici dei Settori nella loro qualità di funzionari eletti dell'Unione;

56 h) elegge i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni;

57 i) esamina ed adotta, se del caso, le proposte di emendamento alla presente Costituzione ed alla Convenzione in conformità, rispettivamente, alle disposizioni dell'articolo 55 della presente Costituzione ed alle disposizioni pertinenti della Convenzione;

58 j) conclude o rivede, se del caso, gli accordi tra l'Unione ed altre organizzazioni internazionali, esamina ogni accordo provvisorio concluso dal Consiglio a nome dell'Unione con tali organizzazioni e dà loro il seguito che ritiene appropriato;

59) k) tratta ogni altra questione di telecomunicazioni ritenuta necessaria.

Articolo 9
Principi relativi alle elezioni e problemi connessi

60 1. All'atto delle elezioni di cui ai numeri 54 a 56 della presente Costituzione, la Conferenza dei plenipotenziari vigila affinché:

61 a) i Membri del Consiglio siano eletti tenendo debitamente conto della necessità di un'equa ripartizione dei seggi del Consiglio tra tutte le regioni del mondo;

62 b) il Segretario generale, il Vice-Segretario generale, i direttori degli Uffici ed i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni siano tutti cittadini di Membri diversi e che all'atto della loro elezione, si tenga debitamente conto di un'equa ripartizione geografica tra le regioni del mondo; per quanto concerne i funzionari eletti, occorrerebbe inoltre tener debitamente conto dei principi enunciati al numero 154 della presente Costituzione;

63 c) i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni siano eletti a titolo individuale, tra i candidati proposti dai Membri dell'Unione; ciascun Membro può proporre un solo candidato che deve essere uno dei suoi cittadini.

64 2. Le procedure da seguire per queste elezioni sono stabilite dalla Conferenza di plenipotenziari. Le disposizioni relative all'assunzione delle funzioni, ai posti vacanti ed alla rieleggibilità figurano nella Convenzione.

Articolo 10
Il Consiglio

65 1. (1) Il Consiglio e composto da Membri dell'Unione eletti dalla Conferenza di plenipotenziari conformemente con le disposizioni dei numero 61 della presente Costituzione.

66 (2) Ciascun Membro del Consiglio nomina a sedere in Consiglio una persona che puo essere assistita da uno o piu consiglieri.

67 2. Il Consiglio stabilisce il suo Regolamento interno.

68 3. Nell'intervallo intercorrente tra le Conferenze di plenipotenziari, il Consiglio, nella sua qualità di organo direttivo dell'Unione, agisce come mandatario della Conferenza di plenipotenziari nell'ambito dei poteri da quest'ultima delegati.

69 4. (1) Il Consiglio e incaricato di adottare ogni provvedimento atto ad agevolare l'applicazione, da parte dei membri, delle disposizioni della presente Costituzione, della Convenzione, dei Regolamenti amministrativi, delle decisioni della Conferenza di plenipotenziari e, se del caso, delle decisioni delle altre conferenze e riunioni dell'Unione, nonché di espletare tutti gli altri incarichi che gli sono conferiti dalla Conferenza di plenipotenziari .

70 (2) Esamina le principali questioni di politica delle telecomunicazioni, in conformità con le direttive generali della Conferenza di plenipotenziari affinché gli orientamenti politici e la strategia dell'Unione siano perfettamente adattate alla costante evoluzione dell'ambiente delle telecomunicazioni.

71 (3) Assicura un efficace coordinamento delle attività dell'Unione ed esercita un effettivo controllo finanziario sul Segretariato generale ed i tre settori.

72 (4) Contribuisce, in conformità con lo scopo dell'Unione, allo sviluppo delle telecomunicazioni nei paesi in via di sviluppo con tutti i mezzi a sua disposizione, ivi compreso con la partecipazione dell'Unione ai programmi pertinenti delle Nazioni Unite.

Articolo 11
Segretariato generale

73 1. (1) Il Segretariato generale e diretto da un Segretario generale assistito da un Vice-Segretario generale.

74 (2) Il Segretario generale elabora, in concorso con le ~~partecipazione del~~ Comitato di coordinamento, le politiche ed i piani strategici dell'Unione e coordina le sue attività.

75 (3) Il Segretario generale adotta tutti i provvedimenti necessari per fare in modo che le risorse dell'Unione siano utilizzate in base a criteri economici ed e responsabile dinnanzi al Consiglio per la totalità degli aspetti amministrativi e finanziari delle attività dell'Unione.

76 (4) Il Segretario generale agisce in qualità di rappresentante legale dell'Unione.

77 2. Il Vice-Segretario generale e responsabile dinnanzi al Segretario generale; egli assiste il Segretario generale nell'esercizio delle sue funzioni e si assume i particolari incarichi affidatigli dal Segretario generale. Egli esercita le funzioni del Segretario generale quando quest'ultimo e assente.

Capitolo II
Settore delle radiocomunicazioni

Articolo 12
Funzioni e struttura

78 1. (1) le funzioni del Settore delle radiocomunicazioni consistono nel conformarsi alle finalità dell'Unione per quanto riguarda le radiocomunicazioni, cosi' come enunciate all'articolo 1 della presente Costituzione,

- assicurando l'utilizzazione razionale, equa,efficace ed economica dello spettro delle frequenze radioelettriche da parte di tutti i servizi di radiocomunicazione, ivi compresi quelli che utilizzano l'orbita dei satelliti geostazionari con riserva delle disposizioni dell'articolo 44 della presente Costituzione, e

- procedendo senza limitazioni a studi per quanto riguarda la gamma delle frequenze,e adottando raccomandazioni relative alle radiocomunicazioni.

79 (2) Le specifiche competenze del Settore delle radiocomunicazioni e del Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni devono essere costantemente riesaminate in stretta collaborazione per quanto concerne i problemi concernenti i due Settori, secondo le norme pertinenti della Convenzione. Uno stretto coordinamento deve essere assicurato tra il Settore delle radiocomunicazioni, il Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni, e quello dello sviluppo delle telecomunicazioni.

80 2. Il funzionamento del Settore delle radiocomunicazioni é assicurato per mezzo :

81 a) di conferenze mondiali e regionali delle radiocomunicazioni;

82 b) del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni;

83 c) di assemblee delle radiocomunicazioni abbinate alle Conferenze mondiali delle radiocomunicazioni;

84 d) di commissioni di studio;

85 e) dell'Ufficio delle radiocomunicazioni diretto da un direttore eletto.

86 3. Il Settore delle radiocomunicazioni ha come membri:

87 a) di diritto, le amministrazioni di tutti i Membri dell'Unione;

88 b) ogni entità o organizzazione approvata secondo le disposizioni pertinenti della Convenzione.

Articolo 13
Conferenza delle radiocomunicazioni e assemblee delle radiocomunicazioni

89 1. Una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni può procedere ad una revisione parziale o, a titolo eccezionale, totale del Regolamento delle radiocomunicazioni e trattare ogni altra questione a carattere mondiale di sua competenza e relativa al suo ordine del giorno. Le altre funzioni di questa Conferenza sono enunciate nella Convenzione.

90 2. Le conferenze mondiali delle radiocomunicazioni sono convocate di regola ogni due anni; tuttavia, in conformità con le disposizioni pertinenti della Convenzione, una tale conferenza puo non essere convocata, oppure può essere convocata una conferenza addizionale.

91 3. Allo stesso modo, le assemblee delle radiocomunicazioni sono di regola convocate ogni due anni e sono abbinate per quanto riguarda il luogo e le date, alle Conferenze mondiali di radiocomunicazioni in modo da migliorare l'efficacia e la produttività del Settore delle radiocomunicazioni. Le assemblee delle radiocomunicazioni stabiliscono le basi tecniche necessarie per i lavori delle Conferenza mondiali delle radiocomunicazioni e danno seguito a tutte le richieste di tali Conferenze; le loro funzioni sono enunciate nella Convenzione.

92.4 Le decisioni delle Conferenze mondiali delle radicomunicazioni, delle assemblee delle radiocomunicazioni e delle conferenze regionali delle radiocomunicazioni debbono essere, in ogni caso, conformi alle norme della presente Costituzione e della Convenzione. Le decisioni delle assemblee delle radiocomunicazioni o delle Conferenze regionali delle radiocomunicazioni debbono inoltre, in ogni caso, essere conformi alle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni. Nell'adottare risoluzioni e decisioni, le Conferenze debbono tener conto di ripercussioni finanziarie prevedibili, e dovrebbero evitare di adottare risoluzioni e decisioni che potrebbero comportare il superamento dei limiti massimi di credito stabiliti dalla Conferenza di plenipotenziari.

Articolo 14
Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni

93 1. Il Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni e composto da membri eletti perfettamente qualificati nel settore delle radiocomunicazioni e che possiedono un'esperienza pratica in materia di assegnazione e di utilizzazione delle frequenze. Ciascun membro deve essere al corrente delle condizioni geografiche, economiche e demografiche di una particolare regione del mondo. I membri esercitano le loro funzioni al servizio dell'Unione in maniera indipendente ed a tempo parziale.

94 2. Le funzioni del Comitato per il Regolamento delle radiocomunicazioni consistono:

95 a) nell'approvare delle regole di procedura che comportino dei criteri tecnici, conformi al Regolamento delle radiocomunicazioni ed alle decisioni delle Conferenze delle radiocomunicazioni competenti. Tali regole di procedura sono utilizzate dal Direttore e dall'Ufficio, ai fini dell'applicazione del Regolamento delle radiocomunicazioni, per registrare le assegnazioni di frequenza effettuate dai Membri. Tali regole possono essere oggetto di commenti da parte delle Amministrazioni e, in caso di disaccordo persistente, il problema viene sottoposto ad una successiva Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni;

96 b) nell'esaminare ogni altro problema che non possa essere risolto mediante l'applicazione delle summenzionate regole di procedura;

97 c) nell'eseguire tutti i compiti addizionali relativi all'assegnazione ed all'utilizzazione delle frequenze, come indicato nel numero 78 della presente Costituzione, secondo le procedure previste dal Regolamento delle radiocomunicazioni prescritte da una Conferenza competente o dal Consiglio con il consenso della maggioranza dei Membri dell'Unione in vista della preparazione di tale Conferenza o in attuazione delle sue decisioni.

98 3. (1) I membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni, espletando le loro funzioni in seno al Comitato non rappresentano il loro Stato Membro ne una regione, ma sono investiti di un incarico pubblico internazionale. In particolare, ciascun membro del Comitato deve astenersi dal partecipare a decisioni che concernono direttamente la sua amministrazione.

99 (2) Nessun membro del Comitato deve, per quanto riguarda l'esercizio delle sue funzioni al servizio dell'Unione, chiedere o ricevere istruzioni da alcun governo, o da alcun membro di un qualsiasi Governo o organizzazione o persona pubblica o privata. I membri devono astenersi dall'adottare qualsiasi provvedimento o di associarsi a qualunque decisione che potrebbe essere incompatibile con il loro status così come definito al numero 98 di cui sopra.

100 (3) Ciascun Membro deve rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni dei membri del Comitato ed astenersi dal cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro funzioni in seno al Comitato.

101 4. I metodi di lavoro del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni sono definiti nella Convenzione.

Articolo 15
Commissioni di studio delle radiocomunicazioni

102 Le funzioni delle Commissioni di studio delle radiocomunicazioni sono enunciate nella Convenzione.

Articolo 16
Ufficio delle radiocomunicazioni

103 Le funzioni del Direttore dell'ufficio delle radiocomunicazioni sono enunciate nella Convenzione.

CAPITOLO III

Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni

Articolo 17
Funzioni e struttura

104 1. (1) Le funzioni del Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni consistono nel corrispondere pienamente allo scopo dell'Unione per quanto attiene alla normalizzazione delle telecomunicazioni, così come enunciato all'articolo 1 della presente Costituzione, effettuando studi sui problemi tecnici di utilizzazione e di tariffazione ed adottando raccomandazioni in vista della normalizzazione delle telecomunicazioni su scala mondiale.

105 (2) Le competenze specifiche del Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni e del Settore delle radiocomunicazioni devono essere riesaminate in permanenza, in stretta collaborazione, per quanto attiene ai problemi che interessano i due Settori, secondo le disposizioni pertinenti della Convenzione. Tra i Settori delle radiocomunicazioni, della normalizzazione delle telecomunicazioni e dello sviluppo delle telecomunicazioni deve essere assicurato uno stretto coordinamento.

106 2. Il funzionamento del Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni e assicurato da:

107 a) conferenze mondiali di normalizzazione delle telecomunicazioni;

108 b) Commissioni di studio di normalizzazione delle telecomunicazioni;

109 c) Ufficio della normalizzazione delle telecomunicazioni, diretto da un direttore eletto.

110 3. Il settore della normalizzazione delle telecomunicazioni é composto:

111 a) di diritto, dalle amministrazioni di tutti i Membri dell'Unione;

112 b) da ogni entità o organizzazione approvata in conformità con le disposizioni pertinenti della Convenzione.

Articolo 18
Conferenze mondiali sulla normalizzazione delle telecomunicazioni

113 1. Il ruolo delle conferenze mondiali di normalizzazione delle telecomunicazioni e definito nella Convenzione.

114 2. Le conferenze mondiali di normalizzazione delle telecomunicazioni sono convocate ogni quattro anni; tuttavia, una Conferenza addizionale puo essere organizzata secondo le disposizioni pertinenti della Convenzione.

115 3. Le decisioni delle conferenze mondiali di normalizzazione delle telecomunicazioni debono essere in ogni caso, conformi alle disposizioni della presente Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi. Nell'adottare risoluzioni e decisioni, le Conferenze devono tener conto delle ripercussioni finanziarie prevedibili e dovrebbero evitare di adottare risoluzioni e decisioni suscettibili di comportare il superamento dei limiti massimi di credito stabiliti dalla Conferenza dei plenipotenziari.

Articolo 19
Commissione di studio per la normalizzazione delle telecomunicazioni

116 Le funzioni delle commissioni di studio della normalizzazione delle telecomunicazioni sono enunciate nella Convenzione.

Articolo 20
Ufficio della normalizzazione delle telecomunicazioni

117 Le funzioni del Direttore dell'Ufficio della normalizzazione delle telecomunicazioni sono enunciate nella Convenzione.

CAPITOLO IV

Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni

Articolo 21
Funzioni e struttura

118 1. (1) Le funzioni del Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni consistono nel rispondere agli scopi dell'Unione, cosi come enunciati all'articolo 1 della presente Costituzione e nell'assumere, nei limiti della sua specifica sfera di competenza, la doppia responsabilità dell'Unione come istituzione specializzata dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed agente esecutivo per l'attuazione di progetti nel quadro del sistema di sviluppo delle Nazioni Unite o di altre intese di finanziamento, al fine di agevolare e migliorare lo sviluppo delle telecomunicazioni offrendo, organizzando e coordinando attività di cooperazione e di assistenza tecniche.

119 (2) Le attività dei Settori delle radiocomunicazioni, della normalizzazione delle telecomunicazioni e dello sviluppo delle telecomunicazioni sono oggetto di una stretta cooperazione per quanto concerne le questioni relative allo sviluppo, in conformità con le disposizioni pertinenti della presente Costituzione.

120 2. Nel summenzionato quadro, le specifiche funzioni del Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni sono:

121 a) di sensibilizzare coloro che adottano le decisioni sul ruolo importante delle telecomunicazioni nei programmi nazionali di sviluppo economico e sociale e fornire informazioni e consigli sulle eventuali opzioni in materia di politica generale e di struttura;

122 b) di incoraggiare lo sviluppo, l'espansione e l'utilizzazione dei circuiti e dei servizi di telecomunicazione in particolare nei paesi in via di sviluppo, tenuto conto delle attività degli altri organi interessati, rafforzando i mezzi di sviluppo delle risorse umane, di pianificazione, di gestione, di mobilitazione delle risorse e di ricerca-sviluppo;

123 c) di stimolare la crescita delle telecomunicazioni mediante la cooperazione con le organizzazioni regionali di telecomunicazione e con le istituzioni mondiali e regionali di finanziamento dello sviluppo, seguendo lo stato di avanzamento dei progetti selezionati nel programma di sviluppo al fine di vigilare sulla loro corretta esecuzione;

124 d) di favorire la mobilitazione di risorse per fornire assistenza ai paesi in via di sviluppo nel settore delle telecomunicazioni, incoraggiando la formazione di linee di credito preferenziali e favorevoli, e cooperando con gli organismi di finanziamento e di sviluppo internazionali e regionali;

125 e) di promuovere e di coordinare programmi che consentano di accelerare il trasferimento di tecnologie appropriate a favore dei paesi in via di sviluppo, tenuto conto dell'evoluzione e delle modifiche che avvengono nelle reti dei paesi più sviluppati;

126 f) incoraggiare la partecipazione dell'industria allo sviluppo delle telecomunicazioni nei paesi in via di sviluppo e fornire consulenza sulla scelta ed il trasferimento delle tecnologie appropriate;

127 g) fornire consulenza, effettuare o patrocinare studi, se del caso, su problemi di tecnica, di economia, di finanze, di gestione, di regolamentazione e di politica generale, compresi studi su progetti specifici nel settore delle telecomunicazioni;

128 h) collaborare con gli altri Settori, il Segretariato generale e gli altri organi interessati per elaborare un piano globale per le reti internazionali e regionali di telecomunicazione in modo da agevolare il coordinamento del loro sviluppo in vista della prestazione di servizi di telecomunicazione;

129 i) interessarsi in maniera particolare,nell'esercizio delle summenzionate funzioni, alle esigenze dei paesi meno avanzati.

130 3. Il funzionamento del Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni e assicurato da:

131 a) conférenze mondiali e regionali di sviluppo delle telecomunicazioni;

132 b) Commissioni di studio dello sviluppo delle telecomunicazioni;

133) c) Ufficio dello sviluppo delle telecomunicazioni, diretto da un direttore eletto

134 4. Il settore dello sviluppo delle telecomunicazioni é composto:

135 a) di diritto, dalle amministrazioni di tutti i Membri dell'Unione;

136 b) da ogni ente o organizzazione approvata in conformità con le disposizioni pertinenti della Convenzione.

Articolo 22
Conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni

137 1. Le conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni rappresentano un ambito di discussione in cui sono esaminate questioni, progetti e programmi che interessano lo sviluppo delle, telecomunicazioni e in cui vengono forniti orientamenti all'Ufficio di sviluppo delle telecomunicazioni.

138 2. Le conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni includono:

139 a) conferenze mondiali di sviluppo delle telecomunicazioni;

140 b) conferenze regionali di sviluppo delle telecomunicazioni.

141 3. Tra due Conferenze di plenipotenziari vengono indette una conferenza mondiale di sviluppo delle telecomunicazioni e, in base alle risorse ed alle priorità, delle conferenze regionali di sviluppo delle telecomunicazioni.

142 4. Le conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni non elaborano Atti finali. Le loro conclusioni sono sotto forma di risoluzioni, di decisioni, di raccomandazioni o di rapporti. Tali conclusioni debbono, in tutti i casi, essere conformi alle disposizioni della presente Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi. Nell'adottare risoluzioni e decisioni, le Conferenze debbono tener conto delle ripercussioni finanziarie prevedibili e dovrebbero evitare di adottare risoluzioni e decisioni suscettibili di comportare il superamento dei limiti massimi di credito stabiliti dalla Conferenza di plenipotenziari.

143 5. Il ruolo delle conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni e definito nella Convenzione.

Articolo 23
Commissioni di studio dello sviluppo delle telecomunicazioni

144 Le funzioni delle commissioni di studio dello sviluppo delle telecomunicazioni sono enunciate nella Convenzione.

Articolo 24
Ufficio dello sviluppo delle telecomunicazioni

145 Le funzioni del direttore dell'Ufficio dello sviluppo delle telecomunicazioni sono enunciate nella Convenzione.

Capitolo V
Altre disposizioni relative al funzionamento dell'Unione

Articolo 25

Conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali

146 1. Una conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali puo procedere ad una revisione parziale o, a titolo eccezionale, totale del Regolamento delle telecomunicazioni internazionali e trattare ogni altra questione a carattere mondiale di sua competenza o relativa al suo ordine del giorno.

147 2. Le decisioni delle conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali debbono in ogni caso essere conformi alle disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione. Nell'adottare risoluzioni e decisioni, le Conferenze devono tener conto delle ripercussioni finanziarie prevedibili e dovrebbero evitare di adottare risoluzioni e decisioni tali da comportare il superamento dei limiti massimi di credito stabiliti dalla Conferenza dei plenipotenziari.

Articolo 26
Comitato di coordinamento

148 1. Il Comitato di coordinamento e composto dal Segretario generale, dal Vice-segretario generale e dai direttori dei tre Uffici. E' presieduto dal Segretario generale, e, in sua assenza, dal Vice-Segretario generale.

149 2. Il Comitato di coordinamento svolge le funzioni di un gruppo di gestione interno che consiglia il Segretario generale e gli fornisce assistenza pratica per tutte le questioni relative all'amministrazione, alle finanze, ai sistemi d'informazione ed alla cooperazione tecnica che non sono di esclusiva competenza di un dato Settore o del Segretariato generale, nonché nei settori delle relazioni esterne dell'informazione pubblica. Nell'esaminare queste questioni, il Comitato tiene pienamente conto delle disposizioni della presente Costituzione, della Convenzione, delle decisioni del Consiglio e degli interessi di tutta l'Unione.

Articolo 27
I funzionari eletti ed il personale dell'Unione

150 1. (1) Nell'adempiere alle loro funzioni, i funzionari eletti e il personale dell'Unione non devono ne sollecitare né accettare istruzioni da alcun governo, né da alcuna autorità esterna all'Unione. Essi devono astenersi da ogni atto incompatibile con la loro situazione di funzionari internazionali.

151 (2) Ciascun Membro deve rispettare la natura esclusivamente internazionale delle funzioni di questi funzionari eletti e del personale dell'Unione e astenersi dal cercare di influenzarli nello svolgimento del loro compito.

152 (3) Al di fuori delle loro funzioni, i funzionari eletti il personale dell'Unione non devono avere alcun tipo di partecipazione o interesse finanziario in alcuna impresa che si occupi di telecomunicazioni. Tuttavia, l'espressione "interessi finanziari" non deve essere interpretata nel senso di un' opposizione al proseguimento di versamenti a fini pensionistici in ragione di un impiego o di prestazioni precedenti.

153 4. (1) Al fine di garantire un funzionamento efficace dell'Unione, ogni Membro un cui cittadino e stato eletto Segretario generale, Vice-Segretario generale , o direttore di un Ufficio deve, nella misura del possibile, astenersi dal richiamare tale cittadino tra due Conferenze di plenipotenziari.

154 2. Il criterio prevalente nel reclutare e stabilire le condizioni d'impiego del personale deve essere la necessità di garantire all'Unione i servizi di persone in possesso delle massime qualità di efficacia, di competenza e d'integrità. Va debitamente presa in considerazione l'importanza di un reclutamento effettuato su una base geografica la più ampia possibile.

Articolo 28
Finanze dell'Unione

155 1. Le spese dell'Unione comprendono le spese inerenti:

156 a) al Consiglio;

157 b) al Segretariato generale ed ai Settori dell'Unione;

158 c) alle Conferenze di plenipotenziari ed alle Conferenze mondiali di telecomunicazioni internazionali.

159 2 I contributi dei paesi Membri dell'Unione e degli enti ed organizzazioni ammessi a partecipare alle attività dell'Unione secondo le disposizioni pertinenti della Convenzione servono a far fronte alle spese dell'Unione. Tali contributi sono determinati in funzione del numero di unità corrispondenti alla classe di contribuzione prescelta da ogni Membro ed ente o organizzazione abilitata, secondo le disposizioni pertinenti della Convenzione.

160. 3. (1) I Membri scelgono liberamente la classe di contribuzione in base alla quale intendono partecipare alle spese dell'Unione.

161 (2) Questa scelta e effettuata entro i sei mesi successivi alla fine di una Conferenza di plenipotenziari in ocnformità con i parametri delle classi di contribuzione indicati nella Convenzione.

162 (3) Se una Conferenza di plenipotenziari adotta un emendamento alla Tabella delle classi di contribuzione che figura nella Convenzione, il Segretario Generale informa ciascun Membro della data di entrata in vigore di tale emendamento. Ciascun Membro informa il Segretario generale, nei sei mesi che seguono la data di questa comunicazione, della classe di contribuzione che ha scelto in conformità con la Tabella modificata in vigore.

163 (4) La classe di contribuzione scelta da ciascun Membro secondo il numero 161 o il numero 162 di cui sopra, é applicabile solo con decorrenza dalla data del 1 gennaio successivo al termine di un anno dopo la scadenza del periodo di sei mesi di cui al numero 161 e 162 di cui sopra.

164 4. I Membri che non hanno reso nota la propria decisione entro il termine specificato rispettivamente ai numeri 161 e 162 di cui sopra conservano la classe di contribuzione che avevano scelto anteriormente.

165 5. La classe di contribuzione scelta da un Membro può essere ridotta solo in conformità con i numeri 161, 162 e 163 di cui sopra. Tuttavia, in circostanze eccezionali, come catastrofi naturali che necessitano il varo di programmi di assistenza internazionale, il Consiglio puo autorizzare una riduzione del numero di unità contributive se un Membro ne fa la richiesta e fornisce la prova che non e piu in grado di mantenere il suo contributo nella classe scelta inizialmente.

166 6. Allo stesso modo, i Membri possono, previa approvazione del Consiglio, scegliere una classe di contribuzione inferiore a quella che hanno scelto in conformità con il numero 161 di cui sopra, se la loro situazione contributiva,a decorrere dalla data stabilita al numero 163 di cui sopra per un nuovo periodo di contributi, e peggiorata rispetto a quella precedente.

167 7. Le spese delle conferenze regionali di cui al numero 43 della presente Costituzione sono a carico di tutti i Membri della regione interessata, secondo la classe di contribuzione di questi ultimi e, sulla stessa base, dei Membri di altre regioni che hanno eventualmente partecipato a tali conferenze.

168 8. I Membri e gli enti o organizzazioni di cui al numero 159 di cui sopra pagano in anticipo la loro quota contributiva annuale, calcolata in base al bilancio preventivo biennale stabilito dal Consiglio tenendo conto degli adeguamenti eventualmente apportati da quest'ultimo.

169 9. Un Membro in ritardo nei suoi pagamenti all'Unione perde il suo diritto di voto stabilito ai numeri 27 e 28 della presente Costituzione se l'ammontare dei suoi arretrati é pari o superiore all'ammontare dei contributi che esso deve pagare per i due anni precedenti.

170 10. Figurano nella Convenzione disposizioni specifiche che regolano i contributi finanziari delle entità ed organizzazioni di cui al sopra descritto numero 159 e di altre organizzazioni internazionali.

Articolo 29
Lingue

171 1. (1) L'Unione ha come lingue ufficiali e di lavoro: l'arabo, il cinese, il francese, l'inglese, il russo e lo spagnolo.

172 (2) Queste lingue sono utilizzate, in conformità con le decisioni pertinenti della Conferenza di plenipotenziari, per la redazione e la pubblicazione di documenti e di testi dell'Unione, in versioni equivalenti per forma e per tenore, nonché per l'interpretazione reciproca durante le conferenze e le riunioni dell'Unione.

173 (3) In caso di divergenze o di contestazioni, fa fede il testo francese.

174 2. Se tutti i partecipanti ad una conferenza o ad una riunione convengono sulla seguente procedura, i dibattiti potranno aver luogo in un numero di lingue inferiore a quello menzionato sopra.

Articolo 30
Sede dell'Unione

175. La sede dell'Unione e a Ginevra.

Articolo 31
Capacità giuridica dell'Unione

176 L'Unione gode, sul territorio di ciascuno dei suoi Membri, della capacità giuridica che le é necessaria per esercitare le sue funzioni e raggiungere i suoi scopi.

Articolo 32
Regolamento interno delle conferenze e di altre riunioni

177 1. Per l'organizzazione dei loro lavori e lo svolgimento dei loro dibattiti, le conferenze e le riunioni dell'Unione applicano il Regolamento interno riportato nella Convenzione.

178 2. Le conferenze ed il Consiglio possono adottare le regole che ritengono indispensabili a titolo di complemento delle regole del regolamento interno. Tuttavia, tali regole complementari devono essere compatibili con le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione; qualora si tratti di regole complementari adottate da conferenze, esse sono pubblicate da queste ultime alla stregua di documenti.

Capitolo VI
Disposizioni generali relative alle telecomunicazioni

Articolo 33
Diritto del pubblico di utilizzare il servizio internazionale di telecomunicazione

179 I Membri riconoscono al pubblico il diritto di corrispondere per mezzo del servizio internazionale di corrispondenza pubblica. I servizi,le tasse e le garanzie sono lo stesse per tutti gli utenti in ciascuna categoria di corrispondenza, senza alcuna priorità o preferenza.

Articolo 34
Interruzione delle telecomunicazioni

180 1. I membri si riservano il diritto di interrompere la trasmssione di qualunque telegramma privato che possa sembrare pericoloso per la sicurezza dello Stato o in contrasto con le sue leggi, l'ordine pubblico o la moralità pubblica, e si incaricano di avvisare immediatamente l'ufficio d'origine dell'interruzione totale del telegramma o di qualunque sua parte, salvo se tale notifica dovesse sembrare pericolosa per la sicurezza dello Stato.

181 2. I Membri si riservano inoltre il diritto di interrompere ogni altra telecomunicazione privata che possa sembrare pericolosa per la sicurezza dello Stato o contraria alle sue leggi, all'ordine pubblico o alla moralità pubblica.

Articolo 35
Sospensione del servizio

182 Ciascun Membro si riserva il diritto di sospendere il servizio internazionale di telecomunicazione, sia in linea generale, sia solo per alcuni collegamenti o per alcuni tipi di corrispondenze in partenza, in arrivo o in transito, e si incarica di avvisarne immediatamente ciascuno dei Membri tramite il Segretario generale.

Articolo 36
Responsabilità

183 I Membri non accettano alcuna responsabilità nei confronti degli utenti dei servizi internazionali di telecomunicazione, in particolare per quanto concerne i reclami volti ad ottenere un risarcimento dei danni.

Articolo 37
Segreto delle telecomunicazioni

184 1. I Membri si impegnano ad adottare tutti i provvedimenti possibili, compatibili con il sistema di telecomunicazioni utilizzato, per assicurare il segreto delle corrispondenze internazionali.

185 2. Tuttavia, essi si riservano il diritto di comunicare tali corrispondenze alle autorità competenti, al fine di garantire l'applicazione della loro legislazione nazionale o l'attuazione delle convenzioni internazionali di cui sono parti.

Articolo 38

Installazione , utilizzazione e salvaguardia dei canali e degli impianti di telecomunicazione

186. 1. I Membri adottano provvedimenti utili al fine di installare, nelle migliori condizioni tecniche, i canali e gli impianti necessari per assicurare uno scambio rapido ed ininterrotto di telecomunicazioni internazionali.

187 2. Nella misura del possibile, tali canali ed impianti devono essere utilizzati secondo i metodi e le procedure che l'esperienza pratica dell'utilizzazione ha rivelato essere migliori, essere tenuti in buone condizioni di utilizzazione e mantenuti al passo con i progressi scientifici e tecnici.

188 3. I Membri assicurano la salvaguardia di questi canali ed impianti entro i limiti della loro giurisdizione.

189 4. Salvo intese particolari che stabiliscano altre condizioni, tutti i Membri debbono adottare misure atte ad assicurare la manutenzione delle parti dei circuiti internazionali di telecomunicazione comprese nei limiti del loro controllo.

Articolo 39

Notifica delle trasgressioni

190 Al fine di agevolare l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 6 della presente Costituzione, i Membri s'impegnano ad informarsi reciprocamente riguardo alle trasgressioni delle norme della presente Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi.

Articolo 40

Priorità delle telecomunicazioni relative alla sicurezza della vita umana

191 I servizi internazionali di telecomunicazione devono concedere un'assoluta priorità a tutte le telecomunicazioni relative alla sicurezza della vita umana in mare, in terra, in aria e nello spazio extra-atmosferico, nonché alle telecomunicazioni epidemiologiche di eccezionale urgenza dell'Organizzazione mondiale della sanità.

Articolo 41

Priorità delle telecomunicazioni di Stato

192 Con riserva delle disposizioni degli articoli **40** e **46** della presente Costituzione, le telecomunicazioni di Stato (vedere annesso alla presente Costituzione, numero **1014**) godono di un diritto di priorità sulle altre telecomunicazioni, nella misura del possibile e qualora lo Stato interessato ne faccia specifica richiesta.

Articolo 42
Intese particolari

193 I Membri riservano a se stessi, ai gestori da essi riconosciuti e ad altri gestori debitamente autorizzati a tal fine, la facoltà di concludere intese particolari su questioni di telecomunicazioni che non interessano l'insieme dei Membri. Tuttavia queste intese non devono essere in contrasto con le norme della presente Costituzione, della Convenzione o dei Regolamenti amministrativi, per quanto riguarda le interferenze pregiudizievoli che la loro esecuzione potrebbe causare ai servizi di radiocomunicazione degli altri Membri, ed in generale per quanto riguarda il danno tecnico che tale esecuzione potrebbe causare alla gestione di altri servizi di telecomunicazione da parte di altri Membri.

Articolo 43
Conferenze regionali, intese regionali, organizzazioni regionali

194 I Membri si riservano il diritto di svolgere conferenze regionali, di concludere intese regionali e di creare organizzazioni regionali al fine di risolvere problemi di telecomunicazione che possono essere trattati a livello regionale. Le intese regionali non debbono essere in contrasto con la presente Costituzione o con la Convenzione.

Capitolo VII

Disposizioni speciali relative alle radiocomunicazioni

Articolo 44
Utilizzazione dello spettro delle frequenze radioelettriche e dell'orbita dei satelliti geostazionari

195 1. I Membri si sforzano di limitare il numero delle frequenze e l'estensione dello spettro utilizzato al minimo indispensabile per garantire in maniera soddisfacente il funzionamento dei servizi necessari. A tal fine si sforzano di applicare, il più rapidamente possibile, gli ultimi perfezionamenti della tecnica.

196 2. Nell'utilizzare le bande di frequenza per le radiocomunicazioni, i Membri tengono conto del fatto che le frequenze e l'orbita dei satelliti geostazionari sono risorse naturali limitate che debbono essere utilizzate in maniera razionale, efficace ed economica, in conformità con le norme del Regolamento delle radiocomunicazioni, al fine di consentire ai vari Paesi, o gruppi di Paesi, un equo accesso a quest'orbita ed a tali frequenze, tenendo conto delle particolari esigenze dei paesi in via di sviluppo e della situazione geografica di alcuni paesi.

Articolo 45
Interferenze pregiudizievoli

197 1. Tutte le stazioni, a prescindere dal loro scopo , devono essere installate o gestite in modo da non causare interferenze pregiudizievoli alle comunicazioni o ai servizi radioelettrici degli altri Membri, dei gestori riconosciuti e di altri gestori debitamente autorizzati ad assicurare un servizio di radiocomunicazione e che funzionano in conformità con le disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni.

198 2. Ciascun Membro s'impegna ad esigere, dai gestori da esso riconosciuti e dagli altri gestori debitamente autorizzati a tal fine, l'osservazione delle prescrizioni del numero **197** di cui sopra.

199 3. Inoltre, i Membri riconoscono la necessità di adottare tutte le misure possibili dal punto di vista pratico per impedire che il funzionamento degli apparati e degli impianti elettrici di qualunque tipo causi interferenze pregiudizievoli alle comunicazioni o ai servizi radioelettrici di cui al numero **197** di cui sopra.

Articolo 46
Chiamate e messaggi di soccorso

200 Le stazioni di radiocomunicazione sono tenute ad accettare, a titolo prioritario assoluto, le chiamate ed i messaggi di soccorso a prescindere dalla loro provenienza, a rispondere allo stesso modo a questi messaggi ed a darvi immediatamente il necessario seguito .

Articolo 47
Segnali di soccorso, di urgenza, di sicurezza o d'identificazione falsi o ingannatori

201 I Membri s'impegnano ad adottare misure utili per reprimere la trasmissione o l'immissione in circolazione di segnali di soccorso, d'urgenza, di sicurezza o d'identificazione falsi o ingannatori, ed a collaborare per localizzare ed identificare le stazioni che nell'ambito della loro giurisdizione che trasmettono tali segnali.

Articolo 48
Impianti di servizi di difesa nazionale

202 1. I Membri conservano la loro intera libertà per quanto concerne gli impianti radioelettrici militari.

203 2. Tuttavia tali impianti devono, per quanto possibile, osservare le disposizioni regolamentari relative ai soccorsi da prestare in caso di emergenza ed alle misure da prendere per impedire interferenze pregiudizievoli, nonché le prescrizioni dei Regolamenti amministrativi relative ai tipi di trasmissione ed alle frequenze da utilizzare, secondo la natura del servizio che assicurano.

204 3. Inoltre, quando questi impianti partecipano al servizio di corrispondenza pubblico o agli altri servizi regolati dai Regolamenti amministrativi, essi debbono conformarsi, in linea di massima, alle prescrizioni regolamentari applicabili a tali servizi.

Capitolo VIII

Relazioni con l'Organizzazione delle Nazioni Unite, altre organizzazioni internazionali e Stati non-Membri

Articolo 49
Relazioni con l'Organizzazione delle Nazioni Unite

205 Le relazioni tra l'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione internazionale delle telecomunicazioni sono definite nell'Accordo stipulato tra queste due organizzazioni.

Articolo 50
Relazioni con le altre organizzazioni internazionali

206 Al fine di dare un aiuto alla realizzazione di un completo coordinamento internazionale nel settore delle telecomunicazioni, l'Unione collabora con le organizzazioni internazionali che hanno interessi ed attività connesse.

Articolo 51
Relazioni con Stati non-Membri

207 Tutti i Membri riservano, a se stessi ed ai gestori riconosciute, la facoltà di stabilire le condizioni alle quali vengono ammessi gli scambi di telecomunicazioni con uno Stato che non e Membro dell'Unione. Quando una telecomunicazione originaria da tale Stato e accettata da un Membro, essa dovrà essere trasmessa e, nella misura in cui utilizza i canali di telecomunicazione di un Membro, le saranno applicate le disposizioni obbligatorie della presente Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi, nonché le normali tasse.

CAPITOLO IX
Disposizioni finali

Articolo 52
Ratifica, accettazione o approvazione

208 1. La presente Costituzione e la Convenzione sono contestualmente ratificate, accettate o approvate da ogni Membro firmatario, secondo le sue regole costituzionali,mediante uno strumento unico. Tale strumento deve essere depositato il prima possibile presso il Segretario generale. Il Segretario generale informa i Membri riguardo al deposito di tale strumento.

209 2. (1) Per un periodo di due anni a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente Costituzione e della Convenzione, ogni Membro firmatario gode dei diritti conferiti ai Membri dell'Unione ai numeri **25** a **28** della presente Costituzione, anche se non ha depositato strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione ai sensi del numero **208** di cui sopra.

210 (2) Allo scadere di un periodo di due anni a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente Costituzione e della Convenzione, un Membro firmatario che non abbia depositato lo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione ai sensi del numero **208** di cui sopra non e più qualificato a votare in alcuna conferenza dell'Unione, sessione del Consiglio, o altra riunione dei Settori dell'Unione, ne in qualunque consultazione per corrispondenza svolta in conformità con le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione, fino a quando tale strumento non sara depositato. I diritti di questo Membro diversi dai diritti di voto, non sono pregiudicati.

211 3. Dopo l'entrata in vigore della presente Costituzione e della Convenzione secondo l'articolo **58** della presente Costituzione, lo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione ha effetto alla data di deposito presso il Segretario generale.

Articolo 53
Adesione

212 1. Un Membro che non ha firmato la presente Costituzione e la Convenzione o, con riserva delle disposizioni dell'articolo 2 della presente Costituzione, ogni altro Stato menzionato in tale articolo, puo aderire in qualsiasi momento alla presente Costituzione ed alla Convenzione. Quest'adesione avviene constestualmente mediante uno strumento unico che include sia la Costituzione che la Convenzione.

213 2. Lo strumento di adesione e depositato presso il Segretario generale, che notifica ai Membri, non appena lo riceve, il deposito di ciascun strumento di adesione , e trasmette a ciascuno di essi una copia certificata di quest'ultimo.

214 3. Dopo l'entrata in vigore della presente Costituzione e della Convenzione in conformità con l'articolo **58** della presente Costituzione, lo strumento di adesione ha effetto alla data di deposito presso il Segretario generale,a meno che tale strumento non disponga diversamente.

Articolo 54
Regolamenti amministrativi

215 1. I Regolamenti amministrativi, cosi' come specificati all'articolo 4 della presente Costituzione sono strumenti internazionali vincolanti e devono essere conformi alle disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione.

216 2. La ratifica, l'accettazione o l'approvazione della presente Costituzione e della Convenzione o l'adesione a questi strumenti in conformità con gli articoli 52 e 53 della presente Costituzione, implica altresì il consenso ad essere vincolato dai Regolamenti amministrativi adottati dalle conferenze mondiali competenti prima della firma della presente Costituzione e della Convenzione. Tale consenso s'intende in considerazione di ogni riserva formulata al momento della firma di tali Regolamenti o di ogni revisione di questi ultimi e nella misura in cui tale riserva e mantenuta all'atto del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

217 3. Le revisioni dei Regolamenti amministrativi, parziali o totali, adottate dopo la data summenzionata, si applicano provvisoriamente nei confronti di tutti i Membri che hanno firmato queste revisioni, nella misura autorizzata dal loro diritto nazionale. Tale applicazione provvisoria ha effetto alla data o alle date che vi sono menzionate, fatte salve eventuali riserve formulate all'atto della firma di queste revisioni.

218 4. Tale applicazione provvisoria continua :

219 a) fino a quando il Membro non notifica al Segretario generale il suo consenso a tale revisione indicando se del caso, all'atto della firma, in che misura mantiene ogni riserva formulata riguardo a tale revisione;oppure

220 b) per sessanta giorni dopo che il Segretario generale ha ricevuto la notifica del Membro che lo informa che non acconsente, per quanto lo riguarda, a tale revisione.

221 5. Se il Segretario generale non ha ricevuto alcuna notifica ai sensi dei numeri **219** o **220** di cui sopra da parte di un Membro che ha firmato detta revisione, prima dello scadere di un termine di trentasei mesi a decorrere dalla data o dalle date che vi sono indicate per l'inizio dell'applicazione provvisoria, questo Membro e considerato come consenziente ad essere vincolato dalla revisione, tenendo tuttavia conto di ogni riserva che potrebbe aver formulato riguardo a tale revisione all'atto della firma di quest'ultima.

222 6. Ogni Membro dell'Unione che non ha firmato la revisione parziale o totale dei Regolamenti amministrativi, adottata successivamente alla data stipulata al numero **216** di cui sopra, dovrà notificare prontamente al Segretario generale il suo consenso a tale revisione. Se nessuna notifica, proveniente da questo Membro, e stata ricevuta dal Segretario generale prima dello scadere del termine stipulato al numero **221** di cui sopra, tale Membro sara considerato come consenziente ad essere vincolato da tale revisione.

223 7. Il Segretario generale informa sollecitamente i Membri di ogni notifica ricevuta ai sensi del presente articolo.

Articolo 55
Disposizioni per emendare la presente Costituzione

224 1. Ogni Membro dell'Unione puo proporre qualunque emendamento alla presente Costituzione. Per poter essere trasmessa a tutti i Membri dell'Unione ed essere da essi esaminata in tempo utile, la proposta deve pervenire al Segretario generale non oltre otto mesi prima della data di apertura fissata per la Conferenza di plenipotenziari. Il Segretario generale trasmette, il prima possibile ed al massimo sei mesi prima di quest'ultima data,tale proposta a tutti i Membri dell'Unione.

225 2. Ogni proposta di modifica di un emendamento proposto secondo il numero **224** in appresso, puo, tuttavia, essere presentata in qualunque momento da un Membro dell'Unione o dalla sua delegazione alla Conferenza di plenipotenziari.

226 3. Il quorum richiesto ad ogni seduta plenaria della Conferenza di plenipotenziari per esaminare ogni proposta mirante ad emendare la presente Costituzione o ogni modifica di tale proposta e costituito da piu della metà delle delegazioni accreditate alla Conferenza di plenipotenziari.

227 4. Per poter essere adottata, ogni proposta di modifica di un emendamento proposto, nonché la proposta di emendamento nella sua integralità, modificata o meno, deve essere approvata in seduta plenaria da almeno due terzi delle delegazioni accreditate alla Conferenza di plenipotenziari e aventi diritto di voto.

228 5. Sono applicabili le disposizioni generali concernenti le conferenze ed il regolamento interno delle conferenze e di altre riunioni previste nella Convenzione, a meno che i paragrafi precedenti del presente articolo che sono prevalenti, non dispongano diversamente.

229 6. Tutti gli emendamenti alla presente Costituzione adottati dalla Conferenza di plenipotenziari entrano in vigore, ad una data stabilita dalla Conferenza, nella loro totalità e sotto forma di uno strumento unico di emendamento, tra i Membri che avranno depositato prima di tale data il loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione alla presente Costituzione ed allo strumento di emendamento. E' esclusa la ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione relativa ad una sola parte di tale strumento di emendamento.

230 7. Il Segretario generale notifica a tutti i Membri il deposito di ciascuno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

231 8. Dopo l'entrata in vigore di ogni strumento di emendamento, si applicano alla Costituzione emendata la ratifica,l'accettazione, l'approvazione o l'adesione, secondo gli articoli 52 e 53 della presente Costituzione.

232 9. Dopo che tale strumento di emendamento é entrato in vigore, il Segretario generale lo registra presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, secondo le disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Il numero 241 della presente Costituzione si applica inoltre ad ogni strumento di emendamento.

Articolo 56
Soluzione delle controversie

233 1. I Membri possono risolvere le loro controversie su questioni relative all'interpretazione o all'applicazione della presente Costituzione, della Convenzione o dei Regolamenti amministrativi, per via negoziale, diplomatica o secondo le procedure fissate dai trattati bilaterali o multilaterali conclusi tra di loro per la soluzione delle controversie internazionali, o con ogni altro metodo che potranno decidere di comune accordo.

234 2. Qualora nessuno di questi mezzi di soluzione delle controversie sia adottato, ogni Membro parte di una controversia puo far ricorso all'arbitrato, in conformità con la procedura definita nella Convenzione.

235 3. Il Protocollo facoltativo relativo alla soluzione obbligatoria delle controversie relative alla presente Costituzione, alla Convenzione ed ai Regolamenti amministrativi e applicabile tra i Membri parti di questo Protocollo.

Articolo 57
Denuncia della presente Costituzione e della Convenzione

236 1. Ogni Membro che ha ratificato, accettato o approvato la presente Costituzione e la Convenzione o vi ha aderito, ha diritto di denunciarle. In tal caso, la presente Costituzione e la Convenzione sono denunciate contestualmente mediante uno strumento unico e con una notifica indirizzata al Segretario generale. Non appena riceve questa notifica, il Segretario generale ne informa gli altri Membri.

237 2. Tale denuncia produce i suoi effetti allo scadere di un periodo di un anno a decorrere dalla data nella quale il Segretario generale ne ha ricevuto notifica.

Articolo 58
Entrata in vigore e questioni connesse

238 1. La presente Costituzione e la Convenzione entreranno in vigore il 1 luglio 1994 tra i Membri che avranno depositato prima di questa data lo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

239 2. Alla data di entrata in vigore specificata al numero 238 di cui sopra, la presente Costituzione e la Convenzione abrogheranno e sostituiranno, tra le parti, la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni di Nairobi (1982).

240 3. In conformità con le disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, il Segretario generale dell'Unione registrerà la presente Costituzione e la Convenzione presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

241 4. L'originale della presente Costituzione e della Convenzione redatto in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola rimarra depositato negli archivi dell'Unione. Il Segretario generale inviera nelle lingue richieste, una copia certificata conforme a ciascun Membro firmatario.

242 5. In caso di divergenze tra i testi della presente Costituzione e della Convenzione nelle diverse lingue, fa fede il testo francese.

IN FEDE di CHE, i Plenipotenziari sottoscritti hanno firmato l'originale della presente Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni e l'originale della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Fatto a Ginevra il 22 dicembre 1992

ANNESSO
Definizione di alcuni termini utilizzati nella presente Costituzione, nella Convenzione e nei Regolamenti amministrativi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

1001 Ai fini dei summenzionati strumenti dell'Unione, i termini seguenti hanno il significato loro attribuito dalle definizioni che li accompagnano.

1002 Amministrazione: Ogni servizio o dipartimento governativo responsabile delle misure da adottare per adempiere agli obblighi della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni e dei Regolamenti amministrativi.

1003 Interferenza pregiudizievole: Interferenza che ha effetti nocivi sul funzionamento di un servizio di radionavigazione o di altri servizi di sicurezza o che degrada gravemente, interrompe ripetutamente ovvero impedisce il funzionamento di un servizio di radiocomunicazione utilizzato in conformità con il Regolamento delle radiocomunicazioni.

1004 Corrispondenza pubblica: Ogni telecomunicazione che gli uffici e le stazioni devono accettare, in ragione della loro disponibilità al pubblico, ai fini della trasmissione.

1005 Delegazione: Insieme di delegati e se del caso, di rappresentanti, consiglieri, addetti o interpreti inviati da uno stesso Membro.

Ciascun Membro é libero di comporre la sua delegazione a seconda della sua convenienza. In particolare puo includervi tra gli altri, in qualità di delegati, di consiglieri o di addetti, persone appartenenti ad ogni ente od organizzazione approvata , in conformità con le disposizioni pertinenti della Convenzione.

1006 Delegato: Persona invitata dal Governo di un Membro dell'Unione ad una Conferenza di plenipotenziari, o persona che rappresenta il governo o l'amministrazione di un Membro dell'Unione ad una Conferenza o ad una riunione dell'Unione.

1007 Gestore: Ogni privato, società, azienda o istituzione governativa che ha in esercizio un impianto di telecomunicazione destinato ad assicurare un servizio internazionale di telecomunicazione o suscettibile di causare interferenze pregiudizievoli a tale servizio.

1008 Gestore riconosciuto: Ogni gestore che corrisponde alla definizione di cui sopra, che ha in esercizio un servizio di corrispondenza pubblica o di radiodiffusione ed al quale gli obblighi previsti all'articolo 6 della presente Costituzione sono imposti dal Membro sul di cui territorio e installata la sede sociale di tale azienda ovvero dal Membro che ha autorizzato tale azienda ad installare ed a utilizzare un servizio di telecomunicazioni sul suo territorio.

1009 Radiocomunicazione: Telecomunicazione attraverso onde radioelettriche

1010 Servizio di radiodiffusione: Servizio di radiocomunicazione le cui trasmissioni sono destinate ad essere ricevute direttamente dal pubblico. Questo servizio può comprendere trasmissioni audio, trasmissioni televisive o altri tipi di trasmissione.

1011 Servizio internazionale di telecomunicazione: Prestazione di telecomunicazione tra uffici o stazioni di telecomunicazione di qualunque natura, situati in paesi diversi o appartenenti a paesi diversi.

1012 Telecomunicazione: ogni trasmissione, emissione o ricezione di segni, segnali, scritti, immagini, audio o informazioni di qualunque natura mediante cavo, radioelettricità, ottica o altri sistemi elettromagnetici.

1013 Telegramma: Scritto destinato ad essere trasmesso a mezzo telegrafia in vista della sua consegna al destinatario. Questa parola indica altresì il radiotelegramma, salvo diversa specificazione.

1014 Telecomunicazioni di Stato: Telecomunicazioni provenienti da:

- il Capo di Stato;

- il Capo del Governo o i membri di un Governo;

- il Comandante in capo delle forze militari, terrestri, navali ed aeree;

- agenti diplomatici o consolari;

- il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

- i Capi degli organi principali delle Nazioni Unite;

- la Corte internazionale di Giustizia,

ovvero risposte alle telecomunicazioni di Stato sopra menzionate.

1015 Telegrammi privati: Telegrammi diversi dai telegrammi di Stato o di servizio.

1016 Telegrafia: Mezzo di telecomunicazione in cui le informazioni trasmesse sono destinate ad essere registrate all'arrivo sotto forma di un documento grafico; tali informazioni possono in alcuni casi essere presentate sotto un'altra forma o registrate in vista di una successiva utilizzazione.

1017 Telefonia: Mezzo di telecomunicazione essenzialmente destinato allo scambio di informazioni sotto forma di parole.

Nota: Per documento grafico s'intende un supporto informativo sul quale e registrato in maniera permanente un testo scritto o stampato o un'immagine fissa e che può essere classificato e consultato.

Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

Capitolo I
Funzionamento dell'Unione

Sezione I

Articolo I
Conferenza di plenipotenziari

1 1. (1) La Conferenza di plenipotenziari si riunisce in conformità con le disposizioni pertinenti dell'articolo 8 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (qui di seguito chiamata "la Costituzione").

2 (2) Qualora ciò sia possibile da un punto di vista pratico, il luogo preciso e le date esatte di una Conferenza di plenipotenziari sono fissate dalla precedente Conferenza di plenipotenziari; altrimenti tale luogo e date sono determinate dal Consiglio con l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione.

3 (2) Il luogo preciso e le date esatte della prossima Conferenza di plenipotenziari, o solo uno dei due, possono essere modificati:

4 a) in base ad una richiesta di almeno un quarto dei Membri dell'Unione, indirizzata individualmente al Segretario generale;

5 b) su proposta del Consiglio.

6 (2) Per queste modifiche, é necessario l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione.

Articolo 2

Elezioni e questioni connesse

Il Consiglio

7 1. Salvo nel caso di posti vacanti alle condizioni specificate ai numeri 10 a 12 qui di seguito, i Membri dell'Unione eletti al Consiglio svolgono il loro mandato fino alla data alla quale viene eletto un nuovo Consiglio. Essi sono rieleggibili.

8 (2) Se, tra due Conferenze di plenipotenziari, un seggio diviene vacante in seno al Consiglio, esso spetta di diritto al Membro dell'Unione che ha ottenuto, durante l'ultimo scrutinio, il numero piu elevato di voti tra i Membri che fanno parte della stessa regione e la cui candidatura non é stata accettata.

9 (2) Se, per qualsiasi motivo, un seggio vacante non può essere ricoperto in base alla procedura indicata al numero 8 precedente, il Presidente del Consiglio invita gli altri membri della regione a presentare la loro candidatura entro il termine di un mese a decorrere dalla data d'invito a presentare la candidatura. Alla fine di questo periodo, il presidente del Consiglio invita i Membri dell'Unione ad eleggere il nuovo Membro. L'elezione ha luogo con una scheda segreta per corrispondenza. E' richiesta la stessa maggioranza di quella indicata sopra. Il nuovo Membro conserva il suo seggio fino all'elezione del nuovo Consiglio da parte della successiva Conferenza di plenipotenziari competente.

10 3. Un seggio al Consiglio e considerato come vacante:

11 a) se un Membro del Consiglio non si è fatto rappresentare a due sessioni ordinarie consecutive del Consiglio;

12 b) se un Membro dell'Unione si dimette dalle sue funzioni di Membro del Consiglio.

Funzionari eletti

13. 1. Il Segretario generale, il Vice-Segretario generale ed i direttori degli Uffici assumono le loro funzioni alla data stabilita dalla Conferenza di plenipotenziari al momento della loro elezione. Di regola, essi rimangono in funzione fino alla data stabilita dalla seguente Conferenza di plenipotenziari e sono rieleggibili una sola volta.

14 2. Se l'incarico di Segretario generale diviene vacante, il Vice-Segretario generale succede al Segretario generale nel suo incarico che conserva fino alla data fissata dalla Conferenza di plenipotenziari durante la sua riunione successiva.Quando, a queste condizioni, il Vice-Segretario generale succede al Segretario generale nel suo incarico, si considera che l'incarico di Vice-Segretario generale é divenuto vacante alla stessa data e si applicano le disposizioni del numero 15 qui di seguito.

15 3. Se l'incarico di Vice-Segretario generale diviene vacante ad una data anteriore di oltre 180 giorni a quella stabilita per l'inizio della successiva Conferenza di plenipotenziari, il Consiglio nomina un successore per la durata del rimanente periodo di mandato da svolgere.

16 4. Se gli incarichi di Segretario generale e di Vice-Segretario generale divengono vacanti contestualmente, il Direttore che e stato più a lungo in carica esercita le funzioni di Segretario generale per una durata non superiore a 90 giorni. Il Consiglio nomina un Segretario generale e, se gli incarichi sono divenuti vacanti oltre 180 giorni prima della data stabilita per l'inizio della successiva Conferenza di plenipotenziari, esso nomina anche un Vice-Segretario generale. Il funzionario in tal modo nominato dal Consiglio rimane in servizio per tutto il periodo ancora da compiere del mandato del suo predecessore.

17 5. Se il posto di un direttore diviene improvvisamente vacante, il Segretario generale adotta le misure necessarie affinché le funzioni del Direttore siano assicurate in attesa che il Consiglio nomini un nuovo Direttore nella sua successiva sessione ordinaria svoltasi dopo la data alla quale l'incarico é divenuto vacante. Il direttore in tal modo designato rimane in funzione fino alla data stabilita dalla successiva Conferenza di plenipotenziari.

18 6. Il Consiglio procede alla designazione di un titolare al posto divenuto vacante di Segretario generale o di Vice-Segretario generale, con riserva delle disposizioni pertinenti enunciate all'articolo 27 della Costituzione, nella situazione di cui alle disposizioni pertinenti del presente articolo e cio durante una delle sue sessioni ordinarie se il posto e divenuto vacante entro i 90 giorni che precedono questa sessione oppure durante una sessione convocata dal Presidente nei periodi previsti da tali disposizioni.

19 7. Il periodo di servizio di un funzionario che é stato nominato ad un posto di funzionario eletto in conformità alle condizioni prescritte ai numeri 14 a 18 di cui sopra non impedisce a tale funzionario di presentare la sua candidatura per essere eletto o rieletto a questo incarico.

Membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni

20 1. I membri del Comitato per il Regolamento delle radiocomunicazioni assumono le loro funzioni alle date stabilite dalla Conferenza di plenipotenziari al momento della loro elezione. Essi rimangono in funzione fino alle date stabilite dalla successiva Conferenza di plenipotenziari e sono rieleggibili una volta sola.

21. 2. Se, nell'intervallo intercorrente tra due Conferenze di plenipotenziari, un membro del Comitato dà le dimissioni o é impedito dall'esercitare le sue funzioni, il Segretario generale, previa consultazione con il Direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni, invita i Membri dell'Unione che

fanno parte della regione interessata a proporre dei candidati per l'elezione da parte del Consiglio di un sostituto nella sua sessione successiva. Tuttavia, se il posto diviene vacante dopo più di 90 giorni prima di una sessione del Consiglio o dopo la sessione del Consiglio che precede la successiva Conferenza di plenipotenziari, il Membro dell'Unione interessato nomina il prima possibile ed entro 90 giorni un altro cittadino in qualità di sostituto, che rimarrà in carica, a seconda dei casi, fino all'entrata in funzione del nuovo Membro eletto dal Consiglio o fino all'entrata in vigore dei nuovi membri del Comitato eletti dalla successiva Conferenza dei plenipotenziari. Il sostituto potrà essere presentato come candidato all'elezione dal Consiglio o dalla Conferenza di plenipotenziari a seconda dei casi.

22.3 Si considera che un membro del Comitato del regolamento delle radiocomunicazioni non e più in grado di esercitare le sue funzioni dopo che e stato a più riprese consecutive assente dalle riunioni del Comitato. Il Segretario generale, dopo aver consultato il presidente del Comitato, il membro del Comitato ed il Membro dell'Unione interessati, dichiara che vi é un incarico vacante al Comitato ed adotta le disposizioni previste al numero 21 di cui sopra.

Articolo 3
Altre conferenze

23.1 Secondo le disposizioni pertinenti della Costituzione, le conferenze mondiali dell'Unione qui di seguito elencate sono di regola convocate nell'intervallo intercorrente tra due Conferenze di plenipotenziari:

24 a) due conferenze mondiali delle radiocomunicazioni;

25 b) una conferenza mondiale per lo sviluppo delle telecomunicazioni;

26 c) una conferenza mondiale per lo sviluppo delle telecomunicazioni;

27 d) due assemblee delle radiocomunicazioni abbinate, per luogo e date, alle conferenze mondiali delle radiocomunicazioni;

28 2. A titolo eccezionale, nel periodo compreso tra due Conferenze di plenipotenziari:

29 - la seconda conferenza mondiale delle radiocomunicazioni e l'assemblea delle radiocomunicazioni che vi e abbinata possono essere annullate, oppure una delle due puo essere annullata anche se l'altra e convocata;

30 - puo essere indetta una conferenza di normalizzazione delle telecomunicazioni addizionale.

31 3. Questi provvedimenti sono adottati:

32 a) su decisione di una Conferenza di plenipotenziari;

33 b) su raccomandazione della precedente Conferenza mondiale del settore interessato, con riserva di approvazione da parte del Consiglio;

34 c) su richiesta di almeno un quarto dei Membri dell'Unione, indirizzata individualmente al Segretario generale;

35 d) o su proposta del Consiglio.

36 4. Una conferenza regionale delle radiocomunicazioni può essere convocata:

37 a) su decisione di una Conferenza di plenipotenziari;

38 b) su raccomandazione di una precedente conferenza mondiale o regionale delle radiocomunicazioni, con riserva dell'approvazione del Consiglio;

39 c) su richiesta di almeno un quarto dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata, indirizzata individualmente al Segretario generale;

40 d) su proposta del Consiglio.

41 5. (1) Il luogo preciso e le date esatte di una Conferenza mondiale o regionale o di un'assemblea delle radiocomunicazioni possono essere stabilite da una Conferenza di plenipotenziari.

42 (2) In mancanza di decisioni su questo argomento, il luogo preciso e le date esatte sono determinate dal Consiglio con l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione se si tratta di una conferenza mondiale o di un'assemblea delle radiocomunicazioni e della maggioranza dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata se si tratta di una conferenza regionale; in entrambi i casi si applicano le disposizioni del numero 47 qui di seguito.

43 6. (1) Il luogo preciso e le date esatte di una conferenza o di un'assemblea possono essere modificate:

44 a) su richiesta di almeno un quarto dei membri dell'Unione se si tratta di una conferenza mondiale o di un'assemblea, o di un quarto dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata se si tratta di una conferenza regionale. Le richieste sono indirizzate individualmente al Segretario generale che interpella il Consiglio a fini di approvazione;

45 b) su proposta del Consiglio.

46 (2) Nei casi di cui ai numeri 44 e 45 di cui sopra, le modifiche proposte sono definitivamente adottate solo con l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione se si tratta di una conferenza mondiale o di un'assemblea, o della maggioranza dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione in questione se si tratta di una conferenza regionale, con riserva delle disposizioni del numero 47 qui di seguito.

47 7. Per quanto riguarda le consultazioni di cui ai numeri 42, 46, 118, 123, 138, 302, 304, 305, 307 e 312 della presente Convenzione, i Membri dell'Unione che non hanno risposto entro il termine stabilito dal Consiglio saranno considerati come non aventi partecipato a tali consultazioni e non saranno di conseguenza presi in considerazione nel calcolo della maggioranza. Se il numero delle risposte ricevute non supera la metà del numero dei Membri dell'Unione consultati, si procederà ad una nuova consultazione il cui risultato é determinante a prescindere dal numero di voti dati.

48 8. (1) Le conferenze mondiali di telecomunicazioni internazionali sono convocate su decisione della Conferenza dei plenipotenziari.

49 (2) Le disposizioni concernenti la convocazione di una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni, l'adozione del suo ordine del giorno e le condizioni di partecipazione si applicano ugualmente, a seconda della convenienza, alle conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali.

SEZIONE 2

Articolo 4
Il Consiglio

50 1. Il Consiglio e composto da quarantatre Membri dell'Unione eletti dalla Conferenza dei plenipotenziari.

51 2. (1) Il Consiglio si riunisce una volta l'anno in sessione ordinaria presso la sede dell'Unione.

52 (2) Durante tale sessione esso puo decidere di svolgere eccezionalmente una sessione addizionale.

53 (3) Nell'intervallo tra due sessioni ordinarie, il Consiglio puo essere convocato in linea di massima presso la sede dell'Unione dal Presidente, a richiesta della maggioranza dei suoi Membri, o per iniziativa del Presidente, alle condizioni previste al numero 18 della presente Convenzione.

54 3. Il Consiglio adotta decisioni solo quando é in sessione. A titolo eccezionale, il Consiglio riunito in sessione può decidere che una particolare questione sia risolta per corrispondenza.

55 4. All'inizio di ciascuna sessione ordinaria, il Consiglio elegge, tra i rappresentanti dei suoi Membri ed in considerazione del principio di una alternanza tra le regioni, il suo Presidente ed il Vice-Presidente. Questi rimangono in funzione fino all'apertura della successiva sessione ordinaria e non sono rieleggibili. Il Vice-Presidente sostituisce il Presidente in assenza di quest'ultimo.

56 5. Per quanto possibile, la persona designata al Consiglio da un Membro di quest'ultimo, e un funzionario dell'amministrazione delle telecomunicazioni o é direttamente responsabile nei confronti di questa Amministrazione o a suo nome; questa persona deve essere qualificata sulla base della sua esperienza di servizi di telecomunicazione.

57 6.Sono a carico dell'Unione unicamente le spese di viaggio, di sussistenza e di assicurazione sostenute dal rappresentante di ciascun Membro del Consiglio per svolgere le sue funzioni alle sessioni del Consiglio .

58 7. Il rappresentante di ciascuno dei Membri del Consiglio ha diritto di assistere in qualità di osservatore a tutte le riunioni dei Settori dell'Unione.

59 8. Il Segretario generale assume le funzioni di Segretario del Consiglio.

60 9. Il Segretario generale, il Vice-segretario generale ed i direttori degli Uffici partecipano a pieno titolo alle deliberazioni del Consiglio, ma non partecipano alle

votazioni. Tuttavia, alcune sedute del Consiglio possono essere riservate ai soli rappresentanti dei Membri.

61 10. Il Consiglio prende in esame ogni anno il rapporto stabilito dal Segretario generale sulla politica e la pianificazione strategica raccomandate per l'Unione, in conformità con le direttive generali della Conferenza dei plenipotenziari e dà ad esso il seguito che ritiene appropriato.

62 11. Il Consiglio nell'intervallo tra le Conferenze di plenipotenziari procede ad una supervisione, sulla gestione e l'amministrazione globale dell'Unione. In particolare il Consiglio:

63 (1) approva e rivede lo Statuto del personale, il Regolamento finanziario dell'Unione e gli altri Regolamenti che ritiene necessari secondo la prassi corrente dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e delle istituzioni specializzate che applicano un regime comune per le retribuzioni, le indennità e le pensioni;

64 (2) adegua se del caso:

65 a) i parametri retributivi di base del personale delle categorie professionali e di grado superiore, ad esclusione delle retribuzioni relative agli incarichi assegnati per elezione, al fine di adattarli alle scale retributive di base stabilite dalle Nazioni Unite per le categorie corrispondenti del regime comune;

66 b) i parametri retributivi di base delle retribuzioni del personale della categoria dei servizi generali in vista di adattarli alle retribuzioni applicate dalle Nazioni Unite e dalle istituzioni specializzate alla sede dell'Unione;

67 c) le indennità di sede delle categorie professionali e superiori, nonché quelle relative agli incarichi assegnati mediante elezione, in conformità con le decisioni delle Nazioni Unite valevoli per la sede dell'Unione;

68 d) le indennità di cui beneficia tutto il personale dell'Unione, in armonia con tutte le modifiche adottate nel regime comune delle Nazioni Unite;

69 (3) adotta le misure necessarie per assicurare una equa ripartizione geografica del personale dell'Unione e controlla l'attuazione di queste decisioni;

70 (4) decide riguardo all'adozione delle proposte di riforme importanti relative all'organizzazione del Segretariato generale e degli Uffici dei Settori dell'Unione, conformi alla Costituzione ed alla presente Convenzione, che sono presentate dal Segretario generale dopo essere state esaminate dal Comitato di coordinamento;

71 (5) esamina e stabilisce i piani pluriannuali relativi agli incarichi di lavoro ed al personale nonché ai programmi di sviluppo delle risorse umane dell'Unione e fornisce

orientamenti per quanto concerne il personale dell'Unione, sia che si tratti dei livelli o della struttura di tale personale, in considerazione delle direttive generali della Conferenza di plenipotenziari e delle disposizioni pertinenti dell'articolo 27 della Costituzione;

72 (6) adegua, se del caso, i contributi dell'Unione e del personale alla Cassa comune pensioni del personale delle Nazioni Unite in conformità con lo Statuto ed il Regolamento di questa Cassa, nonché le indennità di contingenza da erogare ai beneficiari della Cassa di assicurazione del personale dell'Unione, in conformità con la prassi di quest'ultima;

73 (7) esamina e approva il bilancio preventivo annuale dell'Unione ed esamina lo stato di previsione per il ciclo di due anni in base al bilancio preventivo, in considerazione delle decisioni della Conferenza di plenipotenziari relative al numero 50 della Costituzione e dei limiti stabiliti per le spese di tale Conferenza secondo le disposizioni del numero 51 della Costituzione; effettua tutti i risparmi possibili, pur tenendo presente l'obbligo per l'Unione di ottenere risultati soddisfacenti il più rapidamente possibile. Ciò facendo, il Consiglio tiene conto delle opinioni del Comitato di coordinamento esposte nel rapporto del Segretario generale di cui al numero 86 e del rapporto di gestione finanziaria di cui al numero 101 della presente Convenzione;

74 (8) prende tutti i provvedimenti necessari in vista della verifica annuale dei conti dell'Unione stabiliti dal Segretario generale ed approva tali conti, se del caso, per sottoporli alla successiva Conferenza di Plenipotenziari;

75 (9) prende i provvedimenti necessari ai fini della convocazione delle conferenze dell'Unione ed impartisce al Segretariato generale ed ai Settori dell'Unione, con l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione se si tratta di una Conferenza mondiale o della maggioranza dei membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata se si tratta di una conferenza regionale, direttive appropriate per quanto concerne l' assistenza tecnica e di altra natura alla preparazione ed all'organizzazione delle conferenze;

76 (10) adotta le decisioni necessarie per quanto concerne il numero 28 della presente Convenzione;

77 (11) delibera sull'attuazione delle decisioni adottate dalle conferenze e che hanno ripercussioni finanziarie;

78 (12) entro i limiti stabiliti dalla Costituzione, dalla presente Convenzione e dai Regolamenti amministrativi, adotta ogni altro provvedimento ritenuto necessario per il buon funzionamento dell'Unione;

79 (13) adotta ogni disposizione necessaria, previo accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione, per risolvere a titolo provvisorio i casi non previsti nella Costituzione,

nella presente Convenzione, nei Regolamenti amministrativi e loro annessi, per risolvere i quali non é possibile attendere la successiva conferenza competente;

80 (14) é incaricato di assicurare il coordinamento con tutte le organizzazioni internazionali di cui agli articoli 49 e 50 della Costituzione. A tal fine esso conclude a nome dell'Unione, accordi provvisori con le organizzazioni internazionali di cui all'articolo 50 della Costituzione e con le Nazioni Unite in attuazione dell'accordo tra l'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione internazionale delle telecomunicazioni; tali accordi provvisori devono essere sottoposti alla successiva Conferenza di Plenipotenziari secondo la disposizione pertinente dell'articolo 8 della Costituzione;

81 (15) invia ai Membri dell'Unione, il prima possibile dopo ciascuna delle sue sessioni, brevi resoconti dei suoi lavori, nonché ogni documento che ritiene utile;

82 (16) sottopone alla Conferenza di Plenipotenziari un rapporto sulle attività dell'Unione a far data dall'ultima Conferenza di Plenipotenziari nonché le Raccomandazioni che ritiene appropriate.

Sezione 3

Articolo 5

Segretariato generale

83 1. Il Segretariato generale:

84 a) e responsabile della gestione globale delle risorse dell'Unione; puo delegare la gestione di una parte di tali risorse al Vice-Segretario generale nonché ai direttori degli Uffici, previa consultazione, se del caso, con il Comitato di coordinamento;

85 b) coordina le attività del Segretariato generale e dei Settori dell'Unione tenendo conto delle opinioni del Comitato di coordinamento al fine di garantire l'utilizzazione più efficace ed economica possibile delle risorse dell'Unione;

86 c) dopo aver consultato il Comitato di coordinamento ed in considerazione delle opinioni di quest'ultimo, prepara e sottopone al Consiglio un rapporto annuale sull'andamento dell'ambiente delle telecomunicazioni, contenente raccomandazioni relative alle future politiche e strategie dell'Unione, come stabilito dal numero 61 della presente Convenzione, nonché una valutazione delle loro ripercussioni finanziarie;

87 d) organizza il lavoro del Segretariato generale e nomina il personale di questo Segretariato, in conformità con le direttive impartite dalla Conferenza di plenipotenziari ed i regolamenti stabiliti dal Consiglio;

88 e) adotta i provvedimenti amministrativi relativi agli Uffici dei Settori dell'Unione e nomina il personale di questi Uffici in base alle scelte ed alle proposte del direttore dell'Ufficio interessato, fermo restando che spetta al Segretario generale la decisione definitiva di nomina o di licenziamento;

89 f) sottopone al Consiglio ogni decisione adottata dall'Organizzazione delle Nazioni Unite e dalle istituzioni specializzate relativa alle condizioni di servizio, di indennità e di pensioni del regime comune;

90 g) vigila sull'applicazione di ogni regolamento adottato dal Consiglio;

91 h) fornisce pareri legali all'Unione;

92 i) effettua opera di supervisione, ai fini della gestione amministrativa, sul personale dell'Unione, per assicurare l'utilizzazione più efficace possibile di detto personale applicando ad esso le condizioni d'impiego stabilite dal regime comune. Il personale designato ad assistere direttamente i direttori degli Uffici é posto sotto l'autorità amministrativa del Segretario generale e lavora

alle dirette dipendenze dei direttori interessati, ma in conformità con le direttive amministrative generali del Consiglio;

93 j) nell'interesse generale dell'Unione ed in consultazione con i direttori degli Uffici interessati, distacca temporaneamente funzionari ad impieghi diversi da quelli per i quali sono stati designati in funzione delle fluttuazioni delle esigenze di lavoro presso la sede dell'Unione;

94 k) adotta, di comune accordo con il direttore dell'Ufficio interessato, le disposizioni amministrative e finanziarie necessarie in vista delle conferenze e delle riunioni di ciascun Settore;

95 l) fornisce i servizi di segretariato appropriati che precedono e seguono le conferenze dell'Unione, tenendo conto delle responsabilità di ciascun Settore;

96 m) elabora raccomandazioni per la prima riunione dei capi delegazione di cui al numero 342 della presente Convenzione, sulla base dei risultati di eventuali consultazioni regionali;

97 n) assicura, se del caso in cooperazione con il Governo invitante, il segretariato per le Conferenze dell'Unione e, se del caso, in collaborazione con il direttore interessato, fornisce i servizi necessari per lo svolgimento delle riunioni dell'Unione, facendo appello, nella misura che ritiene necessaria, al personale dell'Unione, secondo il numero 93 di cui sopra. Il Segretario generale può anche, su richiesta ed in base ad un contratto, fornire servizi di segretariato per ogni altra riunione sulle telecomunicazioni;

98 o) adotta i provvedimenti necessari per assicurare la pubblicazione e la distribuzione in tempo utile dei documenti di servizio, dei bollettini d'informazione nonché di altri documenti e rapporti informativi elaborati dal Segretariato generale e dai Settori, o che sono stati inviati all'Unione, o la cui pubblicazione e richiesta dalle conferenze o dal Consiglio. Il Consiglio aggiorna l'elenco dei documenti da pubblicare, dopo aver consultato la conferenza pertinente riguardo ai documenti di servizio ed agli altri documenti la cui pubblicazione é richiesta dalle conferenze;

99 p) pubblica periodicamente, sulla base delle informazioni raccolte o che sono state messe a sua disposizione, comprese quelle che puo raccogliere presso altre organizzazioni internazionali, un bollettino informativo e di documentazione generale sulle telecomunicazioni;

100 q) previa consultazione con il Comitato di coordinamento e dopo aver effettuato tutti i risparmi possibili, elabora e sottopone al Consiglio un progetto di bilancio preventivo biennale che copre le spese dell'Unione entro i limiti stabiliti dalla Conferenza di Plenipotenziari. Questo progetto di bilancio si compone di un bilancio preventivo globale che raggruppa i bilanci preventivi dei costi di ciascuno dei tre Settori, stabiliti in conformità con le

direttive di bilancio promulgate dal Segretario generale, predisposto in due versioni. Una versione corrisponde ad una crescita zero per l'unità contributiva, l'altra ad una crescita inferiore o uguale ad ogni limite stabilito dalla Conferenza di Plenipotenziari dopo eventuali prelievi sul conto di riserva. La risoluzione concernente il bilancio preventivo, dopo approvazione da parte del Consiglio, é trasmessa a titolo informativo a tutti i Membri dell'Unione;

101 r) con l'aiuto del Comitato di coordinamento, elabora un rapporto annuale sulla gestione finanziaria secondo le disposizioni del Regolamento finanziario e lo sottopone al Consiglio. Il rapporto di gestione finanziaria ed il conto riepilogativo sono stabiliti e sottoposti alla successiva Conferenza di Plenipotenziari per l'esame e l'approvazione definitiva;

102 s) con l'aiuto del Comitato di coordinamento, prepara un rapporto annuale sull'attività dell'Unione, e lo trasmette, previa approvazione del Consiglio, a tutti i Membri;

103 t) compie ogni altra funzione di segretariato dell'Unione;

104 u) compie ogni altra funzione demandata dal Consiglio.

105 2. Il Segretario generale o il Vice-Segretario generale possono assistere a titolo consultivo, alle conferenze dell'Unione; il Segretario generale o il suo rappresentante possono partecipare, a titolo consultivo, a tutte le altre riunioni dell'Unione.

SEZIONE 4

Articolo 6
Comitato di coordinamento

106 1. (1) Il Comitato di coordinamento assiste e consiglia il Segretario generale su ogni questione menzionata nelle disposizioni pertinenti dell'articolo 26 della Costituizone nonché negli articoli pertinenti della presente Convenzione.

107 (2) Il Comitato é incaricato di assicurare il coordinamento con tutte le organizzazioni internazionali di cui agli articoli 49 e 50 della Costituzione per quanto concerne la rappresentanza dell'Unione alle conferenze di tali organizzazioni.

108 (3) Il Comitato esamina i risultati delle attività dell'Unione ed assiste il Segretario generale nella elaborazione del rapporto di cui al numero 86 della presente Convenzione, che é presentato al Consiglio.

109 2. Il Comitato deve sforzarsi di formulare le sue conclusioni mediante accordo unanime. Se non ha l'appoggio della maggioranza del Comitato, il Presidente può, in circostanze eccezionali, adottare decisioni sotto la sua responsabilità, qualora ritenga che la soluzione dei problemi in oggetto sia urgente e che non si possa attendere la successiva sessione del Consiglio. In tali circostanze, egli fa rapporto sollecitamente e per iscritto ai Membri del Consiglio su tali problemi, indicando le ragioni che lo hanno indotto a prendere dette decisioni e comunicando loro, al contempo, le opinioni espresse per iscritto degli altri membri del Comitato. Se i problemi esaminati in tali circostanze non sono urgenti ma sono tuttavia importanti, essi saranno presentati al Consiglio per esame nella sua successiva sessione.

110 3. Il presidente convoca il Comitato almeno una volta al mese; il Comitato puo altresì riunirsi in caso di necessità, su richiesta di due dei suoi membri.

111 4. Un rapporto sui lavori del Comitato di coordinamento viene elaborato e messo a disposizione, su richiesta, dei Membri del Consiglio.

SEZIONE 5

Settore delle radiocomunicazioni

Articolo 7
Conferenze mondiali delle radiocomunicazioni

112 1. Secondo il numero 90 della Costituzione, una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni puo essere convocata per esaminare particolari argomenti di radiocomunicazioni. La conferenza mondiale delle radiocomunicazioni tratta i punti iscritti all'ordine del giorno adottato in conformità con le disposizioni pertinenti del presente articolo.

113 2. (1) L'ordine del giorno di una conferenze mondiale delle radiocomunicazioni può comportare:

114 a) la revisione parziale o, a titolo eccezionale, totale del Regolamento delle radiocomunicazioni menzionato all'articolo 4 della Costituzione;

115 b) ogni altro argomento a carattere mondiale di competenza della conferenza;

116 c) un punto vertente sulle istruzioni da impartire al Comitato del Regolamento delle Radiocomunicazioni ed all'Ufficio delle radiocomunicazioni per quanto attiene alle loro attività, ed all'esame di queste ultime;

117 d) la scelta degli argomenti che l'assemblea delle radiocomunicazioni deve esaminare, nonché quelli che tale assemblea dovrà esaminare circa le future conferenze di radiocomunicazioni;

118 (2) il quadro generale di tale ordine del giorno dovrebbe essere stabilito con un anticipo di quattro anni, e l'ordine del giorno definitivo é stabilito dal Consiglio di preferenza due anni prima della conferenza, con l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione, con riserva delle disposizioni del numero 47 della presente Convenzione.

119 (3) Tale ordine del giorno comprende ogni argomento la cui inclusione é stata decisa da una Conferenza di plenipotenziari.

120 3. (1) Tale ordine del giorno puo essere modificato:

121 a) su richiesta di almeno un quarto dei Membri dell'Unione, tali richieste essendo indirizzate individualmente al Segretario generale che ne informa il Consiglio per approvazione;

122 b) o su proposta del Consiglio.

123 (2) I progetti di modifica dell'ordine del giorno di una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni sono adottati in via definitiva solo con l'accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione, con riserva delle disposizioni del numero 47 della presente Convenzione.

124 4. Inoltre la conferenza:

125 (1) esamina ed approva il rapporto del direttore dell'Ufficio sulle attività del settore a decorrere dall'ultima conferenza;

126 (2) indirizza al Consiglio raccomandazioni sui punti da iscrivere all'ordine del giorno delle futura conferenza, espone le sue opinioni sull'ordine del giorno delle conferenze per un ciclo di almeno quattro anni e valuta le loro ripercussioni finanziarie;

127 (3) include nelle sue decisioni istruzioni o richieste, a seconda dei casi, al Segretario generale ed ai Settori dell'Unione.

128 5 Il Presidente ed i Vice-presidenti dell'assemblea delle radiocomunicazioni della o delle commissione(i) di studio pertinente(i) possono partecipare alla conferenza mondiale delle radiocomunicazioni abbinata.

Articolo 8
Assemblea delle radiocomunicazioni

129 1. L'assemblea delle radiocomunicazioni esamina le raccomandazioni relative alle questioni che ha selezionato secondo le proprie procedure o che le sono state presentate dalla Conferenza dei plenipotenziari, da un'altra conferenza, dal Consiglio o dal Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni, e, a seconda dei casi, formula raccomandazioni a tale riguardo.

130 2. Per quanto concerne il numero 129 di cui sopra, l'assemblea delle radiocomunicazioni:

131 (1) esamina i rapporti delle commissioni di studio elaborati secondo le disposizioni del numero 157 in appresso ed approva, modifica o respinge i progetti di raccomandazioni contenuti in tali rapporti;

132 (2) tenendo presente la necessità di limitare ad un minimo gli oneri che gravano sull'Unione, approva il programma di lavoro derivante dall'esame dei problemi esistenti e di nuove questioni, valuta il grado di priorità e d'urgenza di tali questioni nonché l'incidenza finanziaria della procedura per esaminarle e stabilisce il termine per la relativa attuazione;

133 (3) decide, in considerazione del programma di lavoro approvato di cui al numero 132 di cui sopra, se sia il caso di mantenere o sciogliere le commissioni di studio o di crearne altre, ed assegna a ciascuna i problemi da studiare;

134 (4) raggruppa, nella misura del possibile, i problemi che interessano i paesi in via di sviluppo, in vista di agevolare la partecipazione di questi ultimi allo studio di tali problemi;

135 (5) esprime pareri sulle questioni di sua competenza, in risposta alle domande formulate da una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni.

136 (6) fa rapporto, alla conferenza mondiale delle radiocomunicazioni alla quale e abbinata, sull'avanzamento dei lavori concernenti argomenti che potrebbero essere inclusi nell'ordine del giorno di future conferenze delle radiocomunicazioni.

137 3. L'assemblea delle radiocomunicazioni e presieduta da una persona designata dal governo del paese dove la riunione si svolge o, qualora tale riunione avvenga nella sede

dell'Unione, da una persona eletta dall'assemblea stessa; il presidente è assistito dai vice-presidenti eletti all'assemblea.

Articolo 9
Conferenze regionali delle radiocomunicazioni

138 L'ordine del giorno di una conferenza regionale delle radiocomunicazioni può vertere solo su particolari argomenti in materia di radiocomunicazione a carattere regionale, comprese le direttive destinate al Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni ed all'Ufficio delle radiocomunicazioni relative alle loro attività concernenti la regione in questione, a condizione che tali direttive non siano contrarie agli interessi di altre regioni. Possono essere dibattuti solo gli argomenti iscritti all'ordine del giorno. Le disposizioni dei numeri 118 a 123 della presente Convenzione si applicano alle conferenze regionali delle radiocomunicazioni, ma unicamente per quanto concerne i Membri della regione interessata.

Articolo 10
Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni

139 1. Il Comitato é composto da nove membri eletti dalla Conferenza di Plenipotenziari.

140 2. Oltre alle funzioni enunciate all'articolo 14 della Costituzione, il Comitato esamina i rapporti del direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni relativo allo studio, su richiesta di una o più amministrazioni interessate, dei casi di interferenze pregiudizievoli, ed elabora le raccomandazioni necessarie.

141 3. I membri del Comitato hanno l'obbligo di partecipare a titolo consultivo,alle conferenze delle radiocomunicazioni ed alle assemblee delle radiocomunicazioni. Il Presidente ed il Vice-presidente, o i loro rappresentanti designati, hanno l'obbligo di partecipare a titolo consultivo, alle Conferenze di Plenipotenziari. In tutti questi casi, i membri vincolati da tali obblighi non sono autorizzati a partecipare a tali conferenze come membri della loro delegazione nazionale.

142 4. Solo le spese di viaggio, di sussistenza e di assicurazione sostenute dai membri del Comitato nell'esercizio delle loro funzioni al servizio dell'Unione sono a carico dell'Unione.

143 5. I metodi di lavoro del Comitato sono i seguenti:

144 (1) I membri del Comitato eleggono tra di loro un Presidente ed un Vice-presidente che esercitano le loro funzioni per una durata di un anno. In seguito, il Vice-presidente succede ogni anno al Presidente, ed un nuovo Vice-presidente viene eletto. In caso di assenza del Presidente e del Vice-presidente, i membri del Comitato eleggono per la circostanza, un presidente temporaneo scelto tra di loro.

145 (2) Di regola, le riunioni del Comitato sono di regola quattro all'anno; esse si svolgono di solito presso la sede dell'Unione, e devono esservi presenti almeno i due terzi dei suoi membri. Il lavoro del Comitato puo essere svolto con l'aiuto dei moderni mezzi di comunicazione.

146 (3) Il Comitato deve sforzarsi di prendere le sue decisioni all'unanimità. Qualora non vi riesca, una decisione é considerata valida solo se almeno i due terzi dei membri del Comitato si pronunciano con un voto a suo favore. Ciascun membro del Comitato dispone di un voto; é vietato il voto per procura.

147 (4) Il Comitato puo adottare le disposizioni interne che giudica necessarie, in conformità con le disposizioni della Costituzione, della presente Convenzione e del Regolamento delle radiocomunicazioni. Tali disposizioni sono pubblicate come parte delle Regole di procedura.

Articolo 11
Commissioni di studio delle radiocomunicazioni

148 1. Le commissioni di studio delle radiocomunicazioni sono stabilite da un'assemblea delle radiocomunicazioni.

149 2 (1) Le commissioni di studio delle radiocomunicazioni studiano i problemi che sono loro presentati secondo le disposizioni dell'articolo 7 della presente Convenzione ed elaborano progetti di raccomandazioni. Tali progetti di raccomandazioni sono sottoposti per approvazione sia all'assemblea delle radiocomunicazioni sia, nell'intervalle tra due assemblee, per corrispondenza alle amministrazioni, in conformità con le procedure adottate dall'assemblea. Le raccomandazioni approvate secondo l'una o l'altra di queste modalità hanno lo stesso statuto.

150 (2) Con riserva delle disposizioni del numero 158 qui di seguito, lo studio dei summenzionati problemi verte essenzialmente su :

151 a) l'utilizzazione dello spettro delle frequenze radioelettriche nelle radiocomunicazioni di Terra e nelle radiocomunicazioni spaziali (e quella dell'orbita dei satelliti geostazionari);

152 b) le caratteristiche e la qualità di funzionamento dei sistemi radioelettrici;

153 c) il funzionamento delle stazioni di radiocomunicazione;

154 d) gli aspetti di "radiocomunicazione" delle questioni relative al soccorso ed alla sicurezza.

155 (3) Di regola, tali studi non riguardano questioni di natura economica, ma qualora presuppongano comparazioni tra varie soluzioni tecniche, si potrà tener conto dei fattori economici.

156 3. Le commissioni di studio delle radiocomunicazioni svolgono inoltre i lavori preparatori relativi alle questioni tecniche, di gestione e di procedura che saranno sottoposte all'esame delle conferenze mondiali e regionali delle radiocomunicazioni ed elaborano rapporti a tale riguardo, secondo il programma di lavoro adottato sull'argomento da un assemblea delle radiocomunicazioni o in base alle direttive formulate dal Consiglio.

157 4. Ciascuna commissione di studio elabora, all'attenzione dell'assemblea delle radiocomunicazioni, un rapporto che indica lo stato di avanzamento dei lavori, le raccomandazioni adottate secondo la procedura di consultazione prevista al numero 149 di cui sopra ed i progetti di raccomandazioni nuove o rivedute che l'assemblea deve esaminare.

158 5. In considerazione delle disposizioni del numero 79 della Costituzione, il Settore delle radiocomunicazioni ed il Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni rivedono in permanenza gli argomenti enunciati ai numeri 151 a 154 di cui sopra ed al numero 193 della presente Convenzione per quanto riguarda il Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni, al fine di stabilire di comune accordo le modifiche da apportare alla ripartizione dei problemi esaminati dai due Settori. I Settori lavorano in stretta collaborazione,avvalendosi di procedure che consentono di effettuare tale revisione e di raggiungere l'accordo necessario in tempo utile ed in modo efficace. Se non si riesce ad addivenire ad un accordo, il problema può essere sottoposto per decisione alla Conferenza dei plenipotenziari tramite il Consiglio.

159. Nell'adempiere ai loro compiti, le commissioni di studio delle radiocomunicazioni devono prestare attenzione soprattutto allo studio dei problemi ed alla elaborazione di raccomandazioni direttamente legate alla creazione, allo sviluppo ed al miglioramento delle telecomunicazioni nei paesi in via di sviluppo, a livello regionale ed internazionale. Esse conducono i loro lavori tenendo debitamente conto dell'operato delle organizzazioni nazionali e regionali e delle altre organizzazioni internazionali che trattano di radiocomunicazioni e cooperano con esse, in considerazione della necessità per l'Unione di mantenere una posizione preminente in materia di telecomunicazioni.

160 7. Al fine di agevolare l'esame delle attività del Settore delle radiocomunicazioni, é opportuno adottare provvedimenti atti ad incoraggiare la cooperazione ed il coordinamento con altre organizzazioni che trattano le radiocomunicazioni, con il Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni e con il Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni. L'assemblea delle radiocomunicazioni stabilisce gli obblighi specifici, le condizioni di partecipazione e le regole di applicazione di tali provvedimenti.

Articolo 12
Ufficio delle radiocomunicazioni

161 1. Il direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni organizza e coordina i lavori del Settore delle radiocomunicazioni.

162 2. In particolare il direttore,

163 (1) trattandosi di conferenze delle radiocomunicazioni:

164 a) coordina i lavori preparatori delle commissioni di studio e dell'Ufficio, comunica ai Membri i risultati di tali lavori, raccoglie le loro osservazioni e sottopone un rapporto di sintesi alla conferenza che può anche includere proposte a carattere regolamentare;

165 b) partecipa di diritto ma a titolo consultivo alle deliberazioni dell'assemblea delle radiocomunicazioni e delle commissioni di studio delle radiocomunicazioni. Il direttore adotta tutti i provvedimenti necessari per la preparazione delle conferenze di radiocomunicazioni e delle riunioni del Settore delle radiocomunicazioni e consulta il Segretario generale in conformità con le disposizioni del numero 94 della presente Convenzione e, se del caso, gli altri Settori dell'Unione, tenendo debitamente conto delle direttive del Consiglio relative all'attuazione di tale preparazione;

166 c) fornisce la sua assistenza ai paesi in via di sviluppo nei lavori preparatori delle conferenze delle radiocomunicazioni;

167 (2) trattandosi del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni:

168 a) elabora progetti di regole di procedura e li sottopone per approvazione al Comitato del regolamento delle radiocomunicazioni; tali progetti e regole di procedura comportano, tra l'altro, i metodi di calcolo ed i dati necessari per l'applicazione delle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni;

169 b) comunica a tutti i Membri dell'Unione le regole di procedura del Comitato e raccoglie le osservazioni presentate a tale riguardo dalle amministrazioni;

170 c) elabora le informazioni comunicate dalle amministrazioni in conformità con le disposizioni pertinenti del Regolamento delle radiocomunicazioni e degli accordi regionali, e le prepara, se del caso, per la pubblicazione sotto forma appropriata;

171 d) applica le regole procedurali approvate dal Comitato, elabora e pubblica conclusioni in base a tali regole e fornisce al Comitato qualsiasi riesame di una conclusione richiesto da un' amministrazione e che non può essere portato a termine per via di tali regole di procedura;

172 e) procede , in conformità con le disposizioni pertinenti del Regolamento delle radiocomunicazioni, all'iscrizione ed alla registrazione metodica delle assegnazioni di frequenza e se del caso delle caratteristiche orbitali abbinate e aggiorna lo Schedario di riferimento internazionale delle frequenze; rivede, di comune accordo con l'amministrazione interessata, le iscrizioni contenute in detto Schedario al fine di modificare o di eliminare, a seconda dei casi, le iscrizioni che non riflettono la reale utilizzazione dello spettro delle frequenze.

173 f) aiuta l'amministrazione o le amministrazioni interessate che ne fanno richiesta, a risolvere i casi di interferenze pregiudizievoli e se necessario, procede a studi e elabora un rapporto da sottoporre per esame al Comitato, nel quale sono formulati progetti di raccomandazioni destinati alle amministrazioni interessate;

174 g) svolge le funzioni di segretario esecutivo del Comitato;

175 (3) coordina i lavori delle commissioni di studio delle radiocomunicazioni ed e responsabile dell'organizzazione di tali lavori;

176 (4) inoltre il direttore:

177 a) intraprende studi al fine di fornire pareri ai Membri in vista dell'utilizzazione del massimo numero possibile di canali radioelettrici nelle regioni dello spettro delle frequenze dove possono verificarsi interferenze pregiudizievoli, nonché in vista di un'utilizzazione equa, efficace ed economica dell'orbita dei satelliti geostazionari, in considerazione dei fabbisogni dei Membri che richiedono assistenza, delle esigenze dei paesi in via di sviluppo e della particolare situazione geografica di alcuni paesi;

178 b) ha con i membri scambi di dati in forma accessibile mediante lettura automatica e sotto altre forme, elabora e tiene aggiornati i documenti e le banche dati del Settore delle radiocomunicazioni ed adotta, insieme al Segretario generale ogni misura utile, come necessario, affinché siano pubblicate nelle lingue di lavoro dell'Unione secondo il numero 172 della Costituzione;

179 c) tiene aggiornate le pratiche necessarie;

180 d) rende conto, in un rapporto presentato alla conferenza mondiale delle radiocomunicazioni, dell'attività del Settore della radiocomunicazioni a decorrere dall'ultima conferenza; se non e prevista nessuna conferenza mondiale delle radiocomunicazioni, il rapporto sull'attività del Settore nel biennio successivo all'ultima conferenza sara presentato al Consiglio ed ai Membri dell'Unione;

181 e) redige un bilancio preventivo dei costi che corrispondono ai fabbisogni del Settore delle radiocomunicazioni e lo trasmette al Segretario generale affinché sia esaminato dal Comitato di coordinamento ed incorporato nel bilancio dell'Unione.

182 3. Il direttore seleziona il personale tecnico e amministrativo dell'Ufficio entro i limiti del bilancio preventivo approvato dal Consiglio. La nomina di tale personale tecnico e amministrativo e decisa dal Segretario generale, di comune accordo con il direttore. La decisione definitiva di nomina o di licenziamento spetta al Segretario generale.

183 4. Il direttore fornisce al Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni il sostegno tecnico necessario nell'ambito delle disposizioni della Costituzione e della presente Convenzione.

SEZIONE 6

SETTORE PER LA NORMALIZZAZIONE DELLE TELECOMUNICAZIONI

Articolo 13

Conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni

184 1. In conformità con il numero 104 della Costituzione, e indetta una conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni in vista di esaminare questioni specifiche nell'ambito della normalizzazione delle telecomunicazioni.

185 2. Le questioni da esaminare da parte di una conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni, e che sono oggetto di raccomandazioni, sono quelle che la conferenza ha selezionato in conformità al suo regolamento interno oppure quelle che le sono sottoposte dalla Conferenza dei plenipotenziari, da un'altra conferenza o dal Consiglio.

186 3. In conformità con le disposizioni del numero 104 della Costituzione, la conferenza:

187 a) esamina i rapporti elaborati dalle commissioni di studio in conformità con le disposizioni del numero 194 della presente Convenzione e approva, modifica o respinge i progetti di raccomandazioni che contengono tali rapporti;

188 b) tenuto conto della necessità di mantenere al minimo le esigenze per quanto riguarda le risorse dell'Unione, approva il programma di lavoro derivante dall'esame delle questioni esistenti e delle nuove questioni , determina il loro grado di priorità e di urgenza e valuta l'incidenza finanziaria ed il calendario necessario ai fini della loro realizzazione;

189 c) decide, in considerazione del programma di lavoro approvato di cui al numero 188 precedente, se sia il caso di mantenere o di sciogliere le commissioni di studio esistenti o di crearne altre, ed assegna a ciascuna di esse le questioni da studiare;

190 d) raggruppa, per quanto possibile, le questioni che interessano i paesi in via di sviluppo al fine di agevolare la partecipazione di questi ultimi all'esame di tali questioni;

191 e) esamina ed approva il rapporto del direttore sulle attività del Settore a seguito dell'ultima conferenza.

Articolo 14

Commissioni di studio per la normalizzazione delle telecomunicazioni

192 1. (1) Le commissioni di studio per la normalizzazione delle telecomunicazioni studiano i problemi ed elaborano progetti di raccomandazioni sugli argomenti che sono loro sottoposti in conformità con le disposizioni dell'articolo 13 della presente Convenzione. Tali progetti sono fatti pervenire per approvazione sia ad una Conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni sia,nell'intervallo tra due conferenze di questo tipo tramite corriere, alle amministrazioni, secondo la procedura adottata dalla conferenza. Le raccomandazioni approvate secondo l'una o l'altra di queste modalità hanno il medesimo statuto.

193 (2) Fatte salve le disposizioni del numero 195 qui di seguito, le commissioni di studio esaminano le questioni tecniche, di gestione e di tariffazione e redigono raccomandazioni al riguardo in vista della normalizzazione universale delle telecomunicazioni, in particolare delle raccomandazioni sull'interconnessione dei sistemi radioelettrici nei circuiti di telecomunicazione pubblici e sulla qualità richiesta di tali interconnessioni. I problemi tecnici o di gestione specificatamente inerenti alle radiocomunicazioni e che sono enunciati ai numeri da 151 a 154 della presente Convenzione sono di competenza del Settore delle radiocomunicazioni.

194 (3) Ciascuna commissione di studio elabora, all'attenzione della conferenza di normalizzazione delle telecomunicazioni un rapporto che indica lo stato di avanzamento dei suoi lavori, le raccomandazioni adottate in conformità con la procedura di consultazione di cui al numero 192 di cui sopra ed i progetti di raccomandazioni nuove o rivedute che la conferenza deve esaminare.

195 2. In considerazione delle disposizioni del numero 105 della Costituzione, il Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni ed il Settore delle radiocomunicazioni rivedono in permanenza i compiti enunciati al numero 193 ed ai numeri da 151 a 154 della presente Convenzione per quanto concerne il Settore delle radiocomunicazioni, in vista di decidere di comune accordo le modifiche da apportare alla ripartizione delle questioni esaminati da entrambi i Settori. Questi Settori lavorano in stretta collaborazione ed adottano procedure che consentono loro di svolgere questa revisione e di concludere tali accordi in tempo utile ed in maniera

efficace.Nel caso di mancato raggiungimento di un accordo, tale questione potrà essere sottoposta per decisione alla Conferenza dei plenipotenziari tramite il Consiglio.

196 3. Nell'adempimento dei loro compiti, le commissioni di studio della normalizzazione delle telecomunicazioni devono concentrare la loro attenzione sullo studio dei problemi e sull'elaborazione di raccomandazioni direttamente connesse con la creazione, lo sviluppo ed il perfezionamento delle telecomunicazioni nei paesi in via di sviluppo, a livello regionale ed internazionale. Esse svolgono i loro lavori tenendo debitamente conto del lavoro delle organizzazioni nazionali e regionali e cooperano con esse, in considerazione della necessità per l'Unione di mantenere la sua posizione predominante in materia di normalizzazione mondiale delle telecomunicazioni.

197 4. In vista di agevolare l'esame delle attività del Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni, e opportuno adottare misure atte a promuovere la cooperazione ed il coordinamento con altre organizzioni che si occupano di normalizzazione, con il Settore delle radiocomunicazioni e con il Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni. Una conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni stabilisce gli obblighi specifici, le condizioni di partecipazione e le regole di attuazione di questi provvedimenti.

Articolo 15

Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni

198 1. Il Direttore dell'Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni organizza e coordina i lavori del Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni.

199 2. In particolare il direttore:

200 a) aggiorna ogni anno, di concerto con i presidenti delle commissioni di studio per la normalizzazione delle telecomunicazioni, il programma di lavoro approvato dalla Conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni;

201 b) partecipa di diritto ma a titolo consultivo, alle deliberazioni delle Conferenze mondiali di normalizzazione delle telecomunicazioni e delle commissioni di studio per la normalizzazione delle telecomunicazioni. Il direttore adotta tutti i provvedimenti necessari per la preparazione delle conferenze e delle riunioni del Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni, consultando il Segretariato generale in conformità con le disposizioni del numero 94 della presente Convenzione e, se necessario, con gli altri Settori dell'Unione, tenendo debitamente conto delle direttive del Consiglio relative all'esecuzione di tale preparazione:

202 c) elabora le informazioni comunicate dalle amministrazioni, in attuazione delle disposizioni pertinenti del Regolamenti delle telecomunicazioni internazionali o delle decisioni della Conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni e le prepara, se del caso, a fini di pubblicazione in forma appropriata;

203 d) scambia, con i Membri, dati in forma accessibile mediante lettura automatica e sotto altre forme; elabora e se del caso aggiorna i documenti e le banche dati del Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni ed adotta le misure richieste, di comune accordo con il Segretario generale, qquando ciò é necessario, in vista della loro pubblicazione nelle lingue di lavoro dell'Unione, in conformità con il numero 172 della Costituzione;

204 e) rende conto, in un rapporto presentato alla Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni, sull'attività del Settore a decorrere dall'ultima Conferenza e sottopone al Consiglio nonché ai Membri dell'Unione, un rapporto sull'attività di questo settore durante il biennio successivo all'ultima conferenza, a meno che non venga convocata una seconda conferenza;

205 f) elabora un bilancio preventivo basato sui costi corrispondenti alle esigenze del Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni e lo trasmette al Segretario generale per esame da parte del Comitato di coordinamento e affinchè sia incorporato nel bilancio dell'Unione.

206 3. Il direttore sceglie il personale tecnico e amministrativo dell'Ufficio di normalizzazione delle telecomunicazioni nel quadro del bilancio approvato dal Consiglio. La nomina di questo personale tecnico e amministrativo é decisa dal Segretario generale, d'accordo con il direttore. La decisione definitiva di nomina o di licenziamento spetta al Segretario generale.

207 4. Il direttore fornisce il sostegno tecnico necessario al Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni nel quadro delle disposizioni della Costituzione e della presente Convenzione.

SEZIONE 7

Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni

Articolo 16

Conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni

208 1. In conformità con le disposizioni del numero 118 della Costituzione,il ruolo delle conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni e il seguente:

209 a) le conferenze mondiali di sviluppo delle telecomunicazioni elaborano programmi di lavoro e direttive in vista di definire i problemi e le priorità relative allo sviluppo delle telecomunicazioni e forniscono orientamenti al Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni per il suo programma di lavoro. A seconda delle esigenze, esse possono costituire commissioni di studio;

210 b) le conferenze regionali di sviluppo delle telecomunicazioni possono fornire pareri all'Ufficio per lo sviluppo delle telecomunicazioni sulle esigenze e le caratteristiche specifiche in materia di telecomunicazioni della regione interessata; esse possono inoltre sottoporre raccomandazioni alle conferenze .mondiali di sviluppo delle telecomunicazioni;

211 c) le conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni dovrebbero stabilire obiettivi e strategie per lo sviluppo equilibrato delle telecomunicazioni mondiali e regionali, accordando una particolare attenzione all'espansione ed alla modernizzazione delle reti e dei servizi dei paesi in via di sviluppo nonché alla mobilitazione delle risorse necessarie a tal fine. Esse costituiscono un quadro per l'esame di questioni di politica generale, di organizzazione, di gestione, regolamentari, tecniche, finanziarie e degli aspetti connessi, compresa la ricerca di nuove fonti di finanziamento e la loro attuazione;

212 d) le conferenze mondiali e regionali di sviluppo delle telecomunciazioni, nei loro rispettivi settori di competenza, esaminano i rapporti loro sottoposti e valutano le attività del Settore; possono inoltre esaminare questioni di sviluppo delle telecomunicazioni relative alle attività degli altri Settori dell'Unione.

213 2. Il progetto di ordine del giorno delle conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni e elaborato dal direttore dell'Ufficio per lo sviluppo delle telecomunicazioni; esso é presentato dal Segretario generale all'approvazione del Consiglio con il consenso di una maggioranza dei Membri dell'Unione nel caso di una conferenza mondiale, ovvero di una maggioranza dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata nel caso di una conferenza regionale, con riserva delle disposizioni del numero 47 della presente Convenzione.

Articolo 17

Commissioni di studio per lo sviluppo delle telecomunicazioni

214 1. Le commissioni di studio per lo sviluppo delle telecomunicazioni studiano questioni inerenti specificamente alle telecomunicazioni, comprese le questioni di cui al numero 211 della presente Convenzione, che interessano i paesi in via di sviluppo. Tali commissioni di studio sono in numero ristretto e sono create per un periodo limitato in considerazione delle risorse disponibili. Esse hanno mandati specifici, trattano di questioni e di problemi che presentano un interesse prioritario per i paesi in via di sviluppo e sono mirati agli scopi da ottenere.

215 2. In considerazione delle disposizioni del numero 119 della Costituzione, il Settore delle radiocomunicazioni, il Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni ed il Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni rivedono in permanenza le questioni allo studio in vista di raggiungere un accordo sulla ripartizione del lavoro, di armonizzare gli sforzi e di migliorare il coordinamento. Questi Settori adottano procedure adatte per l'effettuazione di tale revisione e per concludere questi accordi in tempo utile ed in maniera efficace.

Articolo 18

Ufficio per lo sviluppo delle telecomunicazioni e Comitato consultivo per lo sviluppo delle telecomunicazioni

216 1. Il direttore dell'Ufficio per lo sviluppo delle telecomunicazioni organizza e coordina i lavori del Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni.

217 2. In particolare, il direttore:

218 a) partecipa di diritto,ma a titolo consultivo, alle deliberazioni delle Conferenze per lo sviluppo delle telecomunicazioni e delle commissioni di studio per lo sviluppo delle telecomunicazioni. Il direttore adotta tutti i provvedimenti necessari per la preparazione delle conferenze e delle riunioni del Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni consultando il Segretariato generale in conformità con le disposizioni del numero 94 della presente Convenzione e, se necessario, gli altri Settori dell'Unione, e tenendo debitamente conto delle direttive del Consiglio relative all'esecuzione di tale preparazione;

219 b) tratta le informazioni comunicate dalle amministrazioni, in attuazione delle risoluzioni e decisioni pertinenti della Conferenza di plenipotenziari e delle conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni e le prepara, se del caso, per la pubblicazione in forma appropriata;

220 c) scambia con i Membri, dati in forma accessibile mediante lettura automatica e sotto altre forme; elabora e, se del caso, aggiorna i documenti e le banche dati del Settore per la sviluppo delle telecomunicazioni ed adotta le misure richieste, di comune accordo con il Segretario generale, se del caso, in vista della loro pubblicazione nelle lingue di lavoro dell'Unione, in conformità con il numero 172 della Costituzione;

221 d) raccoglie e prepara ai fini della pubblicazione, in collaborazione con il Segretariato generale e gli altri settori dell'Unione, le informazioni di natura tecnica o amministrativa che potrebbero essere particolarmente utili ai paesi in via di sviluppo per aiutarli a migliorare le loro reti di telecomunicazioni. Questi paesi devono inoltre tenere debitamente conto delle possibilità offerte dai programmi internazionali posti sotto gli auspici dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

222 e) rende conto, in un rapporto presentato alla Conferenza mondiale per lo sviluppo delle telecomunicazioni, dell'attività del Settore a decorrere dall'ultima Conferenza e sottopone al Consiglio nonché ai Membri dell'Unione, un rapporto sull'attività di questo settore durante il biennio successivo all'ultima conferenza;

223 f) elabora un bilancio preventivo basato sui costi corrispondenti alle esigenze del Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni e lo trasmette al Segretario generale affinché sia esaminato dal Comitato di coordinamento e incorporato nel bilancio preventivo dell'Unione.

224 3. Il direttore lavora in collaborazione con gli altri funzionari eletti e si adopera per rafforzare il ruolo di catalizzatore dell'Unione in vista di stimolare lo sviluppo delle telecomunicazioni; egli adotta le disposizioni necessarie, in collaborazione con il Direttore dell'Ufficio interessato, in vista di convocare riunioni d'informazione relative alle attività del Settore corrispondente.

225. 4 A richiesta dei Membri interessati, il Direttore, con la partecipazione dei direttori degli altri Uffici e se del caso del Segretario generale, compie degli studi e dà consigli riguardo alle questioni relative alle loro telecomunicazioni nazionali. Nel caso in cui tale studio implichi la comparazione di piu soluzioni tecniche posssibili, si potrà tener conto dei fattori economici.

226 5. Il Direttore seleziona il personale tecnico e amministrativo dell'Ufficio di sviluppo delle telecomunicazioni entro i limiti del bilancio preventivo approvato dal Consiglio. La nomina di questo personale é decisa dal Segretario generale, di comune accordo con il direttore. La decisione dfinitiva, di nomina o di licenziamento, spetta al Segretario generale.

227 6. E' istituito un Comitato consultivo per lo sviluppo delle telecomunicazioni ed i suoi membri sono nominati dal Direttore previa consultazione del Segretario generale. Il Comitato é composto da personalità che corrispondono ad una ripartizione ampia ed equa di interessi e di competenze in materia di sviluppo delle telecomunicazioni ; esso elegge il suo presidente tra i suoi membri. Il Comitato consiglia il direttore che partecipa alle sue riunioni, riguardo alle priorità ed alle strategie da attuare nel quadro delle attività di sviluppo delle telecomunicazioni dell'Unione. In particolare, raccomanda misure volte ad incoraggiare la cooperazione ed il coordinamento con altre organizzazioni che trattano lo sviluppo delle telecomunicazioni.

SEZIONE 8

Disposizioni comuni ai tre Settori

Articolo 19

Partecipazioni di enti e di organizzazioni diverse dalle amministrazioni alle attività dell'Unione

228 1. Il Segretario generale ed i direttori degli Uffici incoraggiano gli enti e le organizzazioni qui di seguito a partecipare in maniera piu ampia alle attività dell'Unione:

229 a) gestioni riconosciute, organismi scientifici o industriali ed organismi di finanziamento o di sviluppo approvati dal Membro interessato;

230 b) altri enti che si occupano di questioni di telecomunicazione approvate dal Membro in questione;

231 c) organizzazioni regionali ed altre organizzazioni internazionali di telecomunicazione, di normalizzazione, di finanziamento o di sviluppo.

232 2. I direttori degli Uffici lavorano in stretta collaborazione con gli enti e le organizzazioni ammesse a partecipare ai lavori di uno o piu Settori dell'Unione.

233 3. Ogni domanda di partecipazione ai lavori di un Settore formulata da un organo citato al numero 229 di cui sopra in conformità con le disposizioni pertinenti della Costituzione e della presente Convenzione e approvata dal Membro interessato, e indirizzata da questo Membro al Segretario generale.

234 4. Ogni domanda di un organo di cui al numero 230 sopra, presentata dal Membro interessato é trattata secondo una procedura stabilita dal Consiglio. La conformità di una domanda di questo tipo con detta procedura e oggetto di un esame da parte del Consiglio.

235 5. Ogni domanda di partecipazione ai lavori di un Settore formulata da un ente o organizzazione di cui al numero 231 sopra (ad eccezione delle organizzazioni di cui ai numeri 260 e 261 della presente Convenzione) é trasmessa al Segretario generale e trattata in conformità con le procedure istituite dal Consiglio.

236 6. Ogni domanda di partecipazione ai lavori di un Settore formulata da un'organizzazione di cui ai numeri 260 a 262 della presente Convenzione é trasmessa al Segretario generale e l'organizzazione interessata e iscritta sulle liste di cui al numero 237 sopra.

237 7. Il Segretario generale elabora ed aggiorna per ciascun Settore, liste di tutti gli enti ed organizzazioni di cui ai numeri 229 a 231 nonché ai numeri 260 e 262 della presente Convenzione che sono ammesse a partecipare ai lavori dei Settori. Esso pubblica ciascuna di queste liste ad intervalli appropriati e le sottopone a tutti i Membri ed al direttore dell'Ufficio interessato. Tale direttore informa gli enti ed organizzazioni interessate sul seguito che é stato dato alla loro richiesta.

238 8. Gli enti ed organizzazioni che figurano sulle liste di cui al numero 237 di cui sopra sono anch'esse denominate "membri" dei Settori dell'Unione; le condizioni della loro partecipazione ai lavori dei Settori sono enunciate nel presente articolo, all'articolo 33 ed in altre disposizioni pertinenti della presente Convenzione. Le disposizioni dell'articolo 3 della Costituzione non sono loro applicabili.

239 9. Un gestore riconosciuto puo agire a nome del Membro che l'ha riconosciuta, a condizione che quest'ultimo informi il Direttore dell'ufficio interessato che ha debitamente autorizzato detto gestore.

240 10. Ogni ente o organizzazione ammessa a partecipare ai lavori di un Settore ha diritto di porre fine alla sua partecipazione con una notifica indirizzata al Segretario generale. Anche il Membro interessato, può se del caso, porre fine a tale partecipazione. La cessazione produrrà i suoi effetti allo scadere di un periodo di un anno a partire dal giorno in cui il Segretario generale ha ricevuto la notifica.

241 11. Il Segretario generale in conformità con i criteri e le procedure definite dal Consiglio, elimina dalla lista degli enti e delle organizzazioni il nominativo di quelli che non sono piu autorizzati a partecipare ai lavori di un Settore.

Articolo 20

Svolgimento dei lavori delle commissioni di studio

242 1. L'assemblea delle radiocomunicazioni, la conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni e la conferenza mondiale di sviluppo delle telecomunicazioni nominano un presidente per ciascuna commissione di studio ed in linea di massima un solo vice-presidente. All'atto della nomina dei presidenti e dei vice-presidenti, si terrà conto in particolare di criteri di competenza e dell'esigenza di un'equa ripartizione geografica nonché della necessità di favorire una partecipazione piu efficace dei paesi in via di sviluppo.

243 2. Qualora la mole di lavoro delle commissioni di studio lo esiga, l'assemblea o la conferenza nominano i vice presidenti nella misura che ritengono necessaria, in linea di massima non piu di due in tutto.

244 3. Se, nell'intervallo tra due assemblee o conferenze del Settore interessato, il presidente di una commissione di studio non e in grado di esercitare le sue funzioni e e stato nominato un solo vice-presidente, quest'ultimo sostituisce il presidente. Nel caso di una commissione di studio nella quale piu vice-presidenti sono stati nominati, la commissione di studio, nella sua riunione successiva, elegge tra essi il suo nuovo presidente, e se, del caso, un nuovo vice-presidente tra i suoi membri. Allo stesso modo, elegge anche un nuovo vice-presidente qualora uno dei suoi vice-presidenti fosse impedito dall'esercitare le sue funzioni durante il periodo interessato.

245 4. I lavori affidati alle commissioni di studio sono nella misura del possibile, trattati per corrispondenza, grazie ai moderni mezzi di comunicazione.

246 5. Dopo aver consultato il Segretario generale e previo coordinamento come stabilito nella Costituzione e nella Convenzione, il direttore dell'Ufficio di ciascun Settore, in considerazione delle decisioni della conferenza o dell'assemblea competente, stabilisce il piano generale delle riunioni delle commissioni di studio.

247 6. Le commissioni di studio possono adottare provvedimenti in vista di ottenere, da parte dei Membri, l'approvazione delle raccomandazioni elaborate tra due assemblee o conferenze. Le procedure da applicare per ottenere tale approvazione saranno quelle approvate dall'assemblea o dalla conferenza competente. Le raccomandazioni in tal modo approvate avranno lo stesso statuto di quelle approvate dalla conferenza vera e propria.

248 7. Se necessario, gruppi di lavoro misti possono essere costituiti per l'esame delle questioni che richiedono la partecipazione di esperti di piu commissioni di studio.

249 8. Il direttore dell'Ufficio interessato invia i rapporti finali delle commissioni di studio compreso un elenco delle raccomandazioni approvate in conformità con il numero 247 di cui sopra alle amministrazioni, organizzazioni ed enti che partecipano ai lavori del Settore. Questi rapporti sono inviati il prima possibile ed in ogni caso abbastanza rapidamente da poter pervenire ai loro destinatari almeno un mese prima della data della successiva conferenza competente.

Articolo 21

Raccomandazioni indirizzate da una conferenza ad un'altra conferenza

250 1. Ogni conferenza puo sottoporre ad un'altra conferenza dell'Unione raccomandazioni inerenti al suo settore di competenza.

251 2. Tali raccomandazioni devono essere tempestivamente inviate in tempo utile al Segretario generale in vista di essere raccolte, coordinate e comunicate alle condizioni previste al numero 230 della presente Convenzione.

Articolo 22

Relazioni dei Settori tra di loro e con le organizzazioni internazionali

252 1. I direttori degli Uffici possono decidere, dopo aver effettuato le consultazioni appropriate e previo coordinamento come stabilito nella Costituzione, nella Convenzione e nelle decisioni delle conferenze o assemblee competenti, di organizzare riunioni miste di commissioni di studio di due o tre Settori, in vista di effettuare studi e di preparare progetti di raccomandazioni su questioni d'interesse comune. Questi progetti di raccomandazioni sono sottoposti alle conferenze o assemblee competenti dei Settori interessati.

253 2. Alle conferenze o riunioni di un Settore possono assistere a titolo consultivo, il Segretario generale, il Vice-Segretario generale, i direttori degli Uffici degli altri settori o i loro rappresentanti nonché i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni. In caso di necessità, queste conferenze o riunioni possono invitare a titolo consultivo, rappresentanti del Segretariato generale o di ogni altro Settore che non ha ritenuto necessario di farsi rappresentare.

254 3 Quando un Settore e invitato a partecipare ad una riunione di un'organizzazione internazionale, il suo direttore e autorizzato, in considerazione delle disposizioni del numero 107 della presente Convenzione, ad adottare disposizioni per assicurare la sua rappresentanza a titolo consultivo.

CAPITOLO II
Disposizioni generali concernenti le conferenze

Articolo 23
Invito ed ammissione alle Conferenze di plenipotenziari quando vi é un governo invitante

255. 1 Il luogo preciso e le date esatte della Conferenza sono stabilite in conformità con le disposizioni dell'articolo 1 della presente Convenzione, previa consultazione con il governo invitante.

256 (1) Un anno prima della data di apertura della Conferenza, il governo invitante invia un invito al governo di ciascun membro dell'Unione.

257 (2) Questi inviti possono essere indirizzati sia direttamente, sia tramite un Segretario generale, sia attraverso un altro governo.

258 3. Il Segretario generale invita le seguenti organizzazioni ad inviare degli osservatori:

259 a) l'Organizzazione delle Nazioni Unite;

260 b) le organizzazioni regionali di telecomunicazioni menzionate all'articolo 43 della Costituzione;

261 c) le organizzazioni intergovernative che utilizzano sistemi via satellite;

262 d) le istituzioni specializzate delle Nazioni Unite nonché l'Agenzia internazionale dell'energia atomica.

263 4. (1) L risposte dei Membri devono pervenire al governo invitante almeno un mese prima dell'apertura della Conferenza; esse devono per quanto possibile, fornire ogni indicazione sulla composizione della delegazione.

264 (2) Queste risposte possono essere indirizzate al governo invitante sia direttamente, sia tramite il Segretario generale, sia tramite un altro governo.

265 (3) Le risposte delle organizzazioni e delle istituzioni di cui ai numeri 259 a 262 di cui sopra debbono pervenire al Segretario generale un mese prima della data di apertura della Conferenza.

266.5 Il Segretariato generale ed i tre Uffici dell'Unione sono rappresentanti alla Conferenza a titolo consultivo.

267 6. Sono ammesse alle Conferenze di plenipotenziari:

268 a) le delegazioni;

269 b) gli osservatori delle organizzazioni ed istituzioni invitate in conformità con i numeri 259 a 262 di cui sopra.

Articolo 24

Invito ed ammissione alle conferenze delle radiocomunicazioni quando vi e un governo invitante

270 1. Il luogo preciso e le date esatte della conferenza sono fissate in conformità con le disposizioni dell'articolo 3 della presente Convenzione, previa consultazione del governo invitante.

271 2. (1) Le disposizioni dei numeri 256 a 265 della presente Convenzione sono applicabili alle conferenze delle radiocomunicazioni.

272 (2) I Membri dell'Unione devono informare i gestori riconosciuti che e stato loro indirizzato l'invito a partecipare ad una conferenza di radiocomunicazioni

273 3 (1) Il governo invitante, d'accordo con il Consiglio o dietro proposta di quest'ultimo, può indirizzare una notifica alle organizzazioni internazionali diverse da quelle di cui ai numeri 259 a 262 della presente Convenzione che potrebbero desiderare di inviare osservatori alla conferenza a titolo consultivo.

274 (2) Le organizzazioni internazionali interessate di cui al numero 273 di cui sopra, indirizzano al governo invitante una domanda d'ammissione entro due mesi a decorrere dalla data della notifica.

275 (3) Il governo invitante riunisce le domande e la decisione di ammissione e adottata dalla conferenza stessa.

276 4. Sono ammesse alle conferenze delle radiocomunicazioni:

277 a) le delegazioni;

278 b) gli osservatori delle organizzazioni e delle istituzioni di cui ai numeri 259 a 262 della presente Convenzione;

279 c) gli osservatori delle organizzazioni internazionali ammesse secondo le disposizioni dei numeri 273 a 275 di cui sopra;

280 d) gli osservatori che rappresentano le aziende riconosciute ammesse a partecipare alle commissioni di studio delle radiocomunicazioni in conformità con le disposizioni dell'articolo 19 della presente Convenzione e debitamente autorizzate dal Membro interessato;

281 e) a titolo consultivo, i funzionari eletti, quando la conferenza tratta di questioni di loro competenza, ed i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni;

282 f) gli osservatori dei Membri dell'Unione che partecipano, senza diritto di voto, alla conferenza regionale delle radiocomunicazioni di una regione diversa da quella cui appartengono tali Membri.

Articolo 25

Invito ed ammissione alle assemblee delle radiocomunicazioni alle conferenze di normalizzazione delle telecomunicazioni ed alle conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni quando vi e un governo invitante.

283 1. Il luogo preciso e le date esatte della Conferenza sono stabilite in conformità con le disposizioni dell'articolo 1 della presente Convenzione, previa consultazione con il governo invitante.

284 2. Un anno prima della data di apertura dell'assemblea o della conferenza, il Segretario generale, previa consultazione del direttore dell'Ufficio interessato, fa pervenire un invito:

285 a) all'amministrazione di ciascun Membro dell'Unione;

286 b) agli enti ed organizzazioni ammessi a partecipare ai lavori del Settore interessato secondo le disposizioni dell'articolo 19 della presente Convenzione;

287 c) alle organizzazioni regionali di telecomunicazione menzionate all'articolo 43 della Costituzione;

288 d) alle organizzazioni intergovernative che gestiscono sistemi via satellite;

289 e) ad ogni altra organizzazione regionale o altra organizzazione internazionale che si occupa di questioni che interessano l'assemblea o la conferenza.

290 3. Inoltre il Segretario generale invita le organizzazioni o istituzioni qui di seguito ad inviare osservatori:

291 a)l'Organizzazione delle Nazioni Unite;

292 b)le istituzioni specializzate delle Nazioni Unite e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica;

293 4. Le risposte debbono pervenire al Segretario generale almeno un mese prima dell'apertura dell'assemblea o della conferenza; esse debbono, per quanto possibile fornire indicazioni sulla composizione della delegazione o della rappresentanza.

294 5. Il Segretariato generale ed i funzionari eletti dell'Unione sono rappresentati all'assemblea o alla conferenza a titolo consultivo.

295 6. Sono ammessi all'assemblea o alla conferenza:

296 a) le delegazioni;

297 b) gli osservatori delle organizzazioni e delle istituzioni invitate in conformità con le disposizioni dei numeri 287 a 289, 291 e 292 di cui sopra;

298 c) i rappresentanti degli enti ed organizzazioni di cui al numero 286 di cui sopra.

Articolo 26

Procedura per la convocazione o l'annullamento di conferenze mondiali o di assemblee di radiocomunicazioni a richiesta dei Membri dell'Unione o su proposta del Consiglio

299 1. Le procedure enunciate nelle disposizioni qui di seguito si applicano alla convocazione di una seconda conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni nell'intervallo compreso tra due successive Conferenze di plenipotenziari ed alla determinazione del luogo preciso e delle date esatte di questa conferenza, o all'annullamento di una seconda conferenza mondiale delle radiocomunicazioni o di una seconda assemblea delle radiocomunicazioni.

300 2. (1) I Membri dell'Unione che desiderano che sia convocata una seconda conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni sia convocata, ne informano il Segretario generale indicando il luogo e le date della conferenza.

301 (2) Il Segretario generale, avendo ricevuto richieste concordanti provenienti da almeno un quarto dei Membri, ne informa immediatamente tutti i Membri con i mezzi di telecomunicazione più appropriati, pregandoli di indicare entro sei settimane, se accettano o meno la proposta formulata.

302 (3) Se la maggioranza dei Membri, determinata secondo le disposizioni del numero 47 della presente Convenzione, si pronuncia a favore dell'insieme della proposta, vale a dire accetta sia il luogo sia le date proposte, il Segretario generale ne informa immediatamente tutti i Membri con i mezzi di telecomunicazione più appropriati.

303 (4) Se la proposta accettata mira a riunire la conferenza in un luogo diverso dalla sede dell'Unione, il Segretario generale, in accordo con il governo invitante, adotta le disposizioni necessarie per la convocazione della Conferenza.

304 (5) Se l'insieme della proposta (luogo e date) non e accettato dalla maggioranza dei membri determinata secondo le disposizioni del numero 47 della presente Convenzione, il Segretario generale comunica le risposte ricevute ai Membri dell'Unione, invitandoli a pronunciarsi in maniera definitiva, entro sei settimane dalla data di ricezione, sul punto o sui punti controversi.

305 (6) Questi punti sono considerati come adottati quando sono stati approvati dalla maggioranza dei Membri, determinata secondo le disposizioni del numero 47 della presente Convenzione.

306 3. (1) Ogni Membro dell'Unione che desidera che una seconda conferenza mondiale delle radiocomunicazioni o una seconda assemblea delle radiocomunicazioni sia annullata, ne informa il Segretario generale. Il Segretario generale, nel ricevere richieste concordanti provenienti da almeno un quarto dei Membri, ne informa immediatamente tutti i Membri con i mezzi di telecomunicazione piu appropriati pregandoli di indicargli, entro un termine di sei settimane, se accettano o non la proposta formulata.

307 (2) Se la maggioranza dei Membri, determinata secondo le disposizioni del numero 47 della presente Convenzione,si pronuncia a favore della proposta, il Segretario generale ne informa immediatamente tutti i Membri con i mezzi di telecomunicazione più appropriati e la conferenza o l'assemblea sono annullate.

308 4. Le procedure indicate ai numeri 301 a 307 di cui sopra, ad eccezione del numero 306 sono altresì applicabili quando viene presentata dal Consiglio una proposta volta a convocare una seconda conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni o ad annullare una seconda assemblea delle radiocomunicazioni.

309 5. Ogni Membro dell'Unione che desidera sia convocata una seconda conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali, presenta una proposta a tal fine alla Conferenza di plenipotenziari; l'ordine del giorno, il luogo preciso e le date esatte di tale conferenza sono determinate in conformità con le disposizioni dell'articolo 3 della presente Convenzione.

Articolo 27

Procedura per la convocazione di conferenze regionali a richiesta dei Membri dell'Unione o su proposta del Consiglio

310 Nel caso di conferenze regionali, la procedura descritta ai numeri 300 a 305 della presente Convenzione, si applica unicamente ai Membri della regione interessata. Se la convocazione deve essere effettuata per iniziativa dei Membri della regione, e sufficiente che il Segretario generale riceva richieste concordanti provenienti dal quarto dei Membri di detta regione. Inoltre,la procedura descritta ai numeri 301 a 305 della presente Convenzione, entra in vigore quando la proposta di convocazione di una Conferenza regionale e presentata dal Consiglio.

Articolo 28

Disposizioni relative alle conferenze che si riuniscono senza governo invitante

311 Quando una conferenza si riunisce senza governo invitante, entrano in vigore le disposizioni degli articoli 23, 24 e 25 della presente Convenzione.Il Segretario generale, previa intesa con il Governo della Confederazione svizzera, adotta i provvedimenti necessari per convocare ed organizzare la conferenza presso la sede dell'Unione.

Articolo 29

Cambiamenti relativi al luogo o alle date di una conferenza

312 1. Le disposizioni degli articoli 26 e 27 della presente Convenzione relative alla convocazione di una Conferenza si applicano per analogia quando si tratta di modificare il luogo preciso o le date esatte di una conferenza,a richiesta dei Membri dell'Unione, o su proposta del Consiglio. Tali modifiche possono tuttavia essere effettuate solo se la maggioranza dei Membri interessati, determinata secondo le disposizioni del numero 47 della presente Convenzione, si é pronunciata a favore.

313 2. Ogni Membro che si propone di cambiare il luogo preciso o le date esatte di una conferenza e tenuto ad ottenere il sostegno del numero prescritto di altri Membri.

314 3. Se del caso, il Segretario generale enuncia, nella comunicazione prevista al numero 301 della presente Convenzione, le probabili conseguenze finanziarie derivanti dal cambiamento di luogo o di date, ad esempio nel caso in cui siano state intraprese spese per la preparazione della riunione della Conferenza nel luogo inizialmente previsto ..

Articolo 30

Termini e modalità di presentazione delle proposte e dei rapporti alle conferenze

315 1. Le disposizioni del presente articolo si applicano alle Conferenza di plenipotenziari, alle conferenze mondiali e regionali delle radiocomunicazioni ed alle conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali.

316 2. Immediatamente dopo l'invio degli inviti, il Segretario generale chiede ai Membri di fargli pervenire, almeno quattro mesi prima della data di apertura della conferenza le loro proposte per i lavori della conferenza.

317 3. Ogni proposta la cui adozione comporta l'emendamento del testo della Costituzione o della presente Convenzione, o la revisione dei Regolamenti amministrativi, deve contenere riferimenti ai numeri delle parti del testo che necessitano tale emendamento o revisione. I motivi della proposta devono essere indicati per ciascun caso il piu brevemente possibile.

318 4. Ogni proposta ricevuta da un Membro dell'Unione e annotata dal Segretario generale e la sua origine é indicata mediante un simbolo stabilito dall'Unione per detto Membro. Se una proposta e presentata da piu Membri, la proposta, nella misura del possibile, é annotata con il simbolo di ciascun Membro.

319 5. Il Segretario generale comunica le proposte a tutti i Membri mano a mano che le riceve.

320 6. Il Segretario generale riunisce e coordina le proposte dei Membri e le fa pervenire ai Membri mano a mano che le riceve ed in ogni caso almeno due mesi prima della data di apertura della conferenza. I funzionari eletti ed i funzionari dell'Unione, nonché gli osservatori e rappresentanti che possono assistere a conferenze secondo le disposizioni pertinenti della presente Convenzione, non sono abilitati a presentare proposte.

321 7. Il Segretario generale riunisce altresì i rapporti ricevuti dai Membri, dal Consiglio e dai Settori dell'Unione nonché le raccomandazioni formulate dalle conferenze e le trasmette ai Membri, con qualsiasi rapporto del Segretario generale almeno quattro mesi prima dell'apertura della conferenza.

322 8. Le proposte ricevute dopo la data limite specificata al numero 316 di cui sopra sono comunicate a tutti i Membri dal Segretario generale non appena possibile.

323 9. Le disposizioni del presente articolo sono applicabili, senza pregiudizio delle disposizioni relative alla procedura di emendamento contenute nell'articolo 55 della Costituzione e nell'articolo 42 della presente Convenzione.

ARTICOLO 31

Credenziali per le conferenze

324 1.La delegazione inviata ad una Conferenza di plenipotenziari, ad una conferenza delle radiocomunicazioni o ad una conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali da parte di un Membro dell'Unione deve essere debitamente accreditata secondo le disposizioni dei numeri 325 a 331 qui di seguito.

325 2 (1) Le delegazioni alle Conferenze di plenipotenziari sono accreditate da atti firmati dal Capo di Stato,o dal Capo del Governo o dal Ministro degli Affari esteri.

326 (2) Le delegazioni alle altre conferenze di cui al numero 324 di cui sopra sono accreditate da atti firmati dal Capo dello Stato o dal Capo del Governo o dal Ministro degli Affari esteri o dal Ministro competente per le questioni trattate durante la conferenza.

327 (3) Con riserva di conferma proveniente da una delle autorità di cui ai numeri 325 o 326 di cui sopra, e ricevuta prima della firma degli Atti finali, una delegazione puo provvisoriamente essere accreditata dal Capo della missione diplomatica del Membro interessato presso il Governo di accoglienza, oppure, se la conferenza ha luogo nella Confederazione svizzera, dal capo della delegazione permanente del Membro interessato presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra.

328 3. Le credenziali sono accettate se sono firmati da una delle autorità competenti enumerate ai numeri 325 a 327 di cui sopra e se corrispondono ad uno dei seguenti criteri:

329 - conferire i pieni poteri alla delegazione;

330 - autorizzare la delegazione a rappresentare il suo governo senza restrizioni;

331 - dare alla delegazione o ad alcuni dei suoi membri il diritto di firmare gli Atti finali.

332 4. (1) Una delegazione le cui credenziali sono riconosciuti in regola dalla seduta plenaria e abilitata ad esercitare il diritto di voto del Membro interessato, con riserva delle disposizioni dei numeri 169 e 210 della Costituzione, ed a firmare gli Atti finali.

333 (2) Una delegazione le cui credenziali non sono riconosciute in regola dalla seduta plenaria non e abilitata ad esercitare il diritto di voto ne a firmare gli Atti finali fino a quando non sia stato posto rimedio a detta situazione.

334 5. Le credenziali devono essere depositate presso la Conferenza non appena possibile. La commissione prevista al numero 361 della presente Convenizone e incaricata di verificarle; essa presenta in seduta plenaria un rapporto sulle sue conclusioni entro il termine stabilito da quest'ultima. In attesa della decisione della seduta plenaria a tale riguardo, ogni delegazione e abilitata a partecipare ai lavori e ad esercitare il diritto di voto del Membro interessato.

335 6. In linea di massima, i Membri dell'Unione devono fare ogni sforzo per inviare alle conferenze dell'Unione le loro delegazioni. Tuttavia, se, per ragioni eccezionali, un Membro non puo inviare la sua delegazione, egli puo dare alla delegazione di un altro Membro il potere di votare e di firmare a suo nome. Questo trasferimento di poteri deve essere oggetto di un atto firmato da una delle autorità citate nei numeri 325 o 326 di cui sopra.

336 7. Una delegazione che ha diritto di voto puo dare mandato ad un altra delegazione avente diritto di voto di esercitare tale diritto durante una o piu sessioni alle quali non le e possibile di assistere. In tal caso essa deve informarne il presidente della conferenza in tempo utile e per iscritto.

337 8. Una delegazione non puo fare uso di piu di un voto per procura.

338 9. Le credenziali e le procure indirizzate inviate a mezzo di un telegramma non sono accettabili. Sono invece accettate le risposte telegrafiche alle richieste di chiarimenti del presidente o del segretariato della conferenza concernenti le credenziali.

339 10. Un Membro, o ente o organizzazione abilitata che si propone di inviare una delegazione o dei rappresentanti ad una conferenza di normalizzazione delle telecomunicazioni, ad una conferenza di sviluppo delle telecomunicazioni o ad un'assemblea delle radiocomunicazioni informa a tale riguardo il direttore dell'Ufficio del Settore interessato, indicando il nome e la funzione dei membri della delegazione o dei rappresentanti.

CAPITOLO III

REGOLAMENTO INTERNO

Articolo 32

Regolamento interno delle conferenze ed altre riunioni

340 Il regolamento interno e applicabile senza preclusioni alle disposizioni relative alla procedura di emendamento contenute nell'articolo 55 della Costituzione e nell'articolo 42 della presente Convenzione.

1. Ordine dei posti

341 Alle sedute della conferenza,le delegazioni sono disposte secondo l'ordine alfabetico dei nomi in francese dei Membri rappresentati.

2. Inaugurazione della conferenza

342 1. (1) La seduta inaugurale della conferenza e preceduta da una riunione dei capi delegazione durante la quale e stabilito l'ordine del giorno della prima seduta plenaria e sono presentate proposte concernenti l'organizzazione e la designazione dei presidenti e vice-presidenti della conferenza e delle sue commissioni, secondo un principio di rotazione, di ripartizione geografica, ed in base alla competenza necessaria secondo le disposizioni del numero 346 qui di seguito.

343 (2) Il presidente della riunione dei capi delegazione e designato in conformità con le disposizioni dei numeri 344 e 345 qui di seguito.

344 2. (1) La conferenza e inaugurata da una personalità designata dal governo che invita.

345 (2) Qualora non vi sia un governo invitante, essa e inaugurata dal capo delegazione piu anziano.

346 3. (1) Nella prima seduta plenaria, si procede all'elezione del presidente che e in generale una personalità designata dal governo invitante.

347 (2) Qualora non vi sia un governo invitante, il presidente é selezionato in considerazione della proposta formulata dai capi delegazione durante la riunione di cui al numero 342 sopra.

348 4. La prima seduta plenaria procede inoltre:

349 a) all'elezione dei vice-presidenti della conferenza;

350 b) alla costituzione delle commissioni della conferenza ed all'elezione dei rispettivi presidenti e vice-presidenti;

351 c) alla designazione del Segretariato della Conferenza, secondo il numero 97 della presente Convenzione; il segretariato puo essere rafforzato, se del caso, con del personale fornito dall'amministrazione del Governo invitante.

3. Prerogative del presidente della Conferenza

352 1. Oltre all'esercizio di tutte le altre prerogative che gli vengono conferite nel presente regolamento, il presidente pronuncia l'apertura e la chiusura di ciascuna seduta plenaria, dirige i dibattiti, vigila sull'applicazione del regolamento interno, dà la parola, mette le questioni ai voti e proclama le decisioni adottate.

353 2. Il presidente della Conferenza ha la direzione generale dei lavori della conferenza e vigila sul mantenimento dell'ordine durante le sedute plenarie. Delibera sulle proposte e le mozioni d'ordine, ed ha in particolare potere di proporre l'aggiornamento o la chiusura del dibattito, di togliere o di sospendere una seduta. Può anche decidere di rinviare la convocazione di una seduta plenaria, se lo ritiene necessario.

354 3. Il presidente della Conferenza protegge il diritto di tutte le delegazioni di esprimere liberamente e pienamente il loro parere sull'argomento in discussione.

355 4 Il presidente della Conferenza vigila affinché i dibattiti siano limitati all'argomento in discussione e puo interrompere ogni oratore che si discosti dal tema trattato, per ricordargli la necessità di attenersi all'argomento.

4. Costituzione delle commissioni

356 1. La seduta plenaria puo costituire commissioni per esaminare gli argomenti sottoposti alle deliberazioni della conferenza. Queste commissioni possono costituire sotto-commmissioni.Le commmissioni e le sotto-commmissioni possono anche costituire gruppi di lavoro.

357 2. Sono costituiti, se necessario, sotto-commmissioni e gruppi di lavoro.

358 3. Con riserva delle disposizioni previste ai numeri 356 e 357 di cui sopra, saranno costituite le seguenti commmissioni :

4.1. Commmissione di direzione :

359 a) Questa Commissione e di regola composta dal presidente della conferenza o della riunione, che la presiede, dai vice-presidenti della conferenza e dai presidenti e vice-presidenti delle commmissioni ;

360 b) La commmissione di direzione coordina tutte le attività attinenti ad un corretto svolgimento dei lavoro e stabilisce l'ordine ed il numero delle sedute, evitando, se possibile, ogni simultaneità, data la composizione ristretta di alcune delegazioni.

4.2. Commmissione delle credenziali

361 La Conferenza di plenipotenziari, la conferenza delle radiocomunicazioni o la conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali, nomina una Commmissione per le credenziali incaricata di verificare le credenziali delle delegazioni alle sue conferenze. Detta commmissione presenta le sue conclusioni in seduta plenaria,entro le scadenze stabilite da quest'ultima.

4.3 Commmissione di redazione

362 a) I testi elaborati, per quanto possibile nella loro forma definitiva dalle varie commmissioni, tenendo conto dei pareri formulati, sono presentati alla commmissione di redazione, la quale e incaricata di perfezionarne la forma senza alterarne il significato e se del caso di riunirli con i testi precedenti non emendati.

363 b) Questi testi sono sottoposti dalla commmissione di redazione alla seduta plenaria, la quale li approva o li rinvia, ai fini di un nuovo esame, alla commmissione competente.

4.4. Commmissione di controllo del bilancio

364 a) All'apertura di ogni conferenza, la seduta plenaria nomina una commissione di controllo del bilancio incaricata di valutare l'organizzazione ed i mezzi di azione messi a disposizione dei delegati, di esaminare e di approvare i conti delle spese sostenute per tutta la durata della conferenza. Questa commmissione include, oltre ai membri delle delegazioni che desiderano parteciparvi, un rappresentante del Segretario generale e del Direttore dell'ufficio interessato, e se vi e un governo invitante, un rappresentante di quest'ultimo.

365 b) Prima dell'esaurimento del bilancio approvato dal Consiglio per la conferenza, la commmissione di controllo presenta alla seduta plenaria, in collaborazione con il segretariato della conferenza, un rendiconto provvisorio delle spese. La seduta plenaria ne tiene conto, al fine di decidere se i progressi compiuti giustificano un prolungamento della conferenza oltre la data alla quale si prevede l'esaurimento del bilancio approvato.

366 c) Alla fine di ciascun conferenza, la commmissione di controllo del bilancio presenta alla seduta plenaria un rapporto che indica il piu esattamente possibile, l'importo previsto delle spese della conferenza, nonché quelle che possono eventualmente essere comportate dall'attuazione delle decisioni adottate da tale conferenza.

367 d) Dopo aver esaminato ed approvato tale rapporto, la seduta plenaria lo trasmette al Segretario generale con le sue osservazioni, affinché lo presenti al Consiglio nella sua prossima sessione ordinaria.

5. Composizione delle commissioni

5.1 Conferenza di plenipotenziari

368 Le commissioni sono composte da delegati dei Membri e degli osservatori previsti al numero 269 della presente Convenzione, che ne hanno fatto richiesta o che sono stati designati dalla seduta plenaria.

5.2 Conferenze delle radiocomunicazioni e conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali

369 Le commissioni sono composte dai delegati dei Membri, dagli osservatori e dei rappresentanti di cui ai numeri 278, 279 e 280 della presente Convenzione che ne hanno fatto richiesta o che sono stati designati dalla seduta plenaria.

5.3 Assemblee delle radiocomunicazioni, conferenze di normalizzazione delle telecomunicazioni e conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni.

370 Oltre ai delegati dei Membri ed agli osservatori di cui ai numeri 259 a 262 della presente Convenzione, i rappresentanti di ogni ente o organizzazione che figurano nella lista appropriata di cui al numero 237 della presente Convenzione, possono partecipare alle assemblee delle radiocomunicazioni ed alle commissioni delle conferenze di normalizzazione delle telecomunicazioni e delle conferenze di sviluppo delle telecomunicazioni.

6. Presidenti e vice-presidenti delle sotto-commissioni

371 Il presidente di ciascuna commissione propone a quest'ultima la scelta dei presidenti e dei vice-presidenti delle sotto-commissioni da essa costituite.

7. Convocazione alle sedute

372 Le sedute plenarie e quelle delle commissioni, sotto-commissioni e gruppi di lavoro sono annunciate, sufficientemente in anticipo, sul luogo di riunione della conferenza.

8. Proposte presentate prima dell'inizio della conferenza

373 Le proposte presentate prima dell'inizio della conferenza sono suddivise dalla seduta plenaria tra le commissioni competenti costituite in conformità con le disposizioni della sezione 4 del presente Regolamento interno. Tuttavia, la seduta plenaria puo trattare direttamente qualunque proposta.

9 . Proposte o emendamenti presentati durante la conferenza

374 1. Le proposte o emendamenti presentati dopo l'inizio della Conferenza sono consegnate al presidente della conferenza, al presidente della commissione competente o al segretariato della conferenza a fini di pubblicazione e di distribuzione come documento di conferenza.

375 2. Nessuna proposta o emendamento scritto può essere presentato se non e firmato dal Capo della delegazione interessata o dal suo sostituto.

376 3. Il presidente della conferenza, di una commissione, di una sotto-commissione o di un gruppo di lavoro puo presentare in ogni tempo proposte miranti ad accelerare il corso del dibattito.

377 4. Ogni proposta o emendamento deve contenere in termini concreti e precisi il testo da esaminare.

378 5. (1) Il presidente della conferenza o il presidente della commissione, della sotto-commissione o del gruppo di lavoro competente decide, per ciascun caso, se una proposta o un emendamento presentato durante la seduta, deve essere oggetto di una comunicazione verbale o se deve essere depositato a fini di pubblicazione e di distribuzione alle condizioni previste al numero 374 precedente.

379 (2) In generale, il testo di ogni proposta importante che deve essere oggetto di una votazione, deve essere tempestivamente distribuito nelle lingue di lavoro della conferenza, in modo da poter essere esaminato prima della discussione.

380 (3) Inoltre, il presidente della Conferenza, che riceve le proposte o emendamenti di cui al numero 374 precedente, li trasmette, a seconda dei casi, alle commissioni competenti o alla seduta plenaria.

381 6. Ogni persona autorizzata puo leggere o domandare che sia letta in seduta plenaria ogni proposta o emendamento da essa presentato durante la conferenza e puo esporne i motivi.

10. Condizioni richieste per ogni esame, decisione o voto concernente una proposta o un emendamento

382 1. Nessuna proposta o emendamento può essere introdotta nel dibattito se non e appoggiata, al momento del suo esame, da almeno un'altra delegazione.

383 2. Ogni proposta o ogni emendamento debitamente appoggiato deve essere presentato per esame e poi per decisione, se del caso a seguito di una votazione.

11. Proposte o emendamenti omessi o rinviati

384 Se una proposta o un emendamento e stato omesso o se il suo esame e stato differito, spetta alla delegazione che ha patrocinato tale proposta o emendamento, di accertare che si proceda in seguito al suo esame.

12. Svolgimento dei dibattiti in seduta plenaria

12.1 Quorum

385 Affinché una votazione effettuata durante una seduta plenaria sia valida, devono essere presenti o rappresentate alla seduta oltre la metà delle delegazioni accreditate alla conferenza ed aventi diritto di voto.

12.2 Ordine della discussione

386 (1) Le persone che desiderano prendere la parola possono farlo solo dopo aver ottenuto il consenso del presidente. In linea di massima, esse debbono innanzitutto indicare a che titolo esse parlano.

12.3 Mozioni e punti d'ordine

387 (2) Ogni persona che ha la parola deve esprimersi lentamente e distintamente, separando accuratamente le parole ed scandendo i tempi di pausa necessari affiché tutti possano comprendere bene il suo pensiero.

388 (1) Durante il dibattito, una delegazione nel momento che ritiene opportuno puo presentare una mozione d'ordine o sollevare un punto d'ordine, che daranno immediatamente luogo ad una decisione, adottata dal presidente in conformità con il presente Regolamento interno. Ogni delegazione può appellarsi contro la decisione del presidente ma quest'ultima rimane valida nella sua integralità se la maggioranza delle delegazioni presenti e votanti non vi si oppone.

389 (2) La delegazione che presenta una mozione d'ordine non puo, nel suo intervento, trattare nel merito la questione dibattuta.

12.4 Ordine di priorità delle mozioni e punti d'ordine

390 L'ordine di priorità da assegnare alle mozioni ed ai punti d'ordine di cui al numero 388 precedente é il seguente:

391 a) ogni punto d'ordine relativo all'applicazione del presente regolamento interno, comprese le procedure di voto;

392 b) sospensione della seduta;

393 c) scioglimento della seduta;

394 d) rinvio del dibattito sull'argomento in discussione

395 e) chiusura del dibattito sull'argomento in discussione

396 f) ogni altra mozione o punto d'ordine che potrebbe essere presentato e la cui priorità relativa e stabilita dal presidente.

12.5 Mozione di sospensione o di scioglimento della seduta.

397 Durante la discussione di ogni argomento, una delegazione puo' proporre di sospendere o di togliere la seduta, indicando i motivi della sua proposta. Se tale proposta é appoggiata, la parola viene data a due oratori che si esprimono contro la mozione ed unicamente su questo argomento, dopodichè la mozione e messa ai voti.

12.6 Mozione di rinvio del dibattito

398 Durante la discussione di ogni argomento, una delegazione puo' proporre il rinvio del dibattito per un periodo determinato.Nel caso in cui la mozione sia oggetto di una discussione, yi possono prendere parte solo tre oratori oltre all'autore della mozione, uno a favore della mozione e due contro, dopodiché la mozione é messa ai voti.

12.7 Mozione di chiusura del dibattito

399 In qualunque momento, una delegazione puo proporre che il dibattito sull'argomento dibattuto sia dichiarato chiuso. In tal caso, la parola sara concessa solo a due oratori sfavorevoli alla chiusura, dopodichè tale mozione sara messa ai voti. Se la mozione e adottata, il presidente chiede immediatamente che si voti sull'argomento che e oggetto del dibattito.

12.8 Limitazione degli interventi

400 (1) La seduta plenaria puo se del caso limitare la durata ed il numero degli interventi di una stessa delegazione su un determinato argomento.

401 (2) Per quanto riguarda la procedura, il presidente limita la durata di ciascun intervento a cinque minuti al massimo.

402 (3) Quando un oratore supera il tempo di parola che gli é stato concesso, il presidente ne informa l'assemblea e chiede all'oratore di concludere rapidamente il suo intervento.

12.9 Chiusura della lista degli oratori

403 (1) Durante un dibattito, il presidente può dare lettura della lista degli oratori iscritti; egli vi aggiunge il nome delle delegazioni che manifestano il desiderio di prendere la parola e , con il consenso dell'assemblea può dichiarare che la lista e chiusa. Tuttavia, se lo ritiene opportuno, il presidente puo concedere a titolo eccezionale il diritto di rispondere ad ogni intervento precedente, anche dopo la chiusura della lista.

404 (2) Quando la lista degli oratori e esaurita , il presidente pronuncia la chiusura del dibattito sull'argomento in discussione.

12.10 Questioni di competenza

405 Le questioni di competenza che possono sorgere devono essere risolte prima che si voti nel merito dell'argomento in discussione.

12.11 Ritiro e nuova presentazione di una mozione

406 L'autore di una mozione puo ritirarla prima che essa sia messa ai voti. Ogni mozione, emendata o non, che sia in tal modo ritirata, puo essere ripresentata oppure ripresa sia dalla delegazione autrice dell'emendamento, sia da ogni altra delegazione.

13. Diritto di voto

407 1. In tutte le sedute della conferenza, la delegazione di un Membro dell'Unione debitamente accreditata da quest'ultimo a partecipare alla conferenza, ha diritto ad un voto in conformità con l'articolo 3 della Costituzione.

408 2. La delegazione di un Membro dell'Unione esercita il suo diritto di voto alle condizioni specificate all'articolo 31 della presente Convenzione.

409 3. Se un Membro dell'Unione non e rappresentato da un'amministrazione ad un'asssemblea delle radiocomunicazioni, ad una conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni o ad una conferenza di sviluppo delle telecomunicazioni,i rappresentanti dei gestori riconosciuti del Membro interessato hanno insieme diritto ad un solo voto, a prescindere dal loro numero, con riserva delle disposizioni del numero 239 della presente Convenzione. Le disposizioni dei numeri 335 a 338 della presente Convenzione relative alle procure si applicano alle succitate conferenze.

14. Votazione

14.1 Definizione di maggioranza

410 (1) La maggioranza e costituita da oltre la metà delle delegazioni presenti e votanti.

411 (2) Le astensioni non sono prese in considerazione nel calcolo dei voti necessari per rappresentare la maggioranza

412 (3) In caso di parità di voti, la proposta o l'emendamento é considerato respinto.

413 (4) Ai fini del presente regolamento si considera come "delegazione presente e votante" ogni delegazione che si pronuncia a favore o a sfavore di una proposta.

14.2 Non-partecipazione al voto

414 Le delegazioni presenti che non partecipano ad un determinato voto o che dichiarano espressamente di non volervi partecipare, non sono considerate assenti dal punto di vista della determinazione del quorum ai sensi del numero 385 della presente Convenzione, ne astenute dal punto di vista dell'applicazione delle disposizioni del numero 416 qui di seguito.

14.3 Maggioranza speciale

415 Per quanto riguarda l'ammissione di nuovi Membri dell'Unionem la maggioranza richiesta e stabilita all'articolo 2 della Costituzione.

14.4 Oltre il cinquanta per cento di astensioni

416 Quando il numero delle astensioni supera la metà del numero dei voti espressi (a favore, a sfavore, astensioni) l'esame dell'argomento in discussione e rinviato ad una seduta successiva durante la quale non si terrà più conto delle astensioni.

14.5 Procedure di voto

417 (1) Le procedure di voto sono le seguenti:

418 a) a mano alzata, come regola generale, a meno che non sia richiesta una votazione per chiamata nominale secondo la procedura b) o una votazione a scrutinio segreto secondo la procedura c);

419 b) per chiamata nominale nell'ordine alfabetico francese dei nomi dei Membri presenti ed abilitati a votare:

420 1. se almeno due delegazioni, presenti ed abilitate a votare, lo chiedono prima dell'inizio della votazione, a meno che non sia stata richiesta una votazione a scrutinio segreto secondo la procedura c), oppure

421 2. se da una votazione secondo la procedura a) non emerge chiaramente una maggioranza;

422 c) a scrutinio segreto, se almeno cinque delle delegazioni presenti ed abilitate a votare lo chiedono prima dell'inizio della votazione.

423 (2) Prima di far procedere alla votazione, il presidente esamina ogni richiesta concernente il modo con cui tale votazione sara effettuata, poi annuncia ufficialmente la procedura di voto che sarà applicata e l'argomento messo ai voti. Dichiara poi che la votazione e iniziata e quando quest'ultima e terminata, ne proclama i risultati.

424 (3) In caso di votazione a scrutinio segreto, il Segretariato adotta immediatamnte le disposizioni atte ad assicurare il segreto dello scrutinio.

425 (4) Se e disponibile un sistema elettronico adeguato, e se la conferenza decide in tal modo, la votazione puo essere effettuata per mezzo di un sistema elettronico.

14.6 Divieto d'interrompere una votazione quando é iniziata

426 Quando la votazione e iniziata, nessuna delegazione può interromperla, salvo se si tratta di una mozione d'ordine relativa allo svolgimento della votazione. Tale mozione d'ordine non puo includere una proposta che comporti una modifica della votazione in corso o una modifica riguardo al merito della questione messa ai voti. La votazione ha inizio con la dichiarazione del presidente indicante che la votazione e iniziata e termina con la dichiarazione del presidente che proclama i risultati.

14.7 Spiegazione del voto

427 Il presidente dà la parola alle delegazioni che desiderano spiegare il loro voto successivamente al voto stesso.

14.8 Voto di una proposta in parti

428 (1) Se l'autore di una proposta lo richiede, oppure se l'assemblea lo ritiene opportuno, o se il presidente, con l'approvazione dell'autore, lo propone, tale proposta é suddivisa e le sue varie parti sono messe ai voti separatamente. Le parti della proposta che sono state adottate sono poi messe ai voti come un tutto unico.

429 (2) Se tutte le parti di una proposta sono respinte, la proposta stessa e considerata respinta.

14.9 Ordine di voto delle proposte relative ad una stessa questione

430 (1) Se la stessa questione e oggetto di varie proposte, queste sono messe ai voti nell'ordine in cui sono state presentate a meno che l'assemblea non decida diversamente.

431 (2) Dopo ogni voto, l'assemblea decide se sia il caso o meno di mettere ai voti la proposta successiva.

14.10 Emendamenti

432 (1) Si considera come emendamento ogni proposta di modifica che comporta unicamente una soppressione, un'aggiunta ad una parte della proposta originale o la revisione di una parte di questa proposta.

433 (2) Ogni emendamento ad una proposta che viene accettata dalla delegazione che presenta questa proposta e subito incorporato al testo originale della proposta.

434 (3) Nessuna proposta di modifica e considerata come un emendamento se l'assemblea ritiene che é incompatibile con la proposta iniziale.

14.11 Votazione sugli emendamenti

435 (1) Se una proposta e oggetto di un emendamento, tale emendamento e messo ai voti in primo luogo.

436 (2) Se una proposta e oggetto di più emendamenti, quello che si discosta maggiormente dal testo originale é messo ai voti in primo luogo. Se questo emendamento non raccoglie la maggioranza dei voti, viene messo ai voti l'emendamento tra i restanti emendamenti e che si discosta maggiormente dal testo originale, e così via fino a quando uno degli emendamenti non abbia ottenuto la maggioranza dei voti; se tutti le proposte di emendamento sono state esaminate senza che nessuna di loro abbia ottenuto la maggioranza, la proposta originale non emendata viene messa ai voti.

437 (3) Se uno o più emendamenti sono adottati, la stessa proposta così modificata e successivamente messa ai voti.

14.12 Ripetizione di una votazione

438 (1) Trattandosi di commissioni, sotto-commissioni e di gruppi di lavoro di una conferenza o di una riunione, una proposta, parte di una proposta o un emendamento che sono già stati oggetto di una decisione a seguito di un voto in una delle commissioni o sotto-commissioni o in uno dei gruppi di lavoro, non possono essere rimessi ai voti nella stessa commissione o sotto-commissione o nello stesso gruppo di lavoro. Questa disposizione si applica a prescindere dalla procedura di voto prescelta.

439 (2) Trattandosi di sedute plenarie, una proposta, parte di una proposta o un emendamento non devono essere rimesse ai voti, a meno che non siano soddisfatte le due condizioni qui di seguito:

440 a) la maggioranza dei Membri abilitati a votare ne abbia fatto richiesta;

441 b) si può fare domanda per ripetere la votazione almeno un giorno completo dopo la votazione.

15. Svolgimento dei dibattiti e procedure di voto in commissioni e sotto-commissioni

442 1. I presidenti delle commissioni e sotto-commissioni hanno competenze analoghe a quelle conferite ai presidenti della conferenza dalla sezione 3 del presente Regolamento interno.

443 2. Le disposizioni di cui alla sezione 12 del presente Regolamento interno per lo svolgimento dei dibattiti in seduta plenaria sono applicabili ai dibattiti delle commissioni o sotto-commissioni , salvo in materia di quorum.

444 3. Le disposizioni di cui alla sezione 14 del presente Regolamento interno son applicabili alle votazioni nelle commissioni o sotto-commissioni.

16. Riserve

445 1. In linea di massima, le delegazioni che non riescono a far accettare il loro punto di vista alle altre delegazioni, devono sforzarsi, nella misura del possibile di aderire all'opinione della maggioranzaa.

446 2. Tuttavia, qualora sembri ad una delegazione che una decisione e di natura tale da impedire al suo governo di aderire agli emendamenti alla Costituzione o alla presente Convenzione, o alla revisione dei Regolamenti amministrativi, questa delegazione puo formulare riserve a titolo provvisorio o definitivo nei confronti di tale decisione; tali riserve possono essere formulate da una delegazione a nome di un Membro che non partecipa alla Conferenza ma che ha consegnato una procura a detta delegazione per firmare gli Atti finali in conformità con le disposizioni dell'articolo 31 della presente Convenzione.

17. Processi verbali delle sedute plenarie

447 1. I Processi-verbali delle sedute plenarie sono stabiliti dal Segretariato della conferenza che provvede a distribuirli alle delegazioni il prima possibile ed in ogni caso non oltre 5 giorni lavorativi successivamente ad ogni seduta.

448 2. Dopo che i processi verbali sono stati distribuiti, le delegazioni devono depositare per iscritto presso il Segretariato della conferenza, il più rapidamente possibile, le correzioni che ritengono giustificate, nonché, se del caso modifiche orali durante la seduta nel corso della quale i processi verbali sono approvati.

449 3. (1) In regola generale, i processi verbali contengono solo le proposte e le conclusioni, assieme ai principali argomenti sui quali sono basati, redatte nella maniera piu concisa possibile.

450 (2) Tuttavia, ogni delegazione ha diritto di chiedere l'inserimento analitico o **in extenso** di ogni dichiarazione da essa formulata durante i dibattiti. In questo caso essa deve in linea di massima annunciarlo all'inizio del suo intervento, in vista di agevolare il compito dei relatori. Deve inoltre fornire, essa stessa, il testo al Segretariato della conferenza nelle due ore che seguono la fine della seduta.

451 4. In ogni caso, la facoltà concessa al numero 450 di cui sopra per quanto riguarda l'inserimento delle dichiarazioni deve essere usata con discrezione.

18 Resoconti e rapporti delle commissioni e sotto-commissioni

452 1. (1) I dibattiti delle commissioni e sotto-commissioni sono rissunti, seduta per seduta, in resoconti stabiliti dal Segretariato della conferenza e distribuiti alle delegazioni non oltre 5 giorni lavorativi dopo ciascuna seduta. I resoconti mettono in risalto i punti essenziali del dibattito, le varie opinioni di cui conviene prendere nota, nonché le proposte e conclusioni che emergono dall'insieme.

453 (2) Tuttavia, ogni delegazione ha anche il diritto di avvalersi della facoltà di cui al numero 450 precedente.

454 (3) In ogni caso occorre avvalersi solo con discrezione della facoltà concessa al numero 453 di cui sopra.

455 2. Le commissioni e sotto-commissioni possono elaborare i rapporti parziali che ritengono necessari, e qualora le circostanze lo giustifichino, possono, alla fine dei loro lavori, presentare un rapporto finale nel quale riepilogano in forma concisa le proposte e le conclusioni che risultano dagli studi loro affidati.

19. Approvazione dei processi-verbali, resoconti e rapporti

456 1. (1) In linea di massima, all'inizio di ciascuna seduta plenaria o di ciascuna seduta di commissione o di sotto-commissione, il presidente chiede se le delegazioni hanno osservazioni da formulare in merito al processo verbale, o, se si tratta di una commissione o sotto-commissione, al resoconto della seduta precedente. Tali processi verbali o resoconti sono considerati come approvati se nessuna correzione é stata comunicata al Segretariato o se nessuna opposizione e manifestata a voce. Nel caso contrario, vengono apportate al processo-verbale o al resoconto le correzioni necessarie.

457 (2) Ogni rapporto parziale o finale deve essere approvato dalla commissione o sotto-commissione interessata.

458 2. (1) I processi-verbali delle ultime sessioni plenarie sono esaminati ed approvati dal presidente.

459 (2) I resoconti delle ultime sedute di una commissione o sotto-commissione sono esaminati ed approvati dal presidente di questa commissione o sotto-commissione.

20. Numerazione

460 1. I numeri dei capitoli, articoli e paragrafi dei testi sottoposti a revisione sono mantenuti fino alla prima lettura in seduta plenaria. I testi aggiunti riportano provvisoriamente il numero dell'ultimo paragrafo precedente del testo primitivo, cui si aggiunge "A", "B" ecc.

461 2. La numerazione definitiva dei capitoli, articoli e paragrafi e di regola affidata alla commissione di redazione dopo la loro approvazione in prima lettura, ma può anche essere affidata al Segretario generale con decisione adottata in seduta plenaria.

21. Approvazione definitiva

462 I testi degli Atti finali di una Conferenza di plenipotenziari, di una conferenza delle radiocomunicazioni o di una conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali, sono considerati come definitivi se sono approvati in seconda lettura dalla seduta plenaria.

22. Firma

463 I testi degli Atti finali approvati dalle conferenze di cui al numero 462 precedente sono sottoposti alla firma dei delegati muniti dei poteri definiti all'articolo 31 della presente Convenzione, secondo l'ordine alfabetico dei nomi dei Membri in francese.

23 Rapporti con la stampa ed il pubblico.

464 1. I comunicati ufficiali sui lavori della conferenza possono essere trasmessi alla stampa solo con l'autorizzazione del presidente della conferenza.

465 2. Nella misura in cui ciò e possibile in pratica, la stampa ed il pubblico possono assistere alle conferenze in conformità con le direttive approvate alla riunione dei capi delegazione di cui al numero 342 di cui sopra ed alle disposizioni pratiche adottate dal Segretario generale.La presenza della stampa e del pubblico non deve in alcun caso disturbare l'ordinato svolgimento dei lavori di una seduta.

466 3. Le altre riunioni dell'Unione non sono aperte alla stampa ed al pubblico, salvo se i partecipanti alla riunione in questione decidono diversamente.

24. Franchigia

467 Durante la durata della conferenza, i Membri delle delegazioni, i rappresentanti dei Membri del Consiglio, i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni, gli alti funzionari del Segretariato generale e dei Settori dell'Unione che assistono alla conferenza ed il personale del segretariato dell'Unione distaccato presso la conferenza hanno diritto alla franchigia postale, alla franchigia dei telegrammi nonché alla franchigia telefonica e telex nella misura in cui il governo ospite ha potuto stipulare intese a tale riguardo con gli altri governi e con i gestori riconosciuti interessati.

CAPITOLO IV
Altre disposizioni

Articolo 33
Finanze

468 1. (1) La scala secondo la quale ciascun Membro sceglie la sua classe di contribuzione, in conformità con le disposizioni pertinenti dell'articolo 28 della Costituzione, e la seguente:

classe di 40 unità
classe di 35 unità
classe di 30 unità
classe di 28 unità
classe di 25 unità
classe di 23 unità
classe di 20 unità
classe di 18 unità
classe di 15 unità
classe di 13 unità
classe di 10 unità
classe di 8 unità
classe di 5 unità
classe di 4 unità
classe di 3 unità
classe di 2 unità
classe di 1 1/2 unità
classe di 1 unità
classe di 1/2 unità
classe di 1/4 unità
classe di 1/8 unità*
classe di 1/16 unità*

(* Per i paesi meno progrediti come recensiti dall'Organizzazione delle Nazioni Unite e da altri Membri determinati dal Consiglio).

469 (2) Oltre alle classi di contribuzione menzionate al numero 468 di cui sopra, ogni Membro puo scegliere un numero di unità contributive superiore a 40.

470 (3) Il Segretario generale notifica a tutti i Membri dell'Unione la decisione di ciascun Membro per quanto riguarda la classe di contribuzione prescelta.

471 (4) I Membri possono in ogni momento scegliere una classe di contribuzione superiore a quella che avevano adottato in precedenza.

472 2. (1) Ogni nuovo Membro paga, per l'anno della sua adesione, un contributo calcolato a decorrere dal primo giorno del mese di adesione.

473 (2) In caso di denuncia della Costituzione e della presente Convenzione da parte di un Membro, il contributo va pagato fino all'ultimo giorno del mese in cui la denuncia ha effetto.

474 3. Le somme dovute maturano interessi a decorrere dall'inizio di ciascun anno finanziario dell'Unione. Questo interesse e stabilito ad un tasso del 3% (tre per cento) annuo per i primi sei mesi ed al tasso del 6% (sei per cento) annuo a decorrere dall'inizio del settimo mese.

475 4. Le seguenti disposizioni si applicano ai contributi delle organizzazioni di cui ai numeri 259 a 262 ed agli enti ammessi a partecipare alle attività dell'Unione secondo le disposizioni dell'articolo 19 della presente Convenzione.

476 5. Le organizzazioni di cui ai numeri 259 a 262 della presente Convenzione e altre organizzazioni internazionali che partecipano ad una Conferenza di plenipotenziari, ad un Settore dell'Unione o ad una conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali contribuiscono alle spese di questa conferenza o di questo Settore secondo i numeri 479 a 481 di cui sopra, a seconda dei casi, salvo se sono stati esonerati dal Consiglio con riserva di reciprocità.

477 6. Ogni ente o organizzazione che figura nelle liste mmenzionate al numero 237 della presente Convenzione contribuisce alle spese del Settore in conformità con i numeri 479 e 480 qui di seguito.

478 7. Ogni ente od organizzazione che figura nelle liste di cui al numero 237 della presente Convenzione, che partecipa ad una conferenza delle radiocomunicazioni, ad una conferenza mondiale delle telecomunicazioni internazionali o ad una conferenza o ad un'assemblea di un Settore di cui non e membro, contribuisce alle spese di questa conferenza o di quest'assemblea secondo i numeri 479 e 481 qui di seguito.

479 8. I contributi menzionati ai numeri 476, 477 e 478 sono basati sulla libera scelta di una classe di contribuzione nella scala che figura al numero 468 di cui sopra, ad esclusione delle classi di 1/4, di 1/8 e di 1/16 di unità riservate ai Membri dell'Unione (tale esclusione non si applica al Settore di sviluppo delle telecomunicazioni); la classe prescelta é comunicata al Segretario generale; l'ente o l'organizzazione interessata puo in qualunque momento scegliere una classe contributiva superiore a quella adottata in precedenza.

480 9. L'importo della contribuzione per unità a carico di ciascun Settore interessato e stabilito ad 1/5 dell'unità contributiva dei Membri dell'Unione. Tali contributi sono considerati come proventi dell'Unione e maturano interessi in conformità con le disposizioni del numero 474 di cui sopra.

481 10. L'importo del contributo per unità alle spese di una conferenza o di un'assemblea e stabilito dividendo l'importo totale del bilancio della conferenza o dell'assemblea in questione per il numero totale di unità versate dai Membri a titolo del loro contributo alle spese dell'Unione. I contributi sono considerati come proventi dell'Unione. Essi maturano interessi a partire dal sessantesimo giorno che segue l'invio delle fatture, ai tassi fissati al numero 474 di cui sopra.

482 11. La riduzione del numero di unità contributive é possibile solo in conformità con i principi enunciati nelle disposizioni pertinenti dell'articolo 28 della Costituzione.

483 12. In caso di denuncia della partecipazione ai lavori di un Settore, o qualora sia posto fine a tale partecipazione (vedere il numero 240 della presente Convenzione), il contributo deve essere pagato fino all'ultimo giorno del mese in cui la denuncia entra in vigore, o del mese in cui viene posto fine alla partecipazione.

484 13 Il prezzo di vendita delle pubblicazioni é determinato dal Segretario generale, in base alla preoccupazione di coprire, in linea di massima, le spese di stampa e di distribuzione.

485 14. L'Unione mantiene un fondo di riserva che costituisce un capitale circolante tale da consentire di far fronte alle spese essenziali e di mantenere riserve in contanti sufficienti per evitare, nella misura del possibile, di dover ricorrere a prestiti. Il Consiglio stabilisce annualmente l'importo dei fondi di riserva in funzione delle esigenze previste. Alla fine di ciascun esercizio di bilancio biennale, tutti i crediti iscritti nel bilancio che non sono stati spesi o impegnati, sono collocati nel fondo di riserva. Gli altri dettagli relativi a questi fondi di riserva sono descritti nel Regolamento finanziario.

486 15. (1) In accordo con il Comitato di coordinamento, il Segretario generale puo accettare contributi volontari in contanti o in natura, con riserva che le condizioni applicabili a tali contributi siano conformi, se, del caso, all'oggetto ed ai programmi dell'Unione nonché al Regolamento finanziario, il quale dovrà contenere disposizioni speciali relative all'accettazione ed all'impiego di tali contributi volontari.

487 (2) Il Segretario generale rende conto di tali contributi volontari al Consiglio nel rapporto di gestione finanziaria ed in un documento che indica brevemente l'origine e l'utilizzazione prevista di ciascuno di questi contributi ed il seguito che e stato dato loro.

ARTICOLO 34
Responsabilità finanziarie delle conferenze

488 1. Prima di adottare proposte o prima di prendere decisioni aventi incidenze finanziarie, le conferenze dell'Unione tengono conto di tutte le disposizioni di bilancio dell'Unione in vista di assicurare che esse non comportino spese superiori ai crediti che il Consiglio é abilitato ad autorizzare.

489 2. Non e dato seguito ad alcuna decisione di una conferenza che abbia come conseguenza un aumento diretto o indiretto delle spese oltre ai crediti che il Consiglio é abilitato ad autorizzare.

Articolo 35
Lingue

490 1. (1) Durante le conferenze e le riunioni dell'Unione, possono essere utilizzate lingue diverse da quelle indicate nelle norme pertinenti dell'articolo 29 della Costituzione:

491 a) qualora venga richiesto al Segretario generale o al direttore dell'Ufficio interessato di prevedere l'utilizzazione orale o scritta di una o più lingue supplementari, con riserva che le spese supplementari sostenute per via di questo fatto, siano a carico dai Membri che hanno espresso tale richiesta o che l'hanno appoggiata;

492 b) se una delegazione prende essa stessa i provvedimenti necessari per assicurare a sue spese la traduzione orale della propria lingua in una delle lingue indicate nella norma pertinente dell'articolo 29 della Costituzione.

493 (2) Nel caso previsto al numero 491 di cui sopra, il Segretario generale o il direttore dell'ufficio interessato dà seguito a tale richiesta nella misura del possibile, dopo aver ottenuto dai Membri interessati l'assicurazione che le spese sostenute saranno da essi debitamente rimborsate all'Unione.

494 (3) Nel caso previsto al numero 492 di cui sopra, la delegazione interessata puo inoltre, se lo desidera, assicurare a sue spese la traduzione orale nella propria lingua, da una delle lingue indicate nella norma pertinente dell'articolo 29 della Costituzione.

495 2. Tutti i documenti di cui trattasi nelle norme pertinenti dell'articolo 29 della Costituzione possono essere pubblicati in una lingua diversa da quelle che vi sono specificate, a condizione che i Membri che chiedono tale pubblicazione s'impegnino a prendere a carico la totalità delle spese di traduzione e di pubblicazione sostenute.

CAPITOLO V

Disposizioni varie relative alla gestione dei servizi di telecomunicazione

ARTICOLO 36
Tasse e franchigia

496 Le disposizioni relative alle tasse di telecomunicazione ed i vari casi in cui la franchigia é concessa sono stabiliti nei Regolamenti amministrativi.

Articolo 37
Elaborazione e pagamento dei conti

497 1. I pagamenti dei conti internazionali sono considerati come transazioni correnti e sono effettuati in conformità con gli obblighi internaziona li correnti dei Membri interessati, quando i loro governi hanno stipulato intese a tale riguardo. In mancanza di intese di tal genere o di accordi particolari conclusi alle condizioni previste all'articolo 42 della Costituzione, tali pagamenti di conti hanno luogo in conformità con le disposizioni dei Regolamenti amministrativi.

498 2. Le amministrazioni dei Membri ed i gestori riconosciuti che gestiscono servizi internazionali di telecomunicazioni devono mettersi d'accordo sull'importo dei loro debiti e crediti.

499 3. I conti inerenti ai debiti e crediti di cui al numero 498 qui sopra sono elaborati in base alle disposizioni dei Regolamenti amministrativi, a meno che intese particolari non siano state stipulate tra le parti interessate.

Articolo 38

Unità monetaria

500 In mancanza di intese particolari concluse tra i Membri, l'unità monetaria utilizzata per la composizione delle tasse di ripartizione per i servizi internazionali di telecomunicazione e per l'elaborazione dei conti internazionali e:

- o l'unità monetaria del Fondo monetario internazionale,
- o il franco-oro,

come definiti nei Regolamenti amministrativi. Le modalità di applicazione sono stabilite nell'appendice 1 del Regolamento di telecomunicazioni internazionali.

Articolo 39

Intercomunicazione

501 1. Le stazioni che assicurano le radiocomunicazioni nel servizio mobile sono tenute, entro i ·limiti della loro normale destinazione a scambiarsi reciprocamente le radiocomunicazioni a prescindere dal sistema radioelettrico che esse adottano.

502.2.Tuttavia, in vista di non intralciare i progressi scientifici, le disposizioni del numero 501 di cui sopra non impediscono l'utilizzazione di un sistema radioelettrico inabilitato a comunicare con altri sistemi a condizione che tale inabilità sia dovuta alla natura specifica di tale sistema e che non sia l'effetto di dispositivi adottati per il solo fine di impedire l'intercomunicazione.

503 3. Nonostante le disposizioni del numero 501 di cui sopra, una stazione puo essere abilitata ad un servizio internazionale ristretto di telecomunicazione, determinato dalle finalità di detto servizio o da altre circostanze indipendenti dal sistema utilizzato.

Articolo 40
Linguaggio segreto

504 1. I telegrammi di Stato, nonché i telegrammi di servizio, possono essere redatti in linguaggio segreto in tutte le relazioni.

505 2. Sono ammessi i telegrammi privati in linguaggio segreto tra tutti i Membri, ad eccezione di coloro che abbiano preliminarmente notificato, tramite il Segretario generale, che non ammettono questo linguaggio per tale categoria di corrispondenza.

506 3. I Membri che non autorizzano i telegrammi privati in linguaggio segreto in provenienz dal loro territorio o a destinazione di esso, devono accettarli in transito, salvo nel caso di sospensione di servizio di cui all'articolo 35 della Costituzione.

CAPITOLO VI

Arbitrato ed emendamento

Articolo 41

Arbitrato:procedura
(vedere l'articolo 56 della Costituzione)

507 1. La parte che desidera un arbitrato inizia la procedura trasmettendo all'altra parte una notifica di richiesta di arbitrato.

508 2. Le parti decidono di comune accordo se l'arbitrato deve essere affidato a persone, ad amministrazioni o a governi. Se, entro un mese a decorrere dal giorno della notifica della richiesta di arbitrato, le parti non hanno raggiunto un accordo su questo punto, l'arbitrato è affidato a governi.

509 3. Se l'arbitrato é affidato a persone, gli arbitri non devono essere ne cittadini di uno Stato parte alla controversia, ne avere il loro domicilio in uno di questi Stati o essere al loro servizio.

510 4. Se l'arbitrato e affidato a governi o ad amministrazioni di questi governi, essi devono essere scelti tra i Membri che non sono implicati nella controversia, ma che sono parti dell'accordo la cui attuazione ha dato luogo alla controversia.

511 5. Entro un termine di tre mesi a decorrere dalla data di ricevimento della notifica, ciascuna delle due parti in causa nomina un arbitro.

512 6. Se piu di due parti sono implicate nella controversia, ciascuno dei due gruppi di parti che hanno interessi comuni nella controversia nomina un arbitro in conformità con la procedura prevista ai numeri 510 e 511 di cui sopra.

513 7. I due arbitri in tal modo designati si mettono d'accordo per nominare un terzo arbitro che (se i due primi arbitri sono persone e non governi o amministrazioni) deve corrispondere ai requisiti stabiliti al numero 509 di cui sopra e che inoltre, deve avere una nazionalità diversa da quella degli altri due. In mancanza di accordo tra i due arbitri sulla scelta del terzo arbitro, ciascun arbitro propone un terzo arbitro che non deve avere alcun interesse nella controversia. Il Segretario generale procede in tal caso ad un sorteggio per la nomina del terzo arbitro.

514 8. Le parti litiganti possono intendersi affinché la loro controversia sia risolta da un arbitro unico designato di comune accordo; ciascuna di esse puo anche nominare un arbitro e chiedere al Segretario generale di procedere ad un sorteggio per designare l'arbitro unico.

515 9. L'arbitro o gli arbitri decidono liberamente riguardo al luogo dell'arbitrato ed alle regole di procedura da applicare per tale arbitrato.

516 10. La decisione dell'arbitro unico e definitiva e vincola le parti della controversia. Se l'arbitrato é affidato a più arbitri, la decisione intervenuta a maggioranza di voti degli arbitri e definitiva e vincola le parti.

517 11. Ciascuna parte prende a carico le spese che ha sostenuto in occasione dell'istruttoria e della presentazione dell'arbitrato. Le spese di arbaitrato, diverse da quelle rappresentate dalle parti stesse, sono ripartite in maniera uguale tra le parti alla controversia.

518 12 L'Unione fornisce tutte le informazioni relative alla controversia di cui l'arbitro o gli arbitri possono avere bisogno. Se le parti alla controversia così decidono, la decisione dell'arbitro o degli arbitri e comunicata al Segretario generale ai fini di un futuro riferimento.

Articolo 42

Disposizioni per emendare la presente Convenzione

519 1. Ogni Membro dell'Unione puo proporre qualsivoglia emendamento alla presente Convenzione. La proposta, per poter essere trasmessa a tutti i Membri dell'Unione ed essere esaminata da essi in tempo utile, deve pervenire al Segretario generale al piu tardi otto mesi prima della data di apertura stabilita per la Conferenza di plenipotenziari. Il Segretario generale trasmette tale proposta a tutti i Membri dell'Unione, il prima possibile e al piu tardi sei mesi prima della data di cui sopra.

520 2. Ogni proposta di modifica di un emendamento proposta in conformità con il numero 519 di cui sopra puo tuttavia essere sottoposta in qualunque momento, da un Membro dell'Unione o dalla sua delegazione, alla Conferenza di plenipotenziari .

521 3. Il quorum necessario in ogni seduta plenaria della Conferenza di plenipotenziari per l'esame di qualunque proposta volta ad emendare detta Convenzione o di qualunque modifica di detta proposta e costituita da oltre la metà delle delegazioni accreditate alla Conferenza di plenipotenziari.

522 4. Per essere adottata, ogni proposta di modifica di un emendamento proposto, nonché la proposta di emendamento nella sua integralità, modificata o non, deve essere approvata, in seduta plenaria, da piu della metà delle delegazioni accreditate presso la Conferenza di plenipotenziari ed aventi diritto di voto.

523 5. Le disposizioni generali concernenti le conferenze ed il regolamento interno delle conferenze ed altre riunioni che figurano nella presente Convenzione si applicano, a meno che i paragrafi precedenti del presente articolo e che sono prevalenti, non dispongano diversamente.

524 6. Tutti gli emendamenti alla presente Convenzione adottati da una Conferenza di plenipotenziari, entrano in vigore ad una data stabilita dalla Conferenza di plenipotenziari nella loro totalità e sotto forma di uno strumento di emendamento unico, tra i Membri che hanno depositato prima di questa data il loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione alla presente Convenzione ed allo strumento di emendamento. E'esclusa la ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione ad una sola parte di questo strumento di emendamento.

525 7. Nonostante il numero 524 di cui sopra,la Conferenza di plenipotenziari può decidere che un emendamento alla presente Convenzione e necessario per la corretta applicazione di un emendamento alla Costituzione. In tal caso, l'emendamento alla presente Convenzione non entra in vigore prima dell'entrata in vigore dell'emendamento alla Costituzione.

526 8. Il Segretario generale notifica a tutti i Membri il deposito di ciascuno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

527 9. Dopo l'entrata in vigore di ogni strumento di emendamento, la ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione, in conformità con gli articoli 52 e 53 della Costituzione si applicano alla Convenzione emendata.

528 10. Dopo l'entrata in vigore dello strumento di emendamento, il Segretario generale lo registra presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, in conformità con le disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Il numero 241 della Costituzione si applica altresì ad ogni strumento di emendamento.

ANNESSO

Definizione di alcuni termini utilizzati nella presente Convenzione e nei Regolamenti amministrativi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

Ai fini dei summenzionati strumenti dell'Unione, i termini qui di seguito hanno il significato loro attribuito dalle definizioni che li accompagnano.

1001 Esperto : Persona inviata da:

a) il Governo o l'amministrazione del suo paese, oppure

b) un ente o organizzazione approvata, in conformità alla norma dell'articolo 19 della presente Convenzione, oppure

c) un'organizzazione internazionale,

per partecipare alle mansioni dell'Unione che rientrano nell'ambito della sua competenza professionale.

1002 Osservatore: Persona inviata da:

- l'Organizzazione delle Nazioni Unite,un'istituzione specializzata delle Nazioni Unite, l'Agenzia internazionale dell'energia atomica, un'organizzazione regionale di telecomunicazioni o un'organizzazione intergovernativa che gestisce sistemi via satellite, per partecipare a titolo consultivo alla Conferenza di plenipotenziari, ad una conferenza o ad una riunione di un Settore,

-un'organizzazione internazionale, per partecipare a titolo consultivo ad una conferenza o ad una riunione di un Settore,

- il governo di un Membro dell'Unione, per partecipare senza diritto di voto ad una conferenza regionale;

in conformità con le disposizioni pertinenti della presente Convenzione.

1003 Servizio mobile: Servizio di radiocomunicazione tra stazioni mobili e stazioni terrestri, o tra stazioni mobili.

1004 Organismo scientifico o industriale: Ogni organismo, diverso da una istituzione o agenzia governativa, che si occupa dello studio di problemi di telecomunicazione e della progettazione o della fabbricazione di attrezzature destinate a servizi di telecomunicazioni.

1005 Radiocomunicazione: Telecomunicazione attraverso onde radioelettriche.

Nota 1: Le onde radioelettriche sono onde elettromagnetiche la cui frequenza é convenzionalmente inferiore a 3 000 GHz e che si propagano nello spazio senza guida artificiale.

Nota 2: Ai fini delle esigenze dei numeri 149 a 154 della presente Convenzione, il termine "radiocomunicazione" include altresì le telecomunicazioni attraverso onde elettromagnetiche la cui frequenza é superiore a 3 000 GHz e che si propagano nello spazio senza guida artificiale.

1006 Telecomunicazione di servizio: Telecomunicazione relativa alle telecomunicazioni pubbliche internazionali, effettuata tra:

- le amministrazioni,
- i gestori riconosciuti,
- il presidente del Consiglio, il Segretario generale, il Vice-Segretario generale, i direttori degli Uffici, i membri del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni o altri rappresentanti o funzionari autorizzati dell'Unione, compresi quelli incaricati di funzioni ufficiali fuori dalla sede dell'Unione.

DICHIARAZIONI E RISERVE
effettuate alla fine della Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

(Ginevra, 1992)*

Nel firmare il presente documento che fa parte degli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992), i sottoscritti plenipotenziari confermano di aver preso atto delle seguenti dichiarazioni e riserve effettuate alla fine della Conferenza:

1

Originale: inglese

Per la Repubblica di Slovenia:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992) con riserva della loro ratifica ufficiale, la Delegazione della Repubblica di Slovenia riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni misura che potrà ritenere necessaria per proteggere i suoi interessi qualora ogni altro Membro non paghi la sua quota contributiva alle spese dell'Unione o manchi in qualunque altro modo di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell' Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e dei loro annessi o protocolli che vi sono annessi, o se riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

---

* Nota del Segretariato generale: I testi delle dichiarazioni e delle riserve sono classificati seconodo l'ordine cronologico del loro deposito.

Nell'Indice, questi testi sono classificati secondo l'ordine alfabetico dei nomi dei Membri da cui sono presentati.

2

Originale: francese

Per la Repubblica del Gabon:

La Delegazione della Repubblica del Gabon riserva al suo Governo il diritto:

1. di adottare ogni provvedimento necessario per tutelare i suoi interessi qualora taluni Membri non osservino in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o se riserve formulate da altri Membri fossero di natura tale da compromettere il funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione;

2. di accettare o meno le conseguenze finanziarie che potrebbero eventualmente derivare da queste riserve.

3

originale: inglese

Per la Repubblica popolare democratica di Corea:

La Delegazione della Repubblica popolare democratica di Corea riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che ritenga necessario per tutelare i suoi interessi qualora Membri dell'Unione non osservino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o swgli annessi o dei protocolli che vi sono allegati o se riserve formulate da altri Membri fossero tali da compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

4

Originale:inglese

Per la Repubblica di Corea:

La Delegazione della Repubblica di Corea riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per tutelare i suoi interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota delle spese dell'Unione o non rispettino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), degli annessi, dei protocolli o dei regolamenti che vi sono allegati, o se riserve formulate da altri paesi fossero tali da compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

5

Originale: inglese

Per la Repubblica dello Zambia:

La Delegazione della Repubblica dello Zambia alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni misura che riterrà necessaria per salvaguardare i suoi interessi qualora Membri dell'Unione non rispettino, in un modo o nell'altro, le disposizioni della Costituzione o della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o se riserve formulate da questi Membri dovessero pregiudicare direttamente o indirettamente il funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o la sua sovranità.

La Delegazione della Repubblica dello Zambia riserva inoltre al suo Governo il diritto di formulare altre riserve, come necessario, fino alla data, ivi compresa, della ratifica, da parte della Repubblica di Zambia, della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

6

Originale: inglese

Per lo Stato islamico dell'Afghanistan:

La Delegazione dello Stato islamico dell'Afghanistan alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), riserva al suo Governo il diritto :

1. di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per tutelare i suoi interessi qualora un Membro non osservi in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o degli annessi e protocolli ad essa allegati, oppure se le conseguenze di ogni riserva formulata da un altro paese dovessero ledere i suoi interessi ed in particolare mettere a repentaglio il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione;

2. di non accettare alcuna misura finanziaria che possa comportare un aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione;

3. di formulare qualunque riserva o dichiarazione prima di ratificare la Costituzione e la Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992);

4. di non riconoscere eventuali pretese volte ad estendere la sovranità dello Stato sulle parti dell'orbita dei satelliti geostazionari, in quanto contrarie allo statuto dello spazio extra-atmosferico in base al diritto internazionale universalmente riconosciuto.

7

Originale: inglese

Per il Malawi:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992,) la Delegazione del Malawi riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione, o se le riserve di altri Membri dell'Unione dovessero pregiudicare il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

8

Originale: francese.

Per la Repubblica del Senegal:

Nel firmare gli Atti finali della presente Conferenza di plenipotenziari addizionale svoltasi a Ginevra in dicembre 1992, la Delegazione della Repubblica del Senegal dichiara a nome del suo Governo che non accetta nessuna conseguenza delle riserve effettuate da altri Governi aventi come conseguenza l'aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

Peraltro la Repubblica del Senegal si riserva il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere utile per la salvaguardia dei suoi interessi, qualora taluni Membri non osservino le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione, dei loro annessi o del Protocollo facoltativo concernente la soluzione obbligatoria delle controversie adottate dalla Conferenza o qualora le riserve formulate da altri paesi tendano a compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

9

originale: inglese

Per il Regno dello Swaziland

La Delegazione del Regno dello Swaziland riserva il diritto al suo Governo di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per salvaguardare i suoi interessi nel caso in cui taluni Membri non osservino, in un modo o nell'altro, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra 1992) o gli annessi ed i Regolamenti che vi sono annessi, o se riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

10

originale: francese

Per il Burkina Faso:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992,) la Delegazione del Burkina Faso riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per proteggere gli interessi del Burkina Faso:

1. qualora un Membro non osservi, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) ed i loro rispettivi annessi;

2. Se alcuni Membri non pagano la loro quota contributiva alle spese dell'Unione;

3. se le riserve formulate da altri Membri sono suscettibili di mettere a repentaglio il buon funzionamento e la buona gestione tecnica e/o commerciale dei servizi di telecomunicazione in Burkina Faso.

La Delegazione del Burkina Faso riserva peraltro al suo Governo il diritto di formulare qualsivoglia dichiarazione o riserva all'atto della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

11

originale: inglese

Per la Repubblica di Fidji

La Delegazione della Repubblica di Fidji riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che dovrà ritenere necessario per tutelare i suoi interessi qualora un Membro manchi in qualunque modo di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o degli annessi e dei protocolli che vi sono allegati, oppure se le riserve formualate da altri paesi fossero tali da mettere a repentaglio il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione e comportare un aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

12

Originale: francese.

Per la Repubblica di Guinea:

La Delegazione della Repubblica di Guinea alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni misura che potrà ritenere necessaria per tutelare i suoi interessi qualora taluni Membri non dovessero osservare in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o se riserve effettuate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un aumento della sua quota contribuita alle spese dell'Unione.

13

Originale: inglese

Per il Regno del Lesotho:

La Delegazione del Regno del Lesotho dichiara, a nome del suo Governo:

1. che non accetta alcuna conseguenza delle riserve formulate da qualsivoglia paese e che riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni misura che potrà giudicare necessaria;

2. che riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per proteggere i suoi interessi qualora altri paesi non osservino le disposizioni della Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o se riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

14

Originale: inglese

Per la Repubblica del Suriname

La Delegazione della Repubblica del Suriname riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per proteggere i suoi interessi, qualora altri Membri non osservino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o degli annessi e dei protocolli che vi sono allegati oppure se le riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

15

Originale: inglese

Per la Repubblica islamica dell'Iran:

In nome di Dio,clemente e compassionevole,

nel firmare la presente Costituzione e la Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), la Delegazione delle Repubblica Islamica dell'Iran riserva al suo Governo il diritto:

1. di adottare ogni misura che potrà ritenere necessaria o ogni misura richiesta per tutelare i suoi diritti ed i suoi interessi qualora altri Membri dell'Unione non osservino in qualunque altro modo le norme della presente Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), degli annessi, dei protocolli o dei Regolamenti che vi sono allegati;

2. di tutelare i propri interessi qualora alcuni Membri dell'Unione non paghino la loro quota delle spese dell'Unione o se le riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Repubblica islamica d'Iran;

3. di non essere soggetti alle norme della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra 1992) ed in particolare alle norme dei numeri 222 e 229 della Costituzione e del numero 524 della Convenzione, che possono direttamente o indirettamente, pregiudicare la sua sovranità e contravvenire alla Costituzione , ed alle leggi e regolamenti della Repubblica islamica dell'Iran;

4. di formulare altre riserve o dichiarazioni fino alla ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

16

Originale:francese

Per l'Austria,il Belgio, il Lussemburgo:

Le Delegazioni dei paesi di cui sopra dichiarano formalmente, per quanto riguarda l'articolo 4 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) che mentengono le riserve effettuate a nome delle loro rispettive Amministrazioni, all'atto della firma dei Regolamenti citati nell'articolo 4.

17

Originale:francese

Per l'Austria, il Belgio il Lussemburgo:

Le Delegazioni dei paesi di cui sopra riservano ai loro rispettivi Governi il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrebbero ritenere necessari per proteggere i loro interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) , o degli annessi o protocolli cne vi sono allegati, o se riserve di altri paesi dovessero comportare un aumento delle loro quote contributive alle spese dell'Unione, o infine, se riserve di altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei loro servizi di telecomunicazione.

18

Originale:francese

Per la Repubblica della Costa d'Avorio:

La Delegazione della Repubblica di Costa d'Avorio riserva al suo Governo il diritto:

a) di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per tutelare i suoi interessi qualora i Membri non dovessero osservare in qualunque modo le disposizioni della presente Costituzione e Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992);

b) di rifiutare le conseguenze delle riserve formulate nella presente Costituzione e Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) da parte di altri Governi e che potrebbero comportare un aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione o compromettere i suoi servizi di telecomunicazione;

c) di rifiutare tutte le disposizioni di tale Costituzione e Convenzione, o di formulare le riserve che riterrà necessarie per quanto riguarda i testi contenuti nella Costituzione e nella Convenzione (Ginevra, 1992) che potrebbero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o pregiudicare direttamente o indirettamente la sua sovranità.

19

Originale: francese

Per la Repubblica del Burundi:

La Delegazione della Repubblica del Burundi riserva al suo Governo il diritto:

1. di adottare tutti i provvedimenti che potrebbe ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o degli annessi e protocolli che vi sono allegati, o qualora le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione;

2. di accettare o meno ogni misura suscettibile di provocare un incremento della sua quota contributiva.

20

Originale:spagnolo

Per la Repubblica orientale dell'Uruguay:

La Delegazione della Repubblica orientale dell'Uruguay dichiara, a nome del suo Governo che quest'ultimo si riserva il diritto di adottare i provvedimenti che riterrà necessari per tutelare i suoi interessi qualora altri Membri non osservino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o del Protocollo facoltativo, o se riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

21

Originale: francese

Per la Confederazione svizzera ed il Principato del Liechtenstein:

1. Le Delegazioni dei summenzionati paesi riservano il diritto dei loro Governi di adottare i provvedimenti necessari per la protezione dei loro interessi qualora riserve depositate o altri provvedimenti adottati dovessero avere come conseguenza di pregiudicare il buon funzionamento dei loro servizi di telecomunicazione o di portare ad un incremento delle loro quote contributive alle spese dell'Unione.

2. Per quanto concerne gli articoli 4 e 54 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), le Delegazioni dei summenzionati paesi dichiarano formalmente di mantenere le riserve che hanno formulato a nome delle loro Amministrazioni all'atto della firma dei Regolamenti menzionati in tali articoli.

22

Originale:spagnolo

Per il Cile:

La Delegazione del Cile, alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), all'atto della firma della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, dichiara che riserva al suo Governo il diritto sovrano di formulare le riserve che riterrà necessarie o utili per proteggere e salvaguardare i suoi interessi nazionali qualora Stati Membri dell'Unione non si conformino in qualunque modo, alle disposizioni della presente Costituzione e Convenzione, degli annessi, protocolli e regolamenti inerenti, tale mancanza pregiudicando direttamente o indirettamente il funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o mettendo a repentaglio la sua sovranità.

Essa riserva al suo Governo anche il diritto di proteggere i suoi interessi qualora le riserve formulate da altre parti contraenti dovessero comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

23

originale:inglese

Per il Brunei Darussalam:

La Delegazione del Brunei Darussalam riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi se un paese dovesse mancare, in qualunque modo, agli obblighi derivanti dalla Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) , o dagli annessi o protocolli allegati, o qualora le riserve effettuate da altri Paesi dovessero pregiudicare gli interessi del Brunei Darussalam o comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

La Delegazione del Brunei Darussalam riserva inoltre al suo Governo il diritto di formulare le riserve supplementari che potrà ritenere necessarie fino al giorno, ivi compreso, della ratifica da parte del Brunei Darussalam della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

24

Originale: inglese

Per la Tailandia:

La Delegazione della Tailandia riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora un Paese Membro non osservi in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei loro annessi e dei protocolli che vi sono allegati o qualora le riserve formulate da qualunque paese Membro dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o provocare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

25

Originale: inglese

Per la Repubblica federale della Nigeria:

La Delegazione della Repubblica federale della Nigeria alla Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992) dichiara che il suo governo si riserva il diritto:

1. di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri dell'Unione non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque altro modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o degli annessi o protocolli che vi sono allegati, o qualora le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere in qualunque maniera il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Repubblica federale della Nigeria;

2. di effettuare ogni dichiarazione o riserva fino al momento della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

26

Originale: inglese

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

La Delegazione del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord riserva al suo Governo il diritto di adottare tutte le misure che potrà ritenere necessarie per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) , o degli annessi allegati a tali strumenti, o qualora le riserve formulate da altri Paesi dovessero ledere i suoi interessi.

27

Originale: inglese

Per la Repubblica socialista del Viet Nam:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), la Delegazione della Repubblica socialista del Viet Nam dichiara, a nome del suo Governo, che mantiene le riserve formulate alla Conferenza di plenipotenziari di Nairobi (1982) ed alla Conferenza di plenipotenziari di Nizza (1989) dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

28

Originale: inglese

Per la Repubblica di Singapore:

La Delegazione della Repubblica di Singapore riserva al suo governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora Membri dell'Unione non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o gli annessi o i protocolli di tali strumenti o se riserve di un Membro dell'Unione dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione, pregiudicare la sua sovranità o comportare un aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

La delegazione della Repubblica di Singapore riserva inoltre al suo Governo il diritto di formulare tutte le riserve supplementari che riterrà necessarie fino al momento, ivi compreso, della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) da parte della Repubblica di Singapore.

29

Originale:inglese

Per la Nuova-Zelanda:

La Delegazione della Nuova Zelanda riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota delle spese dell'Unione o non osservino in qualunque altro modo le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982) o gli annessi o protocolli tale Convenzione o nel caso in cui altri Membri non osservino in qualunque altro modo le disposizioni degli strumenti dell'Unione contenuti nella Costituzione (Ginevra, 1992) o ancora nei casi in cui le riserve formulate da altri paesi pregiudichino il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione di Nuova Zelanda.

Inoltre la Nuova Zelanda si riserva il diritto di formulare riserve e dichiarazioni precise pertinenti prima della ratifica della Costituzione e della Convenzione (Ginevra, 1992).

30

Originale:inglese

Per la Malesia:

Nel firmare la presente Costituzione e la presente Convenzione, la Delegazione della Malesia:

1. riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei suoi annessi o dei protocolli che vi sono allegati, oppure se le riserve di altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Malesia;

2. dichiara che la firma della Costituzione e della Convenzione summenzionate e la loro eventuale ratifica da parte del Governo della Malesia non hanno alcun valore per quanto concerne il Membro che figura sotto il nome d'Israele e non implicano in alcun modo il riconoscimento di tale Membro da parte del Governo della Malesia.

31

Originale:inglese

Per la Repubblica di Cipro:

La Delegazione di Cipro riserva al suo Governo il diritto di adottare tutte le misure che riterrà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora taluni Membri dell'Unione non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei suoi annessi o dei protocolli che vi sono allegati, o qualora le riserve formulate da altri Membri comportino un aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione o compromettano il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione, oppure se le altre misure che una persona fisica o morale adottasse o considerasse di adottare, fossero tali da pregiudicare direttamente o indirettamente la sua sovranità.

La Delegazione di Cipro riserva inoltre al suo Governo il diritto di formulare ogni altra dichiarazione o riserva fino al momento in cui la Costituzione e la Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) saranno ratificate dalla Repubblica di Cipro.

32

Originale:spagnolo

Per la Spagna:

La delegazione della Spagna dichiara a nome del suo Governo che ogni riferimento alla parola "paese"nella Costituzione e nella Convenzione (Ginevra,1992) in quanto titolare di diritti e di obblighi e inteso, secondo tale Delegazione, solo se tale paese rappresenta uno Stato sovrano.

33

Originale:spagnolo

Per la Spagna:

La Delegazione della Spagna dichiara a nome del suo Governo che non accetta alcuna delle riserve formulate da altri governi suscettibili di comportare un incremento dei suoi obblighi finanziari nei confronti dell'Unione.

34

Originale: inglese

Per la Repubblica di Ungheria:

La Delegazione della Repubblica di Ungheria riserva al suo governo il diritto di non accettare alcuna misura finanziaria suscettibile di comportare incrementi non giustificati del suo contributo alle spese dell'Unione e di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere opportuni al fine di proteggere i suoi interessi qualora paesi Membri non osservino le disposizioni della Costituzione, della Convenzione e dei Regolamenti, o pregiudichino il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione, nonché il diritto di formulare riserve e dichiarazioni specifiche prima della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

35

Originale: inglese

Per la Repubblica socialista democratica di Sri Lanka:

La Delegazione della Repubblica socialista democratica dello Sri Lanka riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora qualunque Membro non osservi in qualunque maniera, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o se riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

36

Originale: inglese

Per la Repubblica dello Yemen:

La Delegazione della Repubblica dello Yemen riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora un Membro non osservi le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), oppure se le riserve formulate da questo Membro dovessero mettere a repentaglio il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un aumento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

37

Originale: russo

Per la Repubblica della Bielorussia, la Federazione di Russia e l'Ucraina:

Le Delegazioni dei paesi di cui sopra riservano ai loro rispettivi Governi il diritto di effettuare ogni dichiarazione o riserva al momento della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e di adottare tutti i provvedimenti che riterranno necessari per proteggere i loro interessi, qualora qualunque Membro dell'Unione non osservi, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, o se le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei loro servizi di telecomunicazione o comportare un aumento del loro contributo annuale alle spese dell'Unione.

38

Originale:spagnolo

Per la Republica del Venezuela:

La Delegazione della Repubblica del Venezuela riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora altri Membri, attuali o futuri, manchiho di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei suoi annessi o dei protocolli che vi sono allegati, oppure se riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

Essa inoltre formula riserve riguardo agli articoli della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) relativi all'arbitrato come mezzo per la soluzione delle controversie, in conformità con la politica internazionale del Governo del Venezuela in materia.

39

originale:inglese

Per Papuasia-Nuova Guinea:

La Delegazione di Papuasia Nuova- Guinea riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi se alcuni Membri non pagano la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o se mancano in qualunque altra maniera di conformarsi agli obblighi che derivano dalla Costituzione e dalla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o dagli annessi e dai protocolli che vi sono allegati, oppure se riserve formulate da altri paesi mettono a repentaglio il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione di Papuasia-Nuova Guinea.

40

Originale:francese

Per la Repubblica del Niger:

La Delegazione del Niger alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, dicembre 1992) riserva al suo governo il diritto:

1. di adottare i provvedimenti che riterrà necessari qualora taluni Membri manchino in qualunque modo, di conformarsi agli strumenti dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni così come adottati a Ginevra (dicembre 1992) o se le riserve formulate dai Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione;

2. di non accettare alcuna conseguenza derivante da riserve suscettibili di comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

41

Originale: francese

Per la Repubblica del Cameroun:

La delegazione del Cameroun alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) firma gli Atti finali della presente Conferenza riservando al suo Governo il diritto:

- di adottare tutti i provvedimenti appropriati per salvaguardare i suoi interessi legittimi qualora questi ultimi fossero lesi per via della non-osservanza, da parte di qualunque Membro, di alcune disposizioni della Costituzione/Convenzione o degli annessi e protocolli che vi sono allegati;
- di formulare riserve relative alle disposizioni della Costituzione o della Convenzione in contrasto con la sua legge fondamentale.

42

originale: inglese

Per la Repubblica federale di Germania:

1. La Delegazione della Repubblica federale di Germania riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora alcuni Membri non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o in qualunque altro modo non rispettino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei suoi annessi o dei protocolli che vi sono allegati o qualora riserve formulate da altri paesi siano tali da accrescere il suo contributo alle spese dell'Unione o a pregiudicare il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

2. La Delegazione della Repubblica federale di Germania dichiara, a proposito dell'articolo 4 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) che mantiene le riserve formulate a nome della Repubblica Federale di Germania all'atto della firma dei Regolamenti di cui all'articolo 4.

3. La Repubblica federale di Germania dichiara che essa applicherà solo gli emendamenti adottati in conformità con l'articolo 55 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e con l'articolo 42 della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) quando saranno soddisfatti i requisiti della Costituzione della Repubblica Federale di Germania richiesti per la loro applicazione.

43

originale: inglese

Per la Repubblica di Bulgaria:

La Delegazione della Repubblica di Bulgaria alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), riserva al suo Governo il diritto:

1. di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora un Membro dell'Unione manchi in qualche modo di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o se le conseguenze di ogni riserva formulata da un altro paese dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Bulgaria;

2. di non accettare alcuna misura finanziaria che possa comportare un aumento ingiustificato della sua quota contributiva alle spese dell'Unione;

3. di formulare ogni dichiarazione o riserva all'atto della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992)

44

originale: inglese

Per la Repubblica delle Filippine:

La Delegazione della Repubblica delle Filippine riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari e sufficienti per proteggere i suoi interessi qualora riserve formulate da rappresentanti di altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o pregiudicare i suoi diritti in quanto paese sovrano.

La Delegazione filippina riserva inoltre al suo Governo il diritto di formulare ogni dichiarazione o riserva prima del deposito dello strumento di ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992)

45

originale:inglese

Pr la Repubblica del Sudan:

La Delegazione della Repubblica del Sudan riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora un Membro non osservi in qualunque modo, le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o qualora le riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione della Repubblica del Sudan o causare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

46

Originale: inglese

Per il Danimarca, l'Estonia, la Finlandia, l'Islanda, la Lettonia, la Lituania, la Norvegia e la Svezia:

All'atto della firma degli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari di Ginevra:

1. Per quanto concerne l'articolo 54 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), le Delegazioni di paesi summenzionati dichiarano formalmente di mantenere le riserve che hanno formulato a nome delle loro Amministrazioni all'atto della firma dei Regolamenti di cui all'articolo 54;

2. le delegazioni dei suddetti paesi dichiarano a nome dei loro rispettivi governi, che non accettano alcuna conseguenza risultante dalle riserve, che comporti un incremento della loro quota contributiva alle spese dell'Unione;

3. Le delegazioni dei paesi summenzionati riservano ai loro Governi il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrebbero ritenere necessari per proteggere i loro interessi qualora taluni Membri dell'Unione non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque altro modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o degli annessi o dei protocolli che vi sono allegati, o qualora le riserve di altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei loro servizi di telecomunicazione.

47

Originale: inglese

Per la Repubblica d'Indonesia:

A nome della Repubblica d'Indonesia, la Delegazione della Repubblica d'Indonesia alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992):

1. riserva al suo Governo il diritto di adottare tutte le disposizioni e le misure di protezione che riterrà necessarie per proteggere i suoi interessi nazionali qualora qualunque disposizione della Costituzione, della Convenzione e delle Risoluzioni nonché ogni decisione della Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) pregiudichi direttamente o indirettamente la sovranità, o sia in contrasto con la Costituzione, la legislazione e la regolamentazione della Repubblica d'Indonesia, nonché con i diritti di cui gode la Repubblica d'Indonesia in quanto parte ad altri trattati e convenzioni e che derivano ad essa da ogni principio di diritto internazionale;

2. riserva inoltre al suo Governo il diritto di adottare ogni disposizione e misura di protezione che riterrà necessaria per proteggere i suoi interessi nazionali se un Membro non osserva in qualunque maniera, le norme della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o se le conseguenze delle riserve formulate da un Membro qualunque dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o causare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

48

Originale: spagnolo

Per la Repubblica di Colombia:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) la Delegazione della Repubblica di Colombia:

1. dichiara che riserva al suo Governo il diritto :

a) di adottare ogni misura che riterrà necessaria, secondo la sua legislazione nazionale ed il diritto internazionale, per salvaguardare i suoi interessi nazionali qualora altri Membri manchino di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei protocolli e degli annessi che vi sono allegati, di altri documenti degli Atti finali di detta Unione e dei Regolamenti, e qualora le riserve formulate dai rappresentanti di altri Stati dovessero compromettere i servizi di telecomunicazione della Repubblica di Colombia o il pieno esercizio dei suoi diritti sovrani;

b) di accettare o di respingere, in totalità o in parte, gli emendamenti apportati alla Costituzione ed alla Convenzione (Ginevra, 1992) o agli altri strumenti internazionali dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni ;

c) di formulare riserve, in conformità con la Convenzione di Vienna sul diritto dei Trattati del 1969, riguardo agli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra 1992) in ogni momento che riterrà opportuno tra la data della firma e l'eventuale data di ratifica degli strumenti internazionali che costituiscono tali Atti finali. Di conseguenza, essa non si ritiene legata dalle regole che limitano il diritto sovrano di formulare riserve al momento della firma degli Atti finali delle conferenze e di altre riunioni dell'Unione;

2. ratifica, per quanto riguarda il merito, le riserve Nn. 40 e 79 formulate nella Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979) per quanto riguarda in particolare le nuove disposizioni che figurano nella Costituzione e nella Convenzione (Ginevra, 1992) e negli altri documenti degli Atti finali;

3. dichiara che la Repubblica di Colombia considererà come vincolanti gli strumenti dell' Unione internazionale delle telecomunicazioni, vale a dire la Costituzione, la Convenzione, i protocolli, i Regolamenti amministrativi e gli emendamenti o le modifiche inerenti, solo nella misura in cui essa avra debitamente ed espressamente manifestato il suo consenso ad essere vincolata da ciascuno di questi strumenti internazionali e con riserva del rispetto delle procedure costituzionali corrispondenti. Di conseguenza essa non accetta di manifestare il suo consenso presupposto o tacito ad essere vincolata;

4. dichiara che, in conformità con il diritto costituzionale, il suo Governo non puo applicare provvisoriamente gli strumenti internazionali che costituiscono gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992) e gli altri strumenti dell'Unione, a causa del loro contenuto e della loro natura.

49

Originale:spagnolo

Per la Repubblica argentina:

Nel firmare le presenti Costituzione e Convenzione, la Delegazione della Repubblica argentina dichiara a nome del suo Governo:

1. che ribadisce i suoi diritti sovrani sulle isole Malvine, le isole della Georgia del Sud e le isole Sandwich del Sud, che fanno parte integrante del territorio nazionale;

2.che si riserva il diritto di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per tutelare i suoi interessi qualora altri Membri non osservino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e dei suoi annessi, e qualora le riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

50

Originale francese

Per la Grecia:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), la Delegazione della Grecia dichiara:

1. che essa riserva al suo Governo il diritto:

a) di adottare ogni provvedimento conforme al suo diritto interno ed al diritto internazionale che potrà ritenere o stimare necessario o utile per tutelare e salvaguardare i suoi diritti sovrani ed inalienabili ed i suoi interessi legittimi, qualora Stati Membri dell'UIT mancassero in qualunque maniera di rispettare o di applicare le disposizioni dei presenti Atti finali e dei suoi annessi, nonché i Regolamenti amministrativi che li completano, o se atti di altri enti o parti terze dovessero influire sulla sua sovranità nazionale o pregiudicarla;

b) di formulare, in virtù della Convenzione di Vienna sul Diritto dei Trattati del 1969, riserve a tali Atti finali in qualunque momento che riterrà opportuno tra la data della loro firma e la data della loro ratifica, nonché in ogni altro strumento emanante da altre conferenze pertinenti dell'UIT e non ancora ratificate, e si riserva altresì il diritto di non essere vincolato da qualunque disposizione di tali strumenti che limiti il suo diritto sovrano di formulare riserve;

c) di non accettare alcuna conseguenza di qualunque riserva formulata da altre parti contraenti che, tra le altre cose, potrebbe comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione o altre incidenze finanziarie, oppure se tali riserve dovessero compromettere il funzionamento corretto ed efficace dei servizi di telecomunicazione della Repubblica di Grecia.

2. che si stabilisce che il termine "paese" utilizzato nelle disposizioni dei presenti Atti finali nonché di ogni altro strumento o atto dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, in relazione ai suoi Membri ed ai loro diritti ed obblighi e considerato ad ogni riguardo sinonimo del termine "Stato sovrano" giuridicamente costituito e riconosciuto a livello internazionale.

51

Originale:inglese

Per la Mongolia:

La Delegazione della Mongolia riserva al suo Governo il diritto di formulare ogni dichiarazione o riserva al momento della ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

52

Originale:inglese

Per l'Unione di Myanmar:

La Delegazione dell'Unione di Myanmar riserva al suo Governo il diritto:

1. di proteggere i suoi interessi qualora altri Membri dovessero formulare riserve suscettibili di comportare l'incremento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione;

2. di adottare i provvedimenti che riterrà necessari per tutelare i suoi servizi di telecomunicazioni qualora altri Membri mancassero di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o degli annessi che vi sono allegati;

3. di formulare ogni riserva che riterrà appropriata riguardo ad ogni testo della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o degli annessi che vi sono allegati, che possa pregiudicare direttamente o indirettamente la sua sovranità o i suoi interessi.

53

Originale: inglese

Per la Repubblica del Kenya:

La Delegazione della Repubblica del Kenya riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrebbe ritenere necessario e/o appropriato per salvaguardare e tutelare i suoi interessi qualora un Membro manchi in qualunque modo di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e/o di ogni altro strumento connesso. Inoltre la Delegazione afferma che il Governo della Repubblica del Kenya non accetta nessuna responsabilità per le conseguenze che potrebbero derivare da ogni riserva formulata da altri Membri dell'Unione.

II

La Delegazione della Repubblica del Kenya, richiamando la riserva numero 90 alla Convenzione di Nairobi (1982), ribadisce, a nome del suo Governo, la lettera e lo spirito di tale riserva.

54

Originale: inglese

Per la Turchia:

Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992), la Delegazione della Repubblica di Turchia riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per tutelare i suoi interessi qualora un Membro manchi, in qualunque modo, di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei loro annessi o dei protocolli che vi sono allegati, o se riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione e comportare un incremento del suo contributo alle spese dell'Unione.

55

Originale: spagnolo

Per il Messico:

Il Governo del Messico, preoccupato da alcuni risultati della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992) si riserva il diritto:

- di adottare ogni provvedimento che riterrà pertinente qualora l'applicazione delle disposizioni della Costituzione e della Convenzione abbia un'effetto sfavorevole sui mezzi necessari all'utilizzazione delle risorse dell'orbita dei satelliti geostazionari e dello spettro delle frequenze radioelettriche che utilizza o dovrà utilizzare per i suoi servizi di telecomunicazioni, ovvero se le procedure di notifica, di coordinamento o di registrazione fossero compromesse o ritardate;

- di non accettare alcuna conseguenza finanziaria derivante da modifiche di funzionamento e di struttura adottate dalla presente Conferenza;

- di applicare i provvedimenti che riterrà necessari qualora altri Membri manchino di conformarsi, in qualunque modo, alle disposizioni della Costituzione, della Convenzione, dei Regolamenti amministrativi e dei protocolli o annessi che vi sono allegati sino dalla loro entrata in vigore.

56

Originale: francese

Per la Francia:

La Delegazione francese dichiara espressamente per quanto riguarda l'articolo 4 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) che mantiene le riserve formulate a nome della sua Amministrazione all'atto della firma dei Regolamenti citati nell'articolo 4.

57

Originale: francese

Per la Francia:

La Delegazione francese riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per tutelare i suoi interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota delle spese dell'Unione o manchino in qualunque altro modo di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), nonché dei Regolamenti amministrativi che le completano oppure se riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

58

Originale:inglese

Per l'Etiopia:

Nel firmare la Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) la Delegazione del Governo provvisorio dell'Etiopia riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per tutelare i suoi interessi qualora altri Membri manchino di conformarsi alle disposizioni di questi strumenti o se le loro riserve dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

59

Originale:francese

Per la Repubblica del Benin:

La Delegazione della Repubblica del Benin alla Conferenza di plenipotenziari addizionale della Costituzione' e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non osservino le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) , oppure se le riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un incremento del suo contributo alle spese dell'Unione.

60

Originale: spagnolo

Per Cuba:

Nel firmare gli Atti finali della presente Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992), la Delegazione della Repubblica di Cuba:

- si dichiara preoccupata dal lavoro del Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni durante il periodo di transizione fino alla Conferenza di Kyoto del 1994, durante la quale la nostra Amministrazione affronterà tale questione, in considerazione della fretta dimostrata dalla Conferenza nell'adottare decisioni importanti sul caràttere non permanente del Comitato.

- riserva al suo Governo il diritto di formulare ogni dichiarazione o riserva che si avverasse necessaria, fino a quando procederà alla ratifica degli strumenti fondamentali dell'UIT.

- dichiara di non accettare il Protocollo facoltativo relativo alla soluzione obbligatoria delle controversie relative alla presente Costituzione e Convenzione ed ai Regolamenti amministrativi;

- riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per tutelare la sua sovranità, i suoi diritti ed i suoi interessi nazionali qualora Stati Membri dell'Unione non dovessero rispettare in qualunque modo, o non osservare le disposizioni delle presenti Costituzione e Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e dei Regolamenti amministrativi, oppure se le riserve formulate da alcuni Membri o amministrazioni dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi di telecomunicazione di Cuba, a livello tecnico, operativo o economico.

61

Originale: spagnolo

Per la Repubblica del Panama:

La Delegazione della Repubblica del Panama alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) dichiara che riserva al suo Governo il diritto di formulare le riserve che riterrà necessarie per proteggere e salvaguardare i suoi diritti ed interessi nazionali qualora Stati Membri dell'Unione manchino in qualunque modo di rispettare le disposizioni della presente Costituzione e della Convenzione, degli annessi, protocolli e regolamenti inerenti, e che incidano, direttamente o indirettamente, sul funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o che pregiudichino la sua sovranità.

Essa si riserva inoltre il diritto di proteggere i suoi interessi qualora le riserve formulate dalle altre Parti contraenti dovessero compromettere il buon funzionamento delle sue riunioni di telecomunicazione.

62

originale:inglese

Per la Repubblica dell'India:

1. Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992), la Delegazione della Repubblica dell'India non accetta per il suo Governo alcuna conseguenza finanziaria derivante da riserve che potrebbero essere formulate da un Membro riguardo alle finanze dell'Unione.

2. Peraltro, la Delegazione della Repubblica dell'India riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per salvaguardare e proteggere i suoi interessi qualora un Membro non osservasse in qualunque modo, una o più disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o dei Regolamenti amministrativi.

63

Originale:inglese

Per lo Stato islamico dell'Afghanistan, la Repubblica algerina democratica e popolare, il Regno di Arabia Saudita, lo Stato di Bahrein, gli Emirati arabi uniti, la Repubblica islamica d'Iran, il Regno hashemita di Giordania, lo Stato del Kuweit, il Libano, il Regno del Marocco, la Repubblica islamica di Mauritania, il Sultanato di Oman, la Repubblica islamica del Pakistan, lo Stato del Qatar, la Repubblica del Sudan, la Tunisia, la Repubblica dello Yemen:

Le Delegazioni dei paesi di cui sopra alla Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra 1992) dichiarano che la loro firma e l'eventuale ratifica da parte dei loro rispettivi Governi, della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) non sono valide nei confronti dell'entità sionista che figura nella presente Convenzione sotto la pretesa appellazione di Israele e non implicano in alcun modo il suo riconoscimento.

64

Originale: inglese

Per il Regno di Arabia Saudita, lo Stato di Barhein, gli Emirati arabi uniti, lo Stato del Kuweit, il Sultanato dell'Oman e lo Stato del Qatar:

Le Delegazioni dei paesi di cui sopra nella Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra,1992) dichiarano che i loro Governi si riservano il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrebbero ritenere necessari per proteggere i loro interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o degli annessi, protocolli o risoluzioni che vi sono allegati, o qualora le riserve effettuate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei loro servizi di telecomunicazione.

65

Originale: inglese

Per il Ghana:

La Delegazione del Ghana alla Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora l'inosservanza delle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o degli annessi o protocolli che vi sono allegati, o le riserve formulate da altri Membri dell'Unione dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

66

Originale: inglese

Per l'Australia:

La Delegazione dell'Australia riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per proteggere i suoi interessi qualora un Membro manchi in qualunque modo di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o degli annessi che vi sono allegati, o qualora le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere i suoi interessi.

67

originale:inglese

Per il Regno dei Paesi Bassi:

I

La Delegazione dei Paesi Bassi riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per salvaguardare i suoi interessi se taluni Membri non partecipano alle spese dell'Unione o non osservano, in qualunque altro modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), o dei loro annessi o dei protocolli facoltativi che vi sono allegati, o qualora riserve formulate da altri Paesi possano comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione o, infine, se riserve formulate da altri paesi dovessero mettere a repentaglio il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

II

La Delegazione dei Paesi Bassi dichiara formalmente per quanto concerne l'articolo 54 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra,1992), che essa mantiene le riserve effettuate a nome del suo Governo all'atto della firma dei regolamenti amministrativi manzionati all'articolo 4.

68

Originale:inglese

Per gli Stati Uniti d'America:

Gli Stati Uniti d'America ribadiscono e si richiamano implicitàmente a tutte le riserve e dichiarazioni formulate nel corso delle Conferenze amministrative mondiali.

Gli Stati Uniti d'America non possono consentire, mediante la firma o ogni successiva ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) ad essere vincolati dai Regolamenti amministrativi adottati prima della data della firma dei presenti Atti finali. Gli Stati Uniti d'America non ssaranno considerati come consenzienti ad essere vincolati dalle revisioni parziali o totali dei Regolamenti amministrativi, adottate dopo la data di firma dei presenti Atti finali, qualora non abbiano espressamente informato l'Unione internazionale delle telecomunicazioni riguardo al loro consenso.

Infine, gli Stati Uniti d'America fanno riferimento alla Sezione 16 dell'articolo 32 della Convenzione e fanno notare che, quando esamineranno la Costituzione e la Convenzione, potrebbero forse essere indotti a formulare riserve addizionali. Di conseguenza, gli Stati Uniti d'America si riservano il diritto di formulare riserve specifiche addizionali al momento del deposito del loro strumento di ratifica della Costituzione e della Convenzione.

69

Originale:inglese

Per Malta:

Nel firmare il presente documento, la Delegazione di Malta riserva al suo governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora taluni Membri non paghino la loro quota contributiva alle spese dell'Unione o non osservino, in qualunque altro modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), degli annessi o dei protocolli che vi sono allegati, o qualora le riserve formulate da altri Paesi fossero di natura tale da compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

70

Originale:francese

Per il Portogallo:

La Delegazione portoghese dichiara, a nome del suo Governo, che non accetta alcuna consguenza derivante da riserve formulate da altri Governi che comportino un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

Essa dichiara inoltre che riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che potrà ritenere necessari per tutelare i suoi interessi qualora alcuni Membri non paghino la loro quota delle spese dell'Unione o manchino in qualunque maniera di conformarsi alle disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), dei loro annessi o dei protocolli che vi sono allegati, o qualora riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

71

Originale: inglese

Per l'Irlanda:

Avendo preso nota delle riserve formulate da alcuni Membri nel Documento 195 della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992) la Delegazione dell'Irlanda riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per proteggere i suoi interessi qualora alcuni Membri non paghino la loro quota delle spese dell'Unione o non osservino in qualunque altro modo, le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) e dei Regolamenti amministrativi che vi sono allegati, oppure se le riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

Inoltre, la Delegazione d'Irlanda riserva al suo Governo il diritto di formulare riserve e dichiarazioni appropriate prima della ratifica della Costituzione e della Convenzione (Ginevra, 1992).

72

Originale: francese

Per la Repubblica islamica di Mauritania:

Nel prendere atto del Documento 195 relativo alle dichiarazioni ed alle riserve e nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992), la Delegazione della Repubblica islamica di Mauritania dichiara che il suo Governo si riserva il diritto:

1. di adottare ogni provvedimento necessario per tutelare i suoi interessi qualora taluni Membri non osservino in qualunque modo le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o se riserve di altri Membri fossero di natura tale da compromettere il funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione;

2. di accettare o meno le conseguenze finanziarie che potrebbero eventualmente derivare da Atti finali o da riserve formulate da Membri dell'Unione.

La Delegazione dichiara inoltre che la Costituzione e la Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) sono soggette a ratifica da parte delle istituzioni nazionali competenti.

73

originale:inglese

Per l'Australia, l'Austria, il Belgio, la Repubblica di Bulgaria, il Canada, la Danimarca, la Finlandia, la Francia, il Giappone, la Grecia, l'Irlanda, l'Italia, il Lussemburgo, Malta, Monaco, il Regno dei Paesi Bassi, la Norvegia, la Nuova Zelanda, il Portogallo, il Principato del Liechtenstein, la Repubblica federale di Germania, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord la Romania, gli Stati Uniti d'America, la Svezia, la Svizzera, la Turchia:

Le Delegazioni dei summenzionati paesi, facendo riferimento alle dichiarazioni formulate dalla Colombia (N.48) e dalla Repubblica del Kenya (N.53) ritengono, nella misura in cui tali dichiarazioni si riferiscono alla Dichiarazione di Bogotà firmata il 3 dicembre 1976 dai paesi equatoriali ed alla rivendicazione di questi paesi di esercitare diritti sovrani su parti dell'orbita dei satelliti geostazionari nonché ad ogni dichiarazione analoga, che tale rivendicazione non può essere ammessa dalla presente Conferenza. Inoltre le Delegazioni dei summenzionati paesi auspicano confermare o rinnovare le dichiarazioni formulate al riguardo a nome di alcune delle summenzionate Amministrazioni, all'atto della firma degli Atti finali della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1979) e della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni sull'utilizzazione dell'orbita dei satelliti geostazionari e sulla pianificazione dei servizi spaziali che utilizzano tale orbita (prima e seconda sessione, Ginevra, 1985 e 1988) della Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Nizza, 1989) e del protocollo finale della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982) come se tali dichiarazioni fossero qui riprodotte in extenso.

Le summenzionate delegazioni desiderano inoltre affermare che il riferimento alla "situazione geografica di taluni paesi" all'articolo 44 della Costituzione non significa che si ammette la rivendicazione di qualunque diritto preferenziale sull'orbita dei satelliti geostazionari.

74

Originale: spagnolo

Per il Messico:

Il Governo del Messico, in considerazione di talune riserve presentate da altri paesi, ratifica le riserve formulate negli Atti finali delle conferenze amministrative mondiali di radiocomunicazioni e della Conferenza amministrativa mondiale telegrafica e telefonica.

75

Originale:inglese

Per lo Stato d'Israele:

1. Essendo le dichiarazioni formulate da alcune Delegazioni nel N. 63 delle dichiarazioni e riserve in contrasto flagrante con i principi e gli obiettivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni e, di conseguenza, prive di qualunque rilevanza, il Governo d'Israele tiene a far sapere ufficialmente che respinge in toto queste dichiarazioni e considera che esse non possono avere alcun valore per quanto riguarda i diritti e gli obblighi degli Stati Membri dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Inoltre poiché Israele e gli Stati arabi hanno intrapreso negoziati volti a pervenire ad una soluzione pacifica del conflitto israelo-arabo, la Delegazione dello Stato d'Israele considera che tali dichiarazioni sono nefaste e nocive alla causa della pace in Medio oriente.

Il Governo dello Stato d'Israele adotterà, per quanto concerne il merito della questione, un'atteggiamento di totale reciprocità nei confronti dei Membri le cui delegazioni hanno formulato la summenzionata dichiarazione.

Inoltre la Delegazione d'Israele nota che la dichiarazione N.63 non si riferisce alla denominazione intera e corretta dello Stato d'Israele. Ciò e totalmente inammissibile e deve essere respinto come violazione delle regole accettate delle prassi internazionali.

2. Peraltro, dopo aver preso nota di varie altre dichiarazioni già depositate, la Delegazione dello Stato d'Israele riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per proteggere i suoi interessi e salvaguardare il funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione nel caso in cui fossero pregiudicati dalle decisioni della presente Conferenza o da riserve effettuate da altre delegazioni.

76

Originale:inglese

Per Malta:

La Delegazione di Malta, avendo preso nota delle dichiarazioni formulate da alcune Delegazioni, riserva al suo Governo il diritto di formulare riserve tra la data della firma e la data di ratifica degli Atti finali (Ginevra, 1992), nonché di ogni altro strumento delle altre conferenze competenti dell'Unione che non sia ancora stato ratificato e riserva inoltre al suo Governo il diritto di formulare riserve addizionali fino alla data di ratifica, da parte del Governo di Malta della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

77

Originale: inglese

Per la Repubblica popolare di Cina:

Dopo aver esaminato le Dichiarazioni contenute nel Documento 195, la Delegazione della Repubblica popolare di Cina:

1. Nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra 1992), dichiara a nome del suo Governo che rinnova le Dichiarazioni formulate alla Conferenza di plenipotenziari di Nairobi (1982) ed alla Conferenza di plenipotenziari di Nizza (1989) dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

2. riserva al suo Governo il diritto di formulare ogni dichiarazione o riserva prima del deposito dello strumento di ratifica della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992).

78

Originale:inglese

Per la Romania:

Dopo aver esaminato le dichiarazioni e le riserve contenute nel Documento 195 della Conferenza, la Delegazione della Romania, nel firmare gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale (Ginevra, 1992) riserva al suo Governo il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterrà necessari per proteggere i suoi interessi qualora le riserve formulate da un altro Paese dovessero mettere a repentaglio il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione o comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione.

79

Originale: inglese

Per il Giappone:

Dopo aver esaminato le Dichiarazioni contenute nel Documento 195, la Delegazione del Giappone riserva al suo Governo il diritto di adottare ogni provvedimento che riterrà necessario per salvaguardare i suoi interessi qualora un Membro non si conformi alle disposizioni della Costituzione o della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o dei suoi Annessi, oppure se le riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere i suoi interessi.

80

Originale: inglese

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

Per quanto concerna la dichiarazione N.49 della Delegazione della Repubblica argentina relativa alle Isole Falkland, alle Isole della Georgia del Sud ed alle Isole Sandwich del Sud, la Delegazione del Regno Unito tiene a precisare che il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord non dubita in alcun modo del diritto di sovranità del Regno Unito sulle Isole Falkland, sulle Isole della Georgia del Sud e sulle Isole Sandwich del Sud.

81

Originale: francese

Per l'Italia:

Avendo preso conoscenza delle dichiarazioni contenute nel Documento 195, la Delegazione dell'Italia riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento che potrà ritenere necessario per salvaguardare i suoi interessi qualora taluni Membri non partecipino alle spese dell'Unione o non osservino in ogni altro modo le disposizioni della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) o dei loro annessi, o dei protocolli facoltativi che vi sono allegati, oppure se riserve formulate da altri paesi rischiassero di comportare un incremento della sua quota contributiva alle spese dell'Unione o infine se riserve formulate da altri paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi di telecomunicazione.

La Delegazione dell'Italia dichiara formalmente per quanto riguarda l'articolo 54 della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) che mantiene le riserve effettuate a nome del suo Governo all'atto della firma dei Regolamenti amministrativi di cui all'articolo 4.

82

Originale: inglese

Per gli Stati Uniti d'America:

Gli Stati Uniti d'America si riferiscono alle dichiarazioni effettuate da vari Membri che si riservano il diritto di adottare tutti i provvedimenti che riterranno necessari per salvaguardare i loro interessi in risposta a riserve formulate da altri paesi e che mettono a repentaglio i loro interessi, all'applicazione delle disposizioni della Costituzione e della Convenzione (Ginevra, 1992) che pregiudicano i loro interessi, e ad altri Membri che non partecipano alla copertura delle spese dell'Unione. Gli Stati Uniti d'America si riservano il diritto di adottare ogni disposizione che riterranno necessaria per salvaguardare gli interessi degli Stati Uniti d'America in risposta a queste azioni.

Seguono le stesse firme che per la Costituzione e la Convenzione.

PROTOCOLLO FACOLTATIVO

concernente la soluzione obbligatoria delle controversie relative alla Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), alla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni ed ai Regolamenti amministrativi

Al momento di procedere alla firma della Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992), i plenipotenziari sottoscritti hanno firmato il presente Protocollo facoltativo concernente la soluzione obbligatoria delle controversie.

I Membri dell'Unione, parti al presente Protocollo facoltativo,

esprimendo il desiderio di ricorrere,per quanto li concerne, all'arbitrato obbligatorio per la soluzione di ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della Costituzione, della Convenzione o dei Regolamenti amministrativi previsti all'articolo 4 della Costituzione,

hanno convenuto le seguenti disposizioni:

ARTICOLO 1

A meno che non sia stata scelta di comune accordo una delle modalità di soluzione enumerate all'articolo 56 della Costituzione, le controversie relative all'interpretazione o all'applicazione della Costituzione, della Convenzione o dei Regolamenti amministrativi di cui all'articolo 4 della Costituzione sono, a richiesta di una delle parti, sottoposte ad un arbitrato obbligatorio. La procedura é quella dell'articolo 41 della Convenzione, il cui paragrafo 5(numero 511) e completato come segue:

"5. Entro tre mesi a decorrere dalla data di ricevimento della notifica della richiesta di arbitrato, ciascuna delle due parti in causa nomina un arbitro. Se, allo scadere di questo termine, una delle parti non ha nominato il suo arbitro, tale nomina e effettuata,su richiesta dell'altra parte, dal Segretario generale che procede in conformità con le disposizioni dei numeri 509 e 510 della Convenzione".

ARTICOLO 2

Il presente Protocollo sara aperto alla firma dei Membri nel momento in cui essi firmeranno la Costituzione e la Convenzione. Esso sara ratificato, accettato o approvato da ogni Membro firmatario secondo le sue regole costituzionali. Sarà aperto all'adesione di tutti i Membri parti alla Costituzione ed alla Convenzione e di tutti gli Stati che diverranno Membri dell'Unione. Lo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione sara depositato presso il Segretario generale.

ARTICOLO 3

Il presente Protocollo entrerà in vigore, per le Parti che lo avranno ratificato, accettato, approvato o che vi avranno aderito,alla stessa data della Costituzione e della Convenzione, a condizione che almeno due strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione che lo concernono siano stati depositati a questa data. Altrimenti, entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

ARTICOLO 4

Il presente Protocollo puo essere emendato dalle parti firmatarie durante una Conferenza di plenipotenziari dell'Unione.

ARTICOLO 5

Ogni Membro parte al presente Protocollo puo denunciarlo con una notifica indirizzata al Segretario generale. Tale denuncia entrerà in vigore allo scadere di un periodo di un anno a decorrere dalla data di ricevimento, da parte del Segretario generale, di tale notifica.

ARTICOLO 6

Il Segretario generale notifica a tutti i Membri:

a) le firme apposte al presente Protocollo ed il deposito di ciascun strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

b) la data alla quale il presente Protocollo sarà entrato in vigore;

c) la data di entrata in vigore di ogni emendamento;

d) la data effettiva di ogni denuncia.

In fede di cio,i rispettivi plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo in un esemplare, in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, il testo francese facente fede in caso di divergenze; tale esemplare rimarrà depositato presso gli archivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni che ne consegneranno una copia a ciascuno dei paesi firmatari.

Fatto a Ginevra, il 22 dicembre 1992.

Nota del Segretariato generale:

Questo Protocollo facoltativo e stato firmato dalle seguenti delegazioni:

Stato islamico dell'Afghanistan, Repubblica di Albania, Regno di Arabia Saudita, Australia, Austria, Commonwealth delle Bahamas, Stato di Bahrein, Barbados, Repubblica di Bielorussia, Belgio, Repubblica del Benin, Regno del Bhutan, Repubblica del Botswana, Repubblica federativa del Brasile, Brunei Darussalam, Repubblica di Bulgaria, Burkina Faso, Repubblica del Burundi. Repubblica del Cameroun, Canada, Repubblica di Capo Verde, Repubblica federale ceca e slovacca, Repubblica Centrafricana,Repubblica del Ciad, Cile, Repubblica di Cipro, Repubblica di Colombia, Repubblica federale islamica delle Comore, Repubblica di Corea, Repubblica di Costa d'Avorio, Cuba, Danimarca, Repubblica di Djibouti, Repubblica araba d'Egitto, Emirati arabi Uniti, Repubblica d'Estonia, Etiopia,Repubblica delle Filippine, Repubblica di Fidj, Finlandia, Repubblica del Gabon, Repubblica di Gambia,Giamaica, Giappone, Regno hashemita di Giordania, Ghana, Grecia, Granada, Repubblica di Guinea, Repubblica dell'Honduras, Repubblica dell'India, Repubblica d'Indonesia, Repubblica islamica d'Iran, Irlanda, Islanda, Stato d'Israele, Italia, Repubblica del Kenya, Stato del Kuwait, Regno del Lesotho, Repubblica di Lettonia, Libano, Repubblica della Liberia, Principato di Liechtenstein, Repubblica di Lituania, Lussemburgo, Repubblica democratica di Madagascar, Malawi, Repubblica del Mali, Malta, Repubblica islamica di Mauritania, Messico, Monaco, Nepal, Repubblica del Niger, Repubblica federale della Nigeria, Norvegia, Nuova Zelanda, Sultanato dell' Oman, Repubblica islamica del Pakistan, Repubblica di Panama, Papuasia-Nuova Guinea, Regno dei Paesi Bassi, , Repubblica di Polonia, Portogallo, Stato del Qatar, Repubblica popolare democratica di Corea, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Repubblica di San Marino, Repubblica del Senegal,Repubblica di Singapore, Repubblica di Slovenia, Repubblica del Sudan, Repubblica socialista democratica di Sri Lanka, Svezia, Confederazione Svizzera, Repubblica del Suriname, Regno dello Swaziland, Repubblica Unita di Tanzania, Tailandia, Tunisia, Turchia, Repubblica di Ungheria,Repubblica orientale dell'Uruguay, Repubblica socialista del Vietnam, Repubblica dello Yemen, Repubblica dello Zambia, Repubblica dello Zimbabwe.

RISOLUZIONI

RISOLUZIONE I

Applicazione provvisoria di alcune parti della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992)

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

avendo esaminato

a) il rapporto "L'UIT di domani; le sfide del cambiamento" redatto dalla Commissione di Alto Livello (CHN) incaricata di esaminare la struttura ed il funzionamento dell'Unione, e di formulare proposte volte a migliorare l'efficacia e la flessibilità di tutte le attività dell'Unione;

b) i testi della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) da essa adottati dopo aver esaminato tale Rapporto,

sottolineando

che e necessario mantenere la predominanza dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni nel mondo delle telecomunicazioni, adattando il prima possibile la sua struttura organizzativa alle sfide che derivano dalla costante evoluzione dell'ambiente mondiale delle telecomunicazioni,

notando

a) che la Costituzione e la Convenzione (Ginevra, 1992) entreranno in vigore il 1 luglio 1994 tra le Parti a tali strumenti;

b) che la presente Conferenza ha previsto per l'Unione la realizzzazione di una nuova struttura e di metodi di lavoro più efficaci la cui attuazione, il prima possibile, é indispensabile ed in linea con le modifiche adottate,

riconoscendo

che le competenze tecniche ed i servizi dei Direttori del CCIR e del CCITT e dei Membri dell'IFRB rimangono preziosi per l'Unione,

decide

1. che le disposizioni della Costituzione e della Convenzione (Ginevra, 1992) relative alla nuova struttura ed ai nuovi metodi di lavoro dell'Unione si applicheranno a titolo provvisorio a decorrere dal 1 marzo 1993;

2. che il Direttore del BDT eletto dalla presente Conferenza assumera le sue funzioni non oltre il 1 febbraio 1993;

3. che, fino alla data che sara precisata dalla prossima Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) per l'entrata in funzione del Direttore dell'Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni, il Direttore del CCITT eserciterà le funzioni di Direttore dell'Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni;

4. che, fino alla data che sara precisata dalla prossima Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) per l'entrata in funzione del Direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni, il Direttore del CCIR eserciterà le sue funzioni di Direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni;

5. che il Direttore dell'Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni ed il Direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni coopereranno per garantire il passaggio armonioso alla nuova struttura;

6. che, fino alla data che sara precisata dalla prossima Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) per l'entrata in funzione di nove membri eletti da tale Conferenza, i membri del Comitato internazionale per la registrazione delle frequenze eserciteranno anche le funzioni del Comitato per il Regolamento delle radiocomunicazioni. Qualora un incarico divenisse vacante nel Comitato attuale, esso non potrà essere ricoperto prima di elezioni tenute a tal fine dalla Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994);

7. che tutte le altre condizioni d'impiego dei funzionari eletti di cui ai paragrafi 3,4 e 6 di cui sopra rimarranno immutate;

8. che l'attuale personale dei Segretariati specializzati del CCITT, del CCIR e dell'IFRB sara assegnato ai nuovi Uffici, il prima possibile, dal Segretario generale, in consultazione con i Direttori di tali Uffici;

9. che, trattandosi dell'attuazione del numero 13 della Convenzione:

a) per quanto riguarda il Direttore del BDT l'elezione da parte della presente Conferenza non sara considerata come la prima elezione a tale incarico;

b) per quanto riguarda i Direttori del CCITT e del CCIR la loro elezione da parte della Conferenza di plenipotenziari (Nizza,1989) sara considerata come prima elezione agli incarichi di Direttori rispettivamente dell'Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni e dell'Ufficio delle radiocomunicazioni ,

incarica i membri dell'attuale Comitato internazionale di registrazione delle frequenze

a) di fornire la loro assistenza ai lavori in corso sulla semplificazione del Regolamento delle radiocomunicazioni e di effettuare ogni compito speciale che potrebbe essere loro affidato dal Segretario generale;

b) di render conto alla prossima Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni di ogni difficoltà che potrebbe essere causata dall'attuazione degli Atti finali delle conferenze amministrative mondiali e regionali,

incarica il Segretario generale

1. di adottare tutti i provvedimenti necessari per realizzare la nuova struttura ed i nuovi metodi di lavoro, in conformità con le disposizioni modificate pertinenti della Costituzione e della Convenzione adottate dalla presente Conferenza secondo le clausole e le condizioni della presente Risoluzione;

2. di presentare un rapporto di attività al Consiglio nelle sue due prossime sessioni ordinarie (1993 e 1994);

3. di comunicare tali rapporti, nonché le osservazioni e le conclusioni del Consiglio, a tutti i Membri dell'Unione,

incarica il Consiglio

di esaminare i rapporti di attività del Segretario generale e di adottare tutte le decisioni necessarie per dare pienamente effetto alla presente Risoluzione.

RISOLUZIONE 2

Ripartizione dei compiti tra il Settore delle radiocomunicazioni ed il Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

considerando

a) la necessità per la presente Conferenza di plenipotenziari addizionale di fornire direttive ed orientamenti generali appropriati ai Settori;

b) gli obiettivi generali stabiliti per i lavori dei Settori di cui negli articoli 12 e 17 della Costituzione che specificano le funzioni del Settore delle radiocomunicazioni e del Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni, nonché negli articoli 11 e 14 della Convenzione che descrivono dettagliatamente la base della ripartizione dei compiti e del futuro coordinamento tra i due Settori;

c) la ripartizione iniziale dei compiti tra i Settori delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni così come auspicata dalla Commissione di Alto livello sulla struttura ed il funzionamento dell'Unione nella sua raccomandazione 37 e nella raccomandazione 38 che propone un regolare riesame della ripartizione dei compiti tra i due Settori;

d) le raccomandazioni 49 e 51 della Commissione ad Alto Livello volte ad aiutare i paesi in via di sviluppo a partecipare ai lavori del Settore delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni, individuando e raggruppando a tal fine i temi che sono oggetto di studi approfonditi e che potrebbero in particolare interessare tali paesi e favorire la loro partecipazione;

e) la necessità di accrescere l'efficacia e la sensibilità dei Settore delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni, pur mantenendo una certa flessibilità nella ripartizione dei compiti mediante un esame continuato della ripartizione delle attività tra le commissioni di studio di questi due Settori al fine di tener conto dell'evoluzione delle circostanze;

f) che saranno costituiti gruppi consultivi nei Settore delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni in vista di esaminare le priorità, le strategie e l'avanzamento dei lavori di ciascun Settore e di favorire la cooperazione ed il coordinamento tra questi settori e gli organismi regionali di normalizzazione;

prendendo nota

a) dei lavori effettuati dai Direttori del CCIR e del CCITT che hanno elaborato una lista indicativa iniziale di questioni in base alla raccomandazione 37 della Commissione ad Alto Livello e del rapporto dei Direttori alla Conferenza di plenipotenziari addizionale;

b) dei lavori effettuati dai gruppi ad hoc costituiti in virtù della Risoluzione 106 del CCIR e della Risoluzione 18 del CCITT ed in particolare dei principi approvati alla riunione del gruppo ad hoc del CCIR nel giugno del 1992 concernenti la ripartizione dettagliata dei compiti e la gestione permanente delle relazioni tra i due Settori dell'Unione;

c) delle proposte formulate dai Direttori del CCIR e del CCITT in vista dello svolgimento in gennaio 1993 di una riunione comune dei gruppi creati in virtù della Risoluzione 106 del CCIR e della Risoluzione 18 del CCITT,

decide

di adottare le raccomandazioni 37, 38 , 49 e 51 della Commissione ad Alto Livello per quanto concerne il mandato generale del Settore delle radiocomunicazioni e di normalizzazione delle telecomunicazioni, nonché la promozione della partecipazione dei paesi in via di sviluppo ai lavori del Settore,

incarica

i Direttori dell'Ufficio delle radiocomunicazioni e dell'Ufficio per la normalizzazione delle telecomunicazioni, di lavorare insieme sull' elaborazione di proposte relative alla ripartizione iniziale dei compiti tra i Settori in modo da assicurare:

-che vi siano le minime perturbazioni possibili nei lavori permanenti dei Settori;

- che il raggruppamento dei lavori offra agli esperti di tutti i paesi le migliori possibilità per una partecipazione efficace;

- che si evitino, nella misura del possibile,duplicazioni di lavoro tra le rispettive commissioni di studio dei Settori,

e di rendere conto della ripartizione iniziale proposta nella prima Assemblea mondiale delle radiocomunicazioni nonché nella prima Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni,

decide inoltre

1. che l'Assemblea delle radiocomunicazioni e la Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni confermeranno la ripartizione dettagliata dei compiti;

2. che avranno luogo riunioni ordinarie di gruppi consultivi dei Settori delle radiocomunicazioni e di normalizzazione delle telecomunicazioni per proseguire l'esame dei compiti nuovi o esistenti e la loro ripartizione tra questi settori, sotto riserva di conferma da parte dei Membri;

3. che, con l'aiuto dei Direttori e dei gruppi consultivi competenti, l'Assemblea mondiale delle radiocomunicazioni e la Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni stabiliranno procedure per l'esame continuato e la riassegnazione dei compiti, a seconda delle convenienze, al fine di raggiungere l'efficacia ricercata dall'Unione, in considerazione del fatto che si tratta nella fattispecie, in conformità con lo spirito del rapporto della Commissione ad Alto Livello, di:

- ridurre al minino la duplicazione delle attività dei Settori;

- raggruppare le attività di normalizzazione in modo da incoraggiare la cooperazione ed il coordinamento dei lavori del Settore di normalizzazione delle telecomunicazioni con gli organismi regionali di normalizzazione;

4. che i Direttori degli Uffici delle radiocomunicazioni e di normalizzazione delle telecomunicazioni renderanno conto dei principali risultati di questo processo di esame e di ripartizione dei compiti nella Conferenza di plenipotenziari di Kyoto (1994);

invita i Membri dell'Unione

a) a fare in modo che questo esame sia obiettivo e che tenga pienamente conto della rapida evoluzione delle esigenze della comunicazione internazionale, assicurando la partecipazione ai gruppi consultivi di rappresentanti competenti, ad alto livello e provenienti da orizzonti diversi;

b) a studiare le procedure per un esame continuativo e per la riassegnazione dei compiti,ed a presentare rapporti su tali argomenti alla riunione ordinaria dei gruppi ad hoc istituiti in virtù della Risoluzione 106 del CCIR e della Risoluzione 18 del CCITT che si svolgerà nel gennaio del 1993 ;

c) a tener conto, nella preparazione dell'Assemblea delle radiocomunicazioni e della Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni, del rapporto dei Direttori sulla ripartizione dei compiti tra i due Settori, in vista di formulare una raccomandazione comune per l'attuazione iniziale da parte di queste Conferenze,

incarica il Segretario generale

di attirare l'attenzione del Consiglio sul rapporto dei Direttori relativo all'applicazione della presente Risoluzione.

RISOLUZIONE 3

Creazione di gruppi consultivi per il Settore delle radiocomunicazioni e per il Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

considerando

a) che è necessario adottare provvedimenti al fine di esaminare le priorità e le strategie da attuare nell'ambito delle attività dell'Unione relative alle radiocomunicazioni ed alla normalizzazione delle telecomunicazioni ed impartire avvisi ai Direttori degli Uffici delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni;

b) che è auspicabile che tali provvedimenti siano attuati il prima possibile;

c) le disposizioni pertinenti della Convenzione che entreranno in vigore il 1 luglio 1994,

riconoscendo

a) che il settore delle telecomunicazioni è in costante evoluzione;

b) che le attività dei Settori dovranno essere riesaminate in permanenza;

c) l'importanza dei lavori già intrapresi in vista di migliorare i metodi di lavoro del CCIR e del CCITT, da parte dei gruppi ad hoc creati ai sensi della Risoluzione 106 del CCIR e della Risoluzione 18 del CCITT e l'interesse di proseguire questi lavori;

decide

che conviene creare nel Settore delle radiocomunicazioni e nel Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni, gruppi consultivi incaricati:

- di studiare le priorità e le strategie delle attività di questi rispettivi Settori;

- di esaminare i progressi compiuti nell'esecuzione dei rispettivi programmi di lavoro dei Settori;

-di fornire direttive relative ai lavori delle commissioni di studio;

- di raccomandare provvedimenti miranti in particolar modo ad incoraggiare la cooperazione ed il coordinamento con altri organi di normalizzazione, con il Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni , nei due Settori e tra questi Settori, come pure con l'Unità di pianificazione strategica del Segretariato generale,

incarica

1. i Direttori degli Uffici delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni di organizzare i gruppi consultivi corrispondenti che comprenderanno rappresentanti delle amministrazioni, degli enti e delle organizzazioni approvate in conformità con le disposizioni dell'articolo 19 della Convenzione, e rappresentanti delle commissioni di studio;

2. La Conferenza mondiale per la normalizzazione delle telecomunicazioni (Helsinki, 1993) e l'Assemblea delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1993):

2.1 di esaminare le priorità, le strategie e l'avanzamento dei lavori, di stabilire per ciascun gruppo un mandato e procedure di lavoro appropriate e di impartire direttive riguardo ai lavori di ciascun settore ed alla cooperazione con altri enti;

2.2. di assicurarsi che i gruppi consultivi perseguano i lavori già intrapresi dai gruppi ad hoc creati dal CCIR e dal CCITT ai sensi della Risoluzione 106 del CCIR e della Risoluzione 18 del CCITT,

incarica inoltre

I Direttori degli Uffici delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni di fare rapporto ogni anno ai membri del loro Settore ed al Consiglio sui risultati dei lavori svolti dai gruppi consultivi.

RISOLUZIONE 4

Partecipazioni di enti e di organizzazioni diverse dalle amministrazioni alle attività dell'Unione

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

considerando

le raccomandazioni 2,3 5, 6, 15,23, 48, 54, 58, 68 e 69 della Commissione ad Alto Livello volta ad allargare la partecipazione alle attività dell'Unione e i vincoli esistenti fra l'Unione e le altre organizzazioni,

riconoscendo

a) che solo i Membri rappresentano i loro diritti sovrani in seno all'Unione nella maniera che ritengono utile, ed esercitano detti diritti tramite un'Amministrazione da essi designata;

b) che é importante incoraggiare un maggior numero di partecipanti a contribuire alla riuscita dell'Unione, conferendo loro diritti ed obblighi appropriati;

notando

a) che esistono già criteri e procedure applicabili alla partecipazione alle attività dell'Unione dei gestori riconosciuti, degli organismi scientifici o industriali e di altre organizzazioni menzionate nella Convenzione;

b) che è necessario in particolar modo stabilire criteri e procedure per dar seguito alle richieste provenienti dagli enti menzionati ai numeri 230 e 231 della Convenzione che desiderano partecipare alle attività dell'Unione;

c) che possono essere previste varie categorie di partecipanti in tutta la gamma delle possibilità di partecipazione identificate all'articolo 19 della Convenzione;

d) che le procedure e le condizioni relative alla partecipazione nonché i diritti e gli obblighi dei partecipanti possono differire da una categoria all'altra,

decide

che le disposizioni dell'articolo 19 della Convenzione devono essere attuate a titolo provvisorio il più rapidamente possibile dal Segretario generale e dai Direttori degli Uffici,

incarica il Consiglio

1. di studiare, di elaborare e di raccomandare il prima possibile i criteri e le procedure applicabili alla partecipazione degli enti e delle organizzazioni di cui ai numeri 230 e 231 della Convenzione alle attività dell'Unione;

2. di sottoporre le sue raccomandazioni ai Membri per osservazioni;

3. di presentare le sue raccomandazioni finali alla Conferenza dei plenipotenziari di Kyoto (1994);

incarica il Segretario generale

di aiutare il Consiglio a compiere questo studio, preparando un rapporto sugli argomenti pertinenti, accompagnato da raccomandazioni e da ogni altra informazione che il Consiglio potrà domandare.

RISOLUZIONE 5

Gestione dell'Unione

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

considerando

a) le raccomandazioni 8,16, 17 e 18 della Commissione ad Alto Livello relative alla pianificazione strategica ed al funzionamento del Consiglio;

b) la necessità per il Consiglio di concentrare maggiormente la sua attenzione sui grandi temi politici, di affrontarli da un punto di vista strategico, e di render conto ai Membri dei risultati previsti dei lavori dell'Unione,

notando

le responsabilità affidate alla Conferenza di plenipotenziari, al Consiglio, al Segretario generale ed al Comitato di coordinamento per la pianificazione e la gestione strategica delle attività dell'Unione negli articoli 8,10 e 11 della Costituzione e negli articoli 4,5,e 6 della Convenzione,

incarica il Segretario generale

a) di elaborare e di proporre al Consiglio politiche e piani strategici per l'Unione;

b) di elaborare un bilancio biennale in vista del suo esame da parte del Consiglio, in conformità con i piani quadriennali dell'Unione stabiliti nella Conferenza di plenipotenziari,

incarica il Segretario generale ed il Consiglio

di applicare le modalità di gestione migliorata raccomandate dalla Commissione ad Alto Livello, in particolare quelle concernenti la trasparenza della ripartizione dei costi ed i controlli del bilancio preventivo,

incarica il Consiglio

1. di stabilire un bilancio preventivo biennale nel quadro di una pianificazione strategica globale, in vista:

i) di individuare e di sostenere gli obiettivi fissati ed i risultati delle attività dell'Unione

ii) di determinare le risorse necessarie per svolgere queste attività;

2. di presentare alla Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) un progetto di piano strategico che includa gli obiettivi ed i programmi di lavoro elaborati dai Settori;

3. di prevedere la creazione di commissioni eventualmente necessarie per aiutarlo ad adempiere alle sue funzioni di controllo e ad esaminare altri aspetti della gestione dell'Unione,

<u>decide</u>

che il Consiglio deve esaminare i progetti di bilancio preventivo presentati dal Segretario generale apportandovi, se del caso, modifiche appropriate in vista di distribuire le risorse in conformità con i piani strategici e gli obiettivi dell'Unione, nonché con le attività ed i programmi di lavoro specifici dei tre Settori.

RISOLUZIONE 6

Compiti prioritari dell'Ufficio per lo sviluppo delle telecomunicazioni (BDT)

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

consapevole del fatto

che le telecomunicazioni costituiscono uno strumento fondamentale per lo sviluppo economico e sociale dei paesi

considerando

a) che ha adottato una nuova struttura dell'Unione che comporta un Settore di sviluppo delle telecomunicazioni in modo da attenuare, tra l'altro, lo squilibrio esistente tra Nord e Sud nel settore delle telecomunicazioni;

b) che ha ridefinito le funzioni delle conferenze mondiali e regionali di sviluppo delle telecomunicazioni nelle disposizioni pertinenti della Costituzione e della Convenzione;

c) che tali decisioni traducono la volontà della comunità internazionale di dotare l'Unione di uno strumento indispensabile per il rafforzamento della cooperazione e del partenariato a favore dei paesi in via di sviluppo;

d) che l'adozione dell'ordine del giorno di una conferenza di sviluppo dovrebbe essere oggetto di un'ampia consultazione tra i Membri dell'Unione,

incarica il Consiglio

1. di convocare la prima Conferenza mondiale di sviluppo delle telecomunicazioni al più presto prima della Conferenza di plenipotenziari prevista a Kyoto nel 1994;

2. di adottare nella sua sessione del 1993 l'ordine del giorno di detta Conferenza sulla base di un rapporto del Direttore dell'Ufficio di sviluppo per le telecomunicazioni e delle osservazioni dei Membri dell'Unione, secondo il numero 213 della Convenzione,

incarica il Segretario generale

di procedere ad un'ampia consultazione dei Membri sui punti che devono essere trattati dalla Conferenza mondiale di sviluppo delle telecomunicazioni indicando loro, tra l'altro, i seguenti aspetti:

- sostegno ai paesi in via di sviluppo per incrementare la loro efficace partecipazione alle attività dei vari settori dell'Unione;

- formazione delle risorse umane nel settore della pianificazione, della gestione delle reti, della gestione finanziaria e della commercializzazione dei prodotti e dei servizi;

- mezzi che consentano di promuovere una politica di industrializzazione nel settore delle telecomunicazioni per i paesi in via di sviluppo in relazione con gli organismi bilaterali e multilaterali interessati;

- promozione di una mobilitazione delle risorse necessarie per l'attuazione delle attività summenzionate, in particolare il finanziamento dei progetti contenuti nei piani di sviluppo;

- rafforzamento della presenza regionale dell'Unione , delegando i mezzi conformi con i programmi regionali ed armonizzando le attività di sede con quelle delle strutture decentralizzate a livello sia regionale che zonale;

- sostegno ai paesi meno progrediti in modo da favorire lo sviluppo delle loro reti di telecomunicazione.

RISOLUZIONE 7

Disposizioni da adottare immediatamente da parte dell'Ufficio per lo sviluppo delle telecomunicazioni (BDT)

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

avendo adottato

una nuova struttura per l'Unione fondata sul rapporto della Commissione ad Alto Livello e composta dal Settore delle radiocomunicazioni, dal Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni e dal Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni,

considerando

a) che l'avvenire dell'Unione dipenderà dall'efficacia con la quale questi tre Settori adempiono ai compiti loro affidati e che la partecipazione attiva del maggior numero possibile di Membri alle attività di questi Settori ne condiziona la riuscita;

b) che la partecipazione attiva dei paesi in via di sviluppo ai lavori del Settore delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni esige risorse umane e finanziarie sproporzionate rispetto alle possiblità di questi paesi;

c) che si e cercato a piu riprese, ma con scarso successo, di accrescere la partecipazione dei paesi in via di sviluppo alle attività del CCIR e del CCITT;

d) che il numero 224 della Convenzione, il quale é stato adottato, incarica il Direttore del BDT di organizzare, con l'assistenza di altri due Settori, riunioni d'informazione destinate ad aggiornare i paesi in via di sviluppo riguardo alle attività di questi Settori;

e) che le attività dei GAS devono essere trasferite dal CCIR e dal CCITT al BDT secondo la raccomandazione 50 della Commissione ad Alto Livello;

f) che i paesi in via di sviluppo possono partecipare alle attività dei Settori delle radiocomunicazioni e della normalizzazione delle telecomunicazioni e trarne profitto, nella misura in cui gli Uffici dei tre Settori collaborano strettamente all'organizzazione di riunioni d'informazione periodiche ed al perseguimento delle attività dei GAS,

considerando inoltre

che il programma di lavoro del BDT dovrà essere adottato dalla prossima Conferenza mondiale per lo sviluppo delle telecomunicazioni e che questa Conferenza non sarà probabilmente convocata prima del 1994,

<u>decide di incaricare</u>

1. il Direttore del BDT:

1.1 di istituire il prima possibile, nel quadro del suo Ufficio, un organo incaricato di intraprendere, mediante consultazione con gli altri due Uffici, lo studio delle modalità dettagliate di pianificazione e di organizzazione delle riunioni d'informazione specificate al numero 224 della Convenzione;

1.2. di ricercare, con l'assistenza dei Direttori degli Uffici dei Settori di radiocomunicazioni e di normalizzazione delle telecomunicazioni, meccanismi appropriati che consentano di agevolare la partecipazione dei paesi in via di sviluppo alle attività di questi Settori;

1.3 di elaborare, un programma globale delle attività ai sensi dei punti 1.1 e 1.2 di cui sopra da sottoporre all'esame della prossima Conferenza mondiale per lo sviluppo,;

1.4 di intraprendere, con i Direttori degli altri due Uffici e con il primo Presidente incaricato di coordinare le attività dei GAS (nominato dalla IX Assemblea plenaria del CCITT, Melbourne, 1988)lo studio delle modalità secondo le quali le attività dei GAS saranno perseguite in seno al BDT, e preparare un rapporto su questo argomento che sara sottoposto alla prossima Conferenza mondiale di sviluppo.

2. I Direttori degli Uffici di radiocomunicazioni e di normalizzazione delle telecomunicazioni, in conformità con i numeri 183 e 207 della Convenzione, di collaborare con il Direttore dell'Ufficio del BDT al fine di fornire il sostegno necessario per l'attuazione del punto 1 della presente Risoluzione.

RISOLUZIONE 8

Gruppo volontario di esperti incaricati di studiare l'assegnazione e l'utilizzazione migliorata dello spettro delle frequenze radioelettriche e la semplificazione del Regolamento delle radiocomunicazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

ricordando

a) che, nella sua Risoluzione 8, la Conferenza di plenipotenziari (Nizza, 1989) ha deciso di creare un Gruppo volontario di esperti (GVE) in particolare per semplificare il Regolamento delle radiocomunicazioni;

b) che, in questa stessa Risoluzione, é stato deciso di chiedere al GVE di sottoporre i suoi rapporti e le sue raccomandazioni al Consiglio alla sessione del 1993;

c) che il Consiglio é stato invitato ad esaminare i rapporti e le raccomandazioni del GVE ed a farli pervenire, accompagnati dalle sue conclusioni, alle amministrazioni prima del 1 gennaio 1994,

avendo deciso

a) di raggruppare le attività dell'Unione relative alle radiocomunicazioni in un unico Settore;

b) di sostituire il Comitato internazionale di registrazione delle frequenze composto da membri permanenti con un Comitato per il Regolamento delle radiocomunicazioni rappresentato a tempo parziale;

c) di optare per un ciclo biennale di conferenze mondiali delle radiocomunicazioni ,

riconoscendo

a) che i rapporti sottoposti alla presente Conferenza hanno sottolineato l'importanza di semplificare il prima possibile l'attuale Regolamento delle radiocomunicazioni;

b) che il GVE prosegue i suoi lavori in maniera soddisfacente ma che, data la complessità del suo compito, esso avrà bisogno di un periodo di tempo supplementare per elaborare il suo rapporto finale e le sue raccomandazioni;

c) che il rapporto finale e le raccomandazioni del GVE non saranno disponibili prima dell'inizio del 1994;

d) che le amministrazioni avranno bisogno di tempo sufficiente per poter esaminare questo rapporto e prepararsi ad una Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni, l'unica abilitata ad esaminare tale rapporto ed a pronunciarsi sul seguito da darle;

e) che l'esame del rapporto e delle raccomandazioni del GVE e la successiva adozione del Regolamento delle radiocomunicazioni modificato rappresenterebbe un compito gravoso per una conferenza competente,

sottolineando

l'urgenza e l'importanza di semplificare l'attuale Regolamento delle radiocomunicazioni ai fini della gestione futura, a livello internazionale, delle limitate risorse naturali costituite dallo spettro delle frequenze radioelettriche e dall'orbita dei satelliti geostazionari (OSG),

decide di incaricare il Consiglio

1. di fornire al GVE l'appoggio necessario in maniera che esso possa completare i suoi lavori non oltre il primo trimestre del 1994;

2. di organizzare, nel 1994, riunioni d'informazione in varie regioni del mondo per far meglio conoscere le raccomandazioni del GVE;

3. di prevedere una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni durante il secondo semestre del 1995 e di iscrivere, all'ordine del giorno di detta Conferenza, l'esame del rapporto finale e delle raccomandazioni del GVE,

chiede

alla Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) di adottare i provvedimenti necessari per la convocazione di una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni durante il secondo semestre del 1995.

RISOLUZIONE 9

Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni del 1993

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

notando

a) che é previsto lo svolgimento di una conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni ad Helsinki nel 1993;

b) che tutte le attività del Settore delle radiocomunicazioni debbono essere dirette dalla Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni e dall'Assemblea delle radiocomunicazioni;

c) che il Consiglio di Amministrazione ha previsto,nel bilancio preventivo dell'Unione e nel calendario delle riunioni, lo svolgimento nel 1993 della prima Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni;

d) che l'articolo 13 della Costituzione e gli articoli 7 e 11 della Convenzione (Ginevra, 1992) contengono le disposizioni pertinenti applicabili alla convocazione delle conferenze mondiali delle radiocomunicazioni,

considerando

a) le raccomandazioni 57, 58 e 59 della Commissione ad Alto livello relative alle conferenze mondiali delle radiocomunicazioni;

b) che la Costituzione e la Convenzione (Ginevra, 1992) entreranno in vigore il 1 luglio 1994;

c) che é auspicabile assicurare una transizione armoniosa ed iniziare senza indugio i lavori nel Settore delle radiocomunicazioni;

d) che si dispone di poco tempo per preparare una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni nel 1993;

e) la Risoluzione 523 della Conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni del 1992 (CAMR-92),

decide

che una conferenza mondiale delle radiocomunicazioni sarà convocata a Ginevra nel 1993 al fine :

a) di presentare raccomandazioni al Consiglio sull'ordine del giorno della Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni del 1995, compresa la revisione dèl Regolamento delle radiocomunicazioni in base al rapporto del Gruppo volontario di esperti, nonchè direttive sui provvedimenti atti ad agevolare l'utilizzazione delle bande di frequenze attribuite al servizio mobile via satellite, raccomandando di iscrivere tali argomenti all'ordine del giorno della Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni del 1995;

b) di presentare raccomandazioni sull'ordine del giorno preliminare della Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni del 1997,

<u>chiede all'Assemblea delle radiocomunicazioni associata alla Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni del 1993</u>

a) di esaminare le raccomandazioni dei gruppi consultivi istituiti ai sensi delle Risoluzioni 106 e 107 del CCIR sull'esame strategico e sulla ristrutturazione delle commissioni di studio;

b) di stabilire il programma di lavoro e le commissioni di studio del nuovo Settore delle radiocomunicazioni compreso il programma dei lavori futuri relativi alla radiodiffusione ad onde decametriche tenendo conto di ogni rapporto presentato dall'IFRB sull'applicazione della Risoluzione 523 della CAMR-92;

c) di esaminare i rapporti ed ogni progetto di raccomandazioni risultante dai lavori delle commissioni di studio del CCIR che non sia stato possibile adottare per corrispondenza;

d) di prendere in considerazione la revisione della Risoluzione 97 del CCIR secondo la Risoluzione 12 della presente Conferenza,

<u>incarica il Consiglio</u>

di adottare disposizioni per la convocazione di tale Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni e di iscrivere all'ordine del giorno i punti menzionati nel "decide" della presente Risoluzione,

<u>incarica il Segretario Generale ed il Direttore dell'Ufficio delle radiocomunicazioni</u>

di fornirgli l'appoggio necessario per i lavori della Conferenza e per i lavori che saranno ulteriormente intrapresi dalle commissioni di studio del Settore delle radiocomunicazioni.

RISOLUZIONE 10

Approvazione delle raccomandazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

in considerazione

a) del fatto che si prevede di tenere una Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni ad Helsinki nel 1993;

b) del fatto che il Consiglio d'amministrazione ha previsto, nel bilancio preventivo e nel calendario delle riunioni dell'Unione, lo svolgimento nel 1993 di una prima Conferenza mondiale delle radiocomunicazioni e di un'Assemblea delle radiocomunicazioni associata,

notando

a) che l'Unione adotterà misure a livello internazionale per dare un posto piu importante alle telecomunicazioni nell'economia e nella società mondiale;

b) che converrebbe che i paesi Membri partecipino maggiormente alla funzione di normalizzazione affinché l'adozione delle raccomandazioni relative alle radiocomunicazioni ed alla normalizzazione sia un processo debitamente legittimato da una maggioranza qualificata,

considerando

a) l'analisi della Commissione ad Alto Livello secondo la quale "é d'importanza primaria che la funzione di normalizzazione sia adattata in maniera più adeguata agli interessi dei paesi in via di sviluppo";"il coordinamento multilaterale dell'utilizzazione delle radiocomunicazioni deve essere trasparente e consentire un accesso giusto ed equo alle risorse dell'orbita e dello spettro" e " i paesi in via di sviluppo devono svolgere un ruolo più significativo, per non aggravare ulteriormente il divario tecnologico";

b) che essendo il processo di elaborazione e di adozione delle norme essenziale per lo sviluppo delle telecomunicazioni, conviene associarvi più strettamente i paesi in via di sviluppo;

c) che e indispensabile risolvere i problemi pratici per associare più strettamente i paesi in via di sviluppo al processo di elaborazione e di approvazione delle raccomandazioni sulla normalizzazione e le radiocomunicazioni, con riserva di valutare i risultati delle raccomandazioni 49, 50, 51, 52 e 53 della Commissione ad Alto Livello,

decide

1. che la prima Conferenza mondiale di normalizzazione delle telecomunicazioni (Helsinki, 1993) e la prima Assemblea delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1993) rivedranno rispettivamente la Risoluzione 2 del CCITT e la Risoluzione 97 del CCIR in vista di modificare i regolamenti interni al fine:

   1.1. di approvare con una maggioranza determinata di risposte favorevoli, le raccomandazioni da adottare per corrispondenza;

   1.2 di definire il mezzo con il quale un Membro per il quale l'applicazione di una raccomandazione puo essere pregiudizievole, puo far conoscere i suoi problemi al Direttore dell'Ufficio competente in vista di una soluzione rapida;

2. che ciascun Direttore renderà conto nella successiva conferenza competente di tutti i problemi portati a sua conoscenza,

incarica il Direttore del BDT

di esaminare tutte le possibilità offerte dalle raccomandazioni 50, 51, 52 e 53 della Commissione ad Alto Livello per incoraggiare e rafforzare la partecipazione dei paesi in via di sviluppo all'elaborazione ed all'approvazione delle raccomandazioni sulla normalizzazione e le radiocomunicazioni.

RISOLUZIONE 11

Durata delle conferenze di plenipotenziari dell'Unione

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

notando

a) che la raccomandazione 14 della Commissione ad Alto Livello auspica che le Conferenze di plenipotenziari dell'Unione si svolgano ad intervalli fissi di quattro anni e che ciò consentirebbe di ridurre la loro durata e di concentrarsi su questioni di politica generale a più lungo termine,

b) che esigenze crescenti gravano sulle risorse dell'Unione nonchè sulle Amministrazioni e sui delegati che partecipano alle conferenze internazionali che trattano di telecomunicazioni,

decide

1. che le Conferenze di plenipotenziari che seguiranno la Conferenza di plenipotenziari che avra luogo a Kyoto nel 1994 saranno, salvo casi di necessità urgente, limitate ad una durata massima di quattro settimane;

2. che il Segretario generale adotterà le misure richieste affinché durante queste Conferenze, il tempo sia utilizzato nella maniera piu efficace;

3. che le Conferenza di plenipotenziari dovrebbero concentrarsi su questioni di politica generale più à lungo termine ed in tal senso esaminare e adottare decisioni riguardo al progetto di Piano strategico presentato dal Consiglio, il quale precisa gli obiettivi, i programmi di lavoro ed i risultati previsti dal Segretariato generale e dai tre Settori dell'Unione fino alla successiva Conferenza di plenipotenziari.

RISOLUZIONE 12

Regolamento interno delle conferenze e delle riunioni dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992)

ricordando

la Risoluzione 41 della Conferenza di plenipotenziari di Malaga-Torremolinos (1973) e la Risoluzione 62 della Conferenza di plenipotenziari di Nairobi (1982)

considerando

che é già stato raggiunto l'obiettivo perseguito dalla Conferenza di plenipotenziari di Nizza (1989) per quanto riguarda la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Nairobi, 1982), cioé di raggruppare le disposizioni a carattere fondamentale in una Costituzione e le altre disposizioni in una Convenzione,

notando

che esistono nella Convenzione disposizioni di natura pratica relative a conferenze e riunioni, suscettibili di essere modificate più di frequente delle altre disposizioni di detta Convenzione,

riconoscendo

che occorre evitare di modificare di frequente la Convenzione,e che sarebbe opportune a tal fine, trasferire determinate norme in un 'altra raccolta ad uso interno per le conferenze e le riunioni dell'Unione, che si presterebbe più facilmente ad una revisione,

consapevole della

difficoltà per la presente Conferenza di pronunciarsi, data la necessità di procedere a studi per conoscere le prassi in vigore nelle istituzioni specializzate dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed in altre organizzazioni intergovernative,

incarica il Consiglio

1. di esaminare questa questione e di creare, se necessario, nella sua 48 sessione, tenendo debitamente conto del principio di un'equa ripartizione geografica, un gruppo di esperti che designeranno su base volontaria i Membri dell'Unione per aiutarla ad attuare la presente Risoluzione, con il seguente mandato:

1.1 di elaborare i progetti di Regolamento interno per le conferenze e le riunioni dell'Unione, adottando come base le regole esistenti in materia nella Convenzione, senza escludere la possibilità di aggiungere disposizioni considerate come necessarie o utili;

1.2 di elaborare progetti di modifiche da apportare eventualmente alla Convenzione e se necessario alla Costituzione;

1.3 di sottoporre alla 49 sessione del Consiglio un rapporto provvisorio nonché ogni documento eventualmente elaborato;

2. di sottoporre su questa questione, un rapporto alla successiva Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) ai fini del suo esame e per ottenere ogni istruzione o direttiva concernente il proseguimento dei lavori;

3. di assicurarsi che le spese che dovranno essere sostenute dall'Unione siano unicamente quelle derivanti dall'elaborazione, dalla traduzione, dalla pubblicazione e dalla divulgazione dei documenti, nonchè dall'interpretazione durante le riunioni che saranno eventualmente svolte dal gruppo menzionato al paragrafo 1 precedente. Rimane inteso che per ridurre al minimo tutte le spese, il gruppo dovrebbe lavorare per quanto possibile per corrispondenza.

incarica il Segretario generale

di aiutare il Consiglio ed il gruppo di esperti ad applicare la presente Risoluzione.

RISOLUZIONE 13

Miglioramento dell'utilizzazione dei mezzi tecnici e dei mezzi di immagazzinaggio e di divulgazione dei dati dell'Ufficio delle radiocomunicazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra 1992)

considerando

a) la grande diversità delle attività dell'Ufficio delle radiocomunicazioni connesse con l'esame tecnico e l'elaborazione delle schede di notifica delle assegnazioni di frequenza, nonchè con l'imagazzinaggio e la divulgazione di questi dati;

b) il fatto che lo Schedario di riferimento internazionale delle frequenze contiene oltre cinque milioni di voci, il che rappresenta oltre un milione di assegnazioni di frequenza;

c) che l'Ufficio elabora oltre 70 000 iscrizioni ogni anno, alcune delle quali debbono essere oggetto di un esame tecnico e di un'elaborazione approfondita;

d) che l'Unione con la partecipazione dei suoi vari servizi é tenuta ad elaborare, convalidare, immagazzinare e divulgare le iscrizioni ed i risultati dei lavori dell'Ufficio.

tenendo conto

a) degli sforzi sostenuti che sono stati spiegati in questi ultimi anni per migliorare la gestione delle funzioni corrispondenti alle attività dell'Ufficio;

b) del pesante onere di lavoro cui l'Ufficio deve far fronte in permanenza;

c) degli svariati sforzi richiesti all'Ufficio per trattare le numerose iscrizioni oltre alle risorse necessarie per svolgere le varie attività connesse con l'esame tecnico di queste iscrizioni,

decide

che uno studio venga iniziato sulle spese inerenti all'esame tecnico delle notifiche di assegnazioni di frequenza, per le varie classi di stazioni di radiocomunicazione, le reti satellitari e altre, comprese le spese inerenti all'immagazzinaggio elettronico di dati,

incarica il Segretario generale

di intraprendere e di presentare un rapporto sui risultati di detto studio, comprese le possibilità di riduzione delle spese

invita la Conferenza di plenipotenziari di Kyoto, 1994

ad esaminare la questione, tenendo conto del summenzionato rapporto del Segretario generale.

RISOLUZIONE 14

Accesso elettronico ai documenti ed alle pubblicazioni dell'Unione

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

considerando

a) la raccomandazione 46 della Commissione ad Alto Livello ("L'Unione internazionale delle telecomunicazioni di domani: le sfide del cambiamento, Ginevra, aprile 1991")

b) la necessità di agevolare lo scambio e la divulgazione della documentazione e delle pubblicazioni dell'Unione;

c) l'evoluzione dell'elaborazione elettronica dell'informazione;

d) l'opportunità di cooperare con gli organismi che lavorano sull'elaborazione delle norme pertinenti;

e) le disposizioni relative ai diritti di autore di cui beneficia l'Unione per quanto concerne le sue pubblicazioni;

f) la necessità di mantenere i proventi derivanti dalla vendita delle pubblicazioni;

g) la necessità di attuare un processo rapido ed efficace di normalizzazione a livello mondiale,

decide

1. che tutti i documenti dell'Unione disponibili sotto forma elettronica destinati ad agevolare la rapida elaborazione di raccomandazioni dell'Unione saranno resi accessibili ad ogni Membro o membro di un Settore, mediante mezzi elettronici;

2. che tutte le pubblicazioni ufficiali registrate nelle banche dati dell'Unione per divulgazione elettronica, comprese le raccomandazioni dell'Unione presentate sotto forma di pubblicazioni dal Settore delle radiocomunicazioni o dal Settore per la normalizzazione delle telecomunicazioni, siano rese accessibili mediante mezzi elettronici, dietro un appropriato pagamento all'Unione per ogni pubblicazione richiesta. Nel richiedere una pubblicazione, l'acquirente s'impegna a non riprodurla in vista della sua divulgazione né a venderla all'esterno della sua Organizzazione. Tali pubblicazioni possono essere utilizzate nell'Organizzazione che le riceve, in caso di necessità, per completare i lavori dell'Unione o di ogni organismo di normalizzazione che elabora norme connesse, per fornire direttive concernenti la messa a punto e la realizzazione di attrezzature e di o di servizi, o per completare la documentazione relativa ad una attrezzatura o ad un servizio;

3. che nulla di quanto sopra puo pregiudicare i diritti d'autore detenuti dall'Unione, cosicché ogni ente che desideri riprodurre le pubblicazioni dell'Unione in vista della loro successiva vendita, dovrà ottenere un accordo in tal senso;

incarica il Segretario generale

1. di adottare le misure necessarie per agevolare l'attuazione delle disposizioni previste ai sensi della presente Risoluzione;

2. di vigilare affinché le pubblicazioni cartacee siano messe a disposizione il più rapidamente possibile in modo da non precludere ai Membri che non dispongono di mezzi elettronici dell'accesso alle pubblicazioni dell'Unione.

RISOLUZIONE 15

Esame della necessità di creare un forum per il dibattito di strategie e di orientamenti politici data la situazione evolutiva dell'ambiente delle telecomunicazioni

La Conferenza di plenipotenziari addizionali dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

considerando

che, come stabilito dalla Costituzione e dalla Convenzione (Ginevra, 1992) l'Unione ha come oggetto di promuovere un approccio piu generale a livello internazionale delle questioni di telecomunicazioni sollevate dalla mondializzazione dell'economia e della società dell'informazione, collaborando con altre organizzazioni intergovernative regionali ed internazionali,

riconoscendo

a) che il Segretario generale deve elaborare, con la partecipazione del Comitato di coordinamento,la politica ed i piani strategici dell'Unione e coordinare le sue attività, vale a dire che deve preparare e sottoporre al Consiglio un rapporto annuale che prenda atto dell'evoluzione dell'ambiente delle telecomunicazioni e contenga raccomandazioni relative alle politiche ed alle strategie future dell'Unione;

b) che il Consiglio deve esaminare le principali tematiche della politica delle telecomunicazioni e vigilare affinché gli orientamenti politici e la strategia dell'Unione siano perfettamente adattati all'evoluzione costante dell'ambiente delle telecomunicazioni , vale a dire che deve esaminare ogni anno il rapporto preparato dal Segretario generale sulle politiche e la pianificazione strategica raccomandate dall'Unione ed adottare i provvedimenti appropriati;

c) che le amministrazioni, consapevoli della necessità di riesaminare in permanenza le loro politiche e la loro legislazione in materia di telecomunicazioni e coordinarle a livello internazionale con quelle degli altri Membri in un ambiente di telecomunicazioni in rapida evoluzione , dovrebbero poter dibattere in permanenza ed in maniera approfondita le loro strategie e le loro politiche nonché quelle dell'Unione;

d) che e necessario che l'Unione, organizzazione internazionale di primissimo piano nel campo delle telecomunicazioni, istituisca un forum in seno al quale sara assicurato il coordinamento delle politiche dei Membri e sarà elaborata la strategia dell'Unione,

<u>decide</u>

1. che, sulla base di un rapporto del Segretario generale, il Consiglio esaminera nella sua sessione ordinaria del 1994, la necessità di creare un forum nel quale le amministrazioni potranno discutere le loro strategie e le loro politiche in materia di telecomunicazioni. Il Consiglio sottoporrà alla successiva Conferenza di plenipotenziari appropriate raccomandazione in base a questo esame;

2. che la prossima Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) adotterà disposizioni al riguardo.

RISOLUZIONE 16

Rafforzamento delle relazioni con le organizzazioni regionali di telecomunicazione

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992),

<u>considerando</u>

a) che é necessario, data l'importanza recentemente assunta dalle organizzazioni regionali che si occupano di questioni essenziali in materia di telecomunicazioni , che l'Unione cooperi strettamente con queste organizzazioni;

b) che le attività regionali dell'Unione e di queste organizzazioni regionali mirano ad alcuni obiettivi comuni e che dunque l'attuazione congiunta di progetti regionali favorirà lo sviluppo delle telecomunicazioni regionali,

<u>incarica il Segretario generale</u>

1. di consultare le organizzazioni regionali di telecomunicazione sulle possibilità di cooperazione;

2. di sottoporre all'esame del Consiglio un rapporto sui risultati di questa consultazione,

incarica il Consiglio

1. di esaminare il rapporto presentato dal Segretario generale e di prendere le misure appropriate;

2. di comunicare alla prossima Conferenza di plenipotenziari (Kyoto, 1994) i risultati ottenuti.

RACCOMANDAZIONE 1

Deposito degli strumenti ed entrata in vigore della Costituzione e della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra,1992)

La Conferenza di plenipotenziari addizionale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra,1992)

tenendo conto

del desiderio espresso nel Rapporto della Commissione ad Alto Livello di dare all'Unione i mezzi per adattarsi rapidamente alla situazione evolutiva dell'ambiente delle telecomunicazioni ,

considerando

là norma dell'articolo 58 della Costituzione che prevede che i summenzionati strumenti dell'Unione entreranno in vigore il 1 luglio 1994 tra i Membri che avranno depositato prima di questa data il loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione,

considerando inoltre

che e nell'interesse dell'Unione che la Costituzione e la Convenzione entrino in vigore il 1 luglio 1994 tra il maggior numero possibile di Membri,

notando

che non é necessario per i Membri dell'Unione intraprendere la loro procedura nazionale di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione relativa alla Costituzione ed alla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Nizza, 1989) che non sono sinora entrate in vigore,

invita

tutti i Membri dell'Unione ad accelerare la loro procedura nazionale di ratifica, di accettazione o di approvazione (vedere l'articolo 52 della Costituzione) o di adesione (vedere l'articolo 53 della Costituzione) alla Costituzione ed alla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Ginevra, 1992) ed a depositare il loro strumento unico presso il Segretario generale il piu rapidamente possibile di preferenza prima del 1 luglio 1994,

incarica il Segretario generale

di comunicare immediatamente la presente raccomandazione a tutti i Membri dell'Unione tramite lettera circolare e di rammentarne periodicamente il contenuto, quando lo riterrà opportuno, ai Membri dell'Unione che non avessero in quel momento ancora depositato il loro strumento.

INDICE ANALITICO

degli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari addizionale(Ginevra, 1992)

Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni

Protocollo facoltativo concernente il regolamento obbligatorio delle controversie relative alla Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, alla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni ed ai Regolamenti amministrativi

Risoluzioni
Raccomandazione

TA-A

Termini utilizzati*)	Costituzione +suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
A			
Abrogazione e sostituzione della precedente Convenzione	239		
Accettazione (ved.Ratifica, accettazione,approvazione)			
Accordi,intese			
di finanziamento	118		
tra l'Unione e le Nazioni Unite	205		
tra l'Unione ed altre organizzazioni internazionali	58		
particolari relativi alle telecomunicazioni	193		
provvisori con altre organizzazioni internazionali	58		
regionali	194		
Accreditamenti (ved. Credenziali)			
Adesione			
Costituzione,Convenzione, strumento unico	22,212		
strumento di emendamento	229	524	
Protocollo facoltativo			PF
Regolamenti amministrativi	216		
Agenzia internazionale per l'energia atomica (AIEA) (vedere anche Osservatore)		262,292 A1002	
Amministrazione	A1002		
Ammissione(Ved.Membri)			

*)Se un termine utilizzato e contrassegnato da più numeri consecutivi, e indicato in linea di massima solo il primo numero. I numeri sono quelli che figurano in margine ai testi, e non quelli degli articoli o dei paragrafi.

****

Nota - Protocollo facoltativo(PF), Risoluzione (Ris); Raccomandazione (Rac.).

TA-A

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
Annessi	34, Annesso	Annesso	
Applicazione provvisoria di alcune parti della Costituzione e della Convenzione			Ris 1
Approvazione(Ved.Ratifica, accettazione,approvazione; ved.anche Raccomandazioni e Regolamenti amministrativi)			
Arbitrato(ved.anche Soluzione delle controversie)	234	507	
Arretrati	169		
Assemblea delle radiocomunicazioni	83	129	
- annullamento della seconda assemblea delle radiocomunicazioni		29,299	
-convocazione	91	27	
-funzioni		129	
-invito e ammissione		284,295	
-presidenza		137	
Assistenza tecnica(V.Cooperazione e assistenza tecnica)			
Astensioni (V. Credenziali)			
Atti finali			
-approvazione definitiva		462	
-numerazione		460	
-firma		463	

Nota - Protocollo facoltativo(PF), Risoluzione (Ris); Raccomandazione (Rac.).

TA-B

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
B			
Bilancio preventivo (ved.anche Finanze dell'Unione)	51	dell'Unione)	
Bollettino d'informazione e di documentazione generale sulle telecomunicazioni		99	
C			
Canali di telecomunicazioni, istituzione, gestione e salvaguardia	186		
Capacità giuridica dell'Unione	176		
Chiamate e messaggi di soccorso	200		
Classe contributiva (ved.Contributi)			
Comitato consultivo per lo sviluppo delle telecomunicazioni		227	
Comitato di coordinamento	74	106	
-composizione	148		
-funzioni	149	106	
Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni	43,82	139	
-composizione	93	139	
-elezione e questioni connesse	56,62,63	20	
-funzioni	94	140	
-metodi di lavoro	101	143	
-partecipazione:			
-Conferenza di plenipotenziari		141	
-conferenze delle radiocomunicazioni e assemblee delle radiocomunicazioni		141,281	
-posti vacanti		21	
-segretario esecutivo		174	
-spese di viaggio, diarie e assicurazioni		142	

TA-C

TA-C

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
-conferenza di radiocomunicazioni (V.Conferenza delle radiocomunicazioni)			
-convocazione		75	
-convocazione alle sedute		372	
-data e luogo, cambiamento		299,312	
-disposizioni amministrative e finanziarie		94	
-credenziali		324	
-diritto dei membri di partecipare	26		
-diritto di voto (V.anche Voto)	27	407	
-firma dei testi definitivi (V.anche Atti finali)		463	
- franchigia		467	
-inaugurazione		342	
-lingue (V.anche lingue)	172	490	
-limitazione degli interventi		400	
-lista degli oratori, chiusura		403	
-mozioni d'ordine (V. anche Mozioni e punti d'ordine)		388	
Ordine			
- dei dibattiti		386	
- dei posti		341	
-organizzazione dei lavori	177		
-punti d'ordine(V.anche Mozioni e punti d'ordine)			
-presidente e vice-presidenti		388	
-elezione		346	
-prerogative		352	
-processi-verbali,resoconti e rapporti		447,452	
-approvazione		456	
-procura (V.Voto)			
-proposte(V.Proposte)			
- quorum		385	
-Regolamento interno, regole di procedura (V.anche Regolamento)		340 a 467	
-responsabilità finanziaria		488	
-riunione senza governo invitante		311	
-ripercussioni finanziarie	92,115,142 147		
-riserve(V.Riserve)			
-segretariato			
-delle conferenze		95,97	
-di ogni riunione relativa alle telecomunicazioni		97	
- voto (V.Voto)		463	

TA-C

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
Conferenze mondiali e regionali per lo sviluppo delle telecomunicazioni	45,131,137		
-conclusioni	142		
-convocazione		26,75	
-ordine del giorno		213	
ruòlo	137	208	
Conferenza di plenipotenziari	40,47	1	
-ammissione		267	
-commissioni(V.Commissioni)			
-convocazione	47	75	
-date e luogo		2	
-durata			Ris 11
-finanziamento	158		
-invito		256	
Conferenze di radiocomunicazioni	43,81,89		
-annullamento della seconda conferenza		29,299	
-Conferenza mondiale del 1993			Ris9
-convocazione	90	24	
-decisioni	92		
-funzioni	89	112,138	
-invito e ammissione		271,276	
-ordine del giorno		113	
-regionali	43	138	

TA-C

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
Conferenze mondiali di normalizzazione delle telecomunicazioni	107,113		
addizionale	114	30,299	
convocazione	114	25,75	
decisioni	115		
ruolo	113	184	
Conferenze mondiali delle telecomunicazioni internazionali	42,146		
convocazione		48	
decisioni	147		
ordine del giorno, partecipazione		49	
ruolo	146		
Conferenze regionali	194		
--Conti (V.Finanze dell'Unione)			
Consiglio	41		
accordi provvisori		80	
competenze	69	61	
casi non previsti dalla Costituzione, dalla Convenzione e dai Regolamenti amministrativi		79	
composizione,Membri	65	50	
-assessori	66		
-elezione	54,61	7	
-eleggibilità, rieleggibilità		7	
-posti vacanti		8	
-qualifiche		56	
-ripartizione equa dei seggi	61		
-spese di viaggio, diarie e assicurazioni		57	
controllo finanziario del Segretariato generale e dei Settori	71		
convocazione delle conferenze		75	
coordinamento con le organizzazioni internazionali		80	
corrispondenza, soluzione di una questione per		54	
esame delle decisioni adottate dal Segretario generale senza l'appoggio del Comitato di coordinamento		109	
finanziamento	156		
presidente e vice-presidente		55	
regolamento interno	67		

TA-C

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
resoconti di lavori		81	
segretario		59	
sessione			
-addizionale		52	
-ordinaria		51	
Conti internazionali, istituzione e regolamento dei			
Costituzione,Convenzione			
abrogazione della precedente Convenzione	238		
adesione(V.anche Adesione)	22		
annessi	34,Annesso	Annesso	
applicazione provvisoria di alcune parti			Risl
casi non previsti dalla		79	
contravvenzioni	190		
copie certificate conformi, originali	241		
-definizioni	33		
denuncie(V.anche Denuncia)	236		
disposizioni finali	208		
divergenze tra testi di strumenti	32,242		
divergenze linguistiche	173,242		
emendamenti(V.anche Emendamenti)	224	519	
entrata in vigore	238		Racl
esecuzione degli strumenti	37,69		
ratifica,accettazione, approvazione (V.Ratifica, accettazione,approvazione)			
registrazione	240		
regolamenti amministrativi (V.Regolamenti amministrativi)			
Consultazioni	28		
ammissione di nuovi Membri	23		
casi non previsti dalla Costituzione e dalla Convenzione		79	
conferenze, luogo e data, ordine del giorno	28	42,46,118 123,138,302 304,305,307 312	

TA-D

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
Contravvenzioni, notifica	190		
Contributi	159		
applicabilità	163		
-nuovi Membri dell'Unione		472	
arretrati	169		
aumento,scelta di una classe superiore		471	
-emendamento	162		
enti ed organizzazioni	159,168,170	475	
paesi meno progrediti		468	
riduzione del livello contributivo	165		
-enti ed organizzazioni		482	
Membri	165		
scelta della classe	160		
scala delle classi		468	
spese delle conferenze		476,468,481	
unità contributive		468	
volontari		486	
Controversie (V.Soluzione delle controversie)			
Convenzione (V.Costituzione,Convenzione)			
Cooperazione e assistenza tecnica(V.anche Paesi in via di sviluppo)			
oggetto dell'Unione	3,4,14,19		
Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni	118	208	
Cooperazione internazionale nel settore delle telecomunicazioni	3		
Corrispondenza pubblica	A1004		
Credenziali, poteri		324	
commissione di verifica		334,361	
procura		335	
rappresentanti di enti ed organizzazioni		339	
passaggio di		335	
Crediti, linee di credito preferenziali	19		
D			
Data di entrata in vigore degli strumenti dell'Unione (V.Entrata in vigore)			
Difesa nazionale,installazione dei servizi di	202		
Definizioni	33,Annesso	Annesso	
Delegazione	47,A1005	268,277,296 324	
ordine dei posti		341	
credenziali(V.anche poteri)		324	

TA-D

TA-E

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
E			
Elezioni			
principi e questioni connesse	60	7	
Enti ed organizzazioni			
contributi finanziari	59,168,1	475	
lista dei "Membri"		237	
partecipazione ai lavori dei Settori		228	
Emendamento	224	519	
adozione, maggioranza richiesta	227	522	
condizioni per esame, decisione oppure voto		382	
definizione		432	
termine e modalità di presentazione delle proposte	224	519	
esame ed adozione	57		
omessi o differiti		384	
presentati durante la Conferenza		374	
quorum	226	521	
strumento di emendamento unico	229	524	
-entrata in vigore	229	524	
- ratifica,accettazione, approvazione o adesione	229	524	
- registrazione	232	528	
voto		435	
Entrata in vigore (V.anche applicazione provvisoria di alcune parti della Costituzione e della Convenzione)			
Costituzione, Convenzione	238		
Protocollo facoltativo			PF
Strumenti di emendamento (V. Emendamento)			
Esperto		A1001	

TA-F

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
F			
Finanze dell'Unione	155	468	
arretrati	169		
bilancio preventivo	51		
-base, limite di spesa	51		
-biennale	168	73,100	
-preventivo dei Settori	168	181,205,223,100	
-preparazione da parte del			
- Segretario Generale		100	
- di previsione		73	
conti			
-approvazione da parte della Conferenza di plenipotenziari	53	74	
-verifica annuale e approvazione dal Consiglio		74	
contributi (AV.anche Contributi)	159		
denuncia (V.Denuncia)			
fondi di riserva		485	
interessi delle somme dovute		474	
responsabilità finanziaria delle conferenze		488	
spese	155		
-conferenze	158	476	
-regionali	167		
-Consiglio	156		
- limite di spesa	51		
-ripercussioni finanziarie	92,115,142		
delle decisioni adottate dalle conferenze	147		
-Segretariato generale e Settori	157		
verifica dei conti		74	
Firma dei testi definitivi delle conferenze (V.Atti finali)			

TA-G

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
Fondo monetario internazionale		500	
Franchigia		467	
Frequenze dello spettro radioelettrico	11,95	177	
assegnazione, ripartizione, registrazione delle assegnazioni e iscrizione			
Gruppo volontario di esperti incaricato di studiare l'assegnazione e l'utilizzazione migliorata dello spettro di frequenze radioelettriche e la semplificazione del Regolamento delle radiocomunicazioni		172	Ris 8
Schedario di riferimento internazionale delle frequenze		172	
Funzionari eletti	55,150		
direttore (V.Direttori)			
diritto dei Membri a presentare dei candidati	26		
divieto di presentare			
elezione	55	13	
proposte		320	
ripartizione geografica equa	62,154		
Segretario generale,Vice-Segretario generale (V.Segretario generale, Vice Segretario generale)			
statuto, conduzione	150		
G			
Gestione dell'Unione	84		Ris 5
Gestione, gestore	A1007	229	
riconosciuta	A1008		
Giornale d'informazione e di documentazione generale sulle telecomunicazioni		99	
Gruppi consultivi per il Settore delle radiocomunicazioni ed il Settore della normalizzazione delletelecomunicazioni			Ris 3
Gruppo volontario di esperti (V.Frequenze dello spettro radioelettrico)			

TA-M

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
Mozioni e punti d'ordine		388	
aggiornamento del dibattito		398	
chiusura dell'elenco degli oratori		403	
chiusura del dibattito		399	
limitazione degli interventi		400	
ordine di priorità		390	
questioni di competenza		405	
ritiro e ripresentazione		406	
sospensione o scioglimento di seduta		397	

TA-N

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
N			
Nazioni Unite			
Accordo con l'Unione	205		
adesione dei Membri delle Nazioni Unite alla Costituzione ed alla Convenzione	22		
-invito ed ammissione alle conferenze dell'Unione		259,278,291	
-programmi internazionali	14,72	221	
-regime comune		63,89,92	
-registrazione degli strumenti presso il Segretario generale	232,240	528	
-relazioni con l'Unione	205		
Normalizzazione delle telecomunicazioni (V.anche telecomunicazioni)	13		
Notifica delle contravvenzioni	190		
O			
Oggetto dell'Unione	2,49,78,104 118		
Obblighi dei Membri	24		
Osservatore		A1002	
assemblee delle radio comunicazioni, conferenze di normalizzazione e conferenze di sviluppo		290,297	
Conferenze di plenipotenziari		258,269	
conferenze delle radio comunicazioni		273,278,282	
Orbita dei satelliti geostazionari	11,196	177	
Organizzazioni internazionali			
accordi stipulati con il Consiglio		80	
contributi alle spese (V. Contributi)			
partecipazione ai settori		228	
relazioni con l'Unione	206		
Organizzazioni regionali	194		
Organizzazioni regionali di telecomunicazioni	123		
rafforzamento delle relazioni con l'Unione			Ris16
Organismi di finanziamento e di sviluppo internazionali	19,23	229	
Organismo scientifico o industriale		229,AI004	

TA-P

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
P			
Partecipazione			
alle conferenze		267,276,295	Ris 4
alle finanze(V.Contributi)			
di enti ed organizzazioni alle attività dell'Unione		228	Ris 4
Paesi in via di sviluppo(V.anche Cooperazione ed assistenza tecnica)			
assistenza tecnica	4		
sviluppo di impianti e circuiti di telecomunicazioni	14		
paesi meno progrediti (V.Contributi)			
Ufficio di sviluppo delle telecomunicazioni(V.Settore per lo sviluppo delle telecomunicazioni)			
Pareri giuridici		91	
Pensioni	52	72,89	
Cassa comune pensioni		72	
Personale dell'Unione	150		
assegnazione temporanea		93	
carattere internazionale funzioni	151		
cassa assicurazione personale UIT		72	
condizioni di servizio		89	
membri del personale	52		
funzionari eletti (V.Funzionari eletti)			
indennità	52	67,72,89	
interessi finanziari	152		
pensioni(V.anche pensioni)	52		
personale tecnico e amministrativo degli Uffici		182,206, 226	
piani pluriannuali		71	
qualifiche	154	69	
regime comune		63,89,92	
ripartizione geografica equa	154	69	
Statuto del personale		63	
supervisione amministrativa del personale		92	
retribuzioni,scale di base	52	65	
Pianificazione strategica,e politica	50	61,86,108	Ris.15
Posti vacanti (V.Elezioni)			
Punti d'ordine (V.Mozioni e punti d'ordine)			
Priorità delle telecomunicazioni			
chiamate e messaggi di soccorso	200		
epidemiologiche dell'OMS	191		
di Stato	192		
relative alla sicurezza della vita umana	191		

TA-P

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
Procura (Vedi credenziali e Voto)			
Progetti sociali	19		
Proposte			
condizioni per esame, decisione o voto		382	
o voto di emendamento (V.Emendamento)			
omesse o differite		384	
ordine di voto di una proposta relativa ad una stessa questione		430	
presentate durante la conferenza		374	
presentate prima dell'apertura della conferenza		373	
termini e modalità di presentazione		315	
voto per parti		428	
Protocollo facoltativo relativo alla Soluzione obbligatoria di controversie relative alla Costituzione,alla Convenzione ed ai Regolamenti amministrativi	235		PF
Pubblico,diritto ad utilizzare il servizio internazionale delle telecomunicazioni	5,179		
Pubblico, stampa		464	
Pubblicazioni			
accesso elettronico			Ris 14
banche dati dei Settori		178,203,320	
documenti di servizio, bollettini d'informazione		98	
giornale d'informazione e di documentazione generale sulle telecomunicazioni		99	
Q			
Quorum (V.anche Emendamento)		385	
R			
Radiocomunicazioni	A1009	A1005	
disposizioni speciali relative ai Regolamenti delle radiocomunicazioni (V.Regolamento delle radio comunicazioni)	195		
Settore delle radio-comunicazioni (V.Settore delle radiocomunicazioni)			

TA-R

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
interferenze pregiudizievoli (V. anche Interferenze pregiudizievoli)	197,A1003		
Rapporti			
attività dell'Unione, politica e pianificazione strategica	50	61,82,86,102	
attività dei Settori, rapporti dei direttori degli Uffici		125,180,204, 222	
Assemblea delle radiocomunicazioni		136	
Conferenze mondiali e regionali di sviluppo		212	
evoluzione dell'ambiente delle telecomunicazioni		86,108	
finali delle commissioni di studio		131,157,194,249	
gestione finanziaria		73,101,487	
lavori del Comitato di coordinamento		111	
termini e modalità di presentazione alle Conferenze		321	
Ratifica, accettazione, approvazione			
Costituzione, Convenzione, strumento unico	208,231		
Protocollo facoltativo			PF
Regolamenti amministrativi	216		
strumento di emendamento	229		
Raccomandazioni			
di una conferenza ad una altra conferenza		250	
sulla normalizzazione delle telecomunicazioni	104		
-approvazione		192,247,249	Ris 10
sulle radiocomunicazioni	78		
-approvazione		149,247,249	Ris 10
Regime comune delle Nazioni Unite		63,89,92	
Registrazione della Costituzione e della Convenzione	240		
Regolamento(i)			
amministrativi (V. Regolamenti amministrativi)			
adottati dal Consiglio		90	
finanziario		63,101,485	
interno, regole di procedura			

TA-R

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
-Comitato del Regolamento delle radiocomunicazioni		147	
-conferenze ed altre riunioni	177	340 a 467	Ris12
-Consiglio	67		
-regole complementari	178		
Regolamenti amministrativi	29,215		
casi non previsti		79	
consenso ad essere vincolati	216		
contravvenzioni	190		
definizione dei termini	36		
esecuzione	37,69		
revisioni			
-applicazione provvisoria	217		
-parziali o totali	89,146	114	
-termini e modalità di presentazione delle proposte alle conferenze		317	
Regolamenti di conti internazionali		497	
Regolamento delle radiocomunicazioni (V.anche Regolamenti amministrativi)	31		
Regolamento delle telecomunicazioni internazionali(V.anche Regolamenti amministrativi)	31		
Relazioni esterne	149		
Ripartizione geografica equa	62,154	69	
Riserve			
atti finali		445	
Regolamenti amministrativi	216		
Responsabilità dei Membri riguardo agli utenti	183		
Responsabilità finanziaria (V.Conferenze)			
Retribuzioni e indennità (V.Personale)			

TA-S

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
Solùzione delle controversie	233		
arbitrato	234	507	
negoziazione,canali diplomatici	233		
notifica delle contrav venzioni	190		
obbligatorio	235		
Protocollo facoltativo	235		PF
Ufficio di sviluppo(V. anche Ufficio di sviluppo delle telecomunicazioni)	133	216	
commissioni di studi (V.anche Commissioni di studi)	132,144	214	
conferenze mondiali e re- gionali di sviluppo(V. anche conferenze mondiali e regionali di sviluppo delle telecomunicazioni)	131	208	
direttore dell'Ufficio (V.anche Direttori)	133		
funzioni e struttura	118		
funzionamento	130		
"membri"	134		
Settore della normalizzazione delle telecomunicazioni	44,104	184	
bilancio preventivo		205	
Ufficio della normalizzazione (vedere anche Ufficio della normalizzazione delle teleco- municazioni)	109	198	
commissioni di studi della normalizzazione (V.anche Commissioni di studi)	108,116	192	
(V.anche Conferenze mondiali di normalizzazione)	107,113	184	
direttore dell'Ufficio (V.anche Direttori)	109		
funzioni e struttura	104		
funzionamento	106		
gruppi consultivi			Ris 3
"membri"	110		

TA-S

Termini utilizzati*)	Costituzione + suo Annesso (A)	Convenzione + suo Annesso (A)	V. Nota
Settori			
cooperazione, coordinamento tra i	79,105,119	158,160,195 197,215	
disposizioni comuni ai tre Settori <<membri>>	86,110,134	238	
-denuncia		240,483	
-enti/organi che si occupano di questioni di telecomunicazioni		230	Ris 4
-ammissione		234	Ris 4
-ER, OSI, organismi di finanziamento o di sviluppo		229	Ris 4
-ammissione		233	Ris 4
-istituzioni specializzate delle Nazioni Unite e Agenzia internazionale dell'energia atomica		236,262	
-Liste di "membri"		237	
-organizzazioni regionali ed altre organizzazioni internazionali di telecomunicazioni, di normalizzazione. di finanziamento o di sviluppo		231	Ris 4
- ammissione		235	Ris 4
-organizzazioni regionali di telecomunicazioni		236,260	Ris 4
-organizzazioni intergovernative che gestiscono sistemi satellitari		236,261	Ris4
partecipazione del rappresentante di un Membro del Consiglio alle riunioni dei Settori		58	
relazioni dei Settori tra di loro e con le organizzazioni internazionali		252,254	
ripartizione dei compiti tra i Settori, revisione	75,105,119	158,195,215	Ris2
spese	157	477,480	
Settore dello sviluppo delle telecomunicazioni	45,118	208	
appoggio tecnico dei direttori degli altri Uffici		183,207	
Bilancio preventivo		223	

TA-T

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
Regolamento delle telecomunicazioni (V.Regolamento delle telecomunicazioni internazionali)			
regolamentazione	18		
risoluzioni,decisioni, raccomandazioni, auspici	18,42	185,192	
responsabilità dei Membri	183		
segreto	184		
sicurezza vita umana	191		
stazioni di	37		
tariffazione	16,104	193,496	
canali ed impianti, istituzione, gestione e salvaguardia	186		
Telegrammi	A1013		
privati	A1015		
Telegrafia	A1016		
Telefonia	A1017		
Termini,definizioni	34,Annesso	Annesso	
U			
Unità contributiva (V.Contributi)			
Unità monetaria		500	
Universalità	20		

TA-V

Termini utilizzati*)	**Costituzione + suo Annesso (A)**	**Convenzione + suo Annesso (A)**	**V. Nota**
V			
Verifica dei conti (V.Finanze dell'Unione)			
Vice-Segretario generale (V.anche Segretario generale, Vice-Segretario generale)	73,77		
Votazioni		411,416	
astensioni		435	
commissioni e sotto-commissioni		444	
condizioni richieste per la votazione		382	
diritto di voto	27	407	
-gestione riconosciuta		409	
-perdita	169,210		
di una proposta per parti		428	
emendamenti, votazione		435	
interruzione		426	
maggioranza		410	
non-partecipazione		414	
per procura		335	
procedure		417	
proposte relative ad una stessa questione, ordine delle		430	
quorum,seduta plenaria		385	
ripetizione		438	
spiegazioni della votazione		427	

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 800):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (MARTINO) il 5 settembre 1994.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 novembre 1995, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 27 aprile 1995.

Relazione scritta annunciata il 16 maggio 1995 (atto n. 800/*A* - relatore sen. CASTELLANI).

Esaminato in aula e approvato il 13 giugno 1995.

Camera dei deputati (atto n. 2681):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 14 luglio 1995, con pareri delle commissioni I, V e IX.

Esaminato dalla III commissione il 25 ottobre 1995.

Esaminato in aula e approvato il 17 gennaio 1996.

96G0055

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(8651333) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.